

Remerciements

Je tenais à remercier certaines personnes qui ont apporté leur concours à la réalisation de ce mémoire.

Tout d'abord, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à M. Philippe Foro pour avoir accepté de diriger ce travail de recherche, pour s'être rendu disponible et avoir, par ses conseils précieux, pu orienter ma réflexion.

Je tiens également à remercier Mgr Georges Pontier, ancien archevêque de Marseille, et le père Joseph Dao, prêtre de l'ensemble paroissial de Tournefeuille, pour leur disponibilités et leurs témoignages respectifs sur Mgr Etchegaray et le Vietnam.

Ma reconnaissance va également à Tiphaine et Vincent Destremau, mes parents, pour leur soutien et leur travail de relecture de ce mémoire. Je n'oublie également pas mes frères et sœur qui ont pu proposer des suggestions très utiles. Je suis également reconnaissant envers MM. Slimane Rassine et Clément Maury, dont l'appui et les conseils furent importants tout au long de cette année, ainsi que M. François Ribere, pour avoir contribué à l'illustration de ce mémoire.

Enfin, je souhaiterai dédier ce travail de recherche à deux personnes décédées au cours de la réalisation de ce mémoire : le cardinal Roger Etchegaray, lui-même, et le journaliste Henri Tincq, dont les articles ont été très utiles pour alimenter ma réflexion.

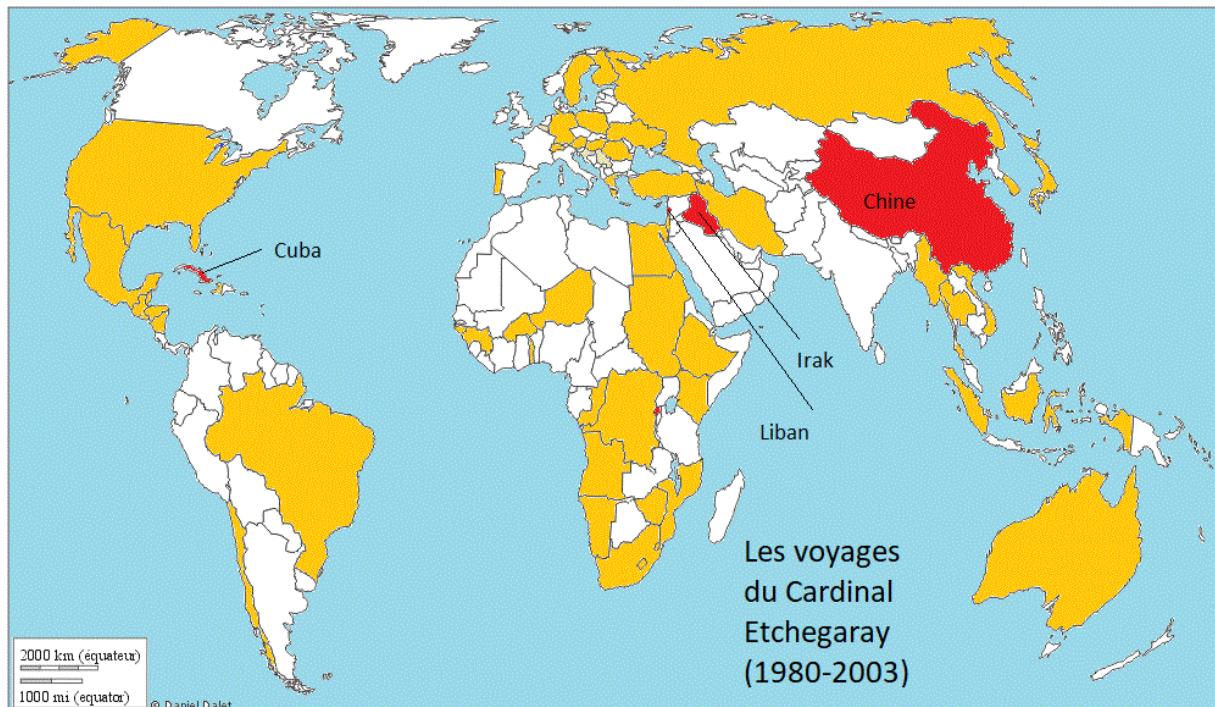


Illustration 1: Missions du cardinal Etchegaray (en rouge) et visites pastorales du pape Jean-Paul II (en jaune)

Diplomate de Dieu, Pasteur des hommes

Introduction générale

les évolutions de l'Église de France

Avec leur ouvrage de 1943 intitulé *La France pays de mission* ?¹, les abbés Henri Godin (1906-1944) et Yves Daniel (1909-1986) insistent sur la perte d'attractivité du catholicisme, motivée notamment par une certaine déconnexion entre le monde ouvrier et la sphère religieuse. Ce manque de dynamisme n'était pas nouveau, comme l'illustrent les lettres d'un vicaire parisien adressées à l'archevêque de Paris en 1849². Dans un premier temps, les deux abbés s'attachent à poser le problème. Ils montrent que le milieu dans lequel les jeunes gens évoluent peut avoir une influence sur la laïcisation des esprits, particulièrement dans les milieux populaires.

Dans un second temps, ils proposent des solutions pour remédier au problème tout en identifiant immédiatement le manque de prêtres comme le principal obstacle. Ce constat novateur témoigne d'une prise de conscience du problème dès 1943. En effet, à cette époque, le religieux est confronté aux aléas de son temps (prisons, réquisitions, déportations) et se retrouve homme de Dieu vivant aux milieux des hommes. Ce vécu aura son importance au sortir de la guerre. Cependant, *La France pays de mission* ? n'est pas, contrairement aux idées reçues, à l'origine des prêtres salariés.

Le constat dressé par les abbés Godin et Daniel se retrouve dans l'ouvrage de Jean Delumeau (1923-2020) publié en 1977, *Le Christianisme va-t-il mourir* ?³: cet historien considère que la présence du divin n'est pas effacée et précise que la religion est pratiquée par 80% de la population mondiale. En revanche, il insiste sur le décalage qu'il peut y avoir entre les institutions religieuses et le monde contemporain. Ce décalage pousse certains à s'éloigner de l'aspect divin, tandis que d'autres vont s'en rapprocher au contraire. Ainsi, l'auteur montre, d'une part, l'aspect vivace du christianisme et, d'autre part, un effet de déchristianisation plus marqué, nécessitant une approche différente. Delumeau montre également que, face à la concurrence d'autres religions, le christianisme va revenir à ses premières formes, c'est-à-dire « un groupement d'hommes de foi, libres et conscients de l'importance et des risques de leur adhésion au Christ ».

1 Henri Godin, Yves Daniel, *La France pays de mission* ?, éditions de l'Abeille, 1943.

2 Les lettres d'un vicaire parisien à son archevêque en 1849, accompagnées d'un mémoire, ont été retrouvés en 1978 par Yves Daniel et publiés par lui. On peut les retrouver dans la seconde partie de l'ouvrage édité par la maison d'édition Karthala dans la collection « Signes des Temps » : *La France, pays de mission ? Suivi de La religion est perdue à Paris*, 2014.

3 Jean Delumeau, *Le Christianisme va-t-il mourir* ?, Hachette, 1977.

Dès lors, il s'agit de voir quelles ont été les différentes évolutions de l'Église de France au xx^e siècle, au niveau des pratiques religieuses mais également au regard de la position de l'Église dans des périodes de troubles, comme la Seconde Guerre mondiale, ou de tensions, comme la guerre d'Algérie, et de voir les réponses apportées par elle pour tenter de réduire le décalage avec la société contemporaine. Il est également important de voir quelle a été l'influence du Concile Vatican II et de s'attarder sur les héritages actuels du christianisme.

Évolutions des pratiques religieuses

En s'intéressant à l'évolution des pratiques religieuses au cours du xx^e siècle, il convient de voir quels sont les grands textes et les grands auteurs qui se sont intéressés à la question. Ainsi, Jacques le Goff et René Rémond peuvent être considérés comme étant les premiers à aborder le sujet dans leur *Histoire de la France religieuse*⁴. Ils montrent les liens existants entre la religion, la politique et le social. De plus, ils expliquent le passage de la France du statut de « fille aînée de l'Église⁵ » à celui de « pays de mission », autrement dit un territoire à christianiser par le biais de missionnaires⁶.

Partant de ce postulat, ils montrent que les pratiques religieuses ont bénéficié d'un nouveau dynamisme après la Première Guerre mondiale. Cela se traduit notamment par des événements suscitant la ferveur religieuse, comme la canonisation de saints emblématiques comme Jeanne d'Arc en 1920. Ils exposent également le fait qu'au tournant des années 1930, de nouvelles pratiques civiles viennent concurrencer l'emprise religieuse : notamment les commémorations autour des monuments aux morts mais aussi le développement d'une forme de culte autour de certaines figures politiques, comme Maurice Thorez, secrétaire du Parti communiste français (PCF) de 1930 à 1964. Enfin, ils présentent le phénomène du pluralisme religieux. Pour cela, ils prennent en compte le protestantisme, le judaïsme et l'islam auxquels s'ajoutent les nouvelles formes de religiosité qui apparaissent à partir des dernières décennies du xx^e siècle, comme les sectes. Cela permet de donner un point de vue exhaustif.

Les auteurs Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire dressent, quant à eux, une histoire religieuse de la France qui s'intéresse aux acteurs⁷. Ils signalent ainsi la participation plus tiède des chrétiens pendant l'entre-deux-guerres et leur implication plus marquée dans les diverses reconstructions de la seconde moitié du xx^e siècle. À l'instar de leurs collègues MM. Le Goff et Rémond, ils proposent une vue d'ensemble du fait religieux en France. Ils

4 Jacques Le Goff, René Rémond, *Histoire de la France religieuse*, Seuil, 1992.

5 « fille aînée de l'Église » est une référence au baptême de Clovis et renvoie aux racines chrétiennes de la France.

6 Henri Godin,

7 Gérard Cholvy, Yves-Marie Hilaire, *Religion et société en France (1914-1945)* et *La France religieuse. Reconstruction et crises (1945-1975)*, Privat, Toulouse, 2002.

développent également un axe commun concernant la trajectoire de la religion dans la seconde moitié du xx^e siècle. En revanche, MM. Cholvy et Hilaire ne prennent pas en compte le développement de nouvelles formes de religiosité.

Dans *À la gauche du Christ*⁸, Denis Pelletier propose de s'intéresser spécifiquement à un groupe de chrétiens : ceux qu'il appelle les « chrétiens de gauche », c'est à dire à la fois les catholiques et les protestants qui se retrouvent dans les idées de cette partie de l'échiquier politique. Ainsi, ils vont se retrouver dans les idées et les luttes de la gauche tout en souhaitant également apporter des changements dans leurs Églises. Il montre notamment qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale se développe l'aspect politique du protestantisme, tandis que se développe davantage la dimension sociale chez les catholiques. Cependant, ces deux facettes forment ce que l'on appelle la gauche chrétienne et viennent en opposition au christianisme plus traditionnel qui se retrouve dans les valeurs de la droite.

L'auteur illustre son propos en s'intéressant à certaines figures qui s'engagent pour différentes luttes, comme l'abbé Pierre ou Paul Ricoeur. Denis Pelletier propose ainsi une histoire à la fois politique, sociale, syndicale, intellectuelle et religieuse en s'intéressant à ceux que François Mauriac appelait « les chrétiens de l'autre bord »⁹. Le fait de s'intéresser aux liens entre religion et politique, autrement dit les liens entre Eglise et Etat, a été renouvelé par les travaux de Jean-Marie Mayeur, notamment dans sa thèse sur Jules-Auguste Lemire, prêtre et homme politique français, notamment député du Nord¹⁰, mais également par divers travaux de René Rémond.

Enfin, dans un article publié dans la revue *L'Histoire* en octobre 2004, Jean-Pierre Rioux propose de revenir sur le passage de la France du statut de « fille aînée de l'église » à celui de « pays de mission »¹¹. Il rejoint ainsi MM. Le Goff et Rémond tout en insistant davantage sur le tournant des années 1960-1970. Il affirme l'importance de la déchristianisation de la France en s'appuyant sur l'évolution de la question de la famille, des valeurs véhiculées par le christianisme et par le décalage existant entre l'Eglise et la société. Tout comme les auteurs précédemment cités, M. Rioux insiste sur l'influence de la société sur le religieux. Il ajoute également qu'à partir des années 1990, le phénomène religieux connaît un nouveau dynamisme par le biais de mouvements de jeunesse comme le scoutisme.

8 Denis Pelletier, *À la gauche du Christ*, Seuil, Paris, 2012.

9 François Mauriac, *L'Express*, 22 décembre 1955.

10 Jean-Marie Mayeur, *L'abbé Lemire, 1853-1928, un prêtre démocrate*, Casterman, « Religion et sociétés », 1968.

11 Jean Pierre Rioux, « Où est passée la « fille aînée de l'Eglise » », *L'Histoire*, octobre 2004, p.74-78.

1. L'Église face à la guerre

S'intéresser à l'histoire de l'Église de France pendant la guerre, c'est voir aussi comment s'est construite son historiographie. Les premiers ouvrages sur la période datent des années 1960. Jacques Duquesne¹² est ainsi l'un des premiers à aborder l'étude de l'Église de France pendant la guerre, tandis que René Rémond suggère, de façon pionnière, l'existence de liens entre la crise des années 1930 et le régime de Vichy, notamment dans la conclusion de son ouvrage *Les catholiques, le communisme et les crises (1929-1939)*¹³. Duquesne, pour sa part, propose une histoire centrée sur les grands événements et les grands personnages.

Il base sa réflexion sur le fait que les élites de la hiérarchie catholique ont, en grande partie, adhéré au régime de Vichy, parce qu'elles partageaient avec lui, une même idéologie. En revanche, il minimise l'approbation de la Résistance et de la défense des Juifs face à l'Holocauste. L'apport de Duquesne est intéressant à étudier. Cependant, il est l'un des premiers à étudier cette période et sa vision des choses apparaît aujourd'hui dépassée.

Ensuite, les colloques de 1978 qui ont eu lieu à Grenoble, Lille, Lyon et Varsovie permettent de mettre en avant les études régionales¹⁴. Ils remettent en cause une histoire centrée sur Vichy, les élites religieuses et les responsables politiques. Ces études se sont également intéressées à la base catholique et non seulement aux élites. Elles proposent une historiographie comparatiste. Ainsi, cela permet de concevoir l'histoire de cette période non plus comme une histoire qui va de la base vers l'élite mais comme une histoire des relations et des liens qui peuvent exister entre cette base et ces élites. Pour terminer, les actes du colloque montrent que ce bornage n'est pas inamovible. Ils viennent ainsi contrebalancer la vision développée par Jacques Duquesne et proposer un angle d'analyse différent.

Il faut également ajouter que des changements d'importances dans la manière d'appréhender l'histoire de l'Église et le régime de Vichy apparaissent à partir des années 1980. Dans un article paru sous le titre « Histoire religieuse de la France au xx^e siècle », René Rémond privilégie l'approche régionale de l'histoire religieuse¹⁵. Il cite notamment les ouvrages de Gérard Cholvy et d'Yves-Marie Hilaire, afin de proposer une synthèse qui met en évidence les différences entre les diocèses français.

12 Jacques Duquesne, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Grasset, 1966.

13 René Rémond, *Les catholiques, le communisme et les crises (1929-1939)*, Armand Colin, 1960.

14 Les actes du colloque de Grenoble sont parus sous le titre *Eglise et chrétiens dans la Seconde Guerre mondiale, la région Rhône-Alpes* aux Presses universitaires de Lyon ; Ceux du colloque de Lille sous *Eglise et chrétiens dans la Seconde Guerre mondiale dans le Nord-Pas-de-Calais* dans *La Revue du Nord*. Ceux de Lyon ont été rassemblés sous la mention *Eglises et chrétiens dans la Seconde Guerre mondiale : La France. Actes du colloque national tenu à Lyon du 27-30 janvier 1978*. Celui de Varsovie est rassemblé sous le titre *Les Eglises chrétiennes dans l'Europe dominée par le IIIe Reich 1939-1945*.

15 « L'histoire religieuse de la France au 20^e siècle », *Vingtième Siècle*, Janvier-Mars 1988, pp. 93-108.

Cela permet ainsi de développer un nouvel élan historiographique. En outre, Jean-Louis Clément, dans son livre *Les évêques au temps de Vichy. Loyalisme sans inféodation : les relations entre l'Église et l'État de 1940 à 1944*, développe l'idée selon laquelle l'Église entretient des relations formelles avec le pouvoir établi¹⁶. Pour l'historien, la III^e République comme le régime de Vichy sont des régimes que l'Église doit « adouber ». En somme, la différence d'adhésion entre la III^e République et le régime de Vichy se situe au niveau du degré plus que de la nature de l'adhésion. Pour Frédéric Le Moigne, au contraire, dans un livre de 2005, *Les évêques français de Verdun à Vatican II*¹⁷, l'adhésion des élites religieuses au régime de Vichy est facilitée par le statut d'anciens combattants de beaucoup d'évêques. Les thèses de Duquesne, selon lesquelles l'Église s'est prononcée majoritairement en faveur de Vichy sont reprises par Michèle Cointet dans *L'Église sous Vichy. 1940-1945 : la repentance en question*¹⁸. Elle insiste dans cet ouvrage sur la notion de repentance religieuse, une notion novatrice pour l'époque. En revanche il ne propose qu'un dépouillement de nouvelles archives par rapport aux travaux antérieurs. Ces deux travaux sont utiles, puisqu'ils prennent en compte les travaux des historiens qui les ont précédés et proposent soit une analyse de synthèse, ainsi que le fait Michèle Cointet, soit s'en détachent et vont à l'encontre des thèses avancées, ainsi qu'a pu le faire Frédéric Le Moigne. L'article de René Rémond est également utile, parce qu'il propose de développer un nouveau champ d'étude, permettant une nouvelle vision, plus seulement centrée sur les élites mais privilégiant l'échelle locale.

Enfin, dans son ouvrage *Les chrétiens français entre crise et libération, 1937-1947*¹⁹, Etienne Fouilloux propose un décloisonnement permettant de s'intéresser à une période couvrant les crises des années 1930, la Seconde Guerre mondiale et l'Occupation et les premières années de l'après-guerre, jusqu'à la division des forces politiques à la faveur du début de la Guerre Froide. L'histoire religieuse qu'il développe se distingue par son caractère à la fois corporatiste et globalisant mais il propose également une histoire œcuménique, en s'intéressant non seulement aux catholiques mais également aux protestants et aux Juifs. Ces thématiques sont reprises par Gérard Cholvy et Yves Hilaire, qui proposent une histoire politique, œcuménique et religieuse dans leurs ouvrages *Religion et société en France (1914-1945)*²⁰ et *La France religieuse. Reconstruction et crises (1945-1975)*²¹.

16 Jean-Louis Clément, *Les évêques au temps de Vichy : loyalisme sans inféodation. Les relations entre l'Église et l'État de 1940 à 1944*, Beauchesne, 1999.

17 Frédéric Le Moigne, *Les évêques français de Verdun à Vatican II*, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

18 Michèle Cointet, *L'Église sous Vichy. 1940-1945 : la repentance en question*, Perrin, 1998.

19 Etienne Fouilloux, *Les chrétiens français entre crise et libération, 1937-1947*, Seuil, 1997.

20 Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, *Religion et société en France (1914-1945)*, Privat, 2002.

21 *Idem*, *La France religieuse. Reconstruction et crises (1945-1975)*, Privat, 2002.

Étienne Fouilloux va poursuivre son étude des chrétiens français dans son ouvrage *Les chrétiens français entre guerre d'Algérie et mai 1968*, dans lequel il s'intéresse aux connexions entre histoire religieuse et histoire de la société²². Il s'attache également à montrer que la guerre d'Algérie est un fait qui regroupe toutes les tensions de l'Église, qui se retrouvent dans la sphère politique. Il montre également que le conflit algérien sert d'élément déclencheur à l'exacerbation des clivages politiques, ces clivages se présentant sous diverses natures (intégrisme, catholicisme de gauche voire d'extrême-gauche) qui interfèrent avec la vie religieuse. Etienne Fouilloux s'intéresse davantage au catholicisme qu'aux autres courants du catholicisme mais son travail permet d'apporter une approche nouvelle sur la place de l'Église face au conflit algérien.

2. Les initiatives pastorales : l'exemple des prêtres-ouvriers

Les initiatives pastorales telles que l'expérience des prêtres-ouvriers sont une illustration des tentatives de certains hauts responsables de l'Église de répondre au manque de pénétration du religieux dans le monde ouvrier. L'historiographie sur le sujet distingue trois grands ensembles autour de la question : dans un premier temps, le rôle joué par le livre des abbés Godin et Daniel, puis la confrontation des prêtres au monde ouvrier. Enfin, elle s'intéresse au passage de l'inquiétude à la condamnation romaine. On peut considérer que le premier à écrire sur le sujet est Emile Poulat²³. Ses écrits sont d'ailleurs devenus des ouvrages de références sur le sujet. En effet, celui-ci a consacré trois ouvrages à la question, se servant à la fois de sa formation d'historien et de sociologue, ainsi que de son expérience en tant que prêtre-ouvrier. Il souligne l'importance du livre *La France, pays de mission ?* et de l'expérience de la captivité de prêtres et de séminaristes pendant la guerre dans la naissance de structures comme la Mission de France ou la Mission de Paris, afin de structurer l'initiative.

Le livre souligne le manque d'attractivité de la paroisse sur le monde ouvrier et insiste sur la nécessité d'y remédier. Emile Poulat propose un découpage chronologique afin de mieux comprendre l'expérience. Dans la première partie qui couvre les années 1943 à 1947, les prêtres vont devoir s'adapter au monde afin de réussir leur service auprès des ouvriers. Ils découvrent ainsi les mouvements ouvriers, en particulier les grèves de 1947, un événement qui vient clore la première période décelée par M. Poulat.

Dans la seconde période, qui couvre les années 1947 à 1953, Emile Poulat s'intéresse davantage aux inquiétudes et aux premières tensions avec l'autorité romaine. Il parle

22 Etienne Fouilloux, *Les chrétiens français entre guerre d'Algérie et mai 1968*, Parole et Silence, 2008.

23 Emile Poulat a consacré 2 ouvrages à la question des prêtres-ouvriers : le premier, *Naissance des prêtres-ouvriers* (Casterman, 1965) et le second, *Une Eglise ébranlée* (Casterman, 1980). Un troisième livre, *Les prêtres-ouvriers, Naissance et fin* (Cerf, 1999), regroupe le texte de 1965 ainsi que les chapitres V et VII d'*Une église ébranlée*.

davantage d'une interdiction des prêtres-ouvriers à qui on fait reproche d'être plus proches des ouvriers que de leur apostolat, dans la mesure où les prêtres au travail seront de nouveau autorisés après le Concile. L'auteur explique également que le nombre des prêtres ouvriers n'a pas dépassé la centaine, ce qui est un nombre assez faible en comparaison du nombre des ouvriers. La démarche de M. Poulat est singulière car elle permet de poser les origines du débat tout en les mettant en perspective avec les enjeux de la décision romaine.

Cette thématique est reprise par Etienne Fouilloux dans l'article qu'il rédige dans l'ouvrage de Jacques Le Goff et René Rémond²⁴. Contrairement à MM. Poulat, Cholvy et Hilaire, il ne développe pas sur l'importance du mémoire d'Henri Godin et Yvan Daniel, bien qu'il reconnaisse l'importance du rôle joué par le premier dans la création de structures comme la Mission de Paris.

Selon Fouilloux, la guerre vient mettre en doute la capacité d'institutions comme la Jeunesse Ouvrière Chrétienne à rechristianiser certaines franges de la société comme le monde ouvrier. Enfin, il montre que la condamnation des prêtres-ouvriers était inévitable. Il souligne l'aspect simple de l'expérience tout en insistant sur le fait qu'elle suscite dès le départ les inquiétudes du Vatican, renforcées par les participations des clercs aux luttes des ouvriers. Fouilloux montre également qu'aux yeux de Rome, la vie consacrée et la condition ouvrière ne peuvent fonctionner ensemble et que par conséquent l'interdiction des prêtres au travail était inévitable malgré l'intervention des hautes instances ecclésiastiques françaises. Il suggère enfin l'idée que la condamnation des prêtres-ouvriers doit être replacée dans un contexte plus général de tensions et de crises qui souligne le malaise inhérent au catholicisme français dans les années 1950. L'événement est un symbole de ce malaise aux yeux de l'opinion publique.

Enfin, les thèses d'Émile Poulat sont reprises par Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire dans leur ouvrage *La France religieuse*²⁵. Ils proposent une analyse qui reprend les trois temps que nous avons vus précédemment, à savoir une analyse précise du contexte de publication de l'ouvrage de Godin et Daniel, une présentation de ses atouts mais également de ses limites par rapport à l'expérience des prêtres-ouvriers, une étude du sacerdoce auprès du monde ouvrier et enfin une étude des inquiétudes et des réserves du Vatican par rapport à cette initiative. Enfin ils insistent sur le fait que l'expérience des prêtres-ouvriers est un exemple du malaise décelé par Étienne Fouilloux en 1992 au sein du catholicisme français, et qu'il doit être replacé dans un contexte plus général où les crises et les tensions sont nombreuses.

L'apport de Cholvy et Hilaire est important dans la mesure où ils montrent que la décision

²⁴ Jacques Le Goff, René Rémond, *Histoire de la France religieuse*, Seuil, 1992.

²⁵ Gérard Cholvy, Yves-Marie Hilaire, *La France religieuse. Reconstruction et crises (1945-1975)*, Privat, 2002

romaine provoque un ressentiment anti-romain illustrant l'importance de l'opinion publique qui se passionne pour les prêtres salariés.

3. Les héritages du christianisme

Jean Delumeau est le premier à aborder, dans son livre *Le christianisme va-t-il mourir ?*, la question de l'héritage du christianisme²⁶. Il explicite les fondements de la croyance religieuse et ce qui a donné à la religion chrétienne les moyens de s'étendre au fil des siècles. Autrement dit, l'auteur cherche à souligner l'importance de la croyance dans la vie de l'individu en insistant sur l'importance de deux sacrements en particulier : le baptême, qui fait entrer le nouveau chrétien au sein de la communauté et l'eucharistie, c'est à dire le fait, pour les chrétiens de se remémorer le dernier repas du Christ.

Les héritages du christianisme ont également intéressé l'historien René Rémond qui l'a abordé dans plusieurs de ses travaux. Il insiste notamment sur le développement du christianisme. Il s'applique ainsi, dans *l'Histoire religieuse de la France* codirigée avec Jacques Le Goff, à déterminer quelle a été la place de la religion chrétienne et de l'Église au cours de l'histoire de France. De plus, il évoque l'influence que le fait religieux a pu avoir sur la société. Il insiste notamment sur les traces visibles de cette influence, particulièrement dans l'architecture (églises, cathédrales, ...), la peinture (vitraux, tableaux, ...) mais aussi à travers des valeurs comme la famille. MM. Rémond et Le Goff indiquent que ces aspects sont notamment illustrés par la nouvelle dynamique du fait religieux, particulièrement par le fait de vivre le catholicisme de manière nouvelle, comme par exemple par l'adoption d'une spiritualité renouvelée.

Dans *Une laïcité pour tous*, René Rémond montre que la laïcité découle du christianisme²⁷. Il s'attache à démontrer que comme la religion, la laïcité fait l'objet de périls, entre autres avec l'apparition de nouvelles religions comme l'islam. Il fait également remarquer le fait que la laïcité n'est pas figée mais qu'elle est amenée à évoluer : d'une part en tant qu'idée et d'autre part en tant que pratique, spécialement lorsqu'il s'agit de l'aménagement des lieux de culte. Enfin, il propose de comparer les modèles de laïcité français et européen, montrant que le modèle européen observe les libertés de conscience et de cultes mais également la distinction entre religieux et politique.

Enfin, dans *Religion et société en Europe*, Rémond propose une histoire qui étudie les rapports entre politique, religieux et social en montrant notamment que la religion,

26 Jean Delumeau, *Le christianisme va-t-il mourir ?*, Fayard, 1977.

27 René Rémond, *Une laïcité pour tous*, Textuel, 1998.

28 René Rémond, *Religion et société en Europe*, Seuil, 1998.

particulièrement la religion chrétienne, est un élément essentiel dans la construction des sociétés humaines. Il insiste également sur le fait que le christianisme a été un élément d'union autant que de division du continent européen, notamment du fait de l'opposition entre catholicisme, protestantisme et orthodoxie. Dans *L'anticléricalisme en France*²⁹, il montre que l'anticléricalisme est l'un des héritages du christianisme et identifie les liens complémentaires existants entre le cléricalisme, l'anticléricalisme et le clergé, soulignant le fait que le cléricalisme soit associé au clergé, tandis que l'anticléricalisme est nécessaire dans le maintien du fait religieux. De plus il présente deux sortes d'anticléricalisme : l'anticléricalisme de droite et l'anticléricalisme de l'intérieur, qui donne des éclairages sur ceux que l'on appelle les chrétiens de gauche. Enfin, le dernier héritage mis en avant par Rémond dans *Le christianisme en accusation*³⁰ est lié aux difficultés rencontrées par le fait religieux, notamment le christianisme. Après avoir montré le rôle qu'a eu le christianisme au cours du temps, il s'attache à montrer que la régression et le déclin des pratiques religieuses trouvent leur origine dans l'absence de plus en plus marquée de formation religieuse, associée au fait que la projection sur le long terme devient compliquée dans les sociétés actuelles et que par conséquent il est plus difficile d'adhérer à des concepts ayant une influence sur l'ensemble d'une vie. Il montre notamment que les chrétiens doivent se mobiliser, afin de redonner un dynamisme au fait religieux en alliant la foi et la raison, d'autant plus que le personnel religieux est de moins en moins présent.

L'étude du cardinal Etchegaray s'inscrit dans la lignée des concepts développés, notamment du fait de la participation de l'éminence basque à certains événements évoqués, particulièrement le concile Vatican II mais aussi de l'impact de certains ouvrages, notamment *La France, pays de mission*, sur son action et son parcours. La recherche est également intéressante, puisque elle propose de développer l'action d'un cardinal, membre éminent de la Curie romaine, se trouvant au cœur du monde en menant une diplomatie de l'ombre pour le compte du pape polonais Jean-Paul II.

29 René Rémond, *L'Anticléricalisme en France, de 1815 à nos jours*, A. Fayard, 1976.

30 René Rémond, *Le christianisme en accusation*, Desclée de Brower, 2000.

Introduction

Monseigneur Roger Etchegaray est un cardinal français, né en 1922 à Espelette (Pays basque) et décédé en 2019 à Cambo-les-bains (Pays basque)³¹. En 1943, il entre au grand séminaire d'Ustaritz, où il est notamment marqué par la lecture du mémoire des abbés Godin et Daniel, *La France, pays de mission ?*³². Après avoir été ordonné prêtre en 1947, il passe deux ans à Rome où il obtient une licence de théologie et un doctorat en droit canon³³. À son retour en France, en 1949, il devient le secrétaire particulier de l'évêque de Bayonne, Mgr Léon-Albert Terrier (1944-1957)³⁴. Il sera notamment le témoin des événements qui secouent la France de l'après-guerre, en particulier l'Affaire Finaly, la guerre d'Algérie ou encore la réforme liturgique. L'Affaire Finaly concerne deux enfants juifs qui ont été cachés pendant la guerre et que leur famille souhaite récupérer malgré l'opposition de celle qui a recueilli les enfants³⁵. Cette affaire fera intervenir différents acteurs, en particulier Mgr Albert Terrier et son jeune secrétaire, l'abbé Etchegaray. L'Église de France est, quant à elle, témoin de la guerre d'Algérie et des débats qu'elle suscite. Mgr Etchegaray a connaissance de l'usage de la torture en Algérie par la lecture du journal *La Croix* et a été le témoin d'échanges parfois houleux, notamment en ce qui concerne les prises de positions contre la torture et les injustices dont étaient victimes les Algériens³⁶. Enfin, la réforme liturgique consiste en une révision du Missel romain. La première étape est la publication de l'encyclique *Mediator Dei* (1947), publiée par le pape Pie XII en 1947. Elle sera ensuite mise en application, avec certaines réticences, à la suite du Concile Vatican II et de l'adoption de la constitution *Sacrosanctum concilium* qui prévoit, tout en conservant le latin comme langue d'usage, d'introduction des langues vernaculaires dans les offices afin d'augmenter l'implication des fidèles³⁷. À Bayonne, l'abbé Etchegaray se verra confier la direction de l'Action catholique pour le diocèse de Bayonne, où il s'avérera un homme méticuleux et minutieux, qui se distingue par ses talents d'organisation³⁸. Il dirige les œuvres du diocèse avant d'être nommé vicaire général pour le diocèse de Bayonne par le successeur de Mgr Terrier, Mgr Paul Gouyon. Mgr Etchegaray quitte le diocèse de Bayonne pour entrer au Secrétariat général de l'épiscopat³⁹. En tant que secrétaire adjoint, il doit dresser le compte-rendu des réunions de

31 *La Croix* du 06 septembre 2019 : « Cardinal Roger Etchegaray, le Basque universel », p. 12.

32 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde. Conversations avec Bernard Lecomte*, « Texto », Tallandier, 2019, pp. 28-29.

33 *Ibid.* p. 34-35.

34 *Ibid.*, pp. 41-49.

35 *Ibid.*, pp. 49-52.

36 *Ibid.*, pp. 52-53.

37 Bernard Lecomte, *Tous les secrets du Vatican*, Perrin, 2019, pp. 336-337.

38 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 46.

39 *Ibid.*, p. 58.

l’Assemblée des Cardinaux et Archevêques, qu’il présente au secrétaire de l’Assemblée, Mgr Guerry, ainsi qu’au Président, Mgr Achille Liénart⁴⁰. Entre 1962 et 1965, il est le témoin de l’ombre du Concile Vatican II, au cours duquel il met en contact des évêques qui ne s’étaient, pour la plupart jamais rencontrés⁴¹. Dans ce cadre-là, il rencontrera de nouveau Mgr Karol Wojtyla et de futurs papes comme Mgr Gianbattista Montini ou encore un jeune prêtre allemand du nom de Joseph Ratzinger⁴². À son retour à Paris, il prend en charge le secrétariat de l’épiscopat puis est ordonné évêque auxiliaire de Paris à la fin des années 1960⁴³. De 1970 à 1985, il est archevêque de Marseille. C’est dans la cité phocéenne que la dimension diplomatique de Mgr Etchegaray va se développer. En effet, il maintient un contact avec les différentes communautés et les autorités civiles de la ville en fonction des besoins de chacun. Il laissera ainsi un souvenir très fort au sein de la ville de Marseille⁴⁴. En même temps que ses responsabilités à Marseille, Mgr Etchegaray devient, en 1971, président du Conseil des Conférences épiscopales d’Europe, une institution qui vise à renforcer la collaboration entre les évêques d’Europe⁴⁵. Il quittera ces fonctions en 1979. En 1975, il est élu à la tête de la Conférence des Évêques de France et devient également Prélat de la Mission de France. Il occupera ces deux fonctions jusqu’en 1981⁴⁶. Il est créé cardinal lors du premier consistoire du pontificat de Jean-Paul II, le 30 juin 1979⁴⁷. En 1984, le pape polonais le nomme à la tête des Conseils pontificaux Justice et Paix et Cor Unum⁴⁸. Afin de se consacrer totalement à ses fonctions romaines, il demande à être déchargé de l’archevêché de Marseille en 1985. Ces nouvelles fonctions l’amèneront souvent à agir en parallèle de la diplomatie du Saint-Siège, une diplomatie dont il nous apparaît opportun de développer rapidement l’étude.

40 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p.67.

41 *Ibid.*, p. 81.

42 *Ibid.*, pp. 82-83.

43 *Ibid.*, pp. 141-142.

44 Conversations avec Bernard Lecomte, Charny-Orée-de-Puysaye (89), le 06 mars 2019.

45 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p.155.

46 *Ibid.*

47 Journal du 30 juin 1979, France 3. URL : <<https://fresques.ina.fr/reperes-mediterraneens/fiche-media/Repmed00429/mgr-etchegaray-est-fait-cardinal.html>>, consulté le 13 mai 2020.

48 Sud-Ouest du 13 avril 1984.

Les origines de la diplomatie pontificale remontent au IV^e siècle, lorsque le Saint-Siège a envoyé des représentants à travers l'Europe. Il s'agissait d'évêques résidentiels qui disposaient de pouvoirs spéciaux⁴⁹. Au V^e siècle, la papauté envoie des représentants, évêques ou diacres, à Constantinople. Ils doivent non seulement aider le patriarche et les évêques byzantins à résoudre des questions doctrinales ou disciplinaires, mais aussi maintenir des bons rapports entre Rome et la cour impériale. Ainsi, l'un d'eux, nommé Julien de Kios, est l'ancêtre des nonces apostoliques. En effet, chargé de représenter le pape Léon I^{er} au Concile de Chalcédoine (453), il reste à Constantinople pour veiller à l'application de celui-ci et sert de lien entre le Saint-Siège et la capitale de l'Empire. Il reçoit du Pape deux lettres de créance qu'il remet au Patriarche et à l'Empereur⁵⁰. Pendant le Moyen-Âge central (X^e-XIII^e siècles), les légats pontificaux sont envoyés auprès des États pour des missions temporaires importantes et sont présents aux grands événements politiques et ecclésiaux de la chrétienté. Toutefois, la situation commence à évoluer à la fin du Moyen-Âge, avec l'émergence des États-nations. En effet, ceux-ci adoptent des codes régissant les relations diplomatiques entre États. Le Saint-Siège va s'approprier ces codes, afin de renforcer la cohésion des catholiques européens, de garantir son indépendance vis à vis de ses voisins européens et d'assurer des relations amicales avec eux. À la fin du XV^e siècle, la papauté accorde un premier nonce apostolique auprès de la République de Venise. Le roi de France, Louis XI (1461-1483), est le premier souverain d'Europe à nommer un ambassadeur près le Saint-Siège⁵¹. Au XVI^e siècle, le Traité de Westphalie (1648) confirme l'intégration du Saint-Siège dans le concert des nations par la mise en place de missions permanentes. Désormais, les nonciatures apostoliques sont présentes dans tous les États européens⁵². L'importance de la diplomatie aux yeux du Saint-Siège conduit celui-ci à fonder l'Académie pontificale ecclésiastique, afin de former le personnel religieux qui intégrera la Section pour les Relations avec les États au sein de la Secrétairerie d'État. Fondée en 1701, celle-ci est toujours en activité et compte parmi ses membres prestigieux : Pie XII (1939-1958), Jean XXIII (1958-1963) ou encore Paul VI (1963-1978)⁵³. L'autorité du pape commence à être contestée lors de la mise en place de l'absolutisme royal en Europe puis, au XVIII^e siècle, par le développement de la philosophie des Lumières. Cette contestation des pouvoirs spirituel et temporel du pape atteint son apogée avec la Révolution française puis la période napoléonienne. Ce n'est qu'avec le Congrès de

49 Jean-Louis Cardinal Tauran, « Pourquoi une diplomatie pontificale ? », *Revue d'éthique et de théologie morale*, n°239, 2006, p. 9.

50 *Ibid.*

51 Bruno Joubert, « La diplomatie du Saint-Siège », *Pouvoirs*, n°162, 2017, p. 48.

52 Jean-Louis Cardinal Tauran, *op.cit.*, p. 11.

53 Bruno Joubert, *op. cit.*, p. 48.

Vienne (1815) et le protocole d'Aix-la-Chapelle (1818) que le Saint-Siège retrouve sa place au sein de l'ordre international et réaffirme sa dignité spirituelle⁵⁴. À la fin du xix^e siècle, la perte des États pontificaux prive le Saint-Siège de sa dimension temporelle. Cependant, il continue d'exercer ses prérogatives diplomatiques en nouant des relations diplomatiques, participant à la signature d'accords internationaux et mettant en place une représentation permanente par l'accréditation de nonces apostoliques⁵⁵. La Question romaine est résolue par les Accords du Latran (1929), signés entre, d'une part, Benito Mussolini pour le Royaume d'Italie, et le cardinal Pietro Gasparri pour le pape Pie XI. Ces accords prévoient la création de l'État de la Cité du Vatican afin de donner une assise territoriale garantissant la souveraineté du Saint-Siège⁵⁶. L'article 24 de ces accords vient souligner la limite d'action du Vatican :

Le Saint-Siège, en ce qui touche la souveraineté qui lui appartient, déclare qu'il veut demeurer et demeurera étranger aux compétitions temporelles entre les États, et aux réunions internationales convoquées pour cet objet, à moins que les parties en litiges ne fassent un appel unanime à sa mission de paix, se réservant en chaque cas de faire valoir sa puissance morale et spirituelle⁵⁷.

La diplomatie du Saint-Siège a une vocation universelle. Celle-ci passe par une représentation auprès des États. À l'heure actuelle, 184 pays ont des relations diplomatiques avec le Vatican et seulement 15 pays ne le reconnaissent pas⁵⁸. Ces derniers perçoivent l'autorité du pape sur les Églises locales comme une ingérence étrangère dans les affaires du pays. Cela entraîne des persécutions à l'encontre des communautés et du clergé catholique en raison de leur fidélité au pape⁵⁹. Leur sort devient un motif de préoccupation pour le Saint-Siège. Il peut soit décider de s'accommoder avec les régimes dans le but d'améliorer les conditions de vie des communautés, ou bien refuser de s'entendre avec eux, au risque de provoquer un renforcement des persécutions voir la disparition des communautés catholiques. La position du Saint-Siège est ainsi résumée par le cardinal Angelo Sodano, Secrétaire d'État de Jean-Paul II de 1990 à 2005 : « Si un peuple souffre, le Saint-Siège traite avec qui peut soulager les souffrances, au risque d'être incompris⁶⁰ ». Les exemples les plus parlants sont la Chine et le Vietnam. La République populaire de Chine souhaite contrôler l'Église de Chine par différents biais, ce que n'accepte pas Rome. La diplomatie du Saint-Siège s'emploie à

54 Jean-Louis Cardinal Tauran, *op. cit.*, p. 11.

55 *Ibid.*

56 *Ibid.*

57 *Ibid.* Voir également Bruno Joubert, *op. cit.*, p. 49.

58 Bruno Joubert, *op. cit.*, p. 50.

59 *Ibid.*, p. 53.

60 *Ibid.*

favoriser la vie de l’Église de Chine et à réconcilier les catholiques fidèles au pape et ceux fidèles à Pékin⁶¹. À l’inverse, au Vietnam, le Saint-Siège œuvre à un rapprochement diplomatique visant à permettre une reconnaissance complète de l’Église catholique vietnamienne. La diplomatie pontificale passe aussi par la représentation auprès des organisations internationales et régionales, c’est pourquoi l’État de la Cité du Vatican est notamment membre de l’Onu ou de l’Unesco, avec le statut d’observateur, et envoie des représentants auprès du Conseil de l’Europe, de l’Organisation des États américains, de l’Organisation de la Ligue arabe ou encore de l’Union africaine⁶². Le Saint-Siège est animé par des principes qui dirigent sa diplomatie et font son originalité. Ainsi, celle-ci vise à établir des ponts et rechercher le dialogue, tout en restant impartial dans les querelles entre États et en défendant une vision à long terme. Ces repères peuvent paraître inadaptés aux comportements diplomatiques contemporains mais permettent au Vatican de gagner le respect des États, en particulier celui des plus puissants. Nous verrons dans les pages suivantes un exemple d’application de ces différents repères à travers quelques missions de Mgr Etchegaray.

Le Saint-Siège représente une particularité dans la sphère diplomatique puisque, ainsi que l’indique le professeur Jean-Baptiste d’Onorio, spécialiste de la diplomatie bilatérale et multilatérale du Saint-Siège, il « est les seul cas d’un sujet de droit international qui poursuit des buts religieux et moraux⁶³ ». Le Saint-Siège recherche tout d’abord à défendre la liberté religieuse, c’est à dire à garantir la possibilité d’accomplir ce que dicte la conscience dans la recherche de la vérité et de professer sa foi publiquement, dans une appartenance libre à une communauté organisée de croyants. De plus, s’il refuse son appui moral ou matériel à une querelle entre États, il peut faire office de médiateur en cas de sollicitation des belligérants. Par exemple, ce fut le cas afin de régler la crise du canal de Beagle entre l’Argentine et le Chili dans les années 1980. La diplomatie du Saint-Siège a également pour mission de défendre les intérêts de l’Église catholique, ses droits ainsi que ses fidèles. Elle doit également faire reconnaître aux États l’autorité de Rome sur les Églises locales. Cela passe non seulement par la désignation de la hiérarchie et le respect des biens de l’Église mais aussi par l’assurance de la liberté de culte et l’absence de discrimination contre les fidèles.

Enfin, le Saint-Siège met en avant la protection de valeurs spirituelles et morales. La première d’entre elles est le respect de la dignité humaine et des droits de l’homme. Cela suppose le respect de la vie à tous les stades du développement biologique. Il défend

61 Bruno Joubert, *op. cit.*, pp.52-53.

62 *Ibid.*

63 *Ibid.*, p. 48.

également la liberté de religion car c'est le meilleur indicateur des libertés d'une société. Si celle-ci est bafouée, alors les autres sont également menacées. Découlant du respect de la personne humaine, le soutien au développement humain est une seconde valeur importante aux yeux du Vatican. Celui-ci considère que toute personne a droit à des conditions de vie décentes, à la protection de la famille et à la promotion du développement social, dans les conditions du respect de la dignité de l'homme et de la femme⁶⁴. Il souhaite ainsi favoriser la solidarité, la justice et le partage face aux dérives financières ou économiques, aux écarts de richesses et au sous-développement. Le Saint-Siège, à travers l'encyclique *Centesimus annus* (1991), considère que la démocratie est une bonne chose tout en mettant en garde contre les dérives et les excès pouvant lui être associés. Il appelle également au respect des valeurs de sociétés plus traditionnelles voire moins développées. Le pape Paul VI résume ainsi cette position :

Le Saint-Siège n'a aucune puissance temporelle, aucune ambition d'entrer en concurrence avec les États. De fait, nous n'avons rien à demander, aucune question à soulever ; tout au plus un désir à formuler, une permission à demander : celle de pouvoir nous servir dans ce qui est de notre compétence, avec désintéressement, humilité et amour⁶⁵

Le Saint-Siège se prononce également contre la guerre et en faveur de la recherche de la paix. En aucun cas, selon lui, la guerre ne peut être une solution de règlement des conflits entre nations. Les condamnations par le souverain pontife sont ainsi nombreuses, en particulier à l'époque contemporaine. Nous pouvons citer par exemple celle de la Première guerre mondiale par le pape Benoît XV (1914-1922) dans l'encyclique *Ad beatissimi apostolorum principis* (1914), le célèbre « Plus jamais la guerre » du pape Paul VI devant les Nations Unies (1965) ou encore la désapprobation de la guerre du Golfe (« la guerre, une aventure sans retour »), en 1991, ou de l'opération militaire en Irak (« La guerre est toujours une défaite de l'humanité ») par le pape Jean-Paul II⁶⁶. Le Vatican a œuvré en faveur d'un désarmement collectif qui va au-delà de l'équilibre de la terreur, c'est à dire qu'il faut dépasser la simple dissuasion pour instaurer un équilibre durable⁶⁷. Il appuie pour cela des initiatives comme le traité de non-prolifération nucléaire (Moscou, 1971), celui contre le développement et l'utilisation d'armes chimiques (Paris, 1993) ou encore celui contre le développement des mines anti personnelles (Ottawa, 1997), tout en reconnaissant le droit des

64 Jean-Louis Cardinal Tauran, *op. cit.*, p. 15.

65 Discours du pape à l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du vingtième anniversaire de l'organisation [en ligne], consulté le 14 octobre 2020. URL : http://www.vatican.va/content/paul-vi/fr/speeches/1965/documents/hf_p-vi_spe_19651004_united-nations.pdf.

66 Bruno Joubert, *op. cit.*, p. 54.

67 Jean-Louis Cardinal Tauran, *op. cit.*, p. 15.

États à se défendre par eux-mêmes en cas d'agression, comme l'atteste la constitution apostolique *Gaudium et Spes* du Concile Vatican II :

« Aussi longtemps que le risque de guerre subsistera, qu'il n'y aura pas d'autorité internationale compétente et disposant de forces suffisantes, on ne saurait dénier aux gouvernements – une fois épuisées toutes les possibilités de règlements pacifiques - le droit de légitime défense^{68»}

Le Saint-Siège considère la justice comme la condition *sine qua non* de la paix. Le pape Jean-Paul II comme son successeur Benoît XVI ont beaucoup défendu cette vision, le premier en affirmant qu'il ne peut y avoir de paix sans justice, le second en faisant appel à la solidarité des États, afin de former une communauté internationale qui mérite ce terme⁶⁹. La primauté du droit international est tout aussi importante aux yeux du Vatican. En effet, l'application rigoureuse des règlements internationaux permet, selon lui, d'éviter que le plus puissant prenne l'ascendant sur un plus faible dans la mesure où les deux disposent des mêmes droits et de la même dignité⁷⁰. Le pape Jean-Paul II indique ainsi, dans sa dernière allocution devant les Nations Unies (5 octobre 1995) :

Par sa nature, la famille est une communauté fondée sur la confiance réciproque, sur le soutien mutuel, sur le respect sincère. Dans une famille authentique, il n'y a pas de domination des forts ; au contraire, les membres les plus faibles sont, précisément en raison de leur faiblesse, doublement accueillis et servis⁷¹.

Le Pape conduit la diplomatie pontificale et lui imprime son style selon sa vision du rôle de l'Église dans les affaires du monde. Il exerce cette capacité en s'appuyant sur la perception de l'opinion publique et en impulsant les orientations de la Secrétairerie d'État. Depuis le Concile Vatican II (1962-1965), la diplomatie du Saint-Siège se déploie hors d'Europe et s'ouvre désormais au monde⁷². Le pape Paul VI a inauguré la politique des voyages pontificaux, ce qui a permis de moderniser et de personnaliser l'action des papes qui deviennent des acteurs majeurs et visibles de la diplomatie du Saint-Siège⁷³. Le pape Jean-Paul II aura eu le plus d'impact sur les affaires du monde, associant engagement politique, sens de la communication et spiritualité. Si son rôle déterminant dans la chute du bloc communiste est admis, ses prises de position en faveur de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie ont pu être considérées comme un faux pas au regard du contexte de l'éclatement

68 Jean-Louis Cardinal Tauran, *op. cit.*, p. 16.

69 *Ibid.*

70 *Ibid.*

71 *Ibid.*

72 Bruno Joubert, *op. cit.*, p. 55.

73 *Ibid.*, p. 56.

de l'ex-Yougoslavie⁷⁴. Son successeur, le pape Benoît XVI (2005-2013), a pu sembler moins à l'aise sur la scène internationale mais il a donné à la diplomatie du Saint-Siège une dimension plus ecclésiale par l'instauration d'un dialogue avec l'islam, un soutien apporté aux catholiques chinois et un rapprochement avec les orthodoxes, à commencer par le patriarche de Moscou. Sous son pontificat, les Printemps arabes et la guerre civile syrienne pose la question de la défense des chrétiens d'Orient⁷⁵. Le pape François (élu en 2013) souhaite attirer l'attention sur la crise des réfugiés, en se rendant notamment sur l'île de Lampedusa en 2013, et sur celle de Lesbos en 2016⁷⁶. Il veut également faire de l'Église une conscience qui s'affirme face aux excès de la mondialisation (finance, économie, sciences, politique). Dans son encyclique *Laudato Si'* (2015), il pose la question de la marchandisation des hommes et du gaspillage des ressources, alertant en particulier sur les enjeux du climat et de l'environnement. Il se tourne vers les périphéries, c'est à dire les zones ou les franges les moins favorisées de la société, que ce soit en Afrique, en Asie, ou en Europe⁷⁷. Sa vision de la diplomatie s'inscrit dans celle de ses prédécesseurs : il veut poursuivre l'effort de normalisation des relations avec la Chine, le rapprochement avec l'orthodoxie, en nouant des relations avec le Patriarche de Constantinople et celui de Moscou. Il doit également prendre la défense des communautés chrétiennes en Irak, en Syrie ou au Liban qui sont confrontées aux violences et aux persécutions liées à la guerre, au radicalisme et au terrorisme. Il est la cheville ouvrière du rapprochement entre Cuba et les États-Unis, dont l'annonce a été faite par les présidents américain et cubain Barack Obama et Raúl Castro à la fin de l'année 2014⁷⁸.

Sous l'autorité du Secrétaire d'État et du sous-secrétaire pour les Relations avec les États, la Secrétairerie d'État répond aux instructions du souverain pontife⁷⁹. Ses membres sont issus des quatre coins de la planète et possèdent une forte expérience de terrain, ce qui leur permet d'être parés à tout contexte culturel. La Secrétairerie est le dicastère le plus proche du Saint-Père. Elle voit le jour à la fin du xv^e siècle, la charge de Secrétaire d'État étant créée au xvii^e siècle⁸⁰. Dans un premier temps, chargée des affaires intérieures et extérieures du Saint-Siège, elle connaît un certain nombre d'évolutions au cours du xx^e siècle. Le pape Paul VI réforma une première fois la Curie par le biais de la constitution apostolique *Regimini Ecclesiae universae* (1967)⁸¹. Celle-ci entraîna la disparition de la troisième section, la

74 Bruno Joubert, *op. cit.*

75 *Ibid.*, p. 56.

76 *Ibid.*

77 *Ibid.*

78 *Ibid.*

79 *Ibid.*

80 François Jankowiak, « Secrétairerie d'Etat », dans Christophe Dickès, *Dictionnaire du Vatican et du Saint-Siège, « Bouquins »*, Robert Laffont, 2013, pp. 903-906.

81 *Ibid.*

chancellerie des Brefs et la Secrétairerie d'État devint un collaborateur direct et personnel du pape. La transformation la plus importante intervint avec la constitution apostolique *Pastor bonus* (1988)⁸². Celle-ci prévoit en effet la division de la Secrétairerie en deux sections : la première section, aussi appelée Section pour les Affaires générales. Elle est chargée d'expédier les affaires qui concernent l'Église universelle et les relations avec les dicastères de la Curie romaine⁸³. Cela veut dire que la section est compétente en matière de rédaction des documents confiés par le pape, d'actes de nomination en Curie, de régulation du service et de l'activité des représentants du Saint-Siège. Elle est également chargée de la surveillance des organes de communications du Saint-Siège, parmi lesquels *L'Osservatore romano* et Radio Vatican⁸⁴. La seconde section, portant le nom de Section pour les relations avec les États, est chargée des relations diplomatiques du Saint-Siège avec les États, notamment pour nouer des accords internationaux tel que des concordats. Sur délégation du Saint-Père, elle est également compétente pour préparer la constitution et la modification des Églises particulières, ainsi que les nominations associées. Elle peut également préparer la nomination des évêques, en lien avec la Congrégation pour les évêques dans les pays qui ont conclu des traités ou des accords de droit international⁸⁵. En 2017, une troisième section, la Section pour le personnel diplomatique du Saint-Siège, voit le jour. Au total, l'appareil diplomatique du Saint-Siège se compose d'une cinquantaine d'agents de la section pour les relations avec les États et d'une partie des agents de la section pour les affaires générales qui surveillent les affaires internes de l'Église à l'étranger⁸⁶.

Au sein de la Curie romaine, d'autres dicastères jouent également un rôle au service de la diplomatie du Saint-Siège. D'une part en menant une action dans le domaine international, afin de coordonner l'action caritative et de développement, d'autre part en agissant pour promouvoir le dialogue inter-religieux et assurer la propagation évangélique⁸⁷. Enfin, ils favorisent les liens avec les autres confessions chrétiennes. Nous pouvons notamment citer les dicastères Justice et Paix et Cor Unum. Justice et Paix est considéré comme le ministère des Droits de l'Homme du Vatican, un aspect mis en avant par Jean-Paul II au cours de son pontificat⁸⁸. Le Conseil pontifical dispose d'une structure unique, puisqu'elle s'appuie sur ses antennes locales et sur les organisations et congrégations catholiques nationales ou

82 François Jankowiak, *op. cit.*, pp. 903-906.

83 *Ibid.*

84 *Ibid.*

85 *Ibid.*

86 Bruno Joubert, *op. cit.*, p. 50.

87 *Ibid.* p. 51.

88 Entretien avec Bernard Lecomte, Charny-Orée-de Puysaye (89), 06 mars 2019,

internationales chargées de la promotion de la paix et de la solidarité⁸⁹. Justice et Paix a également des relais internationaux en étant présent au sein de l'Organisation mondiale du Commerce et de la Banque mondiale. De plus, les membres de Justice et Paix ont été amenés à conduire des missions d'apaisement des conflits⁹⁰. Cela permet d'obtenir des informations sur la réalité du terrain⁹¹. *Cor Unum* est, lui, chargé de tout ce qui concerne la doctrine sociale de l'Église. Il doit en outre coordonner l'activité caritative du Saint-Siège et de l'Église, dans une acceptation large : les diocèses, le réseau Caritas, les Œuvres pontificales missionnaires ou encore la Société Saint-Vincent-de-Paul⁹². Il a été chargé plus particulièrement d'accompagner l'activité de Caritas à partir de 2004⁹³. En janvier 2017, le dicastère pour le service du développement humain intégral est créé par le pape François. Il reprend les attributions de Justice et Paix et *Cor Unum*, ce qui a pour conséquence la suppression de ces deux dicastères⁹⁴.

Le dispositif de représentation à l'étranger du Saint-Siège se compose d'une centaine de nonciatures apostoliques et de légations. Les premières nonciatures se sont développées sous le pontificat de Léon X (1513-1521)⁹⁵. C'est à travers elles que s'exprime la diplomatie du Saint-Siège. Le nonce apostolique est d'abord chargé de suivre les affaires de l'Église catholique locale et assurer le lien spirituel avec Rome. Il s'occupe ensuite des affaires profanes du pays auprès duquel il est accrédité. Les nonciatures les plus anciennes sont les nonciatures de Lisbonne, de Madrid, de Paris et de Vienne. Le nonce apostolique est également doyen du corps diplomatique, un statut défini par le Congrès de Vienne (*cf. supra*) de 1815 et la Convention de Vienne de 1961. A la fin de sa mission, le nonce reçoit la barrette de cardinal qui lui était remise par le chef d'État concerné jusqu'en 1969. Depuis, le nonce est « élevé à la pourpre cardinalice » par le souverain pontife au cours d'un consistoire public. La diplomatie du Saint-Siège dispose également de réseaux locaux : réseaux religieux avec les paroisses, les diocèses et les congrégations religieuses⁹⁶ ; réseaux caritatifs avec les ONG catholiques et associations caritatives. Il faut également ajouter les universités et les écoles ainsi que les dispensaires et les hôpitaux⁹⁷. Ces réseaux permettent au Saint-Siège de disposer

89 Marie Lafourcade, « Conseil pontifical Justice et Paix », in Christophe Dickès, *Dictionnaire du Vatican et du Saint-Siège*, *op. cit.*, pp. 324-325.

90 *Ibid.*

91 *Ibid.* Voir également Bruno Joubert, *op. cit.*, p. 51.

92 *Ibid.*

93 *Ibid.*

94 *Le Figaro* du 31 août 2016 : « Vatican: un ministère du développement humain » [en ligne] (consulté le 13 mai 2020) <<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/08/31/97001-20160831FILWW00154-vatican-un-ministere-du-developpement-humain.php>>

95 Philippe Levillain, « Nonciature », in Philippe Levillain, *Dictionnaire historique de la papauté*, Fayard, 2006

96 Bruno Joubert, *op. cit.*

97 *Ibid.*

d'un maillage sans équivalent sur le terrain, offrant au Vatican des informations qui font de lui un interlocuteur privilégié des États. Le Saint-Siège conclut des accords bilatéraux qui peuvent prendre deux formes : soit la forme officielle d'un concordat, certes moins en vogue aujourd'hui, soit une forme moins solennelle comme des échanges de notes ou un *modus vivendi*. Le concordat permet la reconnaissance de la personne juridique et civile de l'Église ou d'institutions ecclésiastiques. Il réglemente le libre exercice de la juridiction ecclésiastique et prévoit des dispositions relatives à la liberté de culte, à l'enseignement, dans les établissements publics comme dans les établissements privés et également concernant les questions fiscales. Les négociations autour de ces concordats peuvent être longues et sont proposées par le Vatican aux États avec lesquels il noue des relations. Le pape Jean-Paul II a passé des accords bilatéraux avec près de 36 États entre 1979 et 2004. Parmi ces accords, signalons le dernier concordat dans sa forme officielle, signé par la Pologne en 1993 ; l'accord signé avec le Gabon, premier État africain à signer un accord avec le Saint-Siège en 1997 mais surtout les accords conclus avec l'État d'Israël, garantissant une reconnaissance mutuelle, en 1993 et avec l'Autorité palestinienne. À l'heure actuelle, l'un des plus anciens concordats encore en vigueur est le concordat signé entre le Premier Consul Napoléon Bonaparte et le pape Pie VII en 1801 et s'appliquant toujours en Alsace, Lorraine et Moselle. Néanmoins, au-delà de la diplomatie officielle du Saint-Siège, incarnée dans un premier temps par le cardinal Agostino Casaroli (1914-1998), Jean-Paul II développe une activité plus secrète, assumée par le cardinal Roger Etchegaray⁹⁸. Il s'agit d'une démarche tout à fait particulière qui dépasse les cadres de la diplomatie classique. En effet, Mgr Etchegaray est souvent envoyé par Jean-Paul II en tant que « représentant du pape » afin de faire avancer les dossiers de l'Église et de la foi. Il donne également une allure humaine à son action en ayant de longs entretiens. Au cours de ces entretiens, le cardinal Etchegaray fait parler son interlocuteur dans des conditions éloignées de la diplomatie classique. C'est notamment le cas lors de la rencontre avec Fidel Castro qui se déroule en pleine nuit⁹⁹. Nous pouvons donc nous demander en quoi la diplomatie du Saint-Siège est mise en avant par l'action du cardinal Roger Etchegaray.

Nous intéresserons dans un premier temps aux missions menées par Mgr Etchegaray en Chine, à Cuba et au Vietnam, des pays difficiles d'accès pour des raisons idéologiques, et où la situation de l'Église locale est préoccupante. Ensuite, notre étude portera sur les cas du Rwanda et de la Yougoslavie, deux pays dont le contexte de guerre civile favorise le développement d'une politique de purification ethnique. Enfin notre étude portera sur les

⁹⁸ Entretien avec Bernard Lecomte, Charny-Orée-de-Puysaye, 06 mars 2019.

⁹⁹ *Ibid.*

missions du cardinal Etchegaray au Proche Orient, en particulier pendant la guerre du Liban, au cours de la Seconde Intifada et enfin à la veille du déclenchement de la guerre d'Irak.



Illustration 2: Le cardinal Etchegaray lors de la célébration des 25 ans de pontificat de Jean-Paul II en 2003 (La Vie du 12 septembre 2019)

I. La pourpre cardinalice en pays rouge

1. « À la grâce de Dieu » : le cardinal Etchegaray en Chine

1.1. Contexte

1.1.1. La Chine nationaliste (1912-1949)

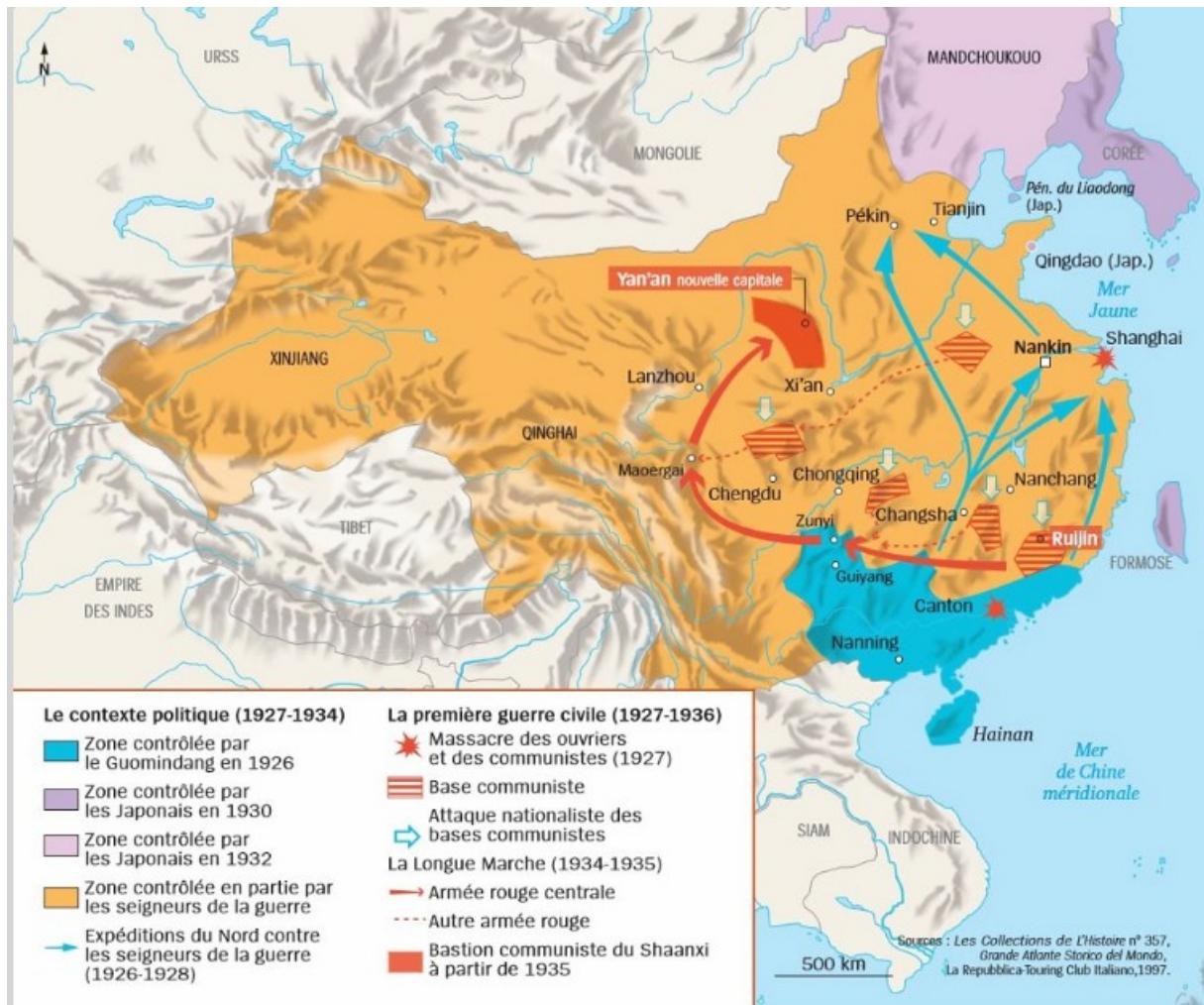


Illustration 3: La Chine du Guomindang dans les années 1930 (l'Histoire)

Jusqu'en 1912, la Chine est dirigée par la dynastie des Qing. Cette année-là, l'empereur Pu Yi (1906-1967) est forcé de proclamer la République et abdique quelques jours plus tard. Le nationaliste Sun Yat Sen (1866-1925) devient président de la République et son mouvement, le Guomindang s'empare du pouvoir. Dix ans plus tard, Chen Duxiu (1879-1942) fonde le parti communiste chinois (PCC). Il se présente tout d'abord comme le parti des ouvriers puis trouve une assise plus importante auprès du monde paysan. Dans la seconde moitié des années 1920, émergent deux figures qui joueront un rôle crucial dans les années

suivantes : le général Chiang Kaï-shek (1887-1975) et Chou-en-Laï (1898-1976), qui dirigent l'armée nationale révolutionnaire¹⁰⁰. Dans les années 1930, le Guomindang dirige seul le pays et s'oppose au PCC, alors que le Japon envahit la Chine à partir de 1931. Cette période est notamment marquée par la Longue Marche de 1934-1935, au cours de laquelle les communistes chinois tentent d'échapper aux nationalistes, tandis que leur image est en train de changer de manière positive auprès de la population chinoise. Les ennemis de l'intérieur laissent leurs différends de côté pour s'opposer à cette nouvelle menace. Après la défaite nippone en 1945, la lutte entre nationalistes et communistes reprend de plus belle, jusqu'à la prise de Pékin en 1949. Le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong (1893-1976)¹⁰¹ proclame la République populaire de Chine (RPC).

1.1.2. La Chine de Mao (1949-1976)



Illustration 4: La Chine et ses marges (l'Histoire)

100 Anne Bernard-Grouteau, *La Chine. Histoire d'une civilisation millénaire*, Ellipses, 2011, p. 167.

101 *Ibid.* p. 187.

Une nouvelle Constitution est adoptée en 1954. Elle sera suivie de quatre autres dont la dernière, approuvée en 1982, a été modifiée plusieurs fois, afin de prendre en compte les nouvelles données idéologiques et économiques. Elle définit le rôle de l'État et l'organisation des pouvoirs¹⁰² : le régime chinois est une « dictature démocratique du peuple », qui repose sur l'alliance entre le monde ouvrier et le monde paysan, dominée par le PCC¹⁰³. L'État planifie et contrôle l'économie du pays. Le rôle du parti est également précisé : « Le PCC guide le peuple dans ses efforts visant à l'édification d'une civilisation spirituelle, matérielle et politique [...] Il guide le peuple dans la promotion de la démocratie socialiste et dans l'édification d'une civilisation politique socialiste. Il continue d'étendre la démocratie socialiste¹⁰⁴ ».

La Constitution de 1982 prévoit la répartition des pouvoirs comme suit :

- L'Assemblée nationale populaire : la plus haute autorité de l'État. Ses membres ne sont élus qu'après une sélection du PCC. Elle se réunit une fois par an et a le pouvoir de réviser les lois et les activités qui violent la Constitution.
- Le Conseil des affaires de l'État : il coordonne l'administration et représente le pouvoir exécutif.
- La Cour populaire suprême incarne le pouvoir judiciaire. Ses membres sont élus par l'Assemblée qui est responsable devant elle.

Dans les faits, cette séparation est relative car le parti décide de tout et ses décisions deviennent des lois en passant par l'Assemblée¹⁰⁵.

La construction du communisme passe par deux entreprises : le Grand Bond en avant en 1958-1959 et la Révolution culturelle de 1966-1969. Les bons résultats de la politique agricole poussent les dirigeants communistes à accélérer la transformation de la société chinoise. Cependant, les résultats économiques calamiteux conduisent à l'échec de l'entreprise. Mao est écarté du pouvoir et la politique de transformation sur le modèle soviétique est abandonnée. Sur le plan de la politique étrangère, la Chine se brouille avec tous ses alliés, en particulier avec l'URSS. Mao profite d'un affaiblissement de ceux qui l'avaient remplacé au pouvoir pour revenir sur le devant de la scène et met en place une grande révolution prolétarienne¹⁰⁶. Celle-ci est basée sur le Petit Livre rouge et conserve du modèle

102 Anne Bernard-Grouteau, *op. cit.*, p. 191.

103 *Ibid.*

104 *Ibid.*

105 *Ibid.*

106 Jacques Gernet, *Le Monde chinois. Tome 3 : l'époque moderne, le XX^e siècle*, « Agora », Pocket, 2006, p. 97.

soviétique l'utilisation intensive de la propagande et le culte de la personnalité. La première phase de ce que l'on appelle la Révolution culturelle conduit au remplacement des révisionnistes, à l'instar de Deng Xiaoping (1904-1997) qui est limogé de son poste de secrétaire du parti communiste. La seconde phase voit la création des Gardes rouges qui s'en prennent aux penseurs et aux gens aisés pendant la seconde moitié de l'année 1966. L'année suivante, ils s'emparent du pouvoir et effectuent de nombreuses purges, notamment au sein de l'armée. Entre 1968 et 1969, la reprise en main de l'armée met fin aux exactions des Gardes rouges. L'État et le parti sont restaurés au printemps 1969 ; une nouvelle Constitution remplace celle de 1954. Les dernières années de Mao sont marquées par les derniers effets de la Révolution culturelle, notamment au niveau économique. En effet, les effets conjugués du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle font que la Chine accuse un retard sur les autres nations qui l'entourent¹⁰⁷.

1.1.3. La Chine après Mao (1976-2000)

Après une période marquée par une certaine instabilité gouvernementale, notamment l'épisode de la Bande des Quatre réunie autour de la veuve de Mao, Deng Xiaoping finit par s'imposer à la tête du PCC en 1981¹⁰⁸. Ce communiste réformiste considère que l'ouverture diplomatique et économique permettra de renforcer la Chine. Il met d'abord en place des mesures favorisant l'agriculture. Ainsi, les campagnes bénéficient de l'autorisation des exploitations familiales et de la création de petites entreprises privées¹⁰⁹. De nouvelles techniques se développent et les agriculteurs voient leurs revenus s'accroître. Confrontés au retard accumulé par l'empire du milieu, les dirigeants chinois font appel aux investisseurs étrangers et aux capitaux occidentaux et japonais. Sur un plan diplomatique, les relations entre l'URSS et la Chine, tendues depuis la mort de Staline, s'apaisent suite à celle de Mao. Le pays du milieu se rapproche également des Etats-Unis au cours des années 1970¹¹⁰. Deng Xiaoping veut également réformer l'État. Pour cela, il s'agit de reconstruire le parti en s'appuyant sur une reconnaissance des erreurs du passé, en conservant la pensée de Mao, en ayant un recul suffisant et en ménageant à la fois les partisans d'une ligne dure et les modérés, tout en rajeunissant les cadres.

Dans un premier temps, il modernise le parti. Afin d'atteindre cet objectif, le parti se remet en question par rapport aux errements du passé et à l'héritage de Mao dans la direction

107 Jacques Gernet, *Le monde chinois*, op. cit. p. 100.

108 Anne Bernard-Grouteau, *La Chine*, op. cit., p. 213.

109 Jacques Gernet, *Le monde chinois*, op. cit. p. 101.

110 Anne Bernard-Grouteau, *La Chine*, op. cit., p. 215.

du pays. Ensuite, les modérés, parvenus au pouvoir avec Deng Xiaoping, trouvent un terrain d'entente avec les plus extrêmes : la discussion est possible mais si une décision est prise, les membres du parti doivent s'y soumettre. Enfin, les cadres du parti sont rajeunis et des mesures sont prises, afin d'encadrer l'accession et la durée d'un mandat. Dans un second temps, une nouvelle Constitution est instaurée en 1982. Elle est régulièrement modifiée dans les années qui suivent, afin de mettre en place les changements initiés par Deng Xiaoping, dont le plus important est la mise en place de l'« économie socialiste de marché » qui vient en remplacement de la planification de l'économie. À partir de 1984, l'élan réformateur s'accélère et les Chinois accèdent à de nouvelles libertés intellectuelles et politiques. Désormais, les débats, les revues se développent, participant à l'ouverture et à la modernisation du pays¹¹¹. La seconde moitié de la décennie 1980 marque cependant un tournant avec l'apparition des premiers signes d'une crise économique¹¹². En effet, alors que l'économie était stabilisée du fait de sa planification, la libération des prix conduit à l'augmentation des prix. Un retour aux restrictions est nécessaire, en particulier en ce qui concerne les importations. Le crédit est quant à lui encadré. Toutes ces mesures visent à calmer l'appareil de production pour pouvoir le relancer de nouveau plus efficacement¹¹³. C'est le début d'une contestation, au niveau du parti et de la population, en particulier la jeunesse¹¹⁴. Celle-ci a déjà laissé transpirer ses aspirations à plus de liberté dans les années 1970, d'abord avec le manifeste des étudiants de Canton, qui ont été trompés par la Révolution culturelle, puis avec le printemps de Pékin de 1978. Cette contestation va s'exprimer à travers les manifestations de la place Tiananmen au printemps 1989 qui appellent à plus de démocratie, de libertés et rejettent la corruption et les inégalités sociales¹¹⁵. Le gouvernement engage une répression très féroce, notamment lors de la journée du 04 juin¹¹⁶. Malgré sa volonté réformatrice, Deng Xiaoping est la cible des critiques pour sa répression des manifestations, non seulement à l'intérieur de son pays mais également de la part de ses homologues occidentaux qui s'entendent sur des sanctions à l'encontre du Pays du Milieu. Il sera limogé pour cela en 1997 et remplacé à la tête de l'État par Jiang Zemin (né en 1926). La Chine apparaît d'autant plus affaiblie que, suite à la disparition des régimes en Europe de l'Est et Centrale, en particulier celle de l'URSS, la Chine est seule face à l'Occident.¹¹⁷

111 François Godement, Jean-Philippe Béjà, « Histoire de la Chine de 1949 à nos jours », *Encyclopédia Universalis* [en ligne] consulté le 05 juin 2020. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/chine-histoire-de-1949-a-nos-jours/>.

112 Anne Bernard-Grouteau, *op. cit.*, p.226.

113 François Godement, Jean-Philippe Béjà, *op. cit.*

114 Jacques Gernet, *op. cit.*, p. 103.

115 *Ibid.*

116 François Godement, Jean-Philippe Béjà, *op. cit.*

117 *Ibid.*

1.1.4. La Chine populaire face aux religions

La Chine populaire reconnaît actuellement cinq religions : le bouddhisme, le taoïsme, l'islam, le christianisme et le confucianisme. En leur sein sont admis : la forme bouddhique des Han et ses variantes mongoles et thaïlandaises ; l'islam des ahong et des confréries soufi, des minorités Hui et turcophones ; le protestantisme et le catholicisme romain. Le taoïsme et le confucianisme représentent un cas particulier : le taoïsme est reconnu tardivement comme une religion proche du bouddhisme, tandis que le confucianisme est considéré comme faisant partie intégrante de l'idéologie féodale et réactionnaire, ce qui poussa le régime communiste à ne pas lui accorder de légitimation¹¹⁸. Après sa conquête du pouvoir, le PCC décide de mettre de côté l'opposition idéologique envers la religion, afin de lutter plus efficacement contre les tensions extérieures¹¹⁹. Pour cela, il désire une alliance avec les éléments non-communistes de la société chinoises, afin de limiter et d'encadrer le secteur religieux. Les dits éléments fondèrent des associations religieuses loyales au PCC, sous l'impulsion de personnalités comme Zhou Enlai (1898-1976). Ainsi nous pouvons citer l'Association islamique chinoise et l'Association bouddhique chinoise, créées en 1953, le Mouvement des Trois Autonomies l'année suivante¹²⁰, l'Association taoïste chinoise et l'Association patriotique catholique chinoise en 1957. Cependant, les relations entre les différentes religions et le pouvoir central diffèrent selon la religion : en effet, alors qu'elles sont plutôt courtoises avec les bouddhistes et les musulmans, elles sont difficiles avec les catholiques romains et totalement absentes avec le taoïsme¹²¹.

Deux structures voient le jour afin de gérer ce que les autorités chinoises considèrent comme le « secteur religieux » :

- Le Bureau des Affaires religieuses : créé en 1954, il s'occupe des relations avec les associations religieuses. Il protège les intérêts des communautés tout en appliquant les mesures décidées par le parti et veille à leur encadrement politique¹²².
- Le Département du Front Uni : il noue des relations personnelles avec chaque dirigeant des communautés religieuses.

Ces deux entités travaillent de concert sur les questions religieuses, les cadres locaux du Front Uni prenant en charge les affaires religieuses. Celles-ci concernent autant le

118 Vincent Goossaert, David A. Palmer, *La question religieuse en Chine*, CNRS Editions, 2012, p. 165.

119 *Ibid.*, p. 164. Dans un contexte de Guerre froide, la Chine doit faire face à Taïwan et au Japon.

120 Association religieuse officielle protestante qui tire son nom des autonomies qui lui sont accordées : auto-gouvernance, autofinancement, auto-développement (source : Vincent Goossaert, David A. Palmer, *op. cit.*, p. 166.)

121 *Ibid.*, p. 166.

122 *Ibid.*

christianisme, considéré comme le relais de l'impérialisme occidental et étant ancré dans la société chinoise, que les minorités comme les Tibétains, les musulmans ou les Mongols. Dans les années 1950, le regard du PCC change sur la religion : s'appuyant sur cinq caractéristiques principales, il soulève une difficulté spécifique à chaque religion : l'impérialisme pour le catholicisme et le protestantisme, le féodalisme associé au bouddhisme et au taoïsme, les questions ethniques dans les cas de l'Islam et du bouddhisme tibétain¹²³. A propos du Tibet, le gouvernement chinois veut étendre sa souveraineté aux régions centrale et occidentale de la région. Face aux velléités chinoises, les Etats-Unis encouragent le Dalaï-Lama à résister. Cependant, lorsque celui-ci se rend compte que le soutien américain lui fera défaut face à la Chine, il se soumet et entreprend de négocier. L'Accord en Dix-Sept points entre le Tibet et la Chine prévoit la reconnaissance de la souveraineté de celle-ci sur la région et l'intégration des troupes tibétaines au sein de l'Armée populaire de Libération. Sont également prévus par cet accord la garantie de la préservation des structures politiques et religieuses tibétaines, ainsi que le statut du Dalaï-Lama¹²⁴. Dans les années 1950, le Tibet bénéficie d'une relative autonomie malgré la présence des troupes chinoises sur son sol, alors que le Dalaï-Lama se voit confier des responsabilités politiques, notamment en prenant la tête de l'Association bouddhique chinoise et en prenant la vice-présidence de l'Assemblée nationale populaire. Il est à la même période vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Les problèmes spécifiques à l'islam sont également réglés de manière pacifique. Ainsi, l'association patriotique se met en place sans difficulté et le gouvernement accepte d'attribuer une région autonome aux musulmans Hui, afin qu'ils soient à égalité avec les minorités ouïgoure, Zhuang, tibétaine et mongole. Cela servit également Pékin, puisque le pèlerinage religieux à la Mecque et les différentes rencontres de responsables religieux participent à la diplomatie chinoise vis à vis des pays du Tiers-Monde¹²⁵.

La situation est en revanche bien différente en ce qui concerne le christianisme. En 1949, on compte un million de protestants et trois millions de catholiques¹²⁶. Les institutions religieuses sont bien implantées dans le Pays du Milieu et disposent de liens étroits avec l'Occident. Les protestants ont soutenu les nationalistes pendant la guerre civile, alors que l'Église catholique défend une position fermement anticomuniste. Le gouvernement décide de respecter la liberté religieuse tout en interrompant les liens avec l'étranger et soutient les croyants ayant des liens de fidélité avec le parti par le biais du Front uni. L'objectif final du

123 Vincent Goossaert, David A. Palmer, *op. cit.*, p. 167.

124 *Ibid.*, p. 169.

125 *Ibid.*, p. 170.

126 *Ibid.*, p. 171.

PCC est de créer un mouvement défendant l'autogestion, l'autofinancement et le développement des structures religieuses de manière indépendante¹²⁷. Ainsi, conserver des liens avec l'étranger tout en s'opposant au mouvement expose dangereusement les chrétiens récalcitrants. Ce n'est qu'à la fin des années 1950 que la rupture est définitivement consommée entre Rome et Pékin. Elle commence avec l'ordre donné, en 1949, par le Saint-Office de bloquer l'emprise communiste, notamment en refusant de participer ou de s'engager dans les différentes organisations du parti. Cependant, certains demandent à ce que l'Église de Chine passe entre les mains du clergé chinois et ne soit plus le monopole des missionnaires étrangers. En 1951, les missionnaires sont expulsés peu à peu du pays, alors que le mouvement autonomiste reçoit de plus en plus de soutien et que les Chinois fidèles à Rome refusent cette autarcie¹²⁸. En 1953, le clergé autonomiste prend le nom de Mouvement patriotique chinois et certains de ces membres occupent des fonctions politiques, en particulier à l'Assemblée nationale populaire. La condamnation du Pape Pie XII est sans appel mais ne produit aucun effet, les catholiques favorables étant rapidement incarcérés. La rupture intervient alors avec la création de l'Association patriotique chinoise, évoquée plus haut¹²⁹.

Enfin, le bouddhisme Han et le taoïsme souffrent des politiques agraires et de celles qui visent à lutter contre le féodalisme. Les grands monastères sont expropriés et les revenus qu'ils tirent de l'exploitation de la terre vont aux paysans qui n'en ont pas. Les religieux s'engagent dans des travaux de production afin de combler le manque à gagner. Face aux réformes religieuses, le nombre de moines bouddhistes chute lourdement, alors qu'une association bouddhique patriotique voit le jour ; elle rassemble des bouddhistes de différentes nationalités, en particulier tibétaine, mongole ou Han.

Des changements interviennent cependant à la fin des années 1950, lorsque les Associations patriotiques prennent l'ascendant au détriment des communautés fidèles à l'étranger, comme ce fut le cas avec l'Association patriotique catholique chinoise qui nomma les premiers évêques « officiels¹³⁰ ». Cet événement provoque une lutte avec Rome qui refuse de reconnaître ces nominations. Cependant, la réprobation du Saint-Siège ne produit aucun effet, puisque les nominations augmentent jusqu'à presque atteindre le nombre de cinquante en 1965. Certains catholiques chinois demeurent toutefois fidèles au Pape et forment une Eglise souterraine. Le Grand Bond en avant porte également un coup aux religions qui

127 Vincent Goossaert, David A. Palmer, *op. cit.*, p. 171.

128 *Ibid.*

129 *Ibid.*

130 *Ibid.*, p. 175.

représentent le dernier vestige du féodalisme chinois. Les communautés bouddhistes et musulmanes sont particulièrement ciblées, de même que les minorités dont le personnel religieux est incarcéré et les bâtiments religieux confisqués¹³¹. Certains catholiques demeurent fidèles au Pape et forment une Église souterraine. Avec la fin du Grand Bond en avant, les activités religieuses sont brutalement stoppées sans pour autant que le sentiment religieux ne disparaisse. Au milieu des années 1960, avec la mise en place de la Révolution culturelle, les institutions chargées d'encadrer le secteur religieux sont dissoutes. Les institutions religieuses, y compris les institutions patriotiques, également interdites, sont les victimes des excès des Gardes rouges¹³². Afin de pallier à l'interdiction de pratiquer librement son culte, un phénomène d'« Église à la maison » se met en place et reste en vigueur jusqu'à la fin des années 1970¹³³.

Les années qui suivent la mort de Mao voient la restauration de la vie religieuse. Ainsi, le 11^{ème} Congrès du PCC, en 1978, rétablit la liberté religieuse et attribue à l'État la responsabilité de l'organisation de la religion¹³⁴. Celui-ci doit également encadrer son ajustement au socialisme. De leur côté, le Département du Front uni, le Bureau des Affaires religieuses et les associations religieuses officielles sont également restaurés avec de nouvelles attributions¹³⁵ :

- le Département du Front uni : il doit rétablir les responsables religieux victimes de la Révolution culturelle. Il prend des mesures afin de leur faire retrouver une vie religieuse apaisée. De plus, les dirigeants du parti doivent nouer de bonnes relations avec les responsables religieux en raison de leur influence sur la communauté des fidèles. Le Front uni retrouve un organigramme allant du district au niveau national¹³⁶.
- le Bureau des Affaires religieuses : il veille au relèvement des activités des associations religieuses officielles. Il enregistre le clergé et les lieux de culte. Il est également présent au niveau local et national. Sa structure évolue, puisque des sections spéciales pour chaque religion sont créées : la première section concerne le bouddhisme et le taoïsme, la seconde section est centrée sur le protestantisme et le catholicisme, tandis que la troisième concerne l'islam. En 2005, une dernière section voit le jour avec une section

131 Vincent Goossaert, David A. Palmer, *op. cit.*, p. 175.

132 *Ibid.*, p. 178.

133 *Ibid.*

134 *Ibid.*, p. 345.

135 *Ibid.*, pp. 346-347.

136 *Ibid.*, p. 345.

pour les croyances populaires et les nouvelles religions. Le bureau est renommé Administration d'État des Affaires religieuses en 1998.

- Les Associations religieuses officielles : les associations créées à la fin des années 1950 sont rétablies en 1980. Du côté des catholiques et des protestants, de nouvelles associations voient le jour pour contrebalancer l'Association patriotique chinoise et le Mouvement des Trois-Autonomies, en particulier sur les affaires religieuses. Il s'agissait, du côté des chrétiens, de la Conférence nationale des évêques et de la Commission administrative nationale de l'Église catholique en Chine ; du côté protestant, c'était le Conseil chrétien chinois.

Le maillage institutionnel religieux en Chine fait intervenir différents acteurs : le parti, à travers le Département du Front Uni ; l'État, par l'entremise du Bureau des Affaires religieuses ; les communautés religieuses par l'intermédiaire des associations patriotiques et des établissements universitaires, notamment l'Institut des religions du monde de l'Académie chinoises des sciences sociales¹³⁷. La nouvelle organisation des associations patriotiques permet d'attirer davantage de fidèles sans pour autant que leur autorité soit affirmée¹³⁸. L'État renforce également sa politique religieuse à partir des années 1980, notamment en inscrivant dans la Constitution de 1982 que les citoyens de la RPC ont la liberté de conscience religieuse et que l'État ne peut contraindre ou discriminer les croyants comme les non-croyants. La Constitution prévoit également que la religion ne peut être un motif de désordre public et que les affaires religieuses relèvent uniquement de la compétence de l'État.

À la fin des années 1970, les bâtiments religieux sont rouverts, reconstruits voire rendus au culte ; désormais, les catholiques peuvent, à l'instar des autres religions, pratiquer librement leur culte¹³⁹. Les séminaires sont de nouveau autorisés au début des années 1980 et organisés sur le modèle universitaire. Le rétablissement des Affaires religieuses et des Associations patriotiques illustre une volonté des autorités de vouloir contrôler la vie religieuse, notamment dans l'organisation et la gestion des lieux de culte¹⁴⁰. Cependant, les relations entre le PCC et le catholicisme chinois provoquent des tensions au niveau national, avec une division toujours plus marquée entre l'Église « officielle » d'une part, et l'Église « souterraine » d'autre part¹⁴¹. Elles suscitent également des tensions entre la RPC et le Saint-

137 Vincent Goossaert, David A. Palmer, *op. cit.*, p. 345.

138 *Ibid.*, p. 347.

139 *Ibid.*, p. 400.

140 *Ibid.*, 350.

141 *Ibid.*, p. 401.

Siège. Il faut cependant nuancer ce fait, puisque, si dans certaines régions les deux hiérarchies s'ignorent, dans d'autres, elles s'entendent sur une répartition officieuse des territoires ou concèlèbrent ensemble auprès d'une même communauté¹⁴². Chacune des deux Églises est également confrontée à ses propres difficultés : pour l'Église fidèle à Pékin, son autorité limitée conduit à une contestation de tout type d'organisation officielle¹⁴³. De son côté, les fidèles au Pape souffrent d'une absence de contact avec l'étranger et de structure de formation du personnel religieux, malgré cinq séminaires autorisés¹⁴⁴. Ainsi, l'ordination intervient souvent après une période de formation auprès d'un prêtre expérimenté, et les nominations irraisonnées laissent planer le doute sur leurs compétences¹⁴⁵. De plus, l'établissement d'une structure nationale est un échec cuisant en raison des divisions internes au sein de la hiérarchie et des pressions politiques. L'exemple de la réunion de la Conférence des évêques « souterrains » dans la région du Shanxi le montre bien puisque, éventé, le rassemblement se solde par l'incarcération de nombreux prélates¹⁴⁶. La question religieuse en Chine prend également une dimension géopolitique : nous avons vu que la volonté chinoise d'étendre son autorité sur l'Église de Chine provoque des tensions avec le Saint-Siège ; nous avons également montré les dispositions prises par la Constitution de 1982 en matière d'affaires religieuses, et notamment le fait de refuser une ingérence étrangère dans les affaires internes chinoises. Cependant, le PCC est enclin à laisser une autorité spirituelle au Pape sans pour autant lui accorder un pouvoir institutionnel¹⁴⁷. De son côté, le Saint-Siège a reconnu la Chine nationaliste de Taïwan au détriment de Pékin. Alors que le Saint-Siège a négocié des accords concordataires avec d'autres régimes socialistes comme le Vietnam ou l'URSS, le Vatican et la RPC ne parviennent pas à s'entendre, d'autant plus que certaines décisions prises sont perçues comme des maladresses¹⁴⁸. Nous pouvons notamment citer la décision romaine de la canonisation de 120 martyrs chinois et missionnaires catholiques pour le 1^{er} octobre 2000, qui est perçue comme une provocation par Pékin, non seulement parce que l'événement est concomitant avec les célébrations de la Fête nationale chinoise, mais aussi parce qu'il est une insulte faite aux victimes des forces impérialistes, pour lesquelles les missionnaires étaient un relais. L'étude des missions et visites de Mgr Etchegaray nous donnera l'occasion de revenir sur l'événement¹⁴⁹. Le rôle du pape Jean-Paul II dans la chute du bloc soviétique fait que

142 Vincent Goosaert, David A. Palmer, *op. cit.*, p. 401.

143 *Ibid.*, p. 403.

144 *Ibid.*, p. 350.

145 *Ibid.*, p. 403.

146 *Ibid.*, p. 403.

147 *Ibid.*, p. 405.

148 *Ibid.*, p. 405.

149 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, *op. cit.*, p. 337.

Pékin adopte une position très sévère contre une Église encore très anticomuniste, une position encore plus motivée par le fait que le pape polonais ne souhaite pas s'accommoder avec un État socialiste¹⁵⁰.

L'étude du contexte à la fois politique et religieux permet de rendre plus compréhensible les visites et les missions accomplies dans le Pays du Milieu par le Cardinal Etchegaray. Nous allons maintenant nous attacher à les développer.

1.2. Un « homme-vêtu-de-rouge » en terre communiste

Très tôt, la Chine suscite un vif intérêt chez Mgr Etchegaray¹⁵¹. Plusieurs personnalités sinophiles sont des références pour lui : tout d'abord, St François-Xavier, apôtre de l'Asie et le père Armand David, lazariste biologiste et zoologiste qui a redécouvert le « Cerf de David » et le Grand Panda. Tous deux sont des missionnaires basques dont l'éminence basque a lu les récits de voyages¹⁵². Il faut ensuite ajouter le père Evariste Huc qui développe l'intérêt des Européens pour l'Asie centrale à travers les descriptions de ses explorations¹⁵³. Enfin, à ces différentes personnalités s'ajoutent John C. H. Wu, ministre plénipotentiaire de la République de Chine, rencontré par Mgr Etchegaray au cours de ses études au Séminaire français de Rome et Mgr Celso Constantini, à qui l'on doit le processus de sinisation de l'épiscopat chinois¹⁵⁴. Nous pouvons également ajouter que les écrits de Paul Claudel, en particulier *Sous le signe du Dragon* (1948) et *Connaissance de l'Est*, qui relate l'histoire de la Chine jusqu'à la Révolution, ont eu une forte influence sur le jeune Roger Etchegaray après ses études à Rome, tout comme ceux de l'abbé Louis Wei Tsing Sing qui témoigne de sa passion à l'égard du Pays du Milieu et de l'Église¹⁵⁵.

1.2.1. Première visite du cardinal Roger Etchegaray en 1980

La première visite de Mgr Etchegaray en Chine a lieu du 26 février au 14 mars 1980 et répond à l'invitation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger reçue par le cardinal basque en 1978¹⁵⁶. Cette visite marque un tournant majeur dans les relations entre le Vatican et la Chine, puisque depuis 1951, c'est la première fois qu'un aussi haut

150 Vincent Goossaert, David A. Palmer, *La question religieuse en Chine*, op. cit. , p. 405.

151 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 329.

152 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine : vus par une grenouille du fond d'un puits*, Cerf, 2004, pp. 13-16.

153 *Ibid.*, pp. 16-17.

154 *Ibid.*, pp. 17-19.

155 *Ibid.*, pp. 19-20.

156 *Le Monde* du 28 février 1980 « Mgr Etchegaray est en visite en Chine ». Voir aussi *Le Monde* du 29 février 1980 « la visite du cardinal Etchegaray précède celle du cardinal Koenig »

représentant de l'Église catholique se rend en Chine¹⁵⁷. Mgr Etchegaray est reçu à la fois en tant qu'évêque français et cardinal de l'Église romaine¹⁵⁸. L'itinéraire soumis par Mgr Etchegaray prévoit des étapes à Pékin, Xian, Shanghai et Canton¹⁵⁹. Les autorités chinoises l'acceptent dans son intégralité et lui laisse la liberté de choisir ceux qui l'accompagneront. L'éminence basque choisit Paul Beauchamp, professeur d'Écriture sainte et d'Histoire des religions au Centre Sèvres à Paris, et René Rémond, historien et président du Centre des intellectuels catholiques français¹⁶⁰.

Il est important de noter qu'au moment du départ d'Etchegaray, le Vatican ne possède que peu d'informations sur la Chine, en particulier en ce qui concerne les catholiques, ce qui s'explique notamment par le fait que les relations entre les deux États sont rompues depuis 1957¹⁶¹. C'est la raison pour laquelle Jean-Paul II ne donne aucune mission particulière au cardinal français, ainsi qu'il a pu le confier à son retour en France, non seulement dans une interview au journal *le Monde* : « Bien sûr, je n'aurais rien pu faire sans l'accord du pape ; mais je n'avais aucune mission officielle¹⁶² », mais aussi au journaliste Bernard Lecomte : « Jean-Paul II ne me donna aucune instruction précise, et me dit simplement en souriant : “*A la grâce de Dieu !*”¹⁶³ ».

L'archevêque de Marseille et MM. Beauchamp et Rémond arrivent à Pékin le 27 février 1980 et sont accueillis par le vice-président de l'Association du Peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger, M. Wang Bingnan et rencontrent celui qui sera leur interprète pendant leur séjour, M. Wu Hu¹⁶⁴. Les entretiens avec les différentes institutions du régime chinois, comme la Conférence consultative politique du peuple chinois, l'Assemblée populaire nationale et le Bureau des Affaires religieuses¹⁶⁵, mettent en évidence l'intérêt du gouvernement chinois pour les événements récents de l'histoire de l'Église, notamment l'impact du Concile ou celui du pape Jean-Paul II dans l'histoire chrétienne. Ils montrent aussi une volonté de reprise du dialogue entre le Vatican et Pékin¹⁶⁶, malgré les obstacles culturels et religieux¹⁶⁷, ainsi que l'illustre le fait qu'Etchegaray soit salué comme « un haut

157 *Le Monde* du 28 février 1980, *op. cit.*

158 Mgr Etchegaray précise dans ses Mémoires et dans *Vers les chrétiens en Chine vus par une grenouille du fond d'un puits* que le terme « cardinal » se traduit en chinois par « homme-habillé-de-rouge ».

159 *Le Monde* du 28 février 1980, *op. cit.*

160 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *op. cit.*, p. 24.

161 *Le Monde* du 29 février 1980, *op. cit.*

162 *Le Monde* du 20 mars 1980 : « Le cardinal Etchegaray : "Aux yeux des Chinois, la diffusion mondiale du christianisme n'enlève rien à son caractère occidental" »

163 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, *op. cit.*, p. 331.

164 *Ibid.*, p. 332.

165 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *op. cit.*, pp.27-30.

166 *Le Monde* du 05 mars 1980 : « Les entretiens de Mgr Etchegaray à Pékin font apparaître une volonté de normaliser les relations entre le Vatican et la Chine »

167 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *op. cit.*, p. 30.

fonctionnaire de la religion occidentale »¹⁶⁸. Cependant, aux yeux du Vatican, l'absence de relations diplomatiques, due à la reconnaissance de Taïwan est moins difficile à résoudre que le problème religieux. En effet, comme le rapporte *Le Monde* du 5 mars 1980 :

Le problème diplomatique est certainement le moins difficile à résoudre [...] le cas n'est ni plus ni moins délicat pour le Vatican que pour la France ou les États-Unis, qui eux aussi entretenaient des relations diplomatiques avec le régime de Taïwan avant de reconnaître la Chine populaire. Le terrain est déjà bien préparé sur ce plan : si les autorités de Formose entretiennent toujours un ambassadeur auprès du Saint-Siège, celui-ci n'a plus à Taipei, depuis plusieurs années, qu'un chargé d'affaires¹⁶⁹

Le Saint-Siège essaie de se rapprocher diplomatiquement de la RPC. Nous avons vu précédemment qu'elle accorde une liberté religieuse, tout en privilégiant la propagation de l'athéisme¹⁷⁰. Les autorités admettent mal, cependant, qu'une entité religieuse dépende d'une autre autorité que la leur. L'article 36 de la Constitution de 1978 illustre cette volonté, puisqu'il précise que « les corps et les affaires religieuses ne sont sujets à aucune domination étrangère¹⁷¹. » Cela implique que l'existence d'une Église clandestine et non reconnue par l'État chinois, considérée comme hors-la-loi, dont le clergé est soumis à des conditions plus ou moins sévères, représente un contentieux dans le rapprochement entre Pékin et Rome, d'autant plus que les relations entre Église officielle et souterraine sont assez mauvaises¹⁷².

Cependant, Etchegaray considère qu'il ne doit pas oublier les chrétiens fidèles aux papes ni mettre de côté l'Église patriotique : il a toujours fait en sorte de pouvoir rencontrer l'une et l'autre à la fois, comme en témoigne son arrivée à l'aéroport de Pékin : il décline la visite prévue à Nan Tang, alors seule église ouverte du pays et dirigée par un membre de l'Église « patriotique », Mgr Fu Tieshan (1931-2007), ordonné sans le consentement du Vatican, quelques semaines avant l'arrivée de Mgr Etchegaray¹⁷³. À Shanghai, la même question se pose à nouveau. En effet, Etchegaray refuse de voir le représentant de l'Église « patriotique », Mgr Zhang Jiahsou (évêque de Shangaï de 1960 à 1988), sans pouvoir rendre visite à l'évêque consacré par Rome, Mgr Ignatius Gong Pinmei (1901-2000), qui se trouve alors en prison pour « activités antirévolutionnaires¹⁷⁴ ». Toutefois, à Canton, le représentant de l'Église « patriotique », Mgr Yeh Yinyun (1903-1990), participant au repas organisé en l'honneur du cardinal basque, suite au chapelet offert par celui-ci, vient s'agenouiller devant lui pour baisser l'anneau cardinalice. Il témoigne ainsi, malgré son appartenance à l'Église

168 *Le Monde*, 20 mars 1980, *op. cit.*

169 *Le Monde*, 05 mars 1980, *op. cit.*

170 *cf. supra* Vincent, Goossaert, David A. Palmer, *op. cit.*

171 Benoît Vermander, « Politique religieuse de la Chine », *Encyclopædia Universalis*[en ligne], consulté le 09 juin 2020. URL : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/chine-politique-religieuse/>.

172 *Le Monde* du 05 mars 1980, *op. cit.*

173 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *op. cit.*

174 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, *op. cit.*, p. 335.

« patriotique », de sa pleine communion à la fois d'esprit et de cœur avec le pape Jean-Paul II¹⁷⁵. Nous pouvons donc émettre l'hypothèse que l'archevêque de Marseille souhaite rester indépendant dans la question de la division entre les deux Églises de Chine. Ce fait est illustré par les deux interventions de son interprète chinois à propos de la visite aux évêques patriotiques liée à celle des évêques reconnus par Rome : à propos de la visite à Mgr Fu Tieshan, Wu Hu transmet la réponse suivante : « On vous remercie pour votre franchise, nous nous entendrons bien...¹⁷⁶ » ; concernant le programme de la visite du prélat français, le même Wu Hu signale que Mgr Etchegaray verra chacun des deux ou bien aucun. L'éminence basque apprendra plus tard que Mgr Zhang Jiashou, l'évêque « patriotique » de Shangaï, aura attendu longtemps sa venue, déroulant le tapis rouge à l'archevêché à son intention¹⁷⁷.

Au cours de sa visite, Etchegaray a le privilège de pouvoir se rendre sur la tombe de Matteo Ricci (1552-1610), premier missionnaire ayant pu approcher la cour de l'empereur de Chine, qui se trouve dans la cour de l'école des cadres du Parti communiste¹⁷⁸. Profanée pendant la Révolution culturelle (1966-1968), elle est restaurée de nouveau à la fin de cette période, puisque Matteo Ricci est considéré comme le savant bienfaiteur de la Chine et respecté au point de figurer dans les livres d'histoire¹⁷⁹. En effet, le père Ricci a cherché à comprendre un monde qui n'était pas le sien, comprenant qu'il ne sera pas Chinois tant qu'il n'aura pas pris en compte la pensée chinoise, notamment en étudiant ses racines confucéennes¹⁸⁰. Après cela, le président de la conférence épiscopale française se rend à Xian, au centre de la Chine. Cette ancienne capitale fut, jusqu'au IX^e siècle, le carrefour gigantesque des marchands venus de toute l'Asie via la route de la soie¹⁸¹. Là, se trouve le tombeau du premier empereur, Qinshi Huandi, enseveli avec une armée de 6000 fantassins et cavaliers, dont le chantier archéologique avait ouvert en 1974¹⁸². Toutefois, le cœur de la visite se situe au niveau de la « forêt des Stèles », où se trouve un bloc monolithique de près de 3 mètres de haut au sein d'un monastère nestorien de la région. C'est le témoignage le plus ancien de la présence du christianisme dans le Pays du Milieu¹⁸³. La religion chrétienne fut reconnue d'utilité publique au VII^e siècle par l'empereur de Chine mais se retrouve brutalement stoppée au IX^e siècle par la dynastie des Tang qui publie un décret selon lequel les religions étrangères

175 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, op. cit., p.334.

176 *Ibid.*, p. 332.

177 *Ibid.*, p. 335.

178 *Ibid.*, p. 334.

179 *Ibid.*

180 *Ibid.*

181 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, op. cit. pp.32-33.

182 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, op. cit., p.334.

183 *Ibid.*

se trouvent interdites dans l'Empire du milieu¹⁸⁴. La seconde vague d'évangélisation des XIII-XIV^e siècles montrent des relations très fortes entre la papauté de Rome et le Khan de Chine mais le christianisme se retrouve une nouvelle fois proscrit avec l'avènement de la dynastie Ming en 1368. A Xian, Mgr Etchegaray rencontre l'imam de la mosquée locale¹⁸⁵. Cette rencontre illustre les liens pouvant exister entre deux religions, puisque deux ans après la visite de l'archevêque de Marseille, ce même imam demande à un groupe de touristes venus de la cité phocéenne d'adresser ses respects à l'éminence basque¹⁸⁶.

La ville de Shanghai est l'étape suivante de la visite de Mgr Etchegaray. Dans cette ville, s'opposaient le politique et le religieux. Cette lutte est illustrée par le fait qu'elle avait été le lieu où s'étaient tenues, à quelques années d'intervalles la première assemblée du Parti communiste chinois et la première assemblée d'évêques et de cardinaux de l'Église catholique en Chine¹⁸⁷. Le diocèse de Shanghai mettait également en avant sa cathédrale néo-gothique, le dynamisme de son imprimerie, la fidélité et le courage dont faisaient preuve ses fidèles, ce qui attisait la fureur des habitants athées de Shanghai. La détermination des fidèles est notamment illustrée par le sort funeste d'Antoine Wang. Ce jésuite, ancien condisciple de l'archevêque de Marseille à l'Université pontificale grégorienne, trouva la mort en tombant de la fenêtre de la chambre où il était enfermé, en 1953¹⁸⁸. L'interprète de Mgr Etchegaray va encore s'illustrer pendant les étapes successives de la visite du prélat basque. En effet, celui-ci se rend compte, pendant le voyage de Shanghai à Canton, de la perte de sa croix pectorale. Après l'avoir signalé à Wu Hu, celui-ci met tout en œuvre pour la retrouver et l'ambassade de Chine à Paris la lui fera parvenir à Marseille après le retour de l'éminence basque dans la cité phocéenne¹⁸⁹.

Une fois arrivé à Canton, le prélat souligne sa ressemblance avec Marseille, admirant la vivacité de ses rues qui offrent un nouveau spectacle à chaque heure de la journée¹⁹⁰. La cité des cinq bâliers se distingue par les lieux de mémoire de la période révolutionnaire, notamment le « mausolée des 72 martyrs », qui ont permis le premier gouvernement républicain chinois sous la direction de Sun Yatsen en 1911, et le mémorial des 5 700 victimes de l'insurrection contre le Guomindang de Chiang Kai-shek en 1927¹⁹¹. Enfin, l'archevêque de Marseille termine son premier périple au pays de l'étoile rouge en se rendant à Hong-Kong le 14 mars 1980. La perle de l'Orient est alors une enclave britannique en Chine et, aux yeux

184 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, op. cit. pp. 35-36.

185 *Ibid.*

186 *Ibid.*

187 *Ibid.*, pp. 36-37.

188 *Ibid.*, p. 37.

189 *Ibid.*, p. 38.

190 Le nom chinois de la ville est Guangzhou (Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *ibid.*).

191 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, op. cit., p. 38.

de Mgr Etchegaray, est un lieu d'information incontournable sur la Chine¹⁹². Son arrivée suscite l'intérêt des journalistes et des missionnaires. L'archevêque du lieu, Jean-Baptiste Wu (1925-2002), accueille le cardinal français. Il informe son visiteur basque du grand intérêt suscité par sa visite mais aussi des interrogations que celle-ci n'a pas manqué de créer auprès de ses ouailles¹⁹³.

La forte médiatisation de la présence de Mgr Etchegaray en Chine permet de rendre compte de l'intérêt qu'a pu soulever la venue de l'archevêque de Marseille dans le Pays du Milieu¹⁹⁴. Sur le plan religieux, la division de l'Église de Chine est une véritable souffrance pour le prélat basque. Au cours de ses étapes, il s'est attaché à montrer qu'il n'y avait qu'une seule Eglise et a souligné que les catholiques chinois ont été durement éprouvés par trente années de maoïsme et que la réconciliation entre les deux Églises prendra du temps mais qu'elle est possible, notamment grâce aux évêques locaux¹⁹⁵. Sur le plan géopolitique, les différents entretiens entre Mgr Etchegaray et les autorités chinoises montrent une volonté de normalisation des relations entre la RPC et le Saint-Siège¹⁹⁶. La visite de l'archevêque de Marseille s'inscrit également dans l'esprit d'ouverture sur l'extérieur de la Chine, comme en témoignent les égards avec lesquels celui-ci a été reçu mais aussi l'amitié et la courtoisie qui lui sont témoignées. Sur le plan de la politique intérieure, le cardinal de l'Église romaine souligne que le communisme chinois, et particulièrement le maoïsme, a marqué de manière durable le pays :

L'image de la Chine que je garde est celle d'un vaste chantier où tout un peuple travaille dans une apparente harmonie qui s'inspire de l'art chorégraphique, l'idéologie communiste avec ses slogans tenant lieu de motif musical. Cette pédagogie du rythme mobilise le sacrifice à la cause commune, entretient la ferveur et élimine les déviations. [...] La Chine est passée, non sans à-coups, d'un état d'extrême dénuement à une révolution sociale d'autant plus accélérée que le pays à un grand retard à rattraper. Et ce hiatus s'est aggravé par les dix années de la Révolution culturelle qui allèrent jusqu'à la déstructuration de la société¹⁹⁷.

Après son retour en France, l'historien René Rémond livre également ses impressions sur la situation de l'Église de Chine et sur son avenir :

Il serait erroné d'opposer une Eglise libre à une Eglise interdite : aucune des deux n'est vraiment libre et la situation, même la moins défavorisée, n'a rien à voir avec l'idée que nous nous faisons en

192 Hong-Kong sera rattachée à la Chine en 1997.

193 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *op. cit.*, p. 39 ;

194 *Le Monde* du 05 mars 1980, *op. cit.*

195 Roger Cardinal Etchegaray, p. 40.

196 *Le Monde* du 05 mars 1980, *op. cit.*

197 Roger Etchegaray, *op. cit.*

Occident de la liberté religieuse¹⁹⁸. [...] Je ne sais pas. Pas immédiatement en tous cas. Il est possible que ces gestes soient sans proche lendemain. Pourtant, ils ne sont pas nuls. Et le fait qu'ils aient eu lieu modifie la situation. Pour les uns comme pour les autres¹⁹⁹.

Enfin, le père Beauchamp livre également une dernière impression à propos de la situation de l'Église catholique en Chine :

Les Chinois demandent souvent à ceux qu'ils considèrent comme leurs amis quelles critiques ils croient devoir leur faire. Souhaitons que les amis ne se dérobent pas à ce devoir et souhaitons que les critiques n'oublient pas l'amitié²⁰⁰.

L'espoir en un avenir meilleur que retire de son voyage le cardinal Etchegaray doit cependant être nuancé par la prudence dont fait preuve son collègue autrichien Mgr Franz König, cardinal-archevêque de Vienne, du 10 au 20 mars 1980. En effet, s'il met en évidence que le Vatican souhaite renouer des relations avec la Chine populaire, les autorités chinoises ne semblent pas vouloir, au moment où Mgr König rend compte de sa visite, rétablir des relations diplomatiques avec Rome. Le cardinal autrichien souligne également les tensions relatives à certains sujets. Il pense notamment aux relations entre Rome et Formose, indiquant que Pékin et le Saint-Siège doivent rechercher ensemble une solution d'apaisement²⁰¹. Il se montre néanmoins plus circonspect quant à la mise en œuvre de la liberté de culte au sein de la RPC²⁰².

1.2.2. Seconde mission en Chine du 03 au 08 septembre 1993

« *A one more open China awaits 2000 Olympics* ²⁰³ ». Ce slogan illustre le désir des dirigeants chinois de montrer l'ouverture du pays à l'étoile rouge à l'ensemble de la communauté internationale. En effet, en 1993, la Chine a mauvaise presse auprès du reste du monde après la répression féroce des manifestations de la place Tian'anmen en juin 1989²⁰⁴. En ce qui concerne la question religieuse, le réchauffement des relations entre Rome et Pékin est brutalement interrompu par ces événements²⁰⁵. De plus, la division de l'Église de Chine est toujours d'actualité²⁰⁶ et l'Église « clandestine » en est la principale victime dans les années

198 René Rémond, *Témoignage Chrétien* du 7 avril 1980.

199 René Rémond, *France catholique-Ecclesia* du 04 avril 1980.

200 Paul Beauchamp, *Etudes*, 1 mai 1980.

201 *Le Monde* du 24 mars 1980 : « *Le cardinal König limite la portée de son séjour en Chine* ».

202 *Ibid.*

203 « Une Chine plus ouverte attend les Jeux Olympiques de 2000 » (Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *op. cit.*, p. 43).

204 *Ibid.*

205 *Le Monde* des 5-6 septembre 1993 : « La visite du cardinal Etchegaray pourrait améliorer les relations entre le Saint-Siège et la Chine ».

206 *Le Devoir* du 9 septembre 1993. On compte 3 millions de chrétiens « patriotiques » et 5 millions de chrétiens « souterrains ».

qui suivent Tian'anmen²⁰⁷. L'attribution des Jeux Olympiques à Pékin permettrait donc de redorer l'image du pays. En vue de cet événement, une vaste politique urbaine est mise en œuvre. Le sport est donc pour la RPC un moyen de renouer ou renforcer des liens avec d'autres Etats, en particulier le Vatican²⁰⁸.

En juillet 1993, le président du Comité d'Organisation des Jeux Nationaux de Chine, Wu Shaozu (1939-2012), demande au cardinal Etchegaray de venir assister à l'ouverture des prochains jeux nationaux au mois de septembre. Cela permettrait, selon Mgr Etchegaray, d'apporter des signes positifs en faveur de la liberté religieuse dans le Pays du milieu²⁰⁹. Depuis sa dernière venue dans le pays de l'Etoile rouge, la notoriété du cardinal basque s'est affirmée. En effet, après sa nomination à la tête des commissions Justice et Paix et *Cor Unum*, le cardinal basque a été envoyé dans de nombreuses régions du monde par le pape Jean-Paul II, en particulier à Cuba ou dans les Balkans²¹⁰.

Mgr Etchegaray, sur les conseils du souverain pontife, répond favorablement à l'invitation. Le communiqué de presse du Vatican rédigé à propos de ce voyage indique : « Depuis le début de son pontificat, le pape Jean-Paul II a saisi toutes les occasions possibles pour rappeler son estime à l'égard du peuple chinois et exprimer son affection à tous les catholiques de ce grand pays²¹¹. » Jean-Paul II se souvient en effet que son pays natal, la Pologne, avait accueilli un championnat de tennis de table qui avait été l'occasion d'une reprise du dialogue entre la Chine et les Etats-Unis, qui a ensuite conduit à un rapprochement entre les deux pays et permis la visite des présidents américains Richard Nixon (1913-1994) et Gerald Ford (1913-2006). Ce fait a donné lieu à ce que l'on a appelé « la diplomatie du ping-pong²¹² ». Le cardinal d'Espelette arrive le 03 septembre à Pékin, en compagnie de Mgr Gianfranco Rota Graziosi, de la Secrétairerie d'État. Le ton de la visite cardinalice est donné à travers les mots prononcés par Mgr Etchegaray à sa descente de l'avion : « Je rentre par la porte du sport, c'est à dire par la porte des jeunes. C'est une belle porte pour l'avenir du pays. C'est par elle et grâce à elle que je pense rencontrer le peuple chinois²¹³. » Pékin considère en effet que Rome a une part de responsabilité dans la résurgence du phénomène religieux, considéré par les autorités comme étant anticomuniste. Cette perception est renforcée par la conversion massive des jeunes chinois au christianisme par rejet de l'idéologie communiste.

207 *La Croix* du 12 octobre 2001 : « La longue marche de l'Église de Chine »

208 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, *op. cit.* p. 336.

209 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *op. cit.*, p.44.

210 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, *op. cit.*, chapitre 12 p. 221 « Un mur est tombé », et chapitre 13 p. 249 « Réconcilier l'Amérique latine ».

211 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *op. cit.*, p. 44.

212 *Le Devoir* du 9 septembre 1993, *op. cit.*

213 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, *op. cit.* p. 43.

Le lendemain de son arrivée, le cardinal basque assiste à l'ouverture des Jeux nationaux le 04 septembre 1993. Il profite également de sa présence en Chine pour rencontrer de nouveaux dirigeants chinois comme le vice-président de l'Assemblée nationale populaire, Bu He (1926-2017), ou le directeur du Bureau des Affaires religieuses, Zhang Shengzuo (né en 1932²¹⁴). L'ensemble des échanges montre une volonté de dialogue de la part des autorités chinoises, afin de nouer de nouvelles relations²¹⁵. Cette volonté est confirmée par la conclusion qu'en a tirée Mgr Etchegaray : « Toutes les personnes rencontrées souhaitent tourner les pages de l'histoire que Pékin et Rome ont eu du mal à écrire ensemble dans le passé comme ces derniers temps²¹⁶ ». La discussion est notamment centrée sur la situation de l'Église de Chine et sur les relations diplomatiques entre Taïwan et le Saint-Siège²¹⁷. Il rencontre également des dignitaires religieux de l'Église « patriotique » comme l'évêque de Jinan, Mgr Joseph Zong Huaide ou l'évêque de Pékin, Mgr Michel Fu Tieshan²¹⁸. Avant de repartir à Rome, à la fin de son séjour, il fait la déclaration suivante :

Tout au long de mon séjour, je n'ai cessé de penser aux catholiques chinois et de prier pour eux. C'est une Église qui se développe, fécondée ici comme ailleurs par l'exemple et par la souffrance des témoins de la foi. Elle a droit à la prière et à la solidarité universelle pour qu'elle retrouve le plus tôt possible une unité jusqu'ici déchirée mais qui se recoud peu à peu dans la réconciliation et la reconnaissance du lien avec le pape. Que de fois ai-je entendu en Chine le mot "amitié" et que de fois me suis-je surpris à le prononcer moi-même ! C'est plus qu'un slogan ou qu'une tactique d'apprivoisement ; il répond à un besoin pressant, le besoin le plus profond que Dieu fait naître dans le cœur de tout homme²¹⁹.

1.2.3. Troisième et quatrième visites en Chine du 13 au 21 septembre 2000 et du 22 septembre au 07 octobre 2003

Le président du comité pour le Grand Jubilé de l'an 2000 se rend en Chine à l'occasion du symposium organisé par l'Académie des sciences sociales de Pékin et l'Université catholique de Milan, sur la thématique « Religions et Paix²²⁰ ». Ce symposium rassemble cinquante participants, parmi lesquels des experts dans les religions asiatiques et un historien de l'Église contemporaine, appelé Ren Yenli, du côté chinois ; des chercheurs et des théologiens comme Agostino Giovannoli, Claudio Betti, Francesco Fumagalli ou Bruno

214 Le manque d'information sur le personnage ne permet pas de savoir si il est toujours en vie ou décédé.

215 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, op. cit., p.45.

216 *Le Monde* du 9 septembre 1993 : « Le cardinal Etchegaray se réjouit de la "volonté de dialogue" de Pékin. Voir aussi *Le Devoir* du 9 septembre 1993 : « La diplomatie du ping-pong »

217 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, op. cit.

218 *Ibid.*, p. 45.

219 *Le Monde* du 9 septembre 1993, op. cit.

220 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, op. cit., pp. 47.

Forte, du côté catholique²²¹. Au cours de ce voyage, Mgr Etchegaray se rend également à Shanghai, où il rencontre Mgr Aloïs Jin Luxian (1916-2013), l'évêque patriotique du lieu²²².

Cependant, la décision du Vatican de canoniser les martyrs de Chine le 1^{er} octobre 2000 va déclencher une crise majeure dans les relations entre le Saint-Siège et Pékin²²³. En effet, si pour l'Église catholique, cette date du 1^{er} octobre est la Journée mondiale pour la Mission, c'est surtout le jour anniversaire de la proclamation de la République populaire de Chine. De plus les noms retenus pour la canonisation sont considérés comme des criminels par les autorités chinoises, à l'instar du Ministère chinois des Affaires étrangères, qui déclare que la cérémonie « heurte gravement les sentiments du peuple chinois et de la nation chinoise.» Mgr Fu Tieshan, évêque patriotique de Pékin, fait également part de sa désapprobation auprès de Mgr Etchegaray. L'incompréhension du Vatican face aux récriminations chinoises est notamment illustrée par le directeur du Bureau de presse du Saint-Siège et porte-parole de Jean-Paul II, Joaquín Navarro-Valls (1936-2017), lequel explique qu'« une telle accusation est le fruit d'une lecture unilatérale de l'histoire²²⁴ .» A son retour à Rome, Mgr Etchegaray déclare :

Comment se fait-il qu'un événement à caractère religieux et qui se veut à la gloire de l'Église de Chine produise auprès des autorités du pays un effet contraire ? Si la coïncidence avec la fête nationale communiste est fort regrettable... dans ce choix il n'y a eu ni provocation ni revanche, Jean-Paul II, grand ami de la Chine, ne s'abaissant pas à des calculs aussi sordides²²⁵. »

Cet événement provoque le gel des relations entre Pékin et Rome. L'action menée dans l'ombre par le Secrétaire pour les Relations avec les États, le cardinal français Jean-Louis Tauran (1943-2018), va cependant permettre une reprise rapide du dialogue²²⁶. Elle se traduit par une invitation adressée au cardinal Etchegaray à se rendre en Chine à l'occasion de l'inauguration d'un musée consacrée au père Armand David dans la région du Sichuan²²⁷.

A la suite de ses entretiens, le président du Jubilé de l'an 2000 évoque une seule Église chinoise, rassemblant les fidèles patriotiques et les fidèles à Rome²²⁸. Cependant, s'il reconnaît des contacts avec l'Église « officielle » chinoise, ce n'est pas le cas de l'Église

221 Roger Cardinal Etchegaray, *Vers les chrétiens en Chine*, op. cit., pp. 47-54.

222 *Ibid.*

223 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, op. cit. p.338.

224 *Le Figaro* du 28 septembre 2000.

225 *Ibid.*

226 Jean-Marc Aveline (dir.), *Jean-Louis Tauran. Le courage et la liberté*, Publications Chemins de Dialogue, Marseille, 2019, p. 77-78.

227 *Ibid.*

228 *La Croix* du 26 septembre 2000 « Le cardinal Etchegaray : "on ne peut séparer les catholiques "clandestins" et "officiels" ». »

« clandestine », protestant contre les arrestations de religieux au cours de sa visite²²⁹. Néanmoins, la Conférence épiscopale chinoise cherche à mobiliser autour du Jubilé de l'an 2000, en publant une lettre collective qui invite les fidèles à se rassembler pour célébrer l'événement organisé par Rome, à l'initiative du pape Jean-Paul II²³⁰. Quelle ne fut pas la surprise du Cardinal Etchegaray, lors de sa visite du sanctuaire marial de Sheshan, invité par l'évêque Aloys Jin Luxian, de voir des jeunes portants des tee-shirts avec le logo du Jubilé. Au cours de ce voyage et pour la première fois, une messe est célébrée publiquement par un cardinal de Rome en Chine communiste²³¹. La visite de Mgr Etchegaray est plutôt un succès aux yeux des chinois, malgré la canonisation vivement critiquée par le régime de Pékin. Le président de Justice et Paix fait cependant remarquer que ses contacts officiels avec l'Église « patriotique » chinoise ne peuvent servir de reconnaissance par Rome²³².

Grâce aux efforts de Mgr Tauran, le cardinal Etchegaray retourne en Chine du 22 septembre au 7 octobre 2002²³³. Accompagné par le maire d'Espelette, André Darraïdou, le cardinal basque répond à l'invitation du maire du village de Ya'an dans le Sichuan pour participer aux cérémonies officielles en mémoire du Père Armand David²³⁴. Ce missionnaire lazaroïte originaire du pays basque, fait l'objet d'un véritable culte de la part des Chinois, qui en font un élément important de leur stratégie touristique²³⁵. Elle est très médiatisée, les deux Ezpeletar étant suivis par une équipe de télévisions et par des photographes. Au cours de leur présence, M. Darraïdou et Mgr Etchegaray rencontrent l'ambassadeur de France en Chine. C'est la seule personnalité que le cardinal basque rencontrera, avec le maire de Ya'an.

Les différentes visites du cardinal Etchegaray en Chine créent un précédent dans l'histoire des relations entre la Chine et le Vatican. En effet, nous avons vu que sa visite en 1980 revêt un caractère historique, puisqu'il est le premier ecclésiastique à se rendre dans l'Empire du milieu depuis la proclamation de la République populaire de Chine. Cette visite permet également de souligner les différents dossiers qui doivent être pris en compte, afin d'établir des relations pérennes entre Rome et Pékin. Elle intervient dans un contexte d'ouverture de la Chine à l'étranger. La visite de 1993 est encore plus importante, par l'époque à laquelle elle intervient : bien que son image soit ternie, le pays cherche, par le biais du sport, à la restaurer et à montrer qu'il peut effectivement faire preuve d'ouverture,

229 *La Croix* du 26 septembre 2000.

230 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, *op. cit.*, p. 338.

231 *Ibid.*

232 *La Croix* du 22 septembre 2000 « les Chinois sont satisfaits de la visite du cardinal Etchegaray ».

233 Jean-Marc Aveline, *op. cit.* p. 77-78.

234 *Le Figaro* du 27 septembre 2003 « Visite du cardinal Etchegaray ».

235 *Sud-Ouest* du 23 octobre 2003 « Sur les pas du père David ».

notamment en matière de libertés individuelles. La visite en 2000 est plus compliquée, puisque la canonisation décidée par Rome n'est pas acceptée par Pékin. En ce qui concerne les différents dossiers à traiter, la question religieuse a été un thème récurrent des échanges de Mgr Etchegaray avec les autorités chinoises, bien plus que la question territoriale et notamment les liens entre Taïwan et le Vatican. Ainsi, la Chine commence lentement à accepter le principe de la liberté religieuse. Cependant, en 2003, les relations diplomatiques ne sont toujours pas établies. En revanche, en septembre 2018, un accord historique est signé entre le sous-secrétaire pour les relations avec les Etats, Mgr Antoine Camillieri, et par Wang Chao, vice-ministre des Affaires Etrangères. Cet accord prévoit la nomination d'évêques reconnus par Rome et Pékin, ce qui présente une grande avancée. Cependant, elle n'est pas sans critique, notamment celle portée par l'archevêque émérite de Hong-Kong, Mgr Joseph Zen, qui considère que l'accord se fait au détriment de l'Église « clandestine ». Un an et demi plus tard, le 15 février 2020, un premier contact officiel a lieu entre le ministre des Affaires étrangères chinoises, Wang Yi (né en 1953), et le Secrétaire pour les Relations avec les Etats du Vatican, Mgr Paul Gallagher (né en 1954), en marge d'une conférence sur la Sécurité à Munich²³⁶.

Notre étude des missions de Mgr Etchegaray se poursuit maintenant à Cuba, où les relations entre Église et État, qui s'améliorent depuis la venue de Jean-Paul II, restent difficiles.

2. *Un cardenal basco francès face au líder máximo*

2.1. Cuba et l'Église cubaine depuis 1959

L'île de Cuba est située dans les Caraïbes. Sa superficie est de 110 861 km² pour 11,34 millions d'habitants. Découverte par Christophe Colomb en 1492, l'île est la seule possession espagnole qui soit restée à l'écart des mouvements d'émancipation des années 1810-1824. Le maintien du lien colonial avec l'Espagne était particulièrement souhaité par la bourgeoisie commerçante de l'île. Le chemin vers l'indépendance se fait donc dans la douleur : dans les années 1860, une première tentative de proclamer une République indépendante de l'Espagne tourne court et la situation dégénère jusqu'à l'éclatement de la première guerre d'indépendance cubaine (1868-1878) qui débouche sur l'instauration d'une République minée par les actions de guérilla²³⁷. Dans les années 1890, éclate la seconde guerre d'indépendance cubaine (1895-1898) dans un contexte d'affrontements militaires entre Madrid et Washington.

Par le traité de Paris du 25 octobre 1898, la monarchie espagnole accorde l'indépendance à

²³⁶ Le Point du 15 février 2020 : « La Chine et le Vatican se rencontrent pour la première fois en 70 ans ».

²³⁷ Sophie Chautard, *L'indispensable des conflits du xx^e siècle*, « Perspectives », Studyrama, 2006, p. 219.

Cuba, Porto-Rico et aux Philippines. Une république se met en place, sous protectorat américain²³⁸. Pendant les décennies qui suivent, l'archipel cubain établit des liens étroits avec Washington, tout en demeurant indépendant. À partir des années 1920 et jusqu'en 1959, Cuba vit à l'heure des dictatures, une période notamment illustrée par les dictatures de Gerardo Machado (1925-1933) et de Fulgencio Batista (1933-1944 ; 1952-1959)²³⁹. Après avoir été chassé du pouvoir, Batista (1901-1973) revient à Cuba, grâce à un coup d'État, et met en place un régime policier qui se désintéresse du sort des Cubains et se démarque par sa corruption. Face à lui, l'opposition commence à se rassembler. Un jeune avocat, qui avait vu son élection de député du parti orthodoxe remise en cause par le coup d'État de 1952, décide de s'opposer à lui. Il se nomme Fidel Castro (1926-2016) et a participé à plusieurs mouvements révolutionnaires à travers l'Amérique latine.



Illustration 5: Les révolutionnaires prennent le pouvoir à la Havane, 1953-1959 (L'Histoire)

En juillet 1953, il lance, avec son frère Raúl, une attaque audacieuse contre la prison de la Moncada, située à Santiago de Cuba. Malgré l'échec de l'attaque et, en dépit de la sévère répression qui en découle, l'événement est considéré comme fondateur de l'idéologie castriste²⁴⁰. Dans les années qui suivent, Batista et Castro continuent de s'opposer. En 1955, Castro fait la rencontre d'Ernesto Guevara au Mexique avec lequel il se forme aux tactiques

238 Pierre Vayssiére, *Les révoltes d'Amérique latine*, « Point Histoire », Seuil, 2002, p. 129.

239 *Ibid.*, pp. 130-131.

240 *Ibid.*, p. 135.

de guérilla. L'année suivante, un commando clandestin composé des frères Castro, de Guevara et de 80 combattants révolutionnaires parvient à débarquer à Cuba²⁴¹ : ils établissent un solide maquis dans la Sierra Maestra. Le mouvement de résistance à Batista recrute très largement parmi les paysans, les ouvriers et les étudiants. En mars 1958, Raúl Castro s'empare de la Sierra Cristal et ouvre un second front contre les forces de Batista. Celui-ci lance une grande offensive à l'été afin d'en finir avec l'opposition des *barbudos* de Castro et envoie 12 000 hommes à l'assaut de la Sierra Maestra, après avoir fait bombarder la zone au napalm. Pourtant, à la suite d'une contre-offensive générale des forces castristes à l'automne, Santa Clara tombe aux mains des castristes²⁴². En décembre 1958, Batista ne maîtrise plus son territoire et se retrouve contraint à la fuite. Le 07 janvier 1959, les castristes font leur entrée dans La Havane. Rapidement, les rapports entre les Etats-Unis et le nouveau pouvoir cubain se détériorent. Cependant, l'alignement sur l'Union soviétique résulte davantage des circonstances que d'une volonté clairement affichée par le nouveau maître de La Havane. En effet, le gouvernement américain dénonce la répression exercée par son homologue de Cuba à l'encontre des partisans de Batista. Puis, lors d'une visite de Fidel Castro en 1960, les américains se montrent méfiants vis à vis des intentions du *Líder máximo*. Les tensions vont en s'accumulant entre les deux voisins, en particulier dans les domaines économique et militaire²⁴³. Cuba met en place une campagne de nationalisation qui exproprie les industries américaines, et veut réformer le secteur agricole. Du côté américain, le quota sucrier, dont dépend fortement Cuba, est fortement réduit par les États-Unis. Un nouveau pas est franchi dans les années 1960 : les installations américaines qui refusent de raffiner du pétrole soviétique sont saisies par les autorités cubaines. En réaction, les États-Unis instaurent un embargo sur les exportations à destination de Cuba et soutiennent toutes les entreprises pouvant nuire à l'État castriste. Au retour d'une visite aux États-Unis à l'automne 1960, Fidel Castro est intimement convaincu d'une invasion imminente venue de Washington²⁴⁴. En conséquence, il invite les Cubains à se préparer à résister et à défendre le régime. C'est en avril 1961 que le président des États-Unis lance l'opération de la baie des Cochons qui se solde par un échec. L'archipel devient un enjeu de la guerre froide. Après la venue d'Anastase Mikoyan (1895-1978), le vice-président du Conseil des ministres de l'URSS, un rapprochement s'opère entre Moscou et la Havane, illustré, en premier lieu par l'établissement d'accords économiques. Par la suite, Fidel Castro considère la défense de

241 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 220.

242 Pierre Vayssiére, *op. cit.*, p. 137.

243 *Ibid.*, p. 144.

244 *Ibid.*

Cuba comme un élément vital face aux Etats-Unis et se montre ouvert à l'installation de missiles soviétiques. Alerté, le président américain, John Fitzgerald Kennedy (1917-1963), réclame la destruction des plateformes de lancement et impose un blocus militaire de l'île²⁴⁵. Les deux Grands négocient, afin d'éviter une guerre nucléaire, mais laissent Cuba en dehors de leurs échanges. Cet épisode jette un froid sur le rapprochement entre l'Union soviétique et le régime castriste. Les échanges entre Nikita Khrouchtchev (1894-1971) et Fidel Castro renseignent sur l'état d'esprit du *líder máximo*. Celui-ci se montre prêt à aller jusqu'au bout dans la haine et la rancœur, en demandant à l'URSS de recourir au feu nucléaire contre l'Amérique. Le dirigeant soviétique tente de raisonner son allié, arguant qu'une telle action ne conduirait qu'au déclenchement de « la guerre mondiale nucléaire²⁴⁶ ».

Le rapprochement avec l'URSS, perçu comme une ingérence européenne dans les affaires américaines²⁴⁷, notamment sur un plan économique, participe à la rupture avec les Etats-Unis, qui tentent d'isoler Cuba du reste de l'Amérique latine, en obtenant son exclusion de l'Organisation des Etats Américains (OEA). La politique cubaine à l'égard des autres pays de l'Amérique latine comporte différentes phases. Dans un premier temps, Cuba tente de nouer des relations avec ces états, tout en se faisant entendre au sein des organisations internationales, ainsi que le montre le discours de Fidel Castro devant les Nations-Unies. S'ensuit l'expulsion de l'OEA en 1962, qui donne un coup d'arrêt au rapprochement latino-américain. Puis, entre 1962 et 1970, Cuba se retrouve isolée sur la scène latino-américaine ; en effet, tous les pays de la région rompent tout contact avec la Havane, à l'exception du Mexique. Cuba considère pour sa part que seule la lutte armée peut permettre l'émancipation de l'Amérique latine par rapport aux Etats-Unis, une idée renforcée par l'intervention américaine en République Dominicaine. La mort du Che en 1967 et l'échec des luttes armées viennent mettre un terme à cette partie de la politique cubaine avec le monde. Progressivement, au cours des années 1970, l'isolement géopolitique de Cuba commence à se fracturer, permettant ainsi la reprise des échanges avec les différents pays latino-américains, comme le Mexique ou le Chili ; une expérience qui est cependant mise à mal par les interventions militaires américaines au Chili et en Uruguay. Finalement, entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990, de nombreux pays latino-américains se rapprochent de Cuba, notamment le Mexique, le Brésil et l'Uruguay en 1985²⁴⁸. C'est le signe d'une

245 Pierre Vayssiére, *op. cit.*, p. 146.

246 *Ibid.*, p. 147.

247 Suivant la doctrine Monroe (1823), les Etats-Unis se considèrent comme les protecteurs de l'Amérique latine. Conformément à cette pensée, ils refusent une ingérence européenne dans leurs affaires tout comme ils refusent de s'impliquer dans les affaires du Vieux continent. Cependant, cet isolationnisme évolue pendant la Seconde guerre mondiale pour finalement tomber en désuétude.

248 Jean Lamore, *Cuba*, « Que sais-je ? », PUF, 2007, pp. 76-98.

intensification des rapports entre Cuba et le reste de l'Amérique latine. À la veille du XXI^e siècle, Cuba a des relations diplomatiques avec l'ensemble des pays latino-américains²⁴⁹. Cependant, la disparition de l'URSS fait traverser une période critique à Cuba, dont le régime politique est contesté, ce qui l'oblige à se réformer, pour prendre en compte le nouvel ordre mondial ; d'où l'importance des liens à l'échelle internationale, notamment les États latino-américains.

Sur le plan national, la loi fondamentale de 1976 instaure un Conseil des ministres qui contrôle tous les pouvoirs. Placé sous l'autorité de Fidel Castro, il est composé d'un même nombre de communistes et de guérilleros²⁵⁰. La même année, une Constitution est adoptée par référendum. Elle considère que Cuba est un « Etat socialiste d'ouvriers et de paysans ». C'est également un Etat à parti unique, où le parti communiste cubain (PCC) représente la principale force dirigeante et dont le nombre d'adhérents ne cesse d'augmenter, passant en 12 ans de 200 000 à 500 000 adhérents (1975-1987). L'État castriste tire sa légitimité du peuple. Pour cela, tout citoyen cubain âgé de plus de 16 ans peut voter afin de désigner ses représentants aux assemblées municipales. Ceux-ci élisent à leur tour les délégués des assemblées provinciales et de l'Assemblée nationale. Une fois élue, celle-ci choisit les membres du Conseil des Ministres et le Conseil d'État, dont le président remplit les fonctions de chef d'État et de chef du gouvernement²⁵¹. Afin de s'assurer de l'affinité politique des délégués, ceux-ci sont soumis à l'approbation du PCC. En revanche, celui-ci ne peut proposer ses candidats ni même s'immiscer dans le bon déroulement des institutions. La société cubaine est très encadrée avec l'instauration de structures politiques qui rythment la vie quotidienne. On compte notamment des organisations socioprofessionnelles multiples, de nombreux syndicats, dont la puissante Confédération des travailleurs cubains qui contrôle près de 3 travailleurs sur quatre. Les femmes ont également leurs propres organisations, à l'image de la Fédération des femmes cubaines. Enfin, les comités de défense de la Révolution permettent de surveiller 85 % de la population adulte. La Constitution reconnaît également des libertés fondamentales, notamment le droit au travail, à la santé, au repos, à l'assistance et à la protection ainsi qu'à l'éducation et au sport. À l'inverse, certaines sont fortement restreintes. On retrouve dans cette catégorie, l'éducation, l'art, la liberté d'expression, de réunion et de conscience. L'État castriste régule ces libertés afin de s'assurer qu'elles ne viennent pas remettre en question la Révolution et, à travers elle, sa légitimité²⁵². Il exerce en

249 Jean Lamore, *op. cit.*, pp. 76-98.

250 Pierre Vayssiére, *op. cit.*, p. 148.

251 *Ibid.*, p. 149.

252 *Ibid.*, p. 150.

outre une répression féroce à l'encontre de ses opposants. Nous avons vu qu'elle commence à s'exercer dès la victoire contre Battista et ses partisans. Ensuite, le castrisme impose sa domination à la magistrature, à l'université ou encore à la presse qui ont recours à l'autocensure, afin d'éviter une accusation contre-révolutionnaire. Les compagnons d'armes de Fidel Castro sont également victimes de purges, en particulier ceux qui n'acceptent pas l'alignement sur le bloc soviétique. Ils sont exclus du pouvoir pour différents motifs. Si certains ont été, par la suite, réhabilités, d'autres purgèrent leur peine jusqu'au bout, la plupart décédant pendant leur détention. En 1978, l'État castriste adopte une loi, dite « loi spéciale de dangerosité ou de prédélinquance ». Cette loi autorise l'emprisonnement de toute personne pouvant avoir une nature à commettre des délits. Les « asociaux », tels que les témoins de Jéhovah, les homosexuels ou encore les hippies, sont les premiers à en être victimes et sont regroupés dans des camps en vue de leur rééducation²⁵³. Entre 1959 et 1987, on estime à près de 800 000 le nombre d'opposants cubains qui fuient vers la Floride, en particulier dans le quartier de *Little Habana* à Miami. Dans les années 1980, la question des droits de l'Homme à Cuba connaît une légère amélioration, avec l'adoption d'un nouveau Code pénal qui encadre les peines et prévoit des alternatives aux camps de rééducation²⁵⁴. Désormais, les Cubains peuvent mettre en place des comités afin de défendre les droits de l'homme, la religion ou l'art. Néanmoins, la répression des dissidents est toujours d'actualité. L'exemple le plus marquant est celui d'un dirigeant du Parti cubain pour les droits de l'homme arrêté pour avoir apporté son soutien à la politique de Mikhaïl Gorbatchev (né en 1931).

A l'instar des autres États socialistes, La Havane met en place une planification de son économie. Cependant, celle-ci n'atteint pas les objectifs prévus et connaît une succession de virages dans les années 1970, résultant des échecs successifs : Elle instaure également un développement industriel et agricole rapide, préconise le remplacement de la culture du sucre par celle du tabac, du café et des agrumes mais est forcée de revenir à la canne à sucre après que ce changement de culture a provoqué une période de famine. En 1972, Cuba intègre le Conseil économique d'aide mutuel (CAEM), organisation d'entraide économique entre différents pays communistes, et exporte désormais ses productions de sucre, de matières premières comme le nickel, ainsi que des produits tropicaux comme des cigares, des langoustes ou des agrumes²⁵⁵. En 1985, l'économie est centralisée et le tourisme est développé afin d'en faire l'activité principale de l'île par le recours aux capitaux étrangers afin de construire les infrastructures nécessaires. Dans le domaine de la santé, la construction

253 Pierre Vayssiére, *op. cit.*, p. 151.

254 *Ibid.*

255 *Ibid.*, p. 152.

d'hôpitaux, de cliniques dentaires, de polycliniques et d'écoles de médecine permet de rallonger l'espérance de vie dans l'archipel, qui passe de 52 ans en 1959 à 75 ans en 1987. Ces progrès sanitaires ont également été permis par la généralisation de l'hygiène et de la prévention. De plus, les médicaments sont peu coûteux et le carnet de santé devient obligatoire. Dans le domaine de l'éducation, Cuba représente une exception au sein des Caraïbes, puisqu'il dispose d'un enseignement primaire et secondaire de qualité et bénéficie d'un taux d'analphabétisme (28%) qui reste assez faible en comparaison du reste de l'espace caraïbe, lorsque Fidel Castro arrive au pouvoir²⁵⁶. Cependant, toutes ces avancées ne doivent pas faire oublier que la population cubaine souffre d'un manque de logements et d'un accès difficile à la nourriture et aux vêtements. Les logements disponibles sont très souvent insalubres, en particulier à La Havane, et l'accès à l'eau potable n'est pas toujours garanti. Ce fait témoigne d'une mauvaise répartition des richesses mais, à l'inverse, également d'un partage des manques et des restrictions, conséquence d'un dysfonctionnement des cartes de rationnement²⁵⁷. L'ensemble de ces aspects fait l'objet d'un vaste programme de rectification des erreurs de la fin des années 1980.

2.2. Les relations entre le régime castriste et l'Église catholique à Cuba

La place de la culture catholique et de la religion dans la société cubaine fait l'objet d'une intense historiographie²⁵⁸. Celle-ci s'intéresse particulièrement aux relations entre l'Église et le régime castriste : l'Église se montre hostile envers Fidel Castro, tout en s'abstenant de prendre part aux débats politiques²⁵⁹. L'Église catholique à Cuba est considérée par le pouvoir central comme une force hostile. Pendant vingt-cinq ans, le gouvernement s'est attaché à faire en sorte que l'éducation religieuse se fasse en dehors des églises et à interdire toute expression publique des cultes. Dès son arrivée au pouvoir, Fidel Castro fait expulser la grande majorité des prêtres-ouvriers et lance une nationalisation des collèges privés. Dans le même temps, les catholiques se voient interdire l'accès aux fonctions administratives. Toutes ces mesures coercitives entraînent une baisse de la pratique, puisque si l'on compte 90 % de baptisés à la veille de la Révolution, il n'y a plus que 10 % de baptisés pour 1 % de pratiquants au moment de la venue de Mgr Etchegaray²⁶⁰. Comme en témoigne le journaliste

256 Pierre Vayssiére, *op. cit.*, p. 162.

257 *Ibid.*

258 Valentine Gauchotte-Mayaud, « "La patrie ou la mort. Amen. Le régime castriste et l'Église catholique à Cuba" », pp.15 à 29.

259 *Ibid.*, p. 15 à 29.

260 Pierre Vayssiére, *op. cit.*, p. 164.

Bernard Lecomte, être catholique à Cuba dans les années 1960 était particulièrement difficile²⁶¹. En effet, pendant deux décennies, les politiques et campagnes antireligieuses redoublent d'intensité, alors que les évêques cubains ainsi que le nonce apostolique se montrent ouverts à un rapprochement entre le régime et le clergé²⁶². Cependant, malgré la répression exercée à l'encontre des catholiques cubains, le leader cubain maintient des relations diplomatiques entre son pays et le Saint-Siège, lesquelles existent depuis le pontificat de Pie XI (1922-1939). Dans la seconde moitié des années 1980, les relations entre l'Église cubaine et l'État s'améliorent, Fidel Castro comptant sur le soutien du clergé cubain en matière de développement mais aussi pour pouvoir rejoindre les autres nations d'Amérique latine. Le *líder máximo* indique, au cours d'un entretien avec le dominicain frei Betto que « nous [l'Église et l'État] avons eu, voici des années, des difficultés qui sont aujourd'hui dépassées²⁶³ ». Cette vision est confirmée par un conseiller de Fidel Castro qui considère que les bons chrétiens ont des valeurs qui se rapprochent de celles de la Révolution. En 1985, un Bureau des Affaires religieuses, une organisation commune aux différents régimes communistes que nous avons eus l'occasion d'étudier dans notre étude, s'ouvre au sein du PCC. Depuis l'élection de Jean-Paul II sur le trône de Saint-Pierre, Fidel Castro voit tout de suite le profit qu'il pourrait tirer d'une visite du pape polonais²⁶⁴. Une première occasion manquée intervient en 1979, ainsi que le rapporte le journaliste Bernard Lecomte :

On le dit peu, mais en réalité, c'est Fidel Castro qui a fait le premier geste de rapprochement, à un moment où personne ne s'y attendait. En apprenant que Jean-Paul II allait se rendre au Mexique en janvier 1979, juste après son élection, Fidel Castro l'a invité à faire une halte à Cuba, à la stupéfaction de la secrétairerie d'État. Évidemment, le Vatican a dit non, car une étape de cette importance ne s'improvise pas²⁶⁵.

Le pape et la Secrétairerie d'État considèrent en effet cette étape comme trop modeste et déclinent l'invitation, un refus qui est une humiliation pour Fidel Castro²⁶⁶. C'est, néanmoins, dans ce contexte d'ouverture progressive que s'inscrit la visite du cardinal Etchegaray à La Havane, du 23 décembre 1988 au 03 janvier 1989.

261 *La Vie* du 17 septembre 2015 : « Trois papes et deux Castro ».

262 Pierre Vayssiére, *op. cit.*, p. 164.

263 *Ibid.*

264 *Ibid.*

265 *La Vie* du 17 septembre 2015, *op. cit.*

266 *Libération* du 22 janvier 1998 : « Un lent réchauffement. Du rendez-vous de 1979 au coup de foudre de 1996, deux décennies de péripéties diplomatique-religieuses ».

2.3. Le cardinal Roger Etchegaray à la Havane (décembre 1988-janvier 1989)

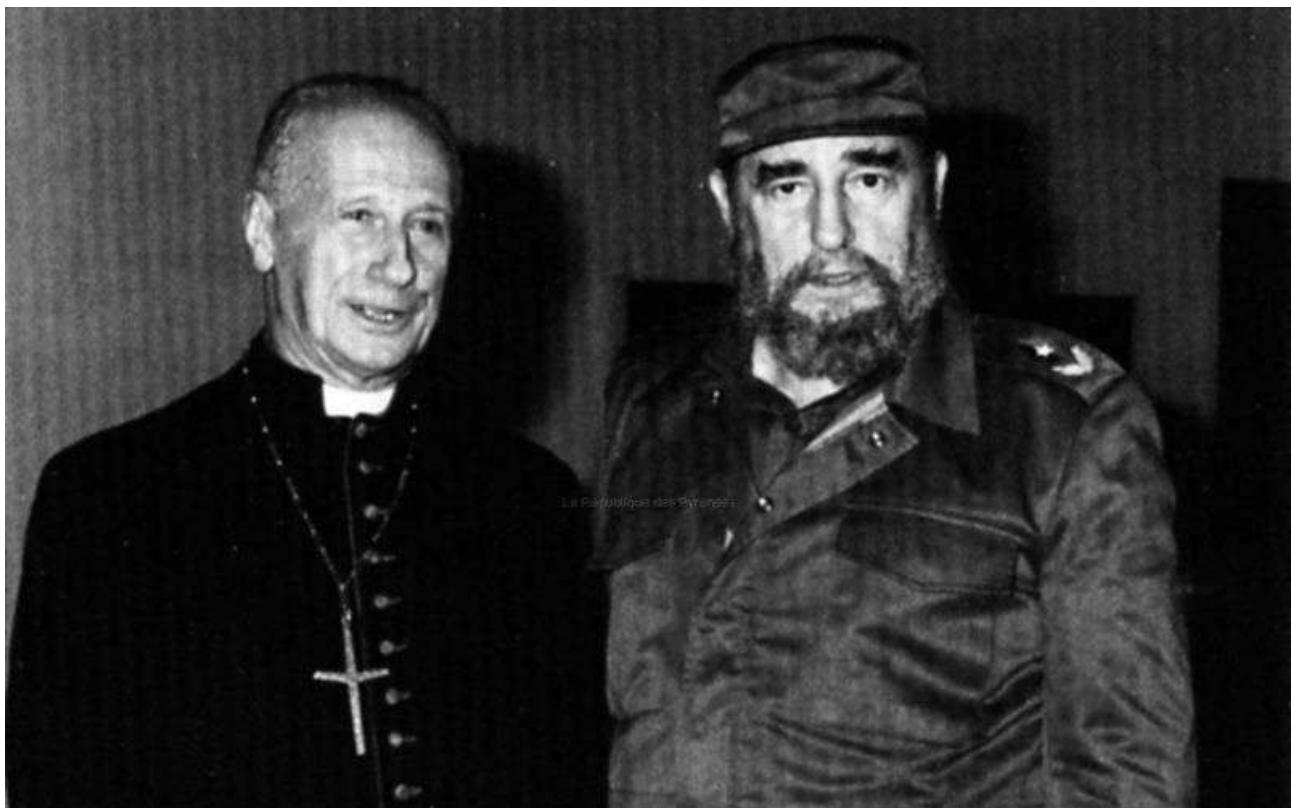


Illustration 6: rencontre entre Mgr Etchegaray et Fidel Castro au Palais de la Révolution de La Havane, le 30 décembre 1988 (*J'ai senti battre le cœur du monde*)

Le président de Justice et Paix se rend dans l'archipel de Cuba, à l'invitation de l'archevêque de Cuba, Don Jaime Ortega et des évêques des diocèses de Pinar del Rio, Matanza, Santa Clara, Camagüey, Molguin, Santiago de Cuba²⁶⁷. S'y rendant avec en tête la situation préoccupante de l'Église catholique cubaine, sa venue coïncide avec le trentième anniversaire de la Révolution. Cela explique pourquoi les détails de sa présence ne sont que peu mentionnés dans la presse locale. Ces deux événements sont néanmoins l'occasion de pouvoir réaffirmer la fidélité de Cuba aux principes socialistes tout en commençant à se démarquer de l'URSS²⁶⁸. Mgr Etchegaray rencontre le vice-président du Conseil d'État, Rafael Rodriguez, avec lequel il aborde le dossier de la contribution sociale de l'Église dans le domaine de la santé. Il s'entretient ensuite avec Fidel Castro dans la nuit du 30 au 31 décembre 1988²⁶⁹. Assistent également à l'entrevue, le chargé d'affaires de la nonciature, Mgr Christophe Pierre ainsi que le chargé des questions religieuses du PCC, José Felipe

267 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, op. cit., p.263.

268 *Ibid.*, p. 267.

269 *Ibid.*, p. 265.

Carneado²⁷⁰. Le *líder máximo* se montre particulièrement intéressé par le parcours du cardinal d'Espelette. Après avoir demandé des nouvelles du pape, après l'attentat dont il a été victime le 13 mai 1981, Fidel Castro se montre très impressionné par la vitalité dont fait preuve le souverain pontife, ainsi que le montrent les impressions rapportées par le cardinal basque dans ses mémoires : « Comment fait-il pour accomplir tout ce qu'il fait ? C'est le pape le plus actif de ces trois derniers siècles²⁷¹ ! ». Les deux interlocuteurs échangent également leurs impressions concernant la rencontre inter-religieuse d'Assise, qui s'est déroulée deux ans auparavant. Une nouvelle fois, Castro est stupéfait de la portée de l'événement, voulu par le pape Wojtyla :

Les Juifs y étaient-ils ? Les bouddhistes ont-ils des leaders ? Et les hindous ? Et les sikhs ? Est-ce que l'Église a des relations avec les musulmans chiites ? Quand j'étais étudiant chez les jésuites, on n'aurait jamais imaginé une rencontre de ce genre !²⁷²

Le dirigeant cubain précise également qu'il a suivi avec intérêt la visite de Mgr Etchegaray et a pu constater l'enthousiasme témoigné par les catholiques, tout au long des étapes du cardinal d'Espelette. Cela se vérifie, notamment lors de la messe du 1^{er} janvier 1989 que célèbre Mgr Etchegaray en la cathédrale de La Havane, à laquelle assistent 4 000 catholiques cubains. Quand le cardinal leur dit : « vous préféreriez avoir le pape avec vous », « *Qué venga ! Qué venga !* » répond immédiatement la foule enthousiaste²⁷³. Fidel Castro glisse au cardinal d'Espelette :

Je me demandais ce que pouvait posséder une personne pour conquérir autant de monde. En vous rencontrant ce soir, je comprends que le pape nous a envoyé son représentant le plus dangereux ! Cela me satisfait parce que je me rends compte que vous travaillez d'abord pour la paix...²⁷⁴.

La discussion entre le dirigeant cubain et le cardinal romain s'orientent ensuite autour de la question environnementale²⁷⁵. Castro se montre en effet particulièrement préoccupé par l'écologie, la considérant comme un enjeu d'avenir. Elle prend également une dimension sociale avec des allusions à la présence de soldats cubains en Angola ou au Mozambique où ils apportent leur soutien aux guérillas locales²⁷⁶. L'entretien se termine sur la situation religieuse et l'opportunité d'une venue de Jean-Paul II à Cuba. En ce qui concerne la situation religieuse de Cuba, Mgr Etchegaray ne se fait guère d'illusion sur son interlocuteur et sur la

270 Roger Cardinal Etchegaray, *op.cit.*, p. 264.

271 *Ibid.*, p. 265.

272 *Ibid.*

273 *Sud-Ouest* du 3 janvier 1989 : « Etchegaray fait applaudir le pape ». « Qu'il vienne ! qu'il vienne ! »

274 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 265.

275 *Ibid.*, p. 266.

276 Pierre Vayssiére, *op. cit.*, p. 169.

situation des catholiques à Cuba. Il a conscience qu'au moment de son entretien au palais présidentiel, des membres sont emprisonnés dans les geôles cubaines²⁷⁷. D'ailleurs, quarante-quatre d'entre eux seront libérés après le départ du cardinal Etchegaray. La venue du pape, nous l'avons dit précédemment, est un événement dont le *líder máximo* souhaite tirer profit. Il ne s'oppose donc pas à une éventuelle venue de Jean-Paul II :

Cela dépend du pape ! Ce sera quand il le décidera. Il ne viendra pas seulement pour les catholiques mais aussi pour les non-catholiques. Sa visite sera bienvenue aux yeux du gouvernement et du peuple. Quand il viendra, je voudrais disposer de beaucoup de temps pour pouvoir converser avec lui sur un certain nombre de thèmes qui nous concernent tous les deux...²⁷⁸.

Dans, ses mémoires, le cardinal d'Espelette confesse avoir éprouvé une certaine fascination pour le *Commandante* et pris plaisir à converser avec lui. Il repart vers Rome, en laissant l'espoir à la population de voir prochainement Jean-Paul II embrasser le sol cubain²⁷⁹. Envisagée dans un premier temps pour 1990, le contexte international la reporte. En effet, l'effondrement du bloc soviétique, principal soutien de Cuba, plonge le pays dans une crise humanitaire et économique²⁸⁰. Ainsi, le voyage de Jean-Paul II à Cuba en 1998 résulte de longues années de négociations et de gestes de la part du pouvoir cubain, notamment le rétablissement de la fête de Noël en 1997, après tant d'occasions manquées²⁸¹. Par conséquent, les visites ultérieures du président de *Cor Unum* à Cuba répondent non seulement à l'urgence humanitaire du pays mais s'inscrivent également dans cet effort diplomatique.

2.4. Nouvelles rencontres avec Fidel Castro en décembre 1992 et novembre 1994

Le cardinal Roger Etchegaray revient à Cuba en 1992. A cette époque, le régime castriste est obligé de se remettre en question à la suite de l'effondrement du bloc communiste²⁸². En effet, cet événement, conjugué aux effets du blocus américain, a plongé l'île dans une profonde crise économique²⁸³.

Le contexte est nettement moins favorable pour une visite du pape, d'autant plus que celui-ci est désormais considéré comme un facteur de déstabilisation du régime, à cause de son action en Pologne. Nous verrons ultérieurement que d'autres Etats socialistes, en particulier en Asie, partagent ce même sentiment et cette méfiance à l'encontre du Saint-

277 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 267.

278 *Ibid.*, p. 266.

279 « Il faudra des années de négociations plus ou moins secrètes pour qu'un voyage papal soit envisagé, discuté, préparé, qu'il donne lieu à des gestes significatifs de la part du pouvoir - comme le rétablissement de la fête de Noël en 1997- et qu'il ait enfin lieu ». (Bernard Lecomte, *Jean-Paul II*, *op. cit.*, p.496).

280 Valentine Gauchotte-Mayaud, *op. cit.*, p. 15-29.

281 Bernard Lecomte, *op. cit.*, p. 496.

282 Valentine Gauchotte-Mayaud, *op. cit.*, p. 15-29.

283 *Ibid.*, pp. 15-29.

Siège²⁸⁴. À son niveau, cependant, le cardinal d’Espelette se limite à l’accomplissement de son action de charité, principale raison de sa présence sur le sol cubain²⁸⁵.

Il en profite cependant pour nouer des contacts supplémentaires auprès des autorités cubaines. Il rencontre notamment Carlos Lage Davila, membre du bureau politique du PCC et secrétaire exécutif du Conseil d’État, et le Dr Ricardo Alarcón de Queseda, ministre des Affaires extérieures²⁸⁶. La visite de l’éminence basque est l’occasion d’un nouvel entretien avec Fidel Castro. Celui témoigne de son intérêt pour le catholicisme. Lorsque le président de Justice et Paix insiste sur le fait que le *líder máximo* est le premier dirigeant avec lequel il parle du Nouveau Testament, son interlocuteur lui répond que les deux choses les plus importantes dans sa vie sont le marxisme et la Bible²⁸⁷. Mgr Etchegaray souligne également la culture du *Commandante*, ainsi qu’il le rapporte dans ses Mémoires : « il était très au fait de ce qui se passait aux quatre coins du monde et...très fort sur les sujets religieux. Il me posait des colles sur l’Église et l’Évangile²⁸⁸. » Enfin, une certaine estime existait entre les deux hommes, comme le prouve le cadeau fait par le *Commandante* à l’éminence basque : « à la fin du deuxième entretien, il m’offrit son dernier livre à peine publié, *Un grano de maïz*, qu’il me dédicaça avec ces mots : « *para nuestro muy aprecido amigo y visitante cardinal fraternalmente* ²⁸⁹. »

L’ancien archevêque de Marseille revient à Cuba deux ans plus tard, du 15 au 19 novembre 1994. Il donne une conférence sur « la mission réconciliatrice de l’Église à Cuba » en ouverture d’une Semaine sociale, en présence de Caridad Diego Bello, l’ancienne secrétaire des Jeunesses communistes qui a pris la succession de M. Carneado²⁹⁰. Mgr Etchegaray rencontre également les évêques cubains responsables de la commission locale Justice et Paix. De manière plus officieuse, il s’entretient avec les principaux dirigeants de l’opposition cubaine. Enfin, la veille de son retour à Rome, au cours d’un dîner à la nonciature en compagnie de l’épiscopat cubain, l’éminence basque rencontre une dernière fois Fidel Castro²⁹¹.

Pour conclure, revenons rapidement sur la venue du pape Jean-Paul II en janvier 1998. Nous l’avons évoqué précédemment, en 1997, le gouvernement cubain a rétabli la fête de Noël, en signe de bonne volonté vis à vis du Saint-Siège²⁹². À son arrivée, le souverain pontife

284 Valentine Gauchotte-Mayaud, *op. cit.*, p. 15-29.

285 *Le Monde* du 15 décembre 1992.

286 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 268.

287 *Ibid.*, p. 269.

288 *Ibid.*

289 « Pour notre ami cardinal très apprécié, fraternellement », (Roger Cardinal Etchegaray, *ibid.*, p. 269.)

290 *Ibid.*

291 *Ibid.*

292 Bernard Lecomte, *Jean-Paul II*, *op. cit.*, p. 496.

considère que « Cuba doit s'ouvrir au monde et que le monde s'ouvre à Cuba²⁹³. » Cela signifie que l'isolement sur la scène internationale de Cuba doit prendre fin, en particulier avec la levée du blocus et que la société cubaine puisse bénéficier des influences extérieures. Cela signifie également que La Havane doit accepter que les catholiques puissent jouer un rôle dans la vie publique du pays. Fidel Castro considère cet appel au changement comme un soutien apporté au régime par le pape Wojtyla, alors que celui-ci s'attaque au contraire à un système politique jugé crépusculaire. A son retour à Rome, le pape jugea que « cette visite a permis de donner une voix à l'âme chrétienne des Cubains²⁹⁴. » La messe du 25 janvier, pendant laquelle une image du Christ faisait face à un portrait de Che Guevara, a illustrée la capacité de mobilisation de la population de l'île. Cette ferveur a surpris le régime, le forçant à inviter la population de l'île à se rendre aux différentes manifestations ; elle est également le signe que l'Église catholique à Cuba commence à s'imposer comme un contre-pouvoir sur lequel il faut compter. Rapidement, le gouvernement reprend la main et essaie de canaliser cette influence²⁹⁵. Mgr Etchegaray reçoit le témoignage de gratitude des Cubains qu'il rapporte ainsi : « Jean-Paul II nous a conduit jusqu'au seuil d'une porte qu'il a ouverte en nous invitant à y entrer avec responsabilité et sérénité²⁹⁶. » Mgr Georges Pontier, accompagnant le pontife polonais en tant que président du Comité épiscopal France-Amérique latine (Cefal), mesure non seulement la portée historique de l'événement, à l'instar des Cubains, mais note également l'émotion qu'il suscite auprès d'eux²⁹⁷.

Nous avons pu voir, à travers l'étude des missions de Mgr Etchegaray en Chine et Cuba, les relations très souvent compliquées qu'entretiennent les régimes socialistes et les Eglises locales. Notre étude se poursuit avec l'étude de la venue du Président de Justice et Paix au Vietnam.

3. Un « grand bienfaiteur dans l'histoire du Vietnam²⁹⁸ »

3.1. Contexte : le Vietnam de 1975 à 1990

Le royaume du Vietnam est à l'origine à la frontière sud de l'Empire de Chine. Il s'en détache au X^e siècle. Se forme alors une entité politique et territoriale qui prend le nom de Đại Việt et s'impose au fil des siècles contre ses voisins, en particulier la Chine, qui envahit ou

293 Roger Cardinal Etchegaray, *J'ai senti battre le cœur du monde*, *op. cit.*, p. 270.

294 *Ibid.*

295 Valentine Gauchotte-Mayaud, *op. cit.* p.25.

296 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 270.

297 Entretien avec Mgr Georges Pontier, archevêque émérite de Marseille, Toulouse, 03 mars 2020.

298 Missions Etrangères de Paris, « Les catholiques vietnamiens reconnaissants envers le cardinal Roger Etchegaray », [En ligne], consulté le 14 juin 2020.

occupe le territoire²⁹⁹. Son expansion, le Nam Tiễn, se fait vers le sud contre les principautés cham et le royaume khmer. Cette progression fut marquée par des offensives militaires, une hégémonie rurale et de négociations. Cette progression s'achève lorsque les navires français arrivent au Vietnam au XIX^e siècle : au fur et à mesure, la population viet s'était mêlée aux Cham, aux Khmers mais aussi avec des colons chinois refusant la dynastie des Qing, auxquels le souverain viet avait offert un refuge³⁰⁰. Ceux-ci participèrent à la mise en valeur du delta du Mékong et du Bassin du ĐÔng Nai. Au niveau local, l'histoire du Đại Việt est marquée par des guerres civiles, des oppositions et le découpage territorial. Entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, deux oppositions majeures intervinrent : la première vit s'affronter les seigneuries Trinh, au nord, et Nguyễn, au sud ; la seconde intervint avec la révolte « Tây So'n » contre les Trinh et Nguyễn³⁰¹. Ces derniers finirent par l'emporter au début du XIX^e siècle, et l'un d'eux, Nguyễn Phú'o'c Anh fonda la dynastie des Nguyễn, qui allait régner jusqu'à l'indépendance du pays en 1945³⁰². Il unifia le pays qui prit le nom de Viêt Nam et dont la capitale était Hué. L'intervention occidentale marqua les dernières années de l'empereur Minh Mang (1820-1840), alors que Britanniques et Français commencent à s'implanter en Asie³⁰³. Les puissances occidentales interviennent de plus en plus dans la région, sous des formes diverses. En 1858, les forces françaises débarquent au Viêt Nam. Entre 1862 et 1893, le Second Empire puis la Troisième République vont entreprendre la conquête successive de la Cochinchine, de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge et le Laos³⁰⁴. Ces territoires sont regroupés dans l'Indochine française, qui a un statut de colonie. La domination française ne sera pas remise en cause avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale³⁰⁵.

L'Indochine est divisée en trois régions administratives³⁰⁶ :

- La Cochinchine : elle est placée sous administration directe des Français.
- L'Annam : ce territoire conserve ses institutions mais ses lois sont placées sous le protectorat de la France.
- Le Tonkin : D'abord considéré comme un semi-protectorat par la France, celle-ci décide par la suite de l'administrer directement

299 Pierre Brocheux, *Histoire du Vietnam contemporain*, Fayard, 2011, p. 12.

300 *Ibid.*

301 *Ibid.*, p. 13.

302 *Ibid.*

303 *Ibid.*

304 *Ibid.* p. 23.

305 Sophie Chautard, *L'indispensable des conflits du XX^e siècle*, op. cit., p. 203.

306 Pierre Brocheux, *op. cit.* p. 24.

L'administration coloniale met en place deux tutelles : l'une encadre la direction des affaires du pays, la seconde concerne la gestion quotidienne de la société. Elle distingue également les rôles au sein de l'Indochine : les Français s'assurent de la force publique tandis que les autochtones se voient confier la gestion de la chose publique³⁰⁷. Les souverains d'Annam, du Laos et du Cambodge ne conservent qu'un pouvoir symbolique après l'acceptation du protectorat, le résident général présidant toutes les réunions des conseils de gouvernements. De plus, la majorité des revenus du royaume du Viêt Nam font partie intégrale du budget de l'Indochine³⁰⁸. Les autorités font appel aux fonctionnaires locaux en appui des fonctionnaires européens qui n'étaient pas assez nombreux. Les Vietnamiens développent alors un sentiment national et d'appartenance à une même communauté. Ce sentiment est attisé par le démembrement national, en particulier autour des régions de Nam Kỳ, Trung Kỳ et BẮc Kỳ, et par le contrôle étroit des mouvements de populations par les autorités coloniales³⁰⁹. Après plusieurs décennies d'affirmation de la domination française, la reconquête de l'indépendance divise les Vietnamiens. En effet, certains souhaitent qu'elle se fasse de manière pacifique sous la conduite de la France, surtout après les désillusions du Japon et l'exemple d'une Chine instable après la révolution de 1911³¹⁰. D'autres appellent de leurs vœux la suppression du régime colonial. Parmi eux, se trouve le futur Hồ Chí Minh (1890-1969) qui fut fortement inspiré par la révolution bolchevique en Russie. Entre 1925 et 1930, une première réponse politique intervient avec la naissance et la structuration du Parti communiste indochinois (PCI)³¹¹.

La Seconde Guerre mondiale et la défaite française de juin 1940 vont venir précipiter la fin de la présence française en Indochine³¹². En effet, celle-ci se retrouve isolée de la métropole et se retrouve au cœur des ambitions japonaises, tandis que l'effondrement face à l'Allemagne nazie à l'été 1940 suscite l'espoir des indépendantistes, en particulier en Thaïlande et au Vietnam³¹³. Les ambitions nippones se manifestent à la suite du repli des nationalistes chinois dans la ville de Chongqing. Celle-ci est située sur une ligne ferroviaire entre Haiphong et la ville de Yunnanfou, construite à la suite de la signature d'un traité franco-chinois en 1884 instaurant une frontière entre la Chine et le Tonkin³¹⁴. Face aux assauts de l'Empire du Japon, cette voie de chemin de fer devient le seul moyen de ravitaillement des

307 Pierre Brocheux, *Histoire du Vietnam contemporain*, op. cit., p. 27.

308 *Ibid.* p. 27.

309 *Ibid.*, p. 25.

310 *Ibid.* p. 80.

311 *Ibid.* p. 85.

312 *Ibid.* p. 103.

313 *Ibid.* p. 106.

314 *Ibid.*, p. 105.

nationalistes chinois. Dès le 20 juin 1940, le général Georges Catroux (1877-1969), gouverneur général de l'Indochine, cède aux pressions du gouvernement nippon et ferme cette route commerciale³¹⁵. L'Empire du Soleil Levant décide de profiter de la défaillance française pour s'emparer de l'Indochine. Malgré un accord signé avec le nouveau gouverneur général nommé par Vichy, l'amiral Jean Decoux (1884-1963) le 19 septembre 1940, les troupes japonaises stationnées en Chine attaquent le poste frontière de Lang Son, à quarante kilomètre de la frontière avec le Pays du Milieu. Le régime de Vichy négocie ensuite avec l'Empire du Japon. Un accord est trouvé au printemps 1941. Ratifié en juillet 1941, il prévoit³¹⁶ :

- La mise à disposition des aérodromes, des installations portuaires et des casernes françaises.
- Un accord économique qui fait du Japon le principale partenaire du Vietnam : en échange d'un approvisionnement en matières premières, l'Empire du Soleil levant remplace la métropole dans la fourniture des produits manufacturés mais se retrouve dans l'incapacité d'y répondre.
- L'Indochine devient la base arrière de l'expansion japonaise ; en échange, les autorités nippones garantissent la domination française sur l'Indochine jusqu'en août 1945.

Les indépendantistes vietnamiens pensent également tirer profit de la situation en considérant le Japon comme le vecteur idéal pour accéder à l'autonomie. Ils conduisent leurs activités sous la protection des Japonais mais font l'objet d'un contrôle par la police coloniale³¹⁷. Cependant, la politique insurrectionnelle décidée par le PCI se solde par un échec, puisque les émeutes sont un échec en Cochinchine et que le parti est décimé : le secrétaire général et trois membres du comité central sont exécutés par les Français, tandis que les exécutions capitales et les emprisonnements se succèdent contre les membres du PCI. Celui-ci se restructure sous la houlette d'Hô Chí Minh. Ce dernier fonde le mouvement du Viêt-Minh en 1941, afin de s'affranchir de la tutelle française³¹⁸. En mars 1945, l'occupant japonais met fin à l'autorité française et donne l'indépendance au Tonkin, à l'Annam et à la Cochinchine. Un gouvernement pro-japonais se met en place et se retrouve rapidement

315 Pierre Brocheux, *op. cit.*, p. 105.

316 *Ibid.* p. 106.

317 *Ibid.*, p. 107.

318 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 203.

confronté à une crise économique, notamment due à une famine importante dans le nord du territoire³¹⁹. Pour les communistes, les Japonais et leurs alliés français sont responsables de cette situation. Ce gouvernement démissionne à la suite de la capitulation de l'empire du Japon le 8 août 1945. À la fin du mois, l'empereur du Vietnam Bao Dai (1913-1997) abdique et Hô Chí Minh proclame la République démocratique du Viêt Nam au début du mois de septembre 1945³²⁰. Les communistes l'emportent sur les nationalistes car ils disposent de soutiens à travers toute l'Indochine, là où les nationalistes ne possèdent des partisans que dans la capitale, Hanoï. De plus, le PCI s'est préparé à l'affrontement contre la France pour remplacer le régime colonial par un État communiste, alors que les nationalistes ne souhaitent que la fin de l'Indochine et le retour de la souveraineté³²¹. La France accepte le nouveau statut du Viêt Nam au sein de l'Union française. Cependant, elle refuse d'abandonner sa souveraineté sur la Cochinchine, à la déception des communistes d'Hô Chí Minh³²².

Sous l'impulsion d'Hô Chí Minh, le nouveau régime adopte le drapeau du Viêt Minh comme emblème national, la devise « *Độc Lập Tự Do Hành Phúc*³²³ », un hymne national « *Tiến Quân Ca*³²⁴ ». Hô Chí Minh octroie également une Constitution au pays, met sur pied des forces armées, et met en place un système monétaire³²⁵. La Constitution adoptée dans le contexte de guerre d'Indochine fait allusion aux constitutions des États-Unis et de la France. La guerre d'Indochine (1946-1954) va rendre officielle l'autonomie de la République démocratique du Viêt Nam. La France souhaite en effet reprendre l'ascendant sur l'Indochine en envoyant un corps expéditionnaire sous le commandement du général Philippe Leclerc (1902-1947)³²⁶. Au même moment, le Gouvernement provisoire de la République française négocie un accord avec la République du Viêt Nam, la reconnaissant comme un Etat libre. En échange, les autorités vietnamiennes concèdent l'autorisation d'installer des troupes françaises pendant cinq ans. Cependant, l'intransigeance du haut-commissaire Thierry d'Argenlieu (1889-1964) va conduire à la multiplication des accrochages entre Français et Vietnamiens³²⁷. La bataille de Haiphong (novembre 1946) et celle de Hanoi (décembre 1946) marquent le début de la guerre d'Indochine qui dure huit ans et concerne l'ensemble de l'Indochine.

319 Pierre Brocheux, *Histoire du Vietnam contemporain*, op. cit., p. 127.

320 *ibid.* p. 128.

321 *ibid.*

322 Sophie Chautard, op. cit. p. 203.

323 « Indépendance, liberté, bonheur » (cité dans Pierre Brocheux, op. cit. p. 135).

324 « Les troupes avancent » (cité dans Pierre Brocheux, op. cit., p. 135).

325 *Ibid.* p. 135.

326 *Ibid.* p. 140.

327 *Ibid.*, p. 141.



Territoire contrôlé par les forces :

- de l'Union française
- d'Ho Chi Minh (en 1950)
- d'Ho Chi Minh (en 1954)

- Aide chinoise
- Aide américaine
- ★ Bataille

Illustration 7: Guerre d'Indochine (1946-1954)

Les Vietnamiens s'unissent et mettent de côté leurs divisions inter-ethniques pour s'opposer aux troupes françaises. À partir de 1950, le conflit s'internationalise, la Chine communiste soutenant le Viêt Minh, et les Américains apportant un soutien aux Français³²⁸. L'allié chinois apporte une aide militaire massive et un support médical et alimentaire. Il réorganise également l'économie et les finances de la République démocratique du Vietnam. Désormais, l'armée populaire vietnamienne égale l'armée française³²⁹. La RPC reconnaît

328 Pierre Brocheux, *op. cit.*, p. 145.

329 *Ibid.* p. 146.

également la République démocratique du Viêt Nam, de même que l'URSS et l'ensemble du bloc soviétique. Le Viêt Minh remporte une première victoire sur l'armée française lors de la bataille de Caobang (octobre 1950). Face aux progrès communistes, la France cherche à établir un régime avec à sa tête l'ancien empereur Bao Dai, car elle estime qu'il est le plus à même de rassembler les indépendantistes qui ne soutenaient pas les communistes³³⁰. Bao Dai devient le Chef de l'État du Viet Nam, un Etat en partie indépendant³³¹. L'arrivée sur place du général de Lattre de Tassigny (1889-1952), en 1951, permet de retourner la situation militaire en faveur de la France. De Lattre encouragea la formation d'une armée vietnamienne pour tenir tête à l'Armée populaire. Enfin, lorsque le péril communiste devint évident, les États-Unis apportent également un soutien militaire et économique à l'armée française en Indochine³³². La défaite finale à Diên Biên Phu (07 mai 1954) signifie pourtant la perte définitive de l'Indochine pour la France³³³.

330 Pierre Brocheux, *op. cit.*

331 *Ibid.* p. 147.

332 *Ibid.*

333 *Ibid.* p. 146.



Partition de Genève

(juillet 1954) :

- Les 2 États vietnamiens
- Le Laos et le Cambodge

Les évacuations vers :

→ le sud → le nord

- Secteur de regroupement et d'évacuation

Illustration 8: Partition de Genève, 1954 (L'Histoire)

Après la signature des accords de Genève en juillet 1954, le pays est divisé en deux suivant le 17^e parallèle : au nord se trouve la République populaire du Viêt Nam, dirigé par Hồ Chí Minh, qui donne une nouvelle Constitution d'influence soviétique, adoptée en 1960 mais jamais appliquée à cause de la guerre. Au sud, l'État du Vietnam est gouverné par le Chef de l'État Bảo Đại. Il gouverne jusqu'au coup d'État mené par son Premier ministre, Ngô Đìn Diệm

(1901-1963), qui met en place une république du Viêt Nam, un régime nationaliste qui bénéficie de l'appui militaire et financier des Etats-Unis³³⁴.



Illustration 9: Le Vietnam de 1954 à 1964 (l'Histoire)

334 Pierre Brocheux, *op.cit*, p. 169.

La Constitution de la République du Viêt Nam s'inspire de la Constitution américaine. La réunification, prévue à la suite d'un référendum en 1956, ne peut intervenir du fait de l'opposition croissante entre le nord et le sud du Viêt Nam³³⁵. En effet, l'État du Vietnam refuse ces élections sous prétexte que le Nord ne pourrait pas voter librement. De son côté, la République démocratique du Viêt Nam souhaite une réunification du pays, puisqu'elle permettrait une croissance économique grâce aux ressources et aux moyens de productions épargnés par les combats. De plus, elle bénéficierait également des apports de capitaux étrangers, en particulier américains et taïwanais, à la République du Viêt Nam pour l'installation des industries de biens de consommation et d'infrastructures³³⁶. Elle entreprend donc une politique de déstabilisation qui se traduit par l'envoi de militants communistes du Viêt-Cong au Sud³³⁷. La guerre éclate entre le Nord, soutenu par la Chine et l'URSS, et le Sud qui bénéficie de l'appui des États-Unis. L'Armée populaire de libération devient l'instrument de l'entente entre l'État et le parti en vue d'une réunification du pays. Le Nord a mis en place une économie étatisée et planifiée. L'agriculture, l'industrie, l'artisanat et le commerce fonctionnent dans le cadre des établissements d'État et des coopératives ; les échanges se font dans un système de prix à la fois fixes et libres. Le régime s'appuie sur une propagande à la fois physique et psychologique n'admettant pas d'éléments discordants ; il s'appuie également sur un appareil policier, politique et militaire qui se maintient grâce au patriotisme. À l'inverse, l'économie de la République du Viêt Nam met en avant la propriété des moyens de production et est soutenue par l'apport de capitaux étrangers, en particulier français ou taïwanais. Sur le plan politique, la présence d'une opposition gêne l'action des généraux qui ont succédé à Ngô Đìn Diệm. En effet, la société civile s'exprime par le biais de ses représentants, qu'ils soient parlementaires, juristes ou clercs bouddhistes. Enfin, sur le plan militaire, les commandements sud-vietnamiens et américains s'opposent sur la conduite de la guerre³³⁸.

La fin des années 1960 marque un tournant en faveur du Vietnam du Nord. En 1968, l'offensive du Têt, prévue par le général Võ Nguyên Giáp (1911-2013) cible des villes comme Saïgon ou Hué, où se trouvent l'ambassade et le quartier général américains³³⁹. L'année suivante, le président américain Richard Nixon (1913-1994) annonce le retrait progressif des troupes américaines du Viêt Nam. La même année, le Nord-Vietnam perd son leader, Hô Chí Minh³⁴⁰. En 1973, les accords de Paris, ratifiés entre le secrétaire d'État Henry Kissinger (né

335 Pierre Brocheux, *op. cit.*, p. 169.

336 *Ibid.*, p. 209.

337 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 205.

338 Pierre Brocheux, *op. cit.* p. 209.

339 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 207.

340 *Ibid.*

en 1923) et le représentant de la République démocratique du Viêt Nam, Lê Đức Thọ (1911-1990), prévoient un cessez-le-feu et une réunification du pays sans intervention étrangère³⁴¹. En janvier 1975, la République démocratique du Viêt Nam lance une ultime opération pour vaincre définitivement son rival du sud. La guerre se termine avec la chute de Saïgon le 30 avril 1975³⁴². Le pays est officiellement réunifié le 2 juillet 1976 sous le nom de République socialiste du Vietnam. Le bilan humain est très lourd pour les deux camps : au Nord, on compte près de 600 000 combattants tués ou disparus ; au Sud, environ 230 000 combattants ont été tués ou sont portés disparus, alors que l'armée américaine déplore 58 193 tués³⁴³.

341 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 207.

342 *Ibid.*, p. 208.

343 Pierre Brocheux, *op. cit.*, p. 209.



- ★ Principale bataille
- ★ Bombardement intensif
- Ville touchée par l'offensive du Têt (1968)
- ⚡ Tension frontalière avec les Khmers rouges dès 1972

Illustration 10: La guerre du Vietnam, 1964-1975 (l'Histoire)

Cependant la réconciliation nationale, espérée par certains, fait long feu, puisque les communistes du nord étendent leur régime à la partie méridionale, en particulier dans les domaines social, politique et économique. Les entreprises sont nationalisées et les terrains agricoles sont collectivisés. Toutefois, cette mesure s'avère être un échec, puisque non seulement les coopératives n'attirent pas les propriétaires terriens mais ceux-ci sabotent leur

matériel de production pour illustrer leur désaccord avec une telle mesure³⁴⁴. Dans le domaine politique, est mis en place un reconditionnement de la hiérarchie militaire ainsi que des politiciens. Ce reconditionnement, qui peut prendre la forme d'un stage de trois mois ou d'une réclusion de dix ans et plus, diffère selon la catégorie, le grade et les « crimes » dont les individus sont accusés. Il s'avère toutefois rapidement que cette solution, envisagée afin de réduire au silence une éventuelle résistance, est inefficace³⁴⁵. Au final, ce sont près 165 000 prisonniers qui périront dans l'univers concentrationnaire vietnamien. Cette situation provoqua également l'exil de centaines de milliers de personnes. La fuite, la discrimination ou l'expulsion des personnes fit perdre au pays des compétences et des moyens financiers qui se seraient avérés utiles pour reconstruire le Vietnam³⁴⁶.

Les dirigeants communistes mettent l'accent sur le politique et le stratégique, afin de pouvoir fusionner les économies et les deux sociétés. Ils étendent la centralisation du Nord, avec la planification et la direction assurée à Hanoï³⁴⁷. Dans le domaine économique, les coopératives manquent d'attractivité, les agriculteurs préférant la production familiale. Hanoï décide donc de lancer des réformes. Des formules de contrats sont mises en place et reconnaissent l'intérêt des producteurs. Le Comité central du Parti de 1979 développe les trois intérêts : l'État, la collectivité et la famille. La terre était jusqu'ici considérée comme le germe d'une renaissance du capitalisme ; elle est désormais un élément fondamental de l'économie socialiste³⁴⁸. Ces contrats dynamisent la production et bénéficient aux agriculteurs. Cependant, dans les années 1980, malgré une certaine amélioration, le régime limite le marché libre et l'économie privée, ce qui provoque une crise alimentaire et une inflation qui s'élève à 1000 %³⁴⁹. Cet échec mène à l'abandon du modèle socialiste. Ce constat intervient à une époque où des changements majeurs interviennent en URSS, avec l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev. Désapprouvant l'usage qui en était fait, les Soviétiques demandent à renégocier les accords économiques avec les Vietnamiens³⁵⁰. En Chine, les réformes économiques lancées par Deng Xiaoping sont suivies avec attention par le Vietnam. À la fin de l'année 1986, le PCV lance un mouvement de réformes connu sous le nom de Đổi Mới. Ce mouvement est l'aboutissement des micro-réformes locales qui sont intervenues entre 1979 et 1986³⁵¹. Désormais, le marché et le caractère privé de l'économie deviennent la norme et

344 Pierre Brocheux, *op. cit.*, p. 214.

345 *Ibid.*

346 *Ibid.*

347 *Ibid.* p. 215.

348 *Ibid.* p. 217.

349 *Ibid.*

350 *Ibid.* p. 217.

351 *Ibid.* p. 218.

l'État prend des mesures en faveur de la croissance. Les décrets successifs autorisent les investissements étrangers, le domaine agricole, le commerce et l'industrie d'État. Dorénavant, celui-ci se limite à unifier le secteur économique³⁵². Dans le domaine agricole, les fermes d'Etats passent d'une exploitation collective à l'exploitation familiale avec un bail de longue durée, afin de garantir la stabilité et la continuité. En 1989, année charnière pour le bloc soviétique, le Vietnam maintient son idéal socialiste tout en ayant réformé son économie, dorénavant régulée par les lois du marché. Le pays a connu plusieurs influences dans la seconde moitié du xx^e siècle, en particulier française, américaine et soviétique. A l'aube du xxi^e siècle, le Vietnam se retrouve dans l'économie mondiale de l'Asie du Sud-est³⁵³.

Malgré les réformes du Đổi Mới, le PCV demeure un parti unique et conserve un rôle dictatorial. Le pays est touché par l'onde de choc qui secoue le bloc soviétique pendant l'année 1989 et est traversé par des mouvements de contestations et de revendications qui dure jusqu'au début des années 1990. Les jeunes Vietnamiens souhaitent s'engager dans la vie politique de leur pays à partir de ce moment-là mais dès le début des années 1990, l'État réprime les actions de contestations en vue d'une évolution démocratique³⁵⁴.

Nous avons pu voir le contexte politique du Vietnam, il est désormais nécessaire de s'intéresser à la situation religieuse au Vietnam, en insistant particulièrement sur le catholicisme. En 2010, le Vietnam reconnaissait six religions : le bouddhisme, le caodaïsme, le catholicisme, le protestantisme et l'islam³⁵⁵. Le bouddhisme rassemble dix millions de fidèles pour mille cinq cent clercs. Il compte également six milles pagodes. La variante hoa hao compte près de 1,2 millions de fidèles et trois instituts bouddhiques. De son côté le caodaïsme revendique 2,3 millions de fidèles pour 7100 clercs et 6000 temples et oratoires. Il y a près de 6 millions de catholiques vietnamiens répartis dans 26 diocèses. Les 15 000 clercs se forment au sein des 6 grands séminaires du pays et célèbrent les offices dans les 6 000 églises du pays. Les protestants représentent 1 million de fidèles, 500 temples et possèdent un unique institut biblique et théologique. Enfin le Vietnam compte 70 000 musulmans, 100 mosquées, 700 imams et dix universités confessionnelles qui sont en majorité bouddhiques³⁵⁶.

Au xvi^e siècle, les jésuites portugais évangélisent le Đại Việt. Par la suite, l'Église du Vietnam est confiée à la France qui envoie des missionnaires français. Ceux-ci sont perçus comme les relais de l'autorité coloniale en Indochine, en particulier par les communistes³⁵⁷,

352 Pierre Brocheux, *op. cit*, p. 218.

353 *Ibid.* p. 221.

354 *Ibid.* p. 227.

355 *Ibid.* p. 243.

356 *Ibid.*, pp. 243-244.

357 Entretien avec le père Joseph Dao, vicaire de l'ensemble paroissial de Tournefeuille, Plaisance du Touch, 14 février 2020.

qui finissent par s'emparer du pouvoir après la défaite de Dien Bien Phu. Le Saint-Siège a toujours rejeté l'idéologie communiste depuis la publication en 1937 de l'encyclique *Divini redemptoris* par le pape Pie XI³⁵⁸ :

Tout catholique qui adhère au parti communiste est par le fait même séparé de l'Église catholique. Non seulement il vous est interdit d'adhérer au parti communiste mais vous ne pouvez pas coopérer avec lui ou faire quoi que ce soit qui puisse de quelque façon amener le parti communiste au pouvoir³⁵⁹.

Les catholiques vietnamiens soutiennent le Vatican, ce qui est notamment illustré par une lettre commune des évêques français et vietnamiens, relayée dans toutes les Eglises du pays en novembre 1951³⁶⁰. Le délégué apostolique au Vietnam, John Dooley (1906-1977), réunit les évêques du Vietnam en novembre 1951, afin de trouver un moyen d'apaiser les tensions inhérentes à la guerre d'Indochine qui fait rage alors. Après avoir rappelé l'importance de la terre pour les Vietnamiens, les vicaires apostoliques de Phnom-Penh, Vinh Long, Saigon, Qui nhon, Hung Hoa, Phat Diêm, Hué, Bui Chu, Bac Ninh, Hanoi, Hai Phong et Thai Binh se mettent d'accord sur une condamnation de l'idéologie communiste qui repose sur l'incompatibilité entre l'Église catholique et le communisme³⁶¹ :

Il est de notre devoir de vous mettre en garde contre le très grand danger du communisme athée qui est le plus grand danger existant de nos jours. Le communisme est la négation de Dieu, la négation de toute religion, la négation d'une âme immortelle, la négation des droits de la personne humaine et de la famille³⁶².

L'opposition acharnée des catholiques à l'idéologie communiste va leur porter préjudice. En effet, le PCI met à profit le préjugé qui les considère comme des partisans de l'autorité coloniale. L'Église catholique du Nord-Vietnam voit une partie de son personnel religieux fuir vers le Sud-Vietnam après la défaite de Diên Biên Phu³⁶³. Les autorités installées à Hanoï s'attachent à ostraciser l'Église vietnamienne en interrompant les liens avec Rome, en particulier au moment du Concile Vatican II. Des « comités de liaisons des catholiques aimant la patrie et la paix » se mettent en place et permettent à la République démocratique du Viêt Nam de contrôler les catholiques malgré l'opposition de l'épiscopat. En effet, ces comités interdisent aux prêtres et aux fidèles d'y adhérer³⁶⁴. La situation se tend

358 Entretien avec le père Joseph Dao, op. cit.

359 Lettre commune des ordinaires réunis à Hanoï, 9 novembre 1951.

360 *Ibid.*

361 *Ibid*

362 *Ibid.*

363 Claire Trần Thi Lien, « Les relations entre l'Église catholique et l'État au Vietnam depuis le Đò Mói », *Social Compass*, n° 57, 2010, pp. 345-356.

364 *Ibid.*

entre les deux entités : l’Église vietnamienne se divise et le lien avec Rome est distendu, ce qui rapproche la situation vietnamienne de celle de l’Église de Chine. Cependant, non seulement Hô Chí Minh fait preuve d’esprit d’ouverture en faveur des catholiques en adoptant une loi sur les religions en 1955, mais il n’y a pas de création d’une Église officielle, afin de pouvoir enrayer l’exil des catholiques vers le Sud et de mobiliser l’ensemble de la population en vue d’une réunification du pays³⁶⁵.

De son côté, face à l’arrivée inexorable des communistes, l’Église sud-vietnamienne prône le dialogue et la coopération, notamment par la voix de Mgr Paul Nguyễn Văn Binh (1911-1995), l’archevêque de Saïgon³⁶⁶. Acceptant la victoire du Viêt-Cong, les religieux sont invités à demeurer sur place et le peuple catholique à participer à la reconstruction et à respecter les autorités supérieures, conformément au Concile Vatican, et notamment la constitution *Gaudium et Spes*³⁶⁷. La République socialiste du Vietnam (RSV), qui voit le jour après la réunification du pays, met en place un régime dont l’économie est planifiée et tous les domaines sociétaux sont mobilisés. Le personnel politique et militaire de l’ancienne République du Viêt Nam fait l’objet d’un reconditionnement, tandis que les catholiques sont discriminés, leur religion figurant notamment sur leurs papiers³⁶⁸. Les activités et institutions religieuses font l’objet d’un contrôle de la part des autorités d’Hanoi qui accordent une autorisation et restreignent l’exercice de la liberté de croyance aux seuls lieux de culte. Les petits et grands séminaires sont fermés, le gouvernement souhaitant encadrer le recrutement et la formation des prêtres. Cela explique que certains diocèses manquent de prêtres ou d’évêques. A l’instar de la Chine voisine, un Bureau des Affaires religieuses est instauré et a la charge de contrôler les activités religieuses. Cela est illustré dans le domaine éducatif, sanitaire ou social, avec la nationalisation des établissements, des dispensaires et hôpitaux, ainsi que des orphelinats. La presse catholique fait également l’objet d’une surveillance étroite : les journaux catholiques d’opposition cessent leur publication pendant les années 1980 au profit de journaux dirigés par des membres du comité d’union des catholiques³⁶⁹. Il s’agit d’un relais de la ligne politique du gouvernement envers les milieux catholiques. Mgr Binh choisit d’intégrer des prêtres et des laïcs sûrs afin de pouvoir présenter les doléances des catholiques à Hanoi. La RSV se distingue des autres régimes communistes, notamment de la République populaire de Chine. En effet, le catholicisme au Vietnam représente 7 à 10 % de la

365 Claire Trần Thi Lien, *op. cit.*

366 *Ibid.*

367 *Ibid.*

368 *Ibid.*

369 *Ibid.*

population, alors qu'il n'atteint qu'1 % en Chine³⁷⁰. L'Église est donc plus forte que chez le voisin chinois, et l'Etat-parti veut en contrôler les activités sans pour autant vouloir fonder une Eglise séparée, à l'image de ce que met en place le PCC. Dès 1975, le nonce apostolique et les missionnaires étrangers sont expulsés du territoire vietnamiens. L'archevêque coadjuteur de Saïgon, Mgr Nguyen Van Thuân (1928-2002), est placé en résidence surveillée puis incarcéré par les autorités d'Hanoi qui refusent sa nomination par le pape Paul VI³⁷¹. Après une détention de treize ans, le prélat vietnamien est autorisé à se rendre à Rome mais le gouvernement le considère dès lors comme indésirable et lui interdit de retourner dans son pays. Il se voit alors accorder l'asile par le pape Jean-Paul II qui le nomme vice-président de la commission Justice et Paix, où il succède à Mgr Roger Etchegaray en 1998³⁷². Les procès et les condamnations à mort ou les emprisonnements sont monnaie courante à partir de la fin des années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980. L'apogée des différends entre l'État communiste et l'Église catholique au Vietnam intervient avec la canonisation de 117 martyrs vietnamiens, perçue comme une provocation par Hanoi, à l'instar de l'incident de septembre 2000 en Chine³⁷³. Avec la mise en place du Đò Mói, les relations finissent par s'apaiser entre le gouvernement et l'Église vietnamienne. En effet, si le PCV considère que son rôle est important dans la direction de la modernisation du pays, il adopte une résolution soulignant l'utilité de la religion catholique, suite à la visite du cardinal Etchegaray. C'est une première en 40 ans.

Il est désormais temps de voir pourquoi l'éminence basque est considérée comme « grand bienfaiteur dans l'histoire de l'Église au Vietnam », ainsi qu'a pu le dire le président de la conférence épiscopale du Vietnam, Mgr Nguyen Chi Linh (né en 1949), qui s'exprimait à l'occasion de la disparition de l'éminence basque, en septembre 2019³⁷⁴.

370 Claire Trần Thi Lien, *op. cit.*

371 *Ibid.*

372 *La Croix* du 26 juin 1998 : « Mgr Nguyen Van Thuân succède au cardinal Roger Etchegaray à la présidence de Justice et Paix ».

373 Claire Trần Thi Lien, *op. cit.*

374 Missions Etrangères de Paris, « Les catholiques vietnamiens reconnaissants envers le cardinal Roger Etchegaray », *op. cit.*

3.2. Mgr Etchegaray au Vietnam

3.2.1. Prise de contact triomphale (1-14 juillet 1989)

Avant sa venue dans la RSV, l'archevêque de Marseille Roger Etchegaray a eu des échanges nombreux avec la communauté vietnamienne de la cité phocéenne, une communauté qui se démarque par sa vivacité³⁷⁵. Lors du synode de Rome en 1974, le futur cardinal rencontre l'archevêque coadjuteur d'Hanoi, Mgr Joseph-Marie Trinh van-Can (1921-1990), qui avait été récemment libéré de prison et autorisé à sortir du Vietnam après vingt ans de détention³⁷⁶. Quinze ans plus tard, alors que l'édifice communiste est ébranlé, notamment avec les mouvements de contestation de la place Tian'anmen de juin, celui qui est devenu président des commissions Justice et Paix et *Cor Unum* est invité par la Conférence épiscopale vietnamienne³⁷⁷. L'Église catholique au Vietnam est l'une des plus importantes d'Asie, à égalité avec celle de Corée et des Philippines. Le gouvernement publie pour cela un décret officiel. Il s'agit de la première visite d'un représentant du souverain pontife depuis 1975³⁷⁸. Mgr Etchegaray arrive à Hanoi le 1^{er} juillet 1989, en compagnie de Mgr Barnabé Phuong, membre d'origine vietnamienne de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples. Sa visite dure 15 jours pendant lesquels les deux envoyés du Saint-Père parcourront près de 2000 kilomètres. L'éminence basque visite 11 diocèses, dont ceux de Hanoi, de Phat Diem, de Bui Chu et d'Haiphong³⁷⁹. Tout au long de ses déplacements, la population vietnamienne accueille chaleureusement le cardinal basque : à Bui Chu, ils sont environ 200 000 et 100 000 à Phat Diem. Mgr Etchegaray se rend ensuite à Hô-Chí-Minh-Ville, l'une des plus importantes du pays. La célébration de la messe dans la cathédrale rassemble près de 45 000 croyants³⁸⁰. Au total, près d'un million de personnes se sont rassemblées afin de pouvoir apercevoir le cardinal basque. Cet engouement est cependant perçu comme un « triomphe de la foi » par Hanoi qui cherche à en limiter les effets³⁸¹.

Au cours de sa présence au Vietnam, le président de Justice et Paix a plusieurs contacts avec les dirigeants³⁸². Il a un entretien avec le Premier ministre, Đỗ Mười (1917-2018) et avec le président de l'office des affaires religieuses, Nguyễn Chinh³⁸³. Avec eux, il évoque les cas de Mgr Nguyễn Van Thuân, considéré par Rome comme l'archevêque

375 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.* p. 341.

376 *Ibid.* p. 341.

377 *Ibid.*

378 *Le Monde* du 8 juillet 1989 : « Vietnam : visite du cardinal Etchegaray »

379 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.* p. 341.

380 *Ibid.*

381 *Ibid.* p. 343.

382 *Ibid.* p. 344.

383 *Le Monde* du 8 juillet 1989, *op. cit.*

coadjuteur d'Hô-Chi-Minh-Ville, et de Mgr Pham Van Du (1922-2010), l'évêque de Lang Son³⁸⁴. Les autorités s'opposent à lui d'autant plus que s'approche la date de la démission de Mgr Binh, l'archevêque titulaire qui avait réussi à maintenir l'Église vietnamienne dans le tumulte du communisme athée³⁸⁵. Au cours de ses entretiens, le cardinal basque souligne le manque de liberté de l'Église dans la sélection des candidats aux ordinations sacerdotales et épiscopales. Il enjoint les autorités vietnamiennes à permettre aux prêtres originaires du Nord et réfugiés dans le Sud de pouvoir aller aider leurs homologues du Nord, qui étaient en nombre insuffisant, et d'avoir l'autorisation de se rendre à l'étranger dans le cadre de leurs études³⁸⁶. Le Premier ministre se montre ouvert au dialogue mais, à l'instar des autorités chinoises en 2000, reproche la canonisation des 117 martyrs du Vietnam, décidée par Rome sans consultation ou accord préliminaire avec Hanoi³⁸⁷. Réaffirmant le préjugé selon lequel le Vatican est un partisan des colons français et des impérialistes américains, il se montre ouvert à la discussion, ce que Mgr Etchegaray considère comme une volonté d'ouverture prometteuse³⁸⁸. Avant son départ du Vietnam, Mgr Etchegaray rencontre de nouveau le responsable des Affaires religieuses qui lui rapporte l'enthousiasme suscité par sa visite auprès de la population vietnamienne et le remercie d'avoir utilisé le nouveau nom du pays dans ses prises de paroles. Mgr Etchegaray indique simplement avoir encouragé les Vietnamiens à aimer leur patrie et avoir été applaudi à chaque fois. Le cardinal Trinh Van Can (1921-1990) écrit à l'éminence basque à son retour à Rome pour lui témoigner de l'importance qu'a eu sa visite auprès des catholiques vietnamiens, la considérant comme « une nouvelle Pentecôte ³⁸⁹».

Sur le trajet qui le ramène à Rome, Mgr Etchegaray adresse le rapport suivant au pape Jean-Paul II :

Ce qui me frappe le plus, c'est la ferveur primitive des chrétiens du Nord (sous la chape de plomb communiste depuis 1954). [...] Ce qui m'a frappé aussi, c'est le contraste voire le déséquilibre entre le Nord et le Sud, en tous les domaines (pas seulement le religieux). Le Sud, libre jusqu'en 1975, a un clergé nombreux (augmenté par l'exode des prêtres du Nord en 1954) et bien préparé (plusieurs universités européennes ou américaines), d'importantes communautés religieuses (par exemple les sœurs de Saint-Paul de Chartres comptent 3 provinces et 800 membres) avec certaines facultés pour le recrutement et l'insertion de religieuses dans des œuvres sociales de l'État.

384 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.* p. 343.

385 *Ibid.* p. 344.

386 *Ibid.*

387 *Ibid.*

388 *Le Monde* du 8 juillet 1989, *op. cit.*

389 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 345.

Dans le Nord, par contre, très peu de prêtres, tous surchargés de travail (j'ai parlé avec un prêtre qui est seul pour 40 000 fidèles dans 9 paroisses dont la plus éloignée est à 200 km, et n'a pour se déplacer qu'un simple vélo. Une soixantaine de prêtres ordonnés clandestinement n'ont aucune autorisation d'exercer leur ministère. Un séminaire à Hanoi, sans vrais formateurs. Quelques évêques, nommés en période de détresse, n'ont qu'une formation de catéchiste. L'évêque de Lang Son, Mgr Pham Van Du, ordonné clandestinement, vit depuis trente ans en résidence forcée, à 100 kilomètres de son évêché : son diocèse, aux frontières de la Chine, ne compte que deux vieux prêtres et trois religieuses...³⁹⁰

3.2.2. Retour au Vietnam

Lors des obsèques du cardinal Trinh Van Can, en mai 1990, le cardinal d'Espelette revient au Vietnam en tant que représentant du pape. La reprise du dialogue entre le Saint-Siège et la RSV est marquée par l'autorisation accordée à une délégation de vingt-deux évêques de se rendre en visite *ad limina*, autrement dit en visite à Rome, en octobre 1990³⁹¹. Il retourne au Vietnam du 06 au 14 novembre 1990, à la tête d'une délégation officielle du Vatican. Celle-ci comprend Mgr Claudio Celli, sous-secrétaire pour les relations avec les Etats au sein de la Secrétairerie d'État, et Mgr Barnabé Van Phuong qui l'avait accompagné au Vietnam l'année précédente³⁹². Il s'entretient de nouveau avec le Premier ministre Đỗ Mười et rencontre le ministre des Affaires étrangères, Co Tach (1921-1998), ainsi que le ministre de l'Intérieur, Mai Chi Tho (1922-2007), qui vient spécialement de Hô-Chi-Minh-Ville. L'éminence basque a également de longues conversations avec le directeur des affaires religieuses, Nguyễn Chinh, qu'il avait rencontré lors de sa visite de juillet 1989. Avec lui, Mgr Etchegaray va négocier difficilement la nomination d'évêques à Hanoi, Hué ou encore Thai Binh mais aussi pour défendre Mgr Van Thuan. Dans ce dernier cas, les négociations s'avèrent ardues car le coadjuteur d'Hô-Chi-Minh était le neveu du premier président de la République du Viêt Nam. Interné pendant treize ans, il vivait désormais reclus dans l'archevêché d'Hanoi en résidence surveillée³⁹³. Il en relate les premières semaines à l'envoyé du pape :

Un matin d'octobre 1975, je fais signe à un petit garçon de 7 ans, Quang, qui revient de la messe à 5 heures, alors qu'il ne fait pas encore jour : « Dis à ta maman de m'acheter de vieux blocs de calendriers ! » Dans la soirée, alors que le jour vient à nouveau de disparaître, Quang m'apporte les calendriers. Dès lors toutes les nuits d'octobre et de novembre 1975, j'écris à mon peuple mon message de captivité. Chaque matin, l'enfant vient chercher les feuilles, les apporte chez lui, et là ses frères et sœurs recopient le message...³⁹⁴

Avant de repartir pour le Vatican, Mgr Etchegaray doit négocier auprès des autorités afin de pouvoir célébrer une messe à la cathédrale d'Hanoi. Le président de Justice et Paix

390 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, pp. 343-344.

391 *Ibid.* p.345.

392 *Ibid.*

393 *Ibid.* p. 346.

394 *Ibid.*

encourage son auditoire de 5 000 personnes à montrer leur fierté d'être catholique et Vietnamiens et les encourage à la fois à soutenir l'Église et leur pays³⁹⁵.

3.3. Le Vietnam et les catholiques des années 1990 aux années 2000

Entre 1991 et 2006, le Vietnam connaît une période de développement économique et d'affirmation sur la scène internationale³⁹⁶. Les relations entre l'Église et l'État s'améliorent. Le Parti prend des décrets et des ordonnances afin de garantir la liberté de croyance et les activités religieuses. Désormais, l'État cesse ses discriminations contre le clergé et s'engage à la restitution et la rénovation des lieux de culte confisqués. De plus il autorise la création de maisons d'édition de livres religieux et de périodiques traitants des études religieuses. Toutefois, les autorités conservent un contrôle sur la vie religieuse du Vietnam. Les activités religieuses, les voyages à l'étranger et les nominations sont encadrés. La censure règne sur la presse et l'édition. Les activités religieuses continuent à donner lieu à des emprisonnements pour des motifs divers tels que l'espionnage, la propagande, l'atteinte à l'unité nationale ou les troubles à l'ordre public³⁹⁷.

Après la visite du cardinal Etchegaray en juillet 1989, le gouvernement vietnamien a des rencontres régulières avec des représentants du Saint-Siège. Leurs échanges portent notamment sur les nominations d'évêques et sur la liberté religieuse au Vietnam³⁹⁸. Depuis 1990, dix-huit délégations vaticanes se sont rendues au Vietnam. Néanmoins, les relations restent tendues comme l'illustre la succession de Mgr Binh, l'archevêque d'Hô-Chi-Minh-Ville. Confronté aux problèmes de santé de celui-ci, le Vatican nomme Nicolas Huynh Van Nghi, l'évêque de Phan Thiêt, administrateur apostolique de l'archevêché de Ho-Chi-Minh-Ville sans en référer aux autorités d'Hanoi³⁹⁹. Cette nomination est perçue comme une maladresse. Dans les années qui suivent, le gouvernement refuse les manœuvres qui doivent amener Nguyen Van Thuan à succéder à Mgr Binh et la nomination de Mgr Huynh Van Nghi après le décès de l'archevêque d'Hô-Chi-Minh-Ville. La crise est résolue par des rencontres annuelles qui débouchent sur un accord autour de la personne de Mgr Jean-Baptiste Pham Minh Mǎm, qui devient le nouvel évêque de la plus grande ville du Vietnam⁴⁰⁰. Sur la scène internationale, les États-Unis et l'Europe prennent des mesures contre le Vietnam qui ne respecte pas assez les droits de l'Homme, comme l'illustre la décision du Parlement et

395 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 347.

396 Claire Trần Thi Lien, *op. cit.*, pp. 345-356.

397 *Ibid.*

398 *Ibid.*

399 *Ibid.*

400 *Ibid.*

l'adoption de l'*International Religious Freedom Act* en 1988. Ce texte législatif prévoit des sanctions économiques contre les pays qui ne respectent pas la liberté religieuse. Entre 2004 et 2006, la RSV se voit régulièrement réprimander pour la situation préoccupante de la religion, notamment catholique⁴⁰¹.

La hiérarchie catholique vietnamienne défend certaines positions liées à l'esprit d'ouverture qui anime les dirigeants de la RSV. Il s'agit notamment de gagner davantage de libertés notamment en matière de liberté de réunion et de publication. Le clergé souhaite également pouvoir circuler librement à travers le pays et visiter les différents diocèses. Sur le plan du sacerdoce, les catholiques demandent l'ouverture de cinq séminaires et la mise en place d'un recrutement annuel en lieu et place du recrutement trisannuel. Ils souhaitent, également, la création d'écoles, afin de former les candidats au séminaire⁴⁰², la liberté d'ordination et la possibilité de pouvoir voyager et se former à l'étranger. Enfin, les évêques vietnamiens exigent la restitution des lieux de culte, presbytères et autres couvents confisqués avec la possibilité de les restaurer. Ces évolutions sont difficiles, puisque le gouvernement maintient le recrutement trisannuel tout en acceptant l'ouverture des cinq séminaires⁴⁰³. Mgr Claudio Maria Celli, l'un des compagnons de voyage de Mgr Etchegaray en 1990, dresse le constat suivant de la situation de l'Église vietnamienne : « L'Église catholique au Vietnam est libre comme un oiseau est libre dans une cage. L'exercice consiste à élargir le plus possible la taille de la cage⁴⁰⁴. » Un témoignage nous a particulièrement éclairés sur la situation du Vietnam : il s'agit de celui du père Joseph Dao, vicaire de l'ensemble paroissial de Tournefeuille. Il a été le témoin de l'arrivée des communistes en 1975⁴⁰⁵. Pendant 10 ans, il s'est vu refuser l'accès à la prêtrise, jusqu'à ce qu'il rejoigne la France en tant que *boat people*. A l'heure actuelle, il peut retourner au Vietnam uniquement en tant que touriste français. D'après lui, le Đổi Mới a permis d'améliorer la situation des catholiques vietnamiens. Néanmoins, la vie reste compliquée, puisque le régime vietnamien demeure une dictature où la surveillance et la délation sont encouragées⁴⁰⁶. Le gouvernement cantonne les catholiques aux affaires religieuses, en refusant qu'ils s'impliquent dans les affaires publiques du pays.

401 Claire Trần Thi Lien, *op. cit.*, p. 345-356.

402 *Ibid.*

403 *Ibid.*

404 *Ibid.*

405 *Ibid.*

406 Entretien avec le père Joseph Dao, *op. cit.*

Les missions menées par le cardinal Etchegaray en Chine, à Cuba et au Vietnam mettent en évidence les relations parfois tumultueuses qu'entretiennent l'État et l'Église locale. La venue de l'éminence basque est souvent un premier jalon qui conduit à un rapprochement diplomatique entre le Saint-Siège et les pays concernés. Ces missions trouvent un écho actuel, en particulier en Chine où des tournants majeurs interviennent en 2018 et 2020. Notre étude des missions de Mgr Etchegaray continue maintenant avec les exemples de la Yougoslavie et du Rwanda.

II. Discours de guerre contre dialogue de paix

1. Les guerres de Yougoslavie (1992-1995)

1.1. Contexte

1.1.1. La Yougoslavie de 1918 à 1945

Située au sud-est de l'Europe dans la péninsule des Balkans, la Yougoslavie est un Etat d'une superficie de 250 000 km² et d'une population de 23 millions d'habitants. Elle est composée des républiques de Serbie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine, de Slovénie et du Monténégro, auxquelles il faut ajouter les régions autonomes du Kosovo et de Voïvodine⁴⁰⁷.

Cet Etat trouve son origine dans les règlements et traités de paix de la fin de la Première Guerre mondiale. En effet, en 1918, la Serbie veut profiter de l'effondrement de l'Empire austro-hongrois pour rassembler les différentes nationalités des Balkans autour d'elle. À la fin de l'année 1918, le congrès yougoslave proclame l'union de la Slovénie, de la Croatie et des royaumes de Serbie et du Monténégro⁴⁰⁸. Cette union prend le nom de Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, dont les frontières sont définies par les traités de paix de 1919-1920. Les premières années du nouveau royaume sont marquées par des tensions entre Serbes et Croates, ce qui conduit le roi Alexandre à suspendre la Constitution et à instaurer une dictature⁴⁰⁹. Le royaume prend alors le nom de Yougoslavie, sous l'effet d'une réforme administrative.

Dès 1931, le souverain met en place un régime parlementaire qui profite aux Serbes et exclut les Croates et les Serbes. Sur la scène internationale, la Yougoslavie rejoint un système d'alliance développé par la France, afin de se prémunir des visées allemandes, italiennes, hongroises et bulgares sur la région. Pour cela, le roi rapproche son pays de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, confrontés aux mêmes revendications⁴¹⁰. En 1934, lors d'une visite à Marseille, le

407 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 37.

408 Bernard Feron, *Yougoslavie. Origines d'un conflit*, « Le Monde poche », Editions Le Monde, 1993, p. 26.

409 *Ibid.*

410 Stefano Bianchini, *La question yougoslave*, « XX^e siècle », Casterman, 1996, p. 43.

roi est assassiné par des terroristes proches des Oustachis croates d'Ante Pavelic⁴¹¹. Suite à l'attentat, le prince Pierre monte sur le trône yougoslave, la régence étant exercée par un cousin du défunt roi, le prince Paul à la tête d'un Conseil tripartite. Ils accordent à la Croatie leur propre parlement à Zagreb, qui envoie en retour des représentants au Parlement de Belgrade, à l'instar des Slovènes⁴¹². Contrairement à la politique étrangère menée par le roi Alexandre, le Conseil de régence décide de désamorcer les menaces qui pesaient sur le pays en se rapprochant diplomatiquement de l'Axe⁴¹³. Ce fut bénéfique, en particulier en ce qui concerne les relations hungaro-yougoslaves. Face aux pressions exercées par l'Allemagne nazie en vue de l'attaque contre l'URSS, la Yougoslavie rejoint, en mars 1941, le système d'alliance autour de l'Allemagne nazie en signant le Pacte tripartite⁴¹⁴. Cet événement suscite la colère de la population et des militaires qui chassent le régent et proclament le prince Pierre roi de Yougoslavie. Un gouvernement pro-britannique se met en place et signe un traité d'amitié avec l'URSS. Bien que le gouvernement assure que le pacte sera bien respecté, l'Allemagne lance une opération militaire, qui met fin au royaume de Yougoslavie à la mi-avril 1941⁴¹⁵. Après la capitulation des troupes yougoslaves, Pierre II et son gouvernement partent en exil à Londres. Le pays est partagé entre les vainqueurs :

411 Joseph Krulic, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, « Questions au XX^e siècle », Complexe, 1993, p. 25.

412 Bernard Feron, *op. cit.* p. 29.

413 *Ibid.* p. 30.

414 Joseph Krulic, *op. cit.*, p. 26.

415 Stefano Bianchini, *op. cit.*, p. 57.



Occupation par l'Axe et partition de la Yougoslavie lors de la Seconde Guerre mondiale (en 1943)

- Frontières internationalement reconnues
- Frontières de l'Axe dans la Yougoslavie occupée
- État indépendant de Croatie (sous occupation allemande)
- Serbie (sous occupation allemande)
- Banat, région au statut spécial au sein de la Serbie (occupation et administration locale allemandes)
- Monténégro (sous occupation allemande)
- Occupé et annexé par la Bulgarie
- Occupé et annexé par l'Allemagne nazie
- Occupé et annexé par la Hongrie
- Occupé par l'Allemagne et annexé à l'Albanie
- Occupé par l'Allemagne et rattaché à la Zone d'opérations allemandes dans l'Adriatique (OZAK)

Illustration 11: Démembrement et occupation de la Yougoslavie (1941-1945)

En Croatie, les Oustachis mettent en place un Etat favorisant les Croates. Les Serbes sont ainsi forcés de se faire Croates et catholiques avec la complicité de prêtres et de frères franciscains. Cela se traduit très souvent par des massacres à l'encontre de ces

populations. Ces exterminations se chiffrent à près de 500 000 morts et susciteront des rancœurs pendant de longues années, jusqu'à ce qu'elles s'expriment à la faveur de l'implosion de la Yougoslavie dans les années 1990. En Serbie, le général Nedic met en place un régime collaborant avec l'Axe. Face à eux se structurent deux mouvements de résistance. Le premier est le mouvement des *Chetniks*, dirigé par Draza Mihailovic, reconnu par le gouvernement en exil à Londres. Le second est le mouvement des Partisans, dirigé par Josep Broz qui prend le pseudonyme de Tito⁴¹⁶. Celui-ci, à l'inverse de Mihailovic qui se limite aux Serbes, recrute à travers toute la Yougoslavie. Les *Chetniks* lancent des premières attaques en mai 1941, les Partisans en juin 1941, au moment de l'opération *Barbarossa*. Les partisans de Tito sont harcelés par les troupes de l'Axe mais parviennent à libérer des territoires⁴¹⁷. À l'inverse, Mihailovic contrôle mal ses partisans et tente surtout d'empêcher son rival d'obtenir des succès. Les deux mouvements négocient avec l'Axe pendant les deux premières années de la guerre jusqu'au tournant de 1943. En juin de cette année-là, Hitler lance contre Tito une violente offensive notamment illustrée par la bataille de la Sutjeska⁴¹⁸ ; en septembre, les Italiens capitulent, ce qui permet aux partisans de récupérer des armes nécessaires à la poursuite de la lutte. Enfin, à la fin du mois de novembre 1943, les Britanniques apportent leur soutien aux Partisans au détriment des *Chetniks*⁴¹⁹. Désormais, Tito est suffisamment puissant à l'intérieur et à l'extérieur de la Yougoslavie pour transformer son mouvement en gouvernement provisoire. Grâce à l'entrée de l'Armée rouge dans le nord du pays en septembre 1944 et à l'incapacité de recrutement des *Chetniks*, les Partisans de Tito sortent vainqueurs de la guerre. Celle-ci s'achève, sur le front yougoslave, le 15 mai 1945⁴²⁰. La Yougoslavie se retrouve à cette période avec deux gouvernements. En effet, le gouvernement yougoslave en exil se trouve toujours à Londres. À Belgrade, Tito met en place un gouvernement communiste⁴²¹. Il faut également ajouter la menace de Mihailovic, qui est encore retranché dans les montagnes avec 50 000 partisans. Tito va rapidement se

416 Bernard Feron, *op. cit.* p. 33.

417 Joseph Krulic, *op. cit.*, p.29.

418 *Ibid.*, p. 35.

419 *Ibid.* p. 30.

420 Stefano Bianchini, *op. cit.*, p. 67.

421 Bernard Feron, *op. cit.*, p. 35.

débarrasser des deux menaces, afin d'établir d'un pouvoir personnel. Tout d'abord, face aux velléités de retour de Pierre II, il pose la condition d'une acceptation par un vote populaire⁴²². L'assemblée constituante le dépose en novembre 1945 et proclame la République. L'ancien souverain s'exile aux États-Unis sans abdication. Tito s'occupe ensuite de son rival Mihailovic qui est capturé en mars 1946, jugé pour collaboration avec l'ennemi et fusillé en juillet 1946⁴²³.

1.1.2. Les religions en Yougoslavie

En Yougoslavie cohabitent plusieurs religions. Le christianisme orthodoxe est majoritaire en Serbie : une Eglise autocéphale, ayant un patriarche à sa tête, est créée au début des années 1920. Le christianisme romain compte près de 6 millions de fidèles, répartis en 24 diocèses dirigés par 34 évêques. Il domine en Slovénie et en Croatie mais est plus marginal en Bosnie-Herzégovine et en Serbie⁴²⁴. Dans le royaume de Yougoslavie, les relations entre Belgrade et les catholiques sont compliquées. En effet, le clergé dépend du Vatican, dont la Curie était dominée par les Italiens. Or comme ceux-ci avaient des vues sur une partie du territoire yougoslave, les catholiques étaient perçus comme pouvant favoriser ces ambitions territoriales⁴²⁵. Pendant la guerre, certains prêtres ont apporté leur soutien au régime des Oustachis ; d'autres ont, au contraire, dénoncé les excès de cette politique. Après la guerre, l'archevêque de Zagreb, Mgr Alojzije Stepinac, est condamné à 16 ans de détention pour collaboration avec l'ennemi croate, pour avoir forcé les Serbes à se convertir⁴²⁶. Son élévation au cardinalat en 1952 provoque la rupture des relations entre le Saint-Siège et Belgrade. Cependant, cette situation est résolue avec la signature d'un accord en 1966. Celui-ci prévoit la reconnaissance des actes de terrorisme, y compris du fait de clercs étrangers. En échange, un délégué apostolique s'installe à Belgrade⁴²⁷. La troisième religion présente en Yougoslavie est l'islam. Elle est principalement présente parmi les populations albanaises du Kosovo et de la Macédoine

422 Bernard Feron, *op. cit.*, p. 35.

423 *Ibid.* p. 36.

424 *Ibid.* p. 77.

425 *Ibid.*

426 C'est en réalité à cause de son opposition que Mgr Stepinac a été jugé et condamné aux travaux forcés (Bernard Feron, *op. cit.*, p. 78.)

427 *Ibid.*

mais aussi en Bosnie-Herzégovine, où les bosniaques ont pris la nationalité musulmane⁴²⁸. La Yougoslavie compte près de 2000 mosquées à travers tout le pays.

1.1.3. La Yougoslavie titiste (1945-1980)

Après l'effondrement de la Yougoslavie royale pendant la guerre, se pose la question de ce que serait une nouvelle union des Slaves du Sud. Mihailovic n'a eu pour principale objectif que de vouloir restaurer la monarchie, tandis que Tito se place au-dessus des nationalités pour défendre une Yougoslavie socialiste et fédérale. La Constitution de 1946 prévoit notamment que la Yougoslavie est une fédération de six républiques et de deux régions autonomes. Chaque république dispose d'une relative autonomie mais est soumise à l'autorité du gouvernement autoritaire de Belgrade. Le gouvernement lança des réformes dans les années 1960, au niveau socio-économique, et dans les années 1970, notamment en vue d'accorder un statut de semi-république à la Voïvodine et au Kosovo, jusqu'alors intégrées à la Serbie. Sur le plan international, Tito apporte son soutien aux communistes lors de la guerre civile grecque. Au fur et à mesure, les rapports entre Staline et Tito s'enveniment et la rupture intervient en 1948, lorsque Staline se rend compte que le dirigeant yougoslave n'a pas l'intention de se contenter d'un statut de satellite de Moscou. Cette rupture provoque l'abandon du modèle soviétique alors en vogue et une redéfinition du communisme yougoslave. Tito met en place ce qu'il appelle l'autogestion, un système qui mêle socialisme et liberté. Cependant, les relations s'améliorent progressivement avec les successeurs de Staline.

Le passé des nationalités constitutives de la Yougoslavie rend difficile leur union. Ainsi, La Croatie a tout d'abord été un État indépendant pendant l'époque médiévale avant d'être intégrée à l'empire ottoman entre 1519 et 1918. La Serbie a, quant à elle, constitué un royaume autonome au XIII^e siècle puis un empire, avant de passer sous la coupe ottomane après sa défaite à la bataille de Kosovo (1389). Ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle qu'elle commence à retrouver son autonomie, d'abord relative puis définitive grâce au soutien de la Russie. La Slovénie a été une région de l'empire des Habsbourg avant de

428 Bernard Feron, *op. cit.*, p. 78.

faire partie de l'empire ottoman. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le pays est partagé entre l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie après la capitulation yougoslave de 1941. Enfin la Bosnie représente une originalité par rapport aux autres pays constitutifs de la Yougoslavie, car c'est une mosaïque de confessions et d'ethnies, illustration locale de la situation yougoslave. Les nationalités se renforcent avec la réforme de 1974, puisque chaque minorité sera représentée au sein de la fédération, recevant une part des pouvoirs locaux. Désormais, la nationalité prime sur la compétence, ce qui affaiblit le pouvoir central de Belgrade, puisque le particularisme l'emporte sur l'unité de la fédération.

1.1.4. Dislocation de la Yougoslavie (1990-2001)

La mort de Tito, en mai 1980, fragilise davantage un édifice confronté à des difficultés, en particulier sur le plan économique. Belgrade apparaît fragilisé, alors que s'affirment les ambitions des Serbes et des Croates. À partir de 1981, les nationalistes serbes commencent à agir en visant le Kosovo, qu'ils considèrent comme le lieu de naissance de la nation serbe. Ils publient également un mémorandum qui s'appuie sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ces nationalistes défendent l'idée d'une réunion de tous les Serbes au sein d'un même pays, même si cela conduit à une modification des frontières. Des élections libres se tiennent en 1989 et portent à la tête de la Serbie le nationaliste Slobodan Milošević. Souhaitant conserver le Kosovo au sein de la Serbie, le nouveau président s'attire les foudres de la population albanaise⁴²⁹.

429 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 39.



Illustration 12: La Yougoslavie en 1989 (Le Monde Diplomatique)

En réaction, Milošević envoie l'armée yougoslave, afin de rétablir l'ordre, et supprime dans le même temps l'autonomie, non seulement du Kosovo mais aussi de Voïvodine. Cette décision suscite la réprobation des autres républiques⁴³⁰. En 1990, le nationaliste croate Franjo Tuđman remporte les élections en Croatie. Il déclare l'indépendance de son pays, suivi par la Slovénie, en juin 1991.

Les Serbes de Croatie veulent rester avec la Serbie et font sécession en créant la République de Krajina. À l'automne 1991, ce sont la Macédoine puis la Bosnie qui déclarent leur indépendance⁴³¹. L'autonomie de ces régions a été reconnue par le Saint-Siège puis par la communauté internationale en janvier 1992⁴³². La Serbie, qui a désormais la main haute sur l'armée yougoslave suite à la démission des officiers

430 Bernard Feron, *op. cit.*, p. 86.

431 Sophie Chautard, *op. cit.* p. 39.

432 Roger Etchegaray, *op. cit.*, p. 236.

slovènes et croates, lance une opération militaire en Slovénie⁴³³. D'une durée de dix jours, elle se termine avec la signature des accords de Brioni, qui prévoient le départ des troupes serbes et la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie par la Serbie⁴³⁴. C'est désormais vers la Croatie que se tourne le regard serbe. Celle-ci, notamment son nouveau président Franjo Tudjman, s'attend à une agression serbe, car la minorité serbe est importante en Croatie. La guerre commence dans les régions de Krajina et de Slavonie. Elle se conclut par un cessez-le-feu au début de l'année 1992⁴³⁵. Les Nations-unies reconnaissent les Etats indépendants et décide de sanctions à l'encontre de la Serbie. De plus, une Force de protection des Nations-unies de 14 000 Casques bleus est également envoyée sur place. En 1992, la Yougoslavie n'est plus composée que de la Serbie et du Monténégro⁴³⁶.



Illustration 13: La Yougoslavie en 1992-1993

433 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 39.

434 Bernard Feron, *op. cit.*, p. 119.

435 Sophie Chautard, *op. cit.* p. 39.

436 *Ibid.*

La Serbie refuse l'indépendance bosniaque et envoie des troupes afin de soutenir les milices serbes en Bosnie. La situation bosniaque est préoccupante, puisque les Serbes de Bosnie veulent leur rattachement à la Yougoslavie et annoncent la création d'une république des Serbes de Bosnie. Celle-ci a son siège près de Sarajevo, dans la ville de Pale, et est dirigée par Radovan Karadzic. De leur côté, les Croates fondent l'Union croate de Bosnie-Herzégovine⁴³⁷. La guerre commence en avril 1992, lorsque Sarajevo est assiégée par l'armée serbe ; les hostilités gagnent ensuite tout le territoire. Le siège de Sarajevo ne se termine qu'avec la signature des accords de Dayton en 1995. Environ 5000 personnes ont été tuées. Dans le reste de la Bosnie, les Serbes mettent en place un processus de nettoyage ethnique, afin que le territoire ne soit composé uniquement que de Serbes. Cette purification se traduit par des violences commises contre les Bosniaques et les Croates, tel que des massacres, des viols ou encore la mise en place de camps de concentration extrêmement violents⁴³⁸. La région d'Herzégovine est la plus touchée : en 1991, on comptait 625 000 Serbes pour 356 000 musulmans et 180 000 Croates ; le recensement effectué en 1995 donnera 715 000 Serbes pour seulement 37 000 musulmans et 30 000 Croates⁴³⁹. Avec ce processus, la Serbie contrôle bientôt 70 % du territoire bosniaque. Les Nations-Unies interviennent, sans que leurs décisions aient une influence quelconque sur la situation. La Serbie et le Monténégro sont placés sous embargo économique, tandis que les Casques Bleus sont autorisés à riposter afin de protéger les zones de sécurité de Sarajevo, Bihac, Zepa, Gorazde, Tuzla et Srebrenica, et qu'un Tribunal International pour la Yougoslavie est mis en place⁴⁴⁰. Un plan de partage de la Bosnie est proposé en 1993 mais n'a pas les effets attendus. En effet, celui-ci provoque un retournement d'alliance, les Serbes et les Croates, partisans d'une division du pays, combattent contre les Bosniaques qui souhaitent au contraire une union bosniaque. Ces derniers obtiennent le soutien de combattants venus du Proche et du Moyen-Orient mais cela ne suffit pas à empêcher la perte de contrôle de l'armée bosniaque sur le pays. Les Croates détachent leur propre zone, l'*Herceg-Bosna*, du reste de la Bosnie. Croates et

437 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 40.

438 Sophie Chautard, *op. cit.*

439 Roger Cardinal Etchegaray, *op.cit.*, p. 238.

440 Sophie Chautard, *op. cit.* p. 40.

Bosnie s'affrontent jusqu'à un accord trouvé entre les présidents Tudjman et Itzebegovic pour la création d'une fédération croato-musulmane.

Cette mise en contexte nous permet de mieux comprendre quelle est la situation yougoslave au moment où le cardinal français Roger Etchegaray est envoyé sur les lieux.

1.2. Le cardinal Etchegaray en Croatie et en Bosnie (1991-1995)

1.2.1. Mission en Croatie en 1991

Le pape Jean-Paul II envoie le cardinal Etchegaray en Croatie du 24 au 28 novembre 1991. Sa mission sur place est d'ordre humanitaire. Il rencontre le vice-président du gouvernement croate, M. Maté Granić puis s'entretient avec les dirigeants de la Croix-Rouge et de Caritas Croatie⁴⁴¹. Il rencontre également le clergé des Eglises locales. Sa première étape est à Osijek, une ville située à 30 kilomètres de Vukovar et qui porte les stigmates de la guerre, de nombreuses infrastructures ayant été prises pour cible par les Serbes, qui souhaitent annuller tout ce qui se rapportait à l'identité croate⁴⁴². Mgr Etchegaray se rend ensuite à Belgrade, où il rencontre le patriarche de Serbie, Pavle II, en compagnie du métropolite de Vojvodine, Mgr Jovan⁴⁴³. Il visite ensuite des camps de réfugiés en compagnie du métropolite Irénée de Novi-Sad. Sur place, le cardinal est témoin des interrogations quant aux raisons de la guerre, notamment une femme qui lui indique que son mari est serbe et qu'elle-même est croate. Elle ajoute que la guerre n'a pas de sens⁴⁴⁴.

Mission en Bosnie-Herzégovine

Le cardinal se rend en août 1992 en Bosnie-Herzégovine. Sa visite à Sarajevo est acceptée par la Haut-Commissaire aux Réfugiés, Mme Sadako Ogata⁴⁴⁵. Mgr Etchegaray rejoint sa destination via un transport de vivres puis est conduit dans un blindé de l'Onu jusqu'à la ville par deux Ukrainiens de la Forproru ayant requis l'honneur de pouvoir

441 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 234.

442 *Ibid.*, p. 235.

443 *Ibid.*

444 *Ibid.*, p. 236.

445 *Ibid.* p. 237.

transporter l'envoyé du pape⁴⁴⁶. Sur place, il fait la connaissance de l'archevêque de Sarajevo, Mgr Vinko Puljić, et le *rais-ul-Ulema* Jakub Selimoski⁴⁴⁷. L'envoyé de Jean-Paul II s'entretient avec le président de la République de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegović. Il visite également la ville de Mostar, célèbre pour son pont, ce qui fera dire à l'éminence basque que « le monde a plus besoin de ponts que de murs ⁴⁴⁸ ». La région de Mostar a été relativement épargnée par les combats mais a souffert de la purification ethnique mise en place par les Serbes, comme nous l'avons précédemment indiqué et chiffré. Le retour de Mgr Etchegaray, le 20 août, coïncide avec l'annonce faite par le Vatican de l'établissement de relations diplomatiques avec la République de Bosnie-Herzégovine. Mgr Francesco Monterisi, alors prononce en Corée, devient le premier nonce apostolique et occupe cette charge jusqu'en 1998⁴⁴⁹. Les Serbes de Bosnie-Herzégovine s'opposent à une venue du cardinal Etchegaray au printemps 1993, considérant que la situation ne le permettait pas⁴⁵⁰. L'éminence basque se rend cependant le mois suivant à Banja Luka en compagnie de Mgr Jean-Claude Périsset, de la Secrétairerie d'État, où il rencontre Mgr Franjo Komarica.

L'évêque du lieu s'est illustré, au péril de sa vie, pour la défense des droits de l'homme, rejoint en cela par les communautés orthodoxes et musulmanes de la ville. Mgr Etchegaray rencontrera à cette occasion le métropolite de Banja Luka, Jefrem Milotinunović, et le grand mufti Ibrahim Halilovic. Celui-ci fait part de sa vive émotion suite à la destruction de la mosquée Ferhat Pacha au début du mois. Le cardinal Etchegaray participe ensuite, en octobre 1993, aux journées de prières pour la paix à Sarajevo. Celles-ci se tiennent dans la mosquée Begova, en la cathédrale orthodoxe de la Nativité-de-la-Mère-de-Dieu et en la cathédrale catholique du Coeur-de-Jésus. Le cardinal profite de sa présence pour lancer le message suivant : « Sarajevo, à cette guerre de pauvres se disputant des miettes, que ton honneur soit d'y substituer une paix de pauvres se nourrissant du même pain de la fraternité⁴⁵¹ ». Quelques mois plus tard, le

446 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*

447 *Ibid.* p. 237-238.

448 *Ibid.*, p. 238.

449 *Ibid.* p. 239.

450 *Le Monde* du 9 avril 1993 : « Les Serbes de Bosnie s'opposent à une visite du cardinal Etchegaray », p. 3.

451 *Ibid.* p. 242.

pape envoie Mgr Etchegaray à Belgrade, à l'occasion de Pâques. Sur place, il rencontre le patriarche Pavle II. Celui s'associera à la fin de l'année 1994 à l'appel de Mgr Kuharić et Mgr Puljić, en diffusant le message suivant : « si la justice et la vérité ne sont pas égales pour tous, elles ne sont alors ni justice ni vérité. Ce que nous dissimulons aux autres, nous ne pouvons le dissimuler à Dieu, qui voit tout, et à son jugement⁴⁵². » En août suivant, Mgr Etchegaray est le témoin de la richesse de l'homme à Sarajevo. En effet, malgré les obus et les tireurs d'élites, dans une ville éclairée à la bougie, les habitants lancent un message d'espoir en l'avenir par la publication et la diffusion de journaux mais aussi en organisant des concerts dans une ville pourtant en ruine⁴⁵³. Enfin, du 12 au 17 août 1995, le président de Justice et Paix est de retour à Sarajevo, où il a une entrevue avec le président Alija Izetbegović, le général Jean-René Bachelet, commandant la Forpronu, et le négociateur américain, Richard Holbrooke, qui parviendra à obtenir la signature des Accords de Dayton quelques mois plus tard⁴⁵⁴. Comme pour le Rwanda, quelques temps auparavant, le cardinal Etchegaray appelle les populations d'ex-Yougoslavie à prendre conscience de leur propre responsabilité pour accepter et recevoir le pardon. Le chemin vers la réconciliation est tout aussi long que sera celui du Rwanda⁴⁵⁵.

1.2.2. Autres missions pour les Balkans (1992-2001)

Le cardinal Roger Etchegaray accomplit également des missions au nom du pape Jean-Paul II qui concerne la paix dans les Balkans. En décembre 1992, il organise le « pèlerinage pour la paix dans les Balkans », prévu le week-end des 9 et 10 janvier 1993 à Assise⁴⁵⁶. Lors de cet événement, des délégations issues des 3 grandes religions sont invitées. Cependant, les Juifs et les Orthodoxes sont absents. Lors du sommet, les différents dignitaires religieux venus d'ex-Yougoslavie font le récit des exactions commises par les Serbes contre des églises ou des mosquées. Mgr Puljić, archevêque de Sarajevo, relate la disparition de soixante-deux paroisses sur les cent-quarante-quatre qui

452 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 242.

453 *Ibid.*, p. 241.

454 *Ibid.*, p. 245.

455 *Ibid.*, p. 241.

456 *Le Monde* du 12 janvier 1993 : « Les orthodoxes boudent le sommet interreligieux d'Assise ».

composent son diocèse. Le prélat bosniaque demande également l'aide du Saint-Siège : « Notre pays, où vivaient en harmonie les Musulmans, les Serbes, les Croates, est devenue une terre dévastée. Aidez-nous, ne nous laissez pas seuls⁴⁵⁷ ! ». De son côté, le *rais ul-Ulema* Selimoski revient sur les lourdes pertes subies par la communauté musulmane, ainsi que sur les destructions, reprochant à l'Europe de laisser les Serbes agir en tout impunité. Enfin, le pape polonais dénonce les atteintes faites à la dignité humaine en ex-Yougoslavie :

Comment est-il possible de priver un homme du droit à la vie et à la sécurité parce qu'il n'est pas l'un de nous, parce qu'il est l'"autre" ? Comment pouvons-nous priver une femme du droit à son intégrité et à sa dignité parce qu'elle n'est pas l'une de nous, parce qu'elle est l'autre ? Et encore priver un enfant du droit à un toit qui l'abrite et du droit à se nourrir parce que c'est un enfant qui se trouve du côté des autres. Nous, eux, ne sommes-nous pas les enfants d'un même Dieu ?⁴⁵⁸

Il reprend également les mots de son prédécesseur, le pape Paul VI, pour rappeler le rôle du Saint-Siège : « C'est notre mission de rappeler aux hommes qu'ils sont frères. C'est notre mission d'apprendre aux hommes à s'aimer, s'éduquer mutuellement à la paix⁴⁵⁹. » En janvier 1994, l'éminence basque est chargé par Jean-Paul II de remettre un message au secrétaire général des Nations-Unies. Ce message indiquait : « l'autorité du droit et la force morale des plus hautes instances internationales sont les fondements sur lesquels repose le droit d'intervention pour la sauvegarde de populations prises en otage par la folie meurtrière de fauteurs de guerre⁴⁶⁰. » Afin de remédier à la question des réfugiés ou déplacés d'ex-Yougoslavie désormais apatrides, Mgr se rend à Genève, où il rencontre la Haut-Commissaire pour les réfugiés, Mme Sagato Ogata, et son collaborateur, Sérgio Vieira de Mello⁴⁶¹. Enfin, le cardinal participe aux initiatives de Jean-Paul II en janvier 1994 : une journée mondiale de jeûne le 21 et une journée de prières pour la Bosnie-Herzégovine, le 23⁴⁶². Enfin, l'éminence basque accompagne le pape Jean-Paul II à

457 *Le Monde* du 12 janvier 1993, *op. cit.*

458 *Ibid.*

459 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.* p. 240.

460 *Ibid.*

461 *Ibid.* p. 241.

462 *Ibid.*, p. 243.

Sarajevo en avril 1997, après une occasion manquée en septembre 1994⁴⁶³. Les survivants de Sarajevo font un accueil triomphal au pape qui indique que la paix qu'il apporte « n'est pas celle imposée par les vainqueurs aux vaincus, elle ne trouve pas sa légitimité par la force des armes, mais au contraire elle naît de l'amour et du pardon⁴⁶⁴. » L'éminence basque se rend en Macédoine mais aussi en Albanie et au Kosovo, dernier théâtre d'opérations de la guerre de Yougoslavie et premier conflit du XXI^e siècle⁴⁶⁵.

463 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 244.

464 *Ibid.*

465 *Ibid.* p. 245-246.

1.3. Après les visites de Mgr Etchegaray

Face à l'incapacité de l'Onu et l'échec de la diplomatie, l'Otan décide d'intervenir dans la région, faisant reculer les Serbes de Sarajevo en 1994⁴⁶⁶. Pendant l'année 1995, les Serbes de Bosnie reculent face aux offensives de l'Otan, en particulier à Pale⁴⁶⁷. En réaction, des Casques bleus sont pris en otages et les troupes serbes s'en prennent aux zones de sécurité. L'exemple le plus marquant est le massacre de Srebrenica, où environ 800 000 Bosniaques sont passés par les armes par les Serbes le 11 juillet 1995, après la prise de la ville⁴⁶⁸. L'armée croate entre alors en action pour repousser les Serbes de Bosnie. Ceux-ci sont à leur tour victimes du nettoyage ethnique, tandis que la Force de réaction rapide, constituée afin de libérer les otages des Nations-Unies, lance un assaut contre les positions serbes⁴⁶⁹. À la fin du mois d'août, Milosevic se voit charger par les Serbes de Bosnie de négocier la fin du conflit. C'est chose faite avec les accords de Dayton en novembre 1995.



Illustration 14: La Yougoslavie en 1995 après les accords de Dayton

466 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 41.

467 *Ibid.* p. 41.

468 *Ibid.*

469 *Ibid.*

Ceux-ci sont ratifiés par Franjo Tudjman pour la Croatie, Alija Izetbegovic pour la Bosnie et Slobodan Milosevic pour la Serbie. L'État bosniaque conserve ses frontières mais est divisé en deux entités : d'un côté, une fédération croato-musulmane et de l'autre une république serbe. Ils sont officiellement ratifiés le 14 décembre 1995 à Paris⁴⁷⁰. Sur place, la Forpronu est remplacée dans un premier temps par l'*Implementation force* (Ifor) puis dans un deuxième temps par une force de stabilisation (Sfor) à partir de 1996⁴⁷¹.



Illustration 15: La Yougoslavie en 1998

Le dernier théâtre d'affrontements de la Yougoslavie sera le Kosovo. Alors que cette région compte davantage d'Albanais que de Serbes, elle fait l'objet d'une serbisation à l'initiative du président serbe Milosevic⁴⁷². Deux visions s'opposent alors : d'un côté, une option non-violente, organisée autour de la Ligue démocratique du Kosovo et de son président, Ibrahim Rugova ; une seconde, autour du PKK (Parti parlementaire du Kosovo) et de l'armée de libération du Kosovo (UCK), qui considèrent que la non-

470 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 41.

471 *Ibid.*

472 *Ibid.*

violence de M. Rugova est peu efficace⁴⁷³. Le camp sécessionniste, rassemblant le PKK et l'UCK, commence à s'en prendre aux Serbes, alors que la négociation entre MM. Rugova et Milosevic est dans l'impasse et que les Serbes refusent une intervention extérieure⁴⁷⁴. En 1999, l'Otan lance une opération militaire afin de rétablir la situation. Alors qu'elle commence, de premiers échos d'un nettoyage ethnique à l'encontre des Albanais apparaissent. Ils s'avéreront fondés avec la découverte de charniers à la fin de la guerre⁴⁷⁵. En retour, les Serbes ont également fait l'objet de violences, forçant 200 000 Serbes et Tziganes à fuir. En juin 1999 un plan de paix est accepté par Milosevic. Ce plan prévoit le retrait des troupes serbes hors du Kosovo, le déploiement d'une Force Kosovo (Kfor) pour protéger les Albanais du Kosovo qui retrouvent leurs foyers, et la mise en place d'une Mission des nations-unies pour le Kosovo (Minuk) dont le mandat expire en juin 2000⁴⁷⁶. Celle-ci est dirigée par le Français Bernard Kouchner.

473 Sophie Chautard, *op. cit*, p. 42.

474 *Ibid.* p. 42.

475 *Ibid.* p. 43.

476 *Ibid.*



Illustration 16: La Yougoslavie en 1999 (Le Monde diplomatique)

2. Le génocide du Rwanda

2.1. Contexte

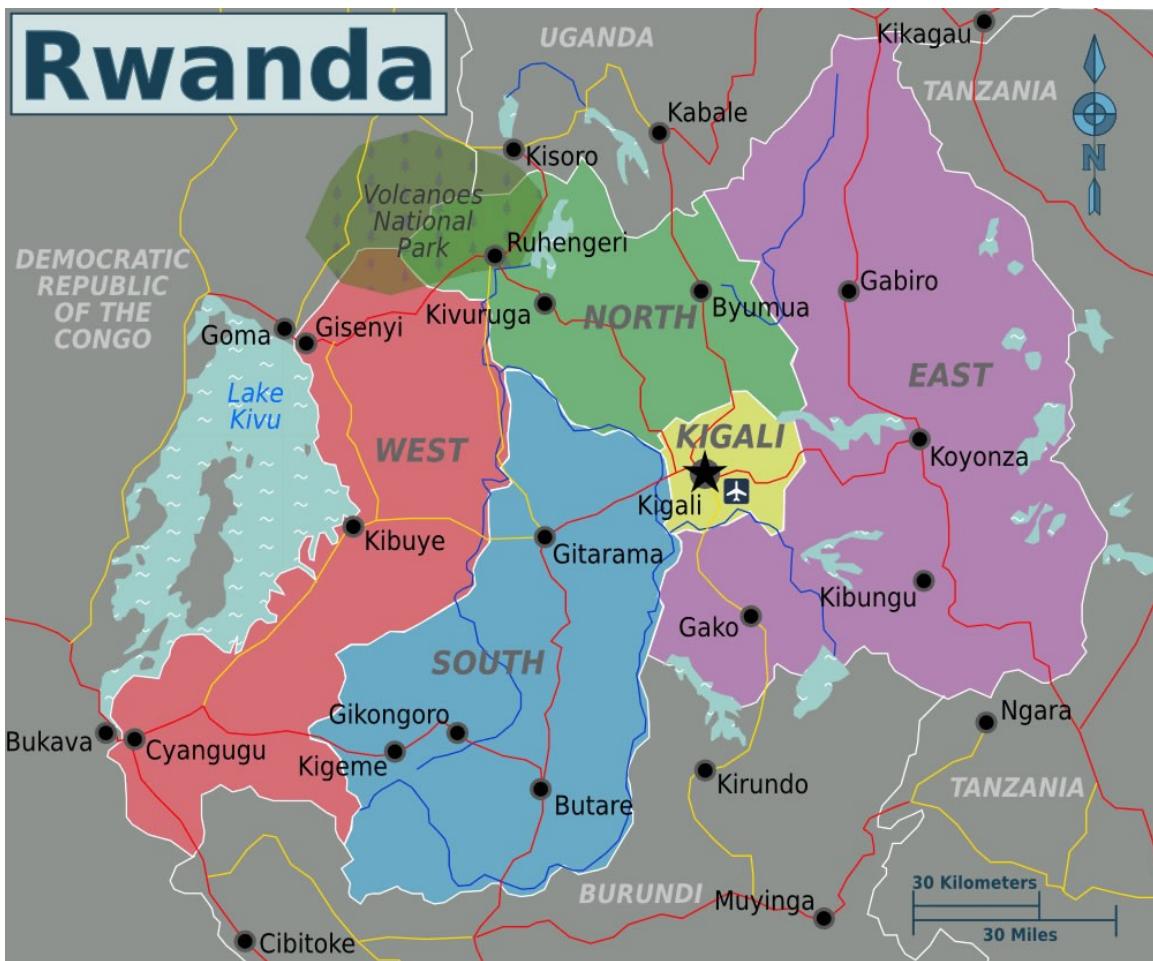


Illustration 17: Carte du Rwanda (*Le Monde diplomatique*)

Le Rwanda est un petit pays d'Afrique centrale d'une superficie de 26 379 km², composé de trois ethnies : les Hutus (84 % de la population), les Tutsis (15%) et les Twa (1%)⁴⁷⁷. Au XI^e siècle, la monarchie tutsie s'impose et se maintiendra jusqu'à l'indépendance du pays (1961). Au xix^e siècle, le pays est intégré dans l'empire colonial allemand suite à la conférence de Berlin (1885)⁴⁷⁸. Celui-ci en fait

477 François BART, Jean-Pierre CHRETIEN, Marcel KABANDA, « RWANDA », *Encyclopaedia Universalis* [en ligne], consulté le 14 mai 2020. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/rwanda/>.

478 *Ibid*

un protectorat. En 1900, les Pères blancs arrivent dans la région et sont autorisés par les autorités à évangéliser les Hutus et les Twa⁴⁷⁹. Cependant, après la défaite allemande lors de la Première Guerre mondiale, le pays passe sous domination belge qui forme la colonie du « Rwanda-Burundi⁴⁸⁰. » Les autorités belges s'appuient sur les Tutsis, guerriers en grande majorité, qui dominent les Hutus essentiellement agriculteurs⁴⁸¹. Entre les deux ethnies se met en place une relation de domination qui durera jusqu'à la fin des années 1950. À la veille de l'indépendance, le système politique n'a pas été modernisé par les autorités coloniales et conserve ses aspects féodaux⁴⁸². La question d'une opposition entre Hutus et Tutsis fait l'objet de nombreuses théories de la part des colons allemands puis belges jusque dans les années 1950. Progressivement, la question se teinta de nationalisme, avec le développement d'une identité hutue s'opposant à l'identité tutsie. Sur la scène politique, cette opposition se traduit par la création de partis politiques : Parmehutu* et Aprosoma*, d'un côté, Unar* et Rader* d'un autre côté⁴⁸³. Dès la Toussaint 1959, des heurts éclatent entre le Parmehutu et l'Unar dans le contexte de la Révolution sociale. Finalement, les Hutus renversent la domination Tutsie au Rwanda. Les tutsis doivent s'exiler dans les pays voisins afin d'échapper aux massacres⁴⁸⁴. Après l'indépendance, la République du Rwanda est proclamée en 1961 et le dirigeant du Parmehutu, Grégoire Kayibanda, en devient le premier président l'année suivante. Sous sa présidence (1962-1973), les Hutus veulent renforcer leur domination sur des Tutsis qui sont accusés de tous les maux du pays. Ces derniers choisissent en grande majorité l'exil pour sauver leur vie⁴⁸⁵. En juillet 1973, le général Juvénal Habyarimana prend le pouvoir à la suite d'un coup d'État. Il met en place un régime à parti unique, où seul le Mouvement Révolutionnaire National pour la Démocratie (MRND) est autorisé. Le général Habyarimana poursuit les mesures discriminatoires de son prédécesseur à

479 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.* p. 285.

480 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 156.

481 *Ibid.*

482 *Ibid.*

483 « RWANDA », *op. cit.*

484 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 156.

485 *Ibid.*

l'encontre des Tutsis, notamment en instituant des quotas dans l'enseignement ou les emplois dans l'administration⁴⁸⁶. Il prend également des mesures en faveur de l'économie, en particulier dans l'agriculture, et s'ouvre politiquement et diplomatiquement, afin d'attirer d'éventuels investisseurs ainsi que des associations humanitaires et religieuses⁴⁸⁷. Cependant, sa politique à l'encontre des Tutsis provoque régulièrement des tensions avec son voisin burundais, à majorité Tutsie. Sur le plan religieux, le régime bénéficie du soutien de l'Église rwandaise locale, notamment incarné par la proximité des évêques du pays avec le pouvoir. Parmi eux, l'archevêque de Kigali, Mgr Vincent Nsengiyumva, fait partie du comité central, jusqu'à ce que Rome lui ordonne de quitter ses responsabilités politiques⁴⁸⁸. À la fin des années 1980, le régime est contesté car accusé de corruption et de favoritisme. En 1990, le pays des Mille-Collines (Rwanda) reçoit la visite du pape Jean-Paul II, qui se félicite des promesses de l'Église rwandaises⁴⁸⁹. Quelques semaines après sa venue, les Tutsis, qui ont servi en Ouganda au sein du Front patriotique rwandais (FPR), profitent de la situation pour tenter de renverser le régime du président Habyarimana⁴⁹⁰. Cependant leur tentative est mise en échec suite à l'intervention de la France, du Congo-Zaïre et de la Belgique. La guerre civile dure jusqu'en 1993 et provoque la mort ou l'exil de milliers de personnes. Dès le mois d'août 1991, l'Église rwandaise sert de médiatrice en vue d'un processus de paix. Ces efforts seront récompensés par la signature des Accords d'Arusha en 1993⁴⁹¹. L'année suivante, le régime du président Habyarimana accepte de s'ouvrir au pluralisme avec la création de plusieurs partis politiques, comme le Mouvement Démocratique Républicain, le Parti Socialiste Démocrate ou encore le Parti Libéral⁴⁹². Cette ouverture politique vise à apaiser les tensions entre le FPR et le gouvernement Habyarimana en faisant davantage participer les Tutsis à la vie de leur pays. Les nouveaux partis forment ainsi un gouvernement de coalition avec le

486 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 157.

487 *Ibid.*, p. 157

488 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 286.

489 *Ibid.*, p. 285.

490 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 157.

491 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 285.

492 « RWANDA », *op. cit.*

MRND mais des affrontements entre les Forces armées rwandaises (FAR) et le FPR se poursuivent dans le nord du pays⁴⁹³. Les tensions sont exacerbées et la création du mouvement *Hutu power* se démarque par son extrémisme et son racisme à l'encontre des Tutsis. Les Hutus se retrouvent divisés entre une frange extrémiste proche du *Hutu Power* et une frange plus modérée condamnant le recours à la violence⁴⁹⁴. Le *Hutu Power* dispose de certains relais afin de diffuser son idéologie à travers le pays. Nous pouvons citer la revue *Kangura* qui propose en décembre 1990, les « Dix commandements du Hutu » : refusent la pratique des mariages mixtes entre Hutus et Tutsis et souhaitent que le système éducatif, à l'instar des FAR, comprennent une majorité de Hutus⁴⁹⁵. La Radio-Télévision des Mille-Collines est créée en 1993 et jouera également un rôle pendant la guerre civile qui éclate l'année suivante, en multipliant les appels au meurtre de Tutsis⁴⁹⁶. C'est dans ce contexte de fortes tensions que le pape Jean-Paul II envoie le cardinal français Roger Etchegaray au Rwanda. Le prélat français est accompagné du père Pietro Parolin (né en 1955), membre de la Section pour les Relations avec les Etats de la Secrétairerie d'État. Sur place, ils sont accueillis par le nouveau nonce apostolique, Mgr Giuseppe Bertello (né en 1942). Celui-ci se montre très utile à l'envoyé du pape en lui permettant d'accéder aux zones sous contrôle des rebelles du FPR, situées près de la frontière ougandaise en dépit des recommandations du gouvernement rwandais⁴⁹⁷. Au cours de sa visite, le cardinal basque s'entretiendra avec le président rwandais et les membres du clergé, notamment l'archevêque de Kigali. Mgr Etchegaray rencontre également les prêtres et les religieux du pays qui sont inquiets des répercussions de la guerre civile sur l'économie et la société⁴⁹⁸. Le cardinal appellera les forces du pays à tout faire pour garantir la paix dans la déclaration qu'il fait avant de repartir à Rome :

Votre guerre est le fruit pourri d'un pays qui, malgré tous ses efforts, n'est pas encore arrivé à former une communauté où la diversité serait acceptée comme une richesse. [...]

493 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 157.

494 « RWANDA », *op. cit.*

495 Florent Piton, *op. cit.*, p. 92.

496 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 289.

497 *Ibid.*, p. 285.

498 *Ibid.* p. 286.

Regardez bien devant vous et non pas en arrière, ne vous attardez pas à remuer la boue et la cendre du passé. Concentrez toutes vos forces pour la paix, c'est votre dernière chance⁴⁹⁹!

En août 1993, le processus de paix est engagé à Arusha, en Tanzanie. Il a pour objectif de renforcer le pluralisme politique en faisant participer le FPR à la vie politique du Rwanda⁵⁰⁰. Le FPR signe les accords qui prévoient de mettre en place des institutions démocratiques et le partage des pouvoirs civils et militaires entre Hutus et les Tutsis. Le *Hutu Power* tente de bloquer la mise en application de ces accords, obtenus sous la pression par les Nations-Unies. En octobre, Les Nations-Unies adoptent la résolution 872. La Mission des Nations-Unies au Rwanda (Minuar) remplace les troupes françaises présentes dans le pays depuis le début des années 1990.

Officiellement, ces troupes ont été envoyées afin de protéger les ressortissants se trouvant dans le pays des Milles-Collines. Elles sont cependant perçues comme un soutien officieux de la France au régime de Juvénal Habyarimana. Alors que les tensions sont exacerbées depuis de longues années, le crash de l'avion présidentiel le 06 avril 1994 met le feu aux poudres. Ce jour-là, alors qu'il se posait sur l'aéroport de Kigali, l'avion transportant M. Habyarimana et son homologue Hutu du Burundi, Cyprien Ntaryamira est abattu. L'attentat aurait été perpétré par des extrémistes de la garde présidentielle rwandaise, sans que les faits n'aient été officiellement établis. Ce drame est l'élément déclencheur d'une guerre civile et ethnique. L'objectif des extrémistes hutus est multiple : supprimer le « problème » tutsi en éliminant tous les éléments de cette minorité ; faire échouer le processus démocratique initié par les accords d'Arusha ; se débarrasser des modérés ; établir une meilleure répartition des ressources du Rwanda parmi la population restante. Ils considèrent notamment que la densité de population (près de 300 habitants par km²) est excessive au regard des ressources du pays⁵⁰¹. Le génocide se déroule entre le 07 avril et le 17 juillet 1994. Il se distingue du génocide arménien ou de le Shoah par le fait que toutes les strates de la population

499 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 286.

500 Sophie Chautard, *op. cit.* p. 157.

501 *Ibid.*, p. 159.

sont concernées. Dans les premières heures qui suivent l'assassinat du général Habyarimana, la Première ministre, Agathe Uwilingiyimana (1953-1994), les membres du gouvernement, les membres de l'opposition parlementaire sont exécutés, empêchant toute réaction face aux premiers massacres⁵⁰². Un gouvernement provisoire se met en place à partir du 09 avril 1994, avec à sa tête MM. Théodore Sindikubwabo (1928-1998) et Jean Kabanda (né en 1955), respectivement Président de la République par intérim et Premier ministre⁵⁰³. C'est lui qui organise et planifie l'entreprise génocidaire. Les FAR, la milice des *Interhamwe* et la garde présidentielle vont mener les combats⁵⁰⁴. Ils vont massacrer les populations tutsies, sans distinction d'âge, à l'aide d'un outil qui va devenir emblématique : la machette⁵⁰⁵. Afin d'empêcher les Tutsis de fuir Kigali, les militaires de la FAR mettent en place des barrages. Cependant, certains réussissent à s'échapper et gagnent les pays voisins comme l'Ouganda ou le Burundi. Les ressortissants étrangers s'empressent de quitter le pays, alors que dix soldats de la Minuar sont tués par les FAR. En définitive, les combats et les massacres feront 500 à 800 000 morts, principalement parmi les Tutsis⁵⁰⁶. Le FPR et les FAR ont ciblé l'Église rwandaise, que ce soit au niveau humain ou matériel. En effet, trois évêques et une centaine de prêtres ont été tués, ainsi que des religieux et des religieuses ; les églises et les cathédrales sont le théâtre d'exécutions à travers tout le pays⁵⁰⁷. Les ondes de la RTLM encouragent ce qu'elles appellent une guerre d'extermination⁵⁰⁸. De son côté, la communauté internationale s'est avérée incapable de protéger les Tutsis. En effet, la Minuar reçoit l'ordre de se replier, laissant derrière elle les réfugiés tutsis. Il faut attendre la mi-mai pour que l'Onu décide d'ordonner le déploiement de 5 500 casques bleus supplémentaires au Rwanda⁵⁰⁹. La France décide de son côté, et en accord avec les Nations Unies,

502 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 158.

503 Florian Piton, *op. cit.*

504 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 158. « *Interhamwe* » signifie littéralement « ceux qui tuent ensemble ».

505 *Ibid.*, p. 158.

506 *Ibid.*

507 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 289.

508 *Ibid.*

509 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 157.

d'intervenir afin de protéger les réfugiés tutsis et hutus⁵¹⁰. Ce sera l'opération Turquoise. En effet, entre le mois de mai et le début du mois de juin 1994, les Tutsis et le FPR se sont ressaisis et la situation tourne à leur avantage⁵¹¹. Dans ce contexte tourmenté, le cardinal Roger Etchegaray revient au pays des Mille-Collines, au retour d'une mission au Burundi déchiré par la violence ethnique, alors que l'opération Turquoise commence⁵¹².

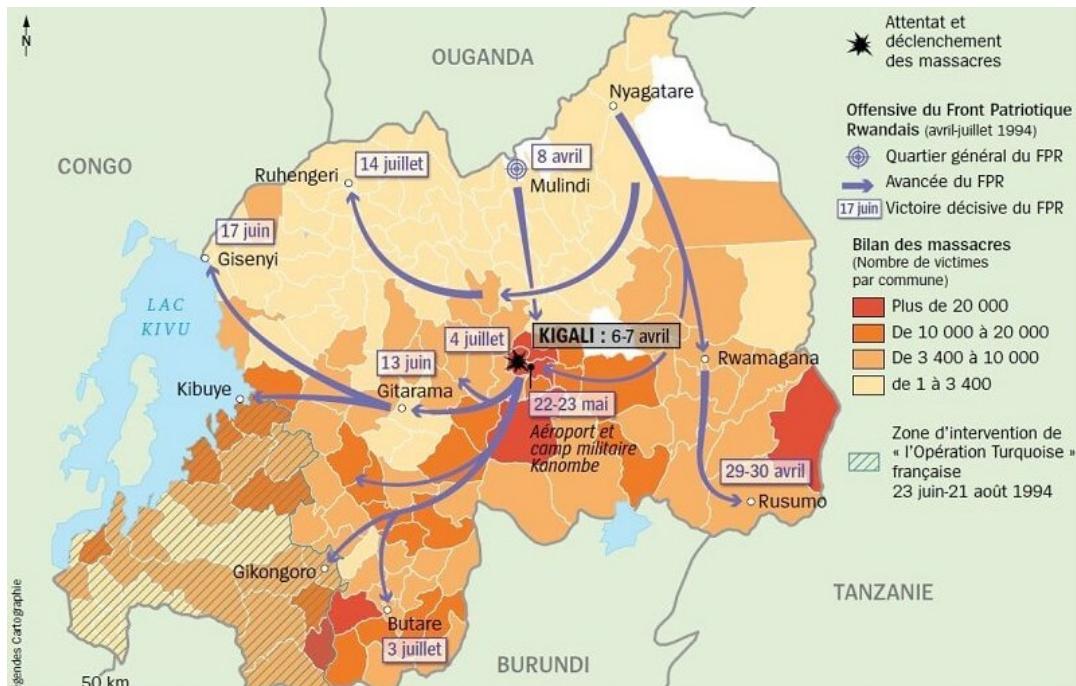


Illustration 18: Génocide du Rwanda (7 avril-17 juillet 1994) (L'Histoire)

510 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 158.

511 *Ibid.*, p. 159.

512 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 291.

2.2. « Le plus grand chemin de croix de ma vie : La mission de paix du cardinal Etchegaray au « pays des Mille-Collines » du 22 au 29 juin 1994.

Quatre jours après l'assassinat de Juvénal Habyarimana et de Cyprien Ntaryamira, le pape Jean-Paul II lance un cri d'alarme sur la situation rwandaise et exhorte les acteurs des deux parties à stopper leurs entreprises de destruction⁵¹³. Dès le 27 avril, il est l'un des premiers à considérer la situation comme un « génocide », du fait de la planification qui entoure les massacres. Entre mai et juin 1994, l'archevêque de Kigali et les évêques de Kagbayi et de Byumba refusent la demande faite par le gouvernement intérimaire rwandais de défendre la position de celui-ci sur la scène internationale. Ensemble, les trois évêques hutus créent une zone de refuge, au sein d'un centre religieux important de Kabgayi, qui accueille notamment une forte population tutsie. Mais, le 05 juin 1994, ils sont tous les trois assassinés et ensevelis à la hâte dans la cathédrale de la ville⁵¹⁴. Le 21 juin 1994, le cardinal français Roger Etchegaray arrive à Bujumbura, la capitale économique du Burundi. Il prend connaissance des dernières évolutions de la situation au pays des Mille Collines. Ensuite, il s'entretient avec les évêques du pays qui craignent de voir se reproduire au Burundi les horreurs du Rwanda et rencontre le représentant de l'Onu qui dirige la Minuar. Enfin, il rencontre les animateurs du *Catholic Relief Services*, une organisation humanitaire membre du réseau Caritas avec lequel le dicastère *Cor Unum* est en relation⁵¹⁵. Il fait ensuite la connaissance de ceux qui l'accompagneront dans son périple au pays des Mille-Collines : le chargé d'affaires de la nonciature, Mgr Pierre Ngûyen Van Tôt (né en 1949), et le père franciscain Vjekoslav Ćurić (1957-1998), qui a organisé le programme de la mission du prélat français⁵¹⁶. Ce franciscain a beaucoup œuvré en faveur des Hutus et des Tutsis, notamment en s'interposant face aux *Interhamwe*. Il sera assassiné en 1998⁵¹⁷.

Lorsque Mgr Etchegaray entre au Rwanda, le pays est désormais coupé en deux : à l'ouest, les territoires encore contrôlés par le gouvernement intérimaire rwandais, lequel

513 « Arrêtez ces tragédies ! Arrêtez ces massacres fratricides ! », s'écrira le pape polonais (Source : Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 289.)

514 *Ibid.*

515 *ibid.*, p. 290.

516 *Ibid.*

517 *Ibid.*

conduit la politique génocidaire sous l'égide du président par intérim Théodore Sindikubwabo et du Premier ministre Jean Kambanda ; à l'est, les territoires passés sous domination du FPR et de son dirigeant, le colonel Paul Kagamé (né en 1957)⁵¹⁸. L'éminence basque a décidé de commencer son périple dans l'ouest du pays. Il arrive donc tout d'abord à Butare, un centre universitaire⁵¹⁹. Ensuite il se rend à Save, qui est considéré comme le berceau du christianisme rwandais. Enfin, il retourne à Butare, où il est reçu par l'évêque du lieu, Mgr Jean-Baptiste Gahamanyi, et ses homologues de Gikongoro et de Cyangugu. Le lendemain, il se rend dans un camp de réfugiés de Gikongoro menacé par la famine avant de se rendre à Kibuyé, où il prie avec un groupe de fidèles dans l'église paroissiale, dans laquelle, quelques temps auparavant, 3000 personnes viennent d'être exécutées⁵²⁰. Il parvient ensuite à Gisenyi, siège du gouvernement Kambanda, où il négocie avec le Président et le Premier ministre le départ de religieux menacés de mort. Il adresse un message au peuple rwandais, avant de prendre la direction des territoires conquis par le FPR :

Peuple rwandais, qui es-tu aujourd'hui ? Je ne te reconnais pas. Peut-être que jusqu'ici tu cachais par pudeur ce qui rendait difficile ta vie commune. Mais maintenant, après avoir atteint le fond de l'horreur, tu ne peux plus rien occulter de ta misère. Pourtant, je viens te dire : ne te décourage pas, retourne ton cœur, profite de cette terrible leçon de ton histoire qui est peut-être ta dernière chance pour comprendre jusqu'où doit aller ta conversion. Et alors, tu te reconnaîtras pour ce que tu es vraiment : un peuple de la fraternité et non de la division, un peuple de la vie et non de la mort. Mais quel long chemin il te reste à faire pour revenir à toi-même, pour revenir à ton Dieu⁵²¹!

Les déplacements du cardinal sont difficiles. Afin de pouvoir visiter l'ensemble du pays des Mille collines, il doit passer par les deux pays voisins, l'Ouganda et le Congo-Zaïre⁵²². En outre, il est parfois nécessaire d'éviter certaines zones en proie aux

518 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 290.

519 La ville connaît plusieurs noms : d'abord Astrida, en hommage à la reine des Belges Astrid, puis Butare après l'indépendance du pays. Enfin, elle est renommée Huye en 2006, même si Butare reste en usage pour désigner la ville. Épargnée au début du génocide, elle est ensuite durement touchée à partir du 21 avril 1994. (Source : « Butare », *Encyclopedia Britannica* [En ligne] URL : <https://www.britannica.com/place/Butare>, consulté le 07 mai 2019)

520 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.* p. 291.

521 *Ibid.*, p. 292.

522 *Ibid.*, p. 290.

massacres, que ce soit dans les régions contrôlées par les FPR, où dans celles récupérées par le FPR⁵²³.

La seconde partie du voyage de Mgr Etchegaray est consacrée à la visite du Rwanda sous contrôle du FPR. Il est accompagné par l'évêque de Kibungo, Mgr Frédéric Rubwejanga. A son arrivée à Byumba, il est reçu par le colonel Paul Kagamé (né en 1957) qui prépare l'attaque de Kigali. Il reconnaît l'implication du FPR dans le meurtre des trois évêques avant de demander à son interlocuteur de transmettre les excuses de son parti au pape⁵²⁴. Le cardinal se rend ensuite à Kabgayi, dont la région a été évacuée par les militaires. Il se rend sur les lieux de l'assassinat de Mgr Vincent Nsengiyumva, Mgr Thaddée Nsengiyumva et de Mgr Joseph Ruzindana, au noviciat des frères Joséphites de Guku, et peut reconstituer, grâce à un jeune prêtre survivant, le martyr de ceux qui avaient reçu l'envoyé du pape dans leur diocèse en 1993⁵²⁵. Mgr Etchegaray se rend ensuite à la cathédrale de Kagbayi. Il prie sur la tombe des évêques martyrs puis célèbre une messe de funérailles à leur intention, entouré par l'évêque de Kibungo, de quelques prêtres et de fidèles⁵²⁶. Il lance ensuite un appel en faveur du retour de la paix au Rwanda :

Chaque Rwandais est appelé à faire la paix. J'adjure tous les responsables politiques et militaires de se retrouver pour fixer le cessez-le-feu et le tenir coûte que coûte. Aucune raison ne saurait être mise en avant pour attendre. Après tant de massacres, jusque dans les églises devenues des abattoirs d'innocents, après tant de démolitions de vos maisons, de vos écoles, de vos centres sociaux, c'est encore plus votre cœur qui a été blessé, votre esprit qui a été faussé. Il vous faut une sacré dose de pardon. Quelle que soit la faute de l'autre, que chacun fasse le premier pas vers lui, conscient de sa propre faute⁵²⁷.

En faisant cette déclaration, Mgr Etchegaray appelle le Rwanda à prendre le chemin de la réconciliation. Il admet que ce chemin sera difficile et qu'il faudra que chacun reconnaisse sa part de responsabilité, tout en acceptant celle de l'autre, afin que la paix soit gagnée. Il partage les conditions de vie des quelques habitants de la région, puisqu'il passe la nuit dans une maison en ruine, sans portes ni eau ou électricité, sous la protection

523 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 291 et p. 293.

524 *Ibid.*, pp. 292-293.

525 *Ibid.*

526 *Le Monde* du 08 juillet 1994, p. 3 : « La visite au Rwanda du cardinal Etchegaray ». Le cardinal y fait également allusion dans ses Mémoires (*J'ai senti battre le cœur du monde*, *Ibid.* p. 293).

527 *Ibid.*

de soldats du FPR⁵²⁸. Repartant en direction de Bujumbura, le président de Justice et Paix doit éviter une nouvelle zone d'affrontement entre Hutus et Tutsi, dernière expérience de ce que l'éminence basque considère comme « le plus grand chemin de croix de sa vie⁵²⁹ .»

2.3. Après le génocide : un long chemin vers le pardon et la réconciliation

La mission de l'éminence basque prend fin le 1^{er} juillet 1994, quelques jours avant la prise de Kigali par les forces du FPR⁵³⁰. Les derniers combats ne cessent cependant qu'avec la prise de Gisenyi, dernière ville détenue par un gouvernement intérimaire aux abois, le 17 juillet⁵³¹. Le 06 juillet 1994, Faustin Twagiramungu, un Hutu modéré, accepte de former un gouvernement d'Union nationale⁵³². Pasteur Bizimungu devient Président de la République rwandaise, tandis que le colonel Kagamé est Vice-président et ministre de la Défense⁵³³. Après la démission de M. Bizimungu en 2000, M. Kagamé est élu président de la République rwandaise. Le processus de pacification et de démocratisation du pays est rapidement un échec : le FPR refuse de partager le pouvoir avec les Hutus, lesquels étaient animés d'un esprit de revanche. M. Kagamé continue de les discriminer et refuse la création de partis d'opposition. En agissant ainsi, le président rwandais risque de voir les Hutus modérés rejoindre les extrémistes. Sur le plan de la politique nationale, des mesures doivent être prises pour régler certains problèmes découlant de la fin de la guerre civile. Tout d'abord, le nombre des réfugiés rend difficile leur rapatriement. Ainsi, les réfugiés hutus ne seront de retour au Rwanda qu'à partir de 1996⁵³⁴. Ensuite, on dénombre des centaines de milliers de victimes, en partie du fait de la poursuite des massacres inter-ethniques au Burundi et au Congo-Zaïre. Les réfugiés hutus ont en effet continué à opérer depuis ces pays. Une campagne militaire est décidée par le président Laurent Kabil (1939-2001), président du Congo-Zaïre, contre les réfugiés hutus présents dans son pays. Cette campagne est menée par les forces

528 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.* p. 293

529 *Ibid.*, p. 293.

530 *Le Monde* du 08 juillet 1994, *op. cit.*

531 Florent Piton, *op. cit.*, p. 173.

532 *Le Monde* du 8 juillet 1994, *op. cit.*

533 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 159.

534 *Ibid.*, p. 159.

militaires du pays, appuyées par des troupes venues du Rwanda. Le bilan se chiffre à près de 200 000 morts parmi les hutus. Les troupes du FPR s'installent au Congo-Zaïre, afin de détruire les dernières bases hutues, ce qui provoque des tensions entre les présidents rwandais et zaïrois, MM. Kabila et Kagamé. Sur le plan judiciaire, une commission d'enquête se met en place au mois de juillet 1994. De son côté, le Conseil de Sécurité de l'Onu, après les conclusions d'un rapport du Haut-Commissariat des Nations-unies pour les Droits de l'Homme, décide, en novembre 1994, la création d'un tribunal international pour le Rwanda⁵³⁵. Ce tribunal a vocation à juger les responsables du génocide et des crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre. En l'espace de 14 ans (1994-2008), trente personnes passent en jugement⁵³⁶. De son côté, le Rwanda a recours aux tribunaux *gacaca*, qui sont les voies traditionnelles de la résolution des conflits dans la culture rwandaise. Ces tribunaux permettent non seulement l'identification des victimes et des coupables mais aussi l'instauration d'un nouveau dialogue⁵³⁷. De son côté, après sa mission au Rwanda, le cardinal Etchegaray est envoyé au Burundi voisin, également en proie à la guerre civile et aux massacres interethniques⁵³⁸. Il reviendra ensuite au Rwanda du 06 au 10 février 2001, à l'occasion de la clôture du centenaire de l'évangélisation du pays. Il se rend sur le site du mémorial du génocide à Nyatama, au sud-est du Rwanda. Il y laisse le message suivant : « On ne peut bien voir qu'avec des yeux qui ont pleuré. Que ce mémorial aide tout le peuple rwandais à comprendre le sens de la fraternité humaine et le non-sens de sa négation. Que la force de l'Évangile aide à croire que le pardon deviendra plus contagieux que le mal ». Dans l'homélie qu'il prononce au Stade Amohoro à Kigali, Mgr Etchegaray reprend le thème de la « purification de la mémoire », mis en avant par le Jubilé de l'an 2000, par ces mots :

On n'écarte pas d'un revers de la main, comme pour un moustique, le bourdonnement d'un génocide. Cette mémoire est conforme aux exigences de la justice et on ne peut s'en

535 « RWANDA », *op. cit.*

536 *Ibid.*

537 *Ibid.*

538 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, pp. 293-294.

passer ; mais elle ne saurait cependant devenir ruminante, obsédante, nul ne peut rester prisonnier de son passé, si lourd soit-il. Chacun a besoin d'une sacrée dose de pardon, d'un pardon à recevoir et à donner⁵³⁹.

Avant de repartir à Rome, le cardinal basque se félicite de l'avancée du Rwanda sur le chemin de la paix :

Peuple rwandais, je savais que tes plaies étaient profondes mais par ta foi, tu es en train de les transformer en sources nouvelles. [...]Regarde droit devant toi avec les yeux de tous ces jeunes pour lesquels et avec lesquels tu dois bâtir un Rwanda nouveau. Que de belles choses sur toi je vais raconter à Jean-Paul II⁵⁴⁰.

539 Roger cardinal Etchegaray, *op. cit*, p. 296.

540 *Ibid*, p.297.

III. La Terre Sainte ensanglantée

1. « Liban, tu ne mourras pas ! »

1.1. Contexte

1.1.1. Le Liban, des origines à l'indépendance



Illustration 19: Le Liban (Le Monde diplomatique)

À l'origine, le Liban fait partie de l'espace appelé « Croissant fertile », une région qui s'étend de l'Iran et l'Irak à l'Égypte, où l'agriculture est favorable⁵⁴¹. Le pays est dominé par la montagne, le Mont-Liban, qui s'étend sur près de soixante-dix kilomètres depuis la ville de Tripoli, au nord, jusqu'à celle de Saïda, au sud⁵⁴². A l'est, la plaine de la Bekaa est enserrée entre le Mont-Liban et la chaîne de l'anti-Liban, parallèle au Mont-Liban, culminant à 2 814 m et formant la frontière commune avec la Syrie. A l'ouest, la côte est fortement urbanisée avec les villes de Tyr, Beyrouth, Byblos ou Sidon. Le terme « Liban », a souvent permis de désigner la montagne avant de devenir le nom de l'Etat moderne. Il vient du mot arabe *Leban*, qui signifie « lait », en référence aux cimes enneigées du Mont-Liban⁵⁴³. Cela représente une particularité dans une région désertique. Sur les flancs du Mont-Liban a longtemps poussé un arbre réputé pour sa solidité et qui deviendra un symbole du pays : le cèdre.

Les Phéniciens sont le premier peuple dans la région du Mont-Liban pendant l'Antiquité. Le pays est situé dans une région qui attire les convoitises des différents conquérants⁵⁴⁴. Ainsi, aux Assyriens succèdent l'Empire babylonien qui est à son tour remplacé par les Perses. Puis, Rome prend l'ascendant dans la région au détriment de l'Égypte. Par la suite à l'exception de la période des Croisades (1099-1291), la région est sous domination du monde arabo-musulman. En 1516, Istanbul accorde une relative autonomie au Mont-Liban⁵⁴⁵. Celle-ci s'exprime par la domination des Seigneurs de la Montagne, d'abord avec la dynastie des Mann puis celle des Chéhab, qui jettent les bases du Liban moderne. À partir des années 1860, les Druzes lancent des attaques contre les villes et villages chrétiens maronites et contre les lieux de culte. Dans un premier temps dans la région du Chouf, au sud-est de Beyrouth, puis dans un second temps dans la région de la Bekaa⁵⁴⁶. La Suisse de l'Orient se trouve alors au centre des convoitises occidentales. Le Royaume-Uni

541 Marie-Ange Lecerf, *Comprendre le Liban*, Kartala, 1988, p. 17.

542 Xavier Baron, *Histoire du Liban des origines à nos jours*, « Texto », Tallandier, 2019, p. 13.

543 *Ibid.*, p. 13.

544 *Ibid.*, pp. 15-16.

545 *Ibid.*, pp. 33-73.

546 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 22.

souhaite maintenir un accès vers son empire des Indes et développe sa diplomatie dans la région dans ce but. La France, pour sa part, a eu des liens culturels et commerciaux avec le Mont-Liban, exploitant notamment dans ses ateliers de Lyon le coton du Liban tout en installant écoles et imprimeries grâce aux missionnaires présents dans la région. La Russie souhaite protéger les communautés orthodoxes locales alors que l'Empire ottoman laisse les exactions se dérouler sans intervenir⁵⁴⁷. En 1861, un protocole est signé entre les trois premiers États cités, auxquels s'ajoutent l'Autriche et la Prusse, décidant la mise en place d'une intervention française pour rétablir l'ordre. Une région chrétienne autonome, la Moutassarifia, voit le jour au Mont-Liban. Cette région est dirigée par un citoyen de l'empire ottoman, le *moutassaref*, qui est un chrétien catholique. Ce mode de gouvernement rassemble également les autres communautés religieuses, en fonction de leur importance. C'est la première tentative de gouvernement dominé par les chrétiens et accordant une représentation aux minorités, dans une région à dominante musulmane⁵⁴⁸. La Sublime Porte reprend cependant l'administration directe de la région à la veille de la Première Guerre mondiale⁵⁴⁹. Au cours de celle-ci, les accords secrets Sykes-Picot (1916) prévoient le partage du Moyen-Orient entre Londres et Paris, la première soutenant la révolte des tribus arabes contre le pouvoir d'Istanbul depuis 1915⁵⁵⁰.

547 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 23.

548 *Ibid.*

549 Xavier Baron, *op. cit.*, p. 119.

550 *Ibid.*, p. 129.



Illustration 20: Accords Sykes-Picot, 1916 (*l'Histoire*)

Par le traité de San Remo (avril 1920), la Société des Nations attribue au Royaume-Uni un mandat sur la Palestine et l'Irak ; dans le même temps, la France reçoit un mandat sur la Syrie et le Mont-Liban⁵⁵¹.

551 Marie-Ange Lecerf, *op. cit*, p. 23.

Ces attributions sont confirmées par le traité de Sèvres d'août 1920. A terme, les deux puissances doivent conduire ces pays vers l'indépendance, ce qui est chose faite pour l'Irak dans les années 1930 et en 1948 pour la Palestine. De son côté, la France crée l'État du Grand Liban en ajoutant à la Montagne, la zone côtière, la Bekaa et les régions du sud, en majorité chiites⁵⁵². La France donne une Constitution au nouvel État en 1926 mais il faut attendre 1943 pour que la tutelle française soit levée⁵⁵³.



Illustration 21: Traité de San Remo, avril 1920 (L'Histoire)

552 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 25.

553 Xavier Baron, *op. cit.*, p. 169.

Le nouvel État est une mosaïque de communautés religieuses, dont les plus importantes sont les chrétiens maronites, les musulmans chiites et les Druzes⁵⁵⁴. Les premiers cités trouvent refuge dans la Montagne, afin d'échapper aux répressions byzantines. Ils y sont rejoints non seulement par les Eglises melkite, latine et syriaque, mais aussi par les Eglises copte, arménienne et nestorienne sans oublier les Eglises protestantes qui s'installent à partir du xix^e siècle dans la région⁵⁵⁵. Ainsi, selon le recensement de 1932, les chrétiens représentent 52% de la population. De leur côté, les communautés musulmanes sont présentes dans la plaine de la Bekaa, proche de la Syrie, et dans le sud du pays. Les sunnites représentent 22% de la population libanaise, les chiites 19% et incarnent une classe pauvre et laissée pour compte⁵⁵⁶. Enfin, les Druzes trouvent également refuge au Mont-Liban. Il s'agit d'une secte qui pratique un islam déviant, à l'instar de la Syrie voisine. En effet, ils considèrent que le calife Al-Hakim doit réapparaître mille ans après sa disparition ; leur croyance s'appuie sur *Les livres de la Sagesse*, et non sur le Coran. Ce texte sacré bénéficie des influences de la philosophie grecque, du judaïsme, de l'hindouisme et du christianisme. Il reprend également des règles fondamentales du sunnisme, comme le jeûne ou le pèlerinage à La Mecque. Les Druzes représentent 5,6% de la population libanaise, selon le recensement de 1932⁵⁵⁷.

554 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 28

555 *Ibid.*

556 *Ibid.*, p. 30.

557 Xavier Baron, *op. cit.*, pp. 28-29.

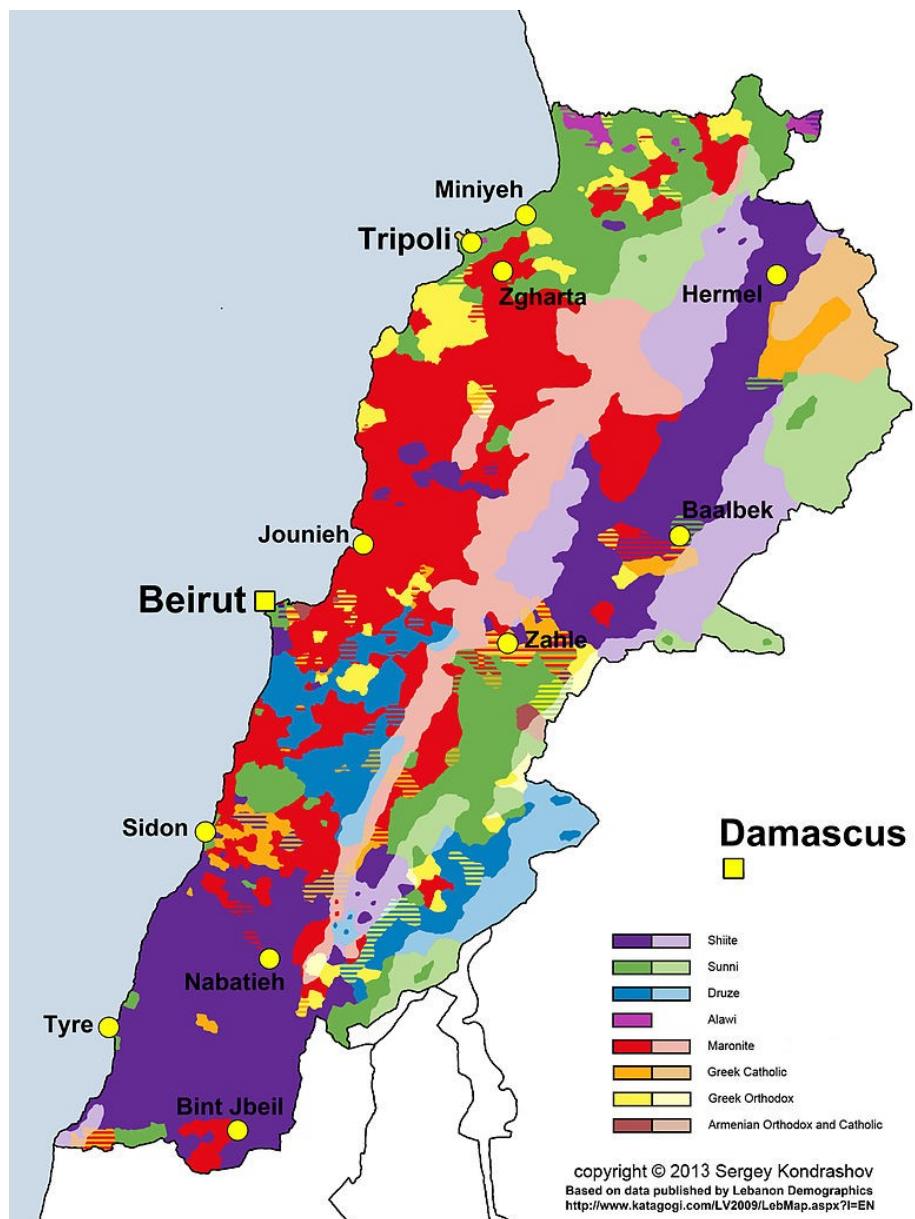


Illustration 22: Répartition religieuse au Liban

1.1.2. Le Liban, de l'indépendance à la guerre civile (1943-1975)

A la faveur de l'affaiblissement français, consécutif de la défaite de juin 1940 et de l'affrontement entre la France libre et la France de Vichy, le Liban accède à l'indépendance. Proclamée en 1941 par le général Georges Catroux (1877-1969), elle devient officielle en 1943⁵⁵⁸. En effet, malgré sa réticence, la France admet le fait que le maintien de son mandat au Levant n'est plus adapté à la nouvelle réalité régionale et internationale. Afin de réussir à maintenir l'unité du pays, un chrétien maronite, Béchara el-Khoury (1890-1964), et un sunnite, Riad el-Solh (1894-1951), s'entendent sur un compromis. Il prend le nom de Pacte national et vient en complément de la Constitution. Cet accord est particulier puisqu'il n'en existe aucune trace écrite et qu'il demeure seulement verbal⁵⁵⁹. Il prévoit non seulement l'indépendance du pays vis à vis de l'Occident mais aussi vis à vis du monde arabe. De plus, il définit le partage des responsabilités entre les différentes communautés⁵⁶⁰ :

- Le président de la République libanaise est un chrétien maronite
- Le président du Conseil des ministres est un musulman sunnite
- Le président de la Chambre des Députés est musulman chiite ; ses vice-présidents sont grecs orthodoxes et grecs.
- Le commandant en chef de l'armée libanaise est un chrétien maronite ; son chef d'État-major est druze

Néanmoins, le Pacte national n'est pas exempt de critiques : tout d'abord, il apparaît aux autres communautés comme un accord entre les maronites et les sunnites, dont elles sont exclues. Ensuite, les druzes, pourtant l'une des communautés fondatrices du Liban, n'a aucune haute responsabilité. Enfin, c'est un système figé, puisqu'il s'appuie sur le recensement de 1932 pour justifier la répartition des pouvoirs. Or, depuis ce recensement,

558 Xavier Baron, *Histoire du Liban*, op. cit. p. 235.

559 *ibid*, p. 239.

560 *ibid*, pp. 241.

aucune mesure n'est prise pour l'adapter aux nouvelles donnes démographiques⁵⁶¹. Le journaliste Georges Naccache (1904-1972) fait le constat suivant :

Ni Occident, ni arabisation : c'est sur un double refus que la chrétienté et l'Islam ont conclu leur alliance. Quelle sorte d'unité peut être tirée d'une telle formule ? Ce qu'une moitié des Libanais ne veut pas, on le voit très bien. Ce que ne veut pas l'autre moitié, on le voit également très bien. Mais ce que les deux moitiés veulent en commun, c'est ce qu'on ne voit pas. [...] le Liban, par peur d'être simplement ce qu'il est, et à force de ne vouloir être ni ceci ni cela, s'aperçoit qu'il risque de n'être plus rien du tout⁵⁶².

Ce constat s'avérera fondé dans les années 1970, lorsqu'éclatera la guerre civile libanaise. La rupture avec la France se fait dans la douleur et la tension entre 1943 et 1945, alors que le pays du Cèdre commence à mettre en place ses institutions et ses symboles. La France quitte officiellement la Suisse de l'Orient en 1946. Au printemps 1945, le Liban est, avec la Syrie, l'Égypte, l'Irak, le Liban, la Transjordanie, l'Arabie saoudite et le Yémen, un membre fondateur de la Ligue des États arabes. Celle-ci prévoit que les relations entre États arabes s'appuient sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté de chaque État membre et interdit à ceux-ci de porter préjudice à la politique de la Ligue ou celle d'un État membre dans la conduite de sa politique étrangère⁵⁶³. Le Liban est également, en avril, de la même année, un des cinquante membres fondateurs de l'Onu. La fin des années 1940, apporte une nouvelle donne régionale avec le déclenchement de la première guerre israélo-arabe.

C'est l'étape finale d'une concurrence entre deux revendications antagonistes : Le sionisme et le nationalisme arabe. Le sionisme s'est développé dans l'Europe de l'Est, où les populations juives de Pologne et de Russie sont victimes de pogroms, à la fin du XIX^e siècle. Avec le développement des nations, les sionistes souhaitent un territoire et la mise en place d'un État moderne juif. Ils rachètent des terres en Palestine, considérée dans la Bible hébraïque comme la terre promise, puis commencent à faire leur *aliyah*, c'est à dire leur retour. Leur implantation est rapide puisqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, on estime qu'il y a 700 000 habitants en Palestine, dont 80 000 juifs. En 1948,

561 Xavier Baron, *Histoire du Liban*, *op. cit.*, p. 242.

562 Georges Naccache, *Un rêve libanais (1943-1972)*, Editions FMA, 1983, p. 52-58.

563 Xavier Baron, *op. cit.*, p. 267.

il y a 1 500 000 Palestiniens et 650 000 juifs immigrés. Après la fin de la Grande Guerre, la Grande-Bretagne apporte son soutien à la cause sioniste, en particulier par la déclaration Balfour, qui propose la création d'un foyer national juif, sous réserve que celle-ci n'aille pas à l'encontre des droits des populations locales⁵⁶⁴. De l'autre côté, le nationalisme arabe se développe également à la fin du XIX^e siècle mais il faut attendre la fin de l'empire ottoman pour qu'il émerge réellement. Il s'exprime notamment à travers la révolte des tribus arabes à partir de 1915 et a pour finalité la mise en place d'un Etat indépendant. Cependant, face à la nouvelle donne régionale mis en place par la Grande-Bretagne et la France, le nationalisme arabe est contraint de se redéfinir autour de trois grands axes :

- l'unité de langue, de religion et des régions regroupées dans un Etat unique.
- La liberté, autrement faire cesser le colonialisme occidental.
- Les valeurs de justice et d'humanisme du socialisme⁵⁶⁵.

En 1947, la Grande-Bretagne décide de quitter la Palestine. L'Onu et les grandes puissances décident de régler la question palestinienne, notamment avec la résolution 181, qui prévoit la création d'un État juif et d'un État palestinien⁵⁶⁶. Le Liban vote contre, au motif que le plan accorde 54 % du territoire aux juifs alors que ceux-ci ne représentent que 30 % de la population palestinienne⁵⁶⁷. La situation s'envenime, alors qu'Arabes et Juifs s'affrontent. En réaction, les pays arabes s'unissent pour soutenir les Palestiniens contre Israël. Au sommet de l'État libanais, le président du Conseil Riad el Solh souhaite une attaque contre la Galilée, alors que le nouveau commandant en chef, Fouad Chéhab (1902-1973), se montre plus prudent et plus mesuré⁵⁶⁸. En effet, l'armée libanaise est majoritairement maronite et le général Chéhab craint une division interne en cas d'attaque contre Israël du fait de relations cordiales établies entre les sionistes et les maronites depuis de

564 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 40.

565 *Ibid.*, p. 42.

566 *Ibid.*.

567 Xavier Baron, *op. cit.* p. 273.

568 *Ibid.*, p. 274.

nombreuses années⁵⁶⁹. Ainsi, les militaires libanais se voient assignés à la défense de la frontière avec Israël et le pays du Cèdre sert de base logistique pour ses alliés arabes. Son seul succès est la prise du village d’al-Malikiya au début du mois de juin 1948⁵⁷⁰. La première guerre israélo-arabe se solde par une victoire totale d’Israël et un exil forcé des Palestiniens arabes au Liban, en Syrie ou en Jordanie. Le Liban accueille les Palestiniens car le pays, à l’instar de la Jordanie, doit faire ses preuves aux yeux du monde arabe⁵⁷¹. Cela leur permet donc de prouver la bonne foi du peuple libanais vis à vis de la cause palestinienne. Cependant, la présence palestinienne va venir déséquilibrer l’unité libanaise. En effet, partagées entre accueil des Palestiniens et volonté de faire respecter l’ordre, les autorités libanaises laissent se développer la résistance palestinienne qui mène ses actions contre le territoire israélien.

Dans les années 1950, les relations entre le Liban et l’Egypte se tendent. En effet, le président libanais, Camille Chamoun (1900-1987), adopte une position de neutralité alors que le nouveau président égyptien, Gamal Abdel Nasser (1918-1970), se présente comme le défenseur du nationalisme arabe et le leader de l’opposition à l’Occident. Le développement de la doctrine Eisenhower, auquel le Liban se rallie, renforce la tension avec le Caire jusqu’à la rupture qui intervient avec l’affaire de la République arabe unie (RAU). En 1958, une union politique est signée entre la Syrie et l’Egypte. Au Liban, les musulmans libanais rejettent l’idée d’un Liban occidentalisé et demandent le rattachement de la Suisse de l’Orient à la RAU. À l’inverse, les chrétiens considèrent que les velléités musulmanes vont à l’encontre du Pacte national, et refusent⁵⁷². La situation régionale influe sur la situation interne libanaise, puisque les tensions autour d’un éventuel second mandat de Camille Chamoun débouchent sur une insurrection qui fait perdre le contrôle de la moitié du pays au gouvernement⁵⁷³. La situation est résolue en juillet 1958, après

569 Xavier Baron, *op. cit.*, p. 275.

570 *Ibid.*, p. 276

571 Boutros Boutros-Ghali, Shimon Peres, *60 ans de conflit israélo-arabe. Témoignages pour l’Histoire. Entretiens croisés avec André Versaille*, « Questions à l’Histoire » Editions Complexes, 2006, p. 218.

572 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 45.

573 Xavier Baron, *op. cit.*, p. 307.

le débarquement de troupes américaines à la demande de M. Chamoun. Afin de ramener l'ordre et d'apaiser les tensions, il est envisagé d'organiser des élections présidentielles, Camille Chamoun faisant désormais l'unanimité contre lui⁵⁷⁴. C'est le général Fouad Chéhab qui est élu à la fin du mois, son attachement à isoler l'armée des combats et ses efforts en faveur d'un rassemblement des Libanais lui ralliant l'opinion publique. Dès le début de son mandat, il va apaiser les tensions avec le président Nasser et moderniser la société libanaise⁵⁷⁵. Son mandat s'achève en 1964 et Charles Hélou (1913-2001) lui succède à la tête de l'État libanais de 1964 à 1970. Sous son mandat, la question palestinienne va venir diviser les Libanais. Tout commence lors du sommet d'Alexandrie, en septembre 1964. Les Etats arabes, y compris le Liban, reconnaissent l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) comme seule organisation à parler au nom du peuple palestinien⁵⁷⁶. Après le désastre de la guerre des Six-Jours, le sentiment national palestinien s'émancipe de la tutelle arabe, qui s'est montrée incapable de défendre ses intérêts.

En 1970, la Jordanie décide de chasser les combattants palestiniens présents sur son sol afin de mettre un terme aux tentatives de déstabilisation de l'Organisation de Libération de la Palestine, menée par Yasser Arafat. Cet événement demeure connu sous le nom de Septembre noir, où les Palestiniens sont massacrés par les troupes du royaume hachémite. Ceux qui parviennent à s'échapper se réfugient au Liban. Ils profitent de la faiblesse de l'État libanais, dont les divisions minent sa capacité de résistance, à l'inverse d'un Etat centralisé fort, tel que la Syrie, l'Irak ou l'Egypte⁵⁷⁷. Avec les accords du Caire (1969), le Liban accorde aux Palestiniens des installations que ceux-ci utiliseront, afin de mener des actions contre Israël⁵⁷⁸. L'OLP prend de plus en plus d'importance au Liban, au point de former un état dans l'état, que les acteurs régionaux surnommeront *Fatahland*, du nom de la principale organisation de résistance palestinienne. Les

574 Xavier Baron, p. 310.

575 *Ibid.*, p. 318.

576 *Ibid.*, p. 336.

577 Boutros Boutros-Ghali, Shimon Peres, *op. cit.*, p. 217.

578 Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté, 1956-2012. Tome I, « Folio Histoire »*, Gallimard, 2012, p. 485.

affrontements entre Israéliens et Palestiniens conduisent une partie de la population musulmane chiite à trouver refuge autour de Beyrouth, où ils sont récupérés politiquement par la gauche libanaise, en particulier le parti communiste⁵⁷⁹. Le gouvernement libanais se montre réticent à lutter contre elle et les offensives de l'armée libanaise se soldent par des échecs⁵⁸⁰. La question palestinienne suscite des débats qui paralysent politiquement le pays. Bientôt, la crise sociale vient s'ajouter à l'instabilité politique. En effet, l'exode rural conduit à l'augmentation de la population de Beyrouth, qui ne peut garantir l'accès à l'emploi. Enfin, le Liban est confronté à une crise économique majeure depuis 1966 et la faillite d'une des principales banques du pays⁵⁸¹. Pour résumer, en avril 1975, le Liban est le théâtre des affrontements entre Israéliens et Palestiniens mais aussi d'accrochages récurrents entre les milices chrétiennes, l'armée libanaise et Palestiniens⁵⁸². Il traverse également une crise à la fois politique, économique et sociale. La situation est explosive et une étincelle suffira à faire dégénérer la situation.

1.1.3. Le Liban, entre guerre civile et influences étrangères (1975-1985)

Le 13 avril 1975, un autobus de combattants palestiniens est la cible de tirs venant de miliciens phalangistes. L'embuscade ne laisse aucun survivant⁵⁸³. En réaction, des violences éclatent dans la capitale, alors que les partis de gauche, à l'initiative de Kamal Jumblatt (1917-1977), demandent la dissolution des Kataëb et l'exclusion de ses membres du gouvernement. Ce conflit va venir handicaper la nation libanaise, détruire son économie et fragiliser l'État mais surtout provoquer la mort de près de 25 000 personnes. Le camp chrétien se rassemble autour du président Frangieh (1910-1992). On compte notamment le parti Phalangiste, dirigé par Pierre Gemayel (1905-1984) et le Parti national libéral de l'ancien président de la République Camille Chamoun. Chaque parti dispose de sa propre milice et la coalition prend le nom de Front libanais, soutenu par la milice des Forces

579 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, pp. 50-51.

580 David Hirst, *Une histoire du Liban, 1860-2009*, « Tempus », Perrin, 2016, p. 152-153.

581 Xavier Baron, *op. cit.* p. 339.

582 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 51.

583 David Hirst, *op. cit.*, p. 157.

libanaises. Elle considère que la présence palestinienne au Liban forme un état dans l'état qui provoque les ripostes israéliennes contre le pays du Cèdre. De plus, un conflit armé irait à l'encontre des intérêts des classes aisées, chrétiennes et musulmanes⁵⁸⁴. De son côté, le camp musulman demande l'actualisation des institutions, afin de lui accorder davantage de responsabilité dans les affaires libanaises. Il veut également l'annulation du Pacte national qui maintient, selon lui, les structures confessionnelles dans une vision conservatrice. Cette coalition rassemble l'OLP de Yasser Arafat, les Mirabitoun d'Ibrahim Koleilat (1940) et le Parti socialiste progressiste de Kamal Joumblatt. S'y ajoute le parti communiste libanais, le parti socialiste national syrien et le parti Ba'ath syrien⁵⁸⁵. Walid Joumblatt (1949) succède à son père à la tête du PSP et prend la tête du mouvement national libanais suite à l'assassinat de celui-ci⁵⁸⁶.

Nous devons cependant apporter une nuance en soulignant deux aspects. Non seulement, les deux coalitions ne bénéficient pas du soutien unanime des chrétiens ou des musulmans, à l'instar du président de la République, Sleiman Frangieh, ou de l'exilé Raymond Eddé (1913-2000)⁵⁸⁷, mais elles connaissent aussi des manœuvres de certains membres en vue d'un renouvellement des élites. Dans le camp maronite, le parti phalangiste s'illustre en excluant d'anciens dirigeants du pays, en menant des opérations contre la famille Frangieh et la famille Chamoun. En face, la milice Amal s'emploie à priver les grandes familles chiites de leurs responsabilités communautaires et étatiques tout en affichant son opposition à la militarisation des Kataëb⁵⁸⁸.

Le conflit libanais fait intervenir des acteurs nationaux, nous l'avons vu, mais il fait également intervenir des acteurs régionaux et internationaux. Les chrétiens et les musulmans se divisent à propos de leur vision du Liban : les premiers souhaitent l'équilibre du pays. Celui-ci passe par le Pacte national, afin de garantir leur existence dans une région majoritairement musulmane, et par un rejet

584 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 52.

585 *Ibid.*, p. 52.

586 *Ibid.*, p. 53.

587 Xavier Baron, *op. cit.*, p. 338.

588 Georges Corm, *op. cit.*, p. 480-481.

des accords du Caire, qui ont permis les débordements palestiniens⁵⁸⁹ ; les seconds appellent de leurs vœux une transformation de la société libanaise et veulent une unité arabe, qui passe par un rapprochement avec la Syrie et une participation à la défense de la cause palestinienne⁵⁹⁰. Dans les années 1980, le parti Phalangiste bénéficie du soutien israélien et prend l'ascendant comme l'illustre le parcours de Bachir Gémayel (1947-1982). Celui-ci promet la restauration de l'État libanais en le débarrassant de la corruption et en délaissant l'origine familiale et confessionnelle au profit de la compétence. Il met également en place une armée et une diplomatie ayant vocation à lui faire gagner le respect des autres états, ce qui avait fait cruellement défaut au début de la guerre. Le fils de Pierre Gemayel gagne une respectabilité qui estompe l'image partisane et sanguinaire qu'il s'était forgé jusqu'alors. Il renforce son aura en tenant tête à Israël en refusant la signature d'un traité de paix sous la pression. Sa disparition brutale, dans un attentat à la dynamite, provoque une union nationale des Libanais que ne parvient pas à remettre en cause Israël, notamment lors des massacres de Sabra et Chatila en septembre 1982. La mainmise des Phalangistes sur le pouvoir est confirmée par le choix unanime du Parlement en faveur du second fils de Pierre Gemayel, Amine, afin de remplacer le défunt⁵⁹¹.

Deux des principaux acteurs régionaux, la Syrie et Israël, vont également rajouter aux tourments libanais. Damas est présent de manière indirecte chez son voisin, à travers la milice Saïka. La Syrie propose une solution politique mais face à l'effondrement de l'armée libanaise et en réponse aux appels des maronites, elle dépêche des troupes au Liban. Obtenant le statut de Force arabe de dissuasion de la part de la Ligue arabe, la Syrie change de camp et soutient désormais les Palestiniens. L'État d'Israël intervient en 1978 dans le Sud-Liban et interdit le territoire aux forces de la Force arabe de dissuasion. Il soutient une communauté contre l'autre, comme le montre les affrontements entre maronites et druzes dans le centre du pays ou encore la scission d'une partie de l'armée libanaise et des milices

589 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 56.

590 *Ibid.*, p. 56.

591 Georges Corm, *op. cit.*, p. 565.

chrétiennes qui forment l'Armée du Liban Sud⁵⁹². L'influence syrienne sur le Liban commence par s'exprimer avec l'élection d'Elias Sarkis (1924-1982) à la présidence de la République. Elle est néanmoins contrebalancée par la montée de l'influence israélienne dans la région au début des années 1980. Cette influence commence en 1968, avec le droit de poursuite et de représailles contre les Palestiniens.

Dans les années 1970, Tel-Aviv met à profit la protection des chrétiens afin d'interdire le Sud-Liban aux Forces arabes de dissuasion de la Ligue arabe, majoritairement syrienne. Israël profite de la situation libanaise, car celle-ci permet de fixer les mouvements de résistances palestiniens et de retarder des négociations en vue d'une reconnaissance de l'État palestinien⁵⁹³. Le point culminant de l'influence israélienne est atteint lors du déclenchement de l'opération « Paix en Galilée ». Cette opération militaire a trois objectifs : la résolution du problème palestinien en mettant l'OLP hors d'état de nuire ; la signature d'un traité de paix avec le Liban ; l'assurance d'une reprise en main du pays par les chrétiens maronites⁵⁹⁴. Beyrouth est assiégée et pilonnée par Tsahal sans que cela ne suscite de réaction de la part de l'Occident ou de la Ligue arabe. La capitale du Liban incarnera les oppositions de gestion par les deux camps. En effet, Beyrouth-Ouest, aux mains des Palestiniens et des partis de gauche, est marquée par une succession d'attentats à la voiture piégée ou à la dynamite, les assassinats et les enlèvements, alors que Beyrouth-Est profite de l'unité des milices chrétiennes sous le commandement de Bachir Gemayel qui contrôlent les zones chrétiennes, en dépit de l'abandon du pluralisme au profit de l'ordre et de la sécurité⁵⁹⁵. Cette stabilité attire la convoitise de la population de la partie occidentale de Beyrouth. L'OLP finit par ne plus être préoccupée que par son contrôle sur la population libanaise à Beyrouth-Ouest et dans le sud du Liban. L'organisation de Yasser Arafat se retrouve prise entre la Syrie et Israël. Par son refus d'un gouvernement, la résistance

592 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 57.

593 Georges Corm, *op. cit.*, p. 488.

594 Marie-Ange Lecerf, *op. cit.*, p. 59.

595 Georges Corm, *op. cit.*, p. 562.

palestinienne est cantonnée dans une représentation et un rayonnement international limités, d'autant plus que le rapport de force lui est défavorable face à Israël⁵⁹⁶. Ce dernier, comme les Etats-Unis, apparaît comme le seul capable de pouvoir assurer le retour de l'ordre. Le siège de Beyrouth se conclut par un baroud d'honneur de la part de la population aux côtés des Palestiniens qui finissent par quitter la ville. Suite à cela, un cours passage de Bachir Gemayel à la tête de l'État libanais permet la restauration de celui-ci.

596 Georges Corm, *op. cit.*, p. 561.

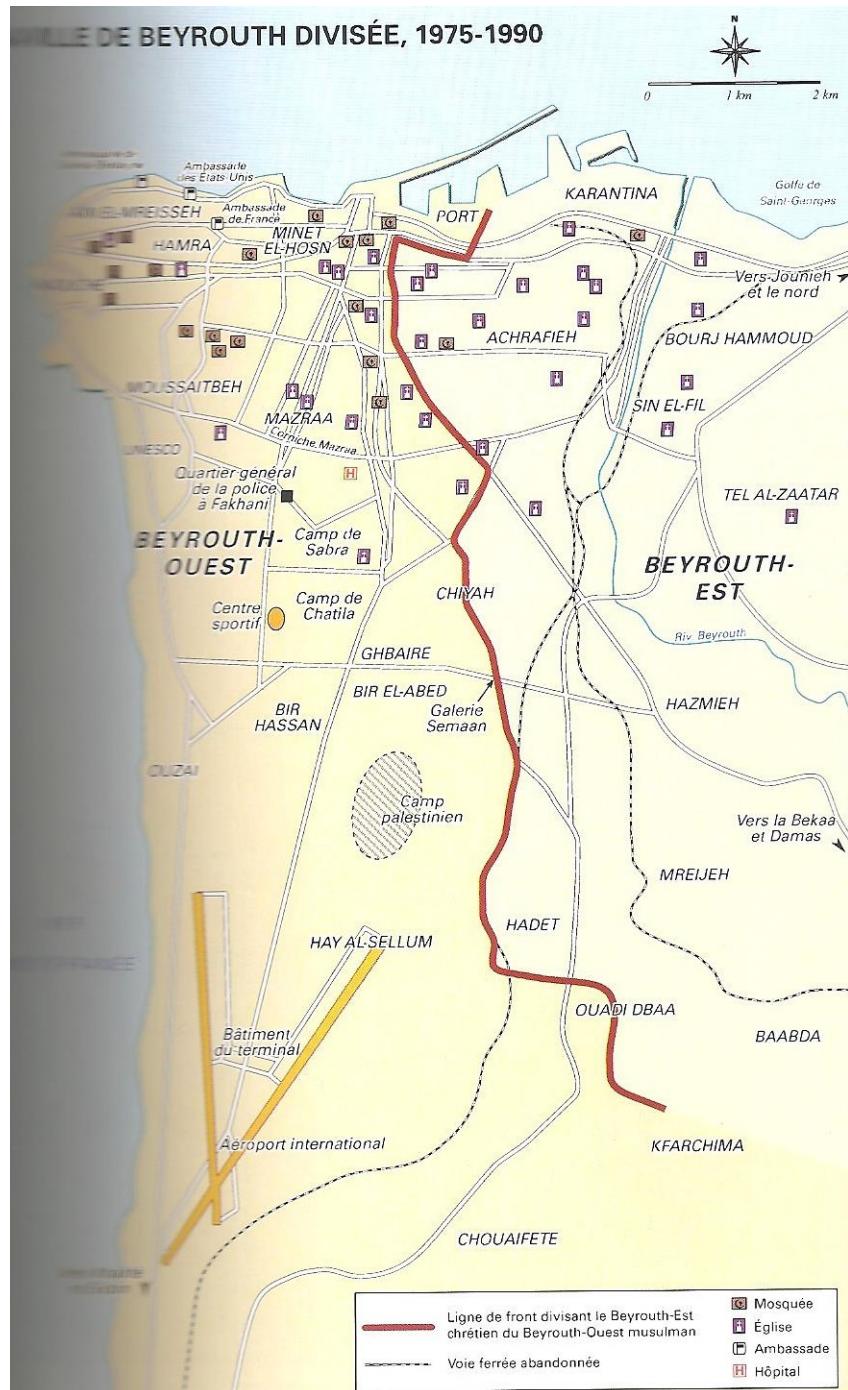


Illustration 23: Division de Beyrouth entre 1975 et 1990 (Henry Laurens, la question de Palestine, tome 5)



Illustration 24: Le Liban Sud au moment du retrait israélien (Henry Laurens, la question de Palestine, tome 5)

1.2. La visite du cardinal Roger Etchegaray en juillet 1985

Face à l'inquiétude suscitée par le sort des communautés chrétiennes, après les attaques druzes du Chouf, le pape Jean-Paul II envoie le cardinal Roger Etchegaray au pays du Cèdre. Sa mission vise à instaurer un dialogue entre les maronites et les musulmans. Elle se déroule en deux temps : dans un premier temps, l'envoyé du pape rencontre les responsables politiques et les principaux dirigeants religieux, parmi lesquels le président Amine Gemayel (né en 1942), à qui Mgr Etchegaray fait passer un message du pape, mais aussi le président du Conseil Rachid Karamé (1921-1987), le président de l'Assemblée Hussein el-Husseini (né en 1937) et les principaux responsables musulmans : le grand mufti sunnite cheikh Hassan Khaled (1921-1989) et le cheikh chiite Mehdi Chamseddine (1936-2001)⁵⁹⁷. Etchegaray rencontre également les anciens présidents du Liban Camille Chamoun, Charles Hélou (1913-2001) et Soleiman Frangié (1910-1992), chacune de ces personnalités ayant son propre dessein pour le Liban. Toutefois, l'envoyé du pape ne rencontre aucun responsable de la communauté druze, puisque les négociations pour une rencontre entre Etchegaray et le dirigeant de cette communauté ont échoué⁵⁹⁸.

Dans un second temps, le président de Justice et Paix se rend dans la région de Jezzine, afin de rencontrer ses habitants et les réfugiés de Saïda et de l'Iklim-El-Kharroub, dévastés par les combats en avril 1985. Aux populations désorientées, aux responsables politiques et aux religieux de Jezzine, l'éminence basque assure le soutien du pape et du Saint-Siège et se fait l'écho des souffrances, des angoisses et des espoirs de la communauté chrétienne. Il les encourage à revenir dans leurs villages :

Vous retrouverez vos maisons et vos terres. Vous retrouverez vos églises et vos cimetières. Vous saurez reconstruire, mieux que par le passé [...] et ainsi vous ne ferez pas perdre au Liban sa vocation de cohabitation fraternelle pacifique entre chrétiens et musulmans⁵⁹⁹.

⁵⁹⁷ *Le Monde* du 13 juillet 1985 : « la visite du cardinal Etchegaray : "vous retrouverez vos églises et vos cimetières" »

⁵⁹⁸ *Ibid.*

⁵⁹⁹ Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 307.

Au cours de l'audience générale du 17 juillet 1985, le pape Jean-Paul II fait le compte-rendu de la visite de Mgr Etchegaray par le récit suivant :

Il y a quelques jours, est rentré à Rome le cardinal Roger Etchegaray, à qui j'avais confié une mission spéciale au Liban. Il s'est rendu à Beyrouth et dans la partie sud du pays, il a visité les populations de la ville de Jezzine et d'un grand nombre des villages de cette région [...] Partout où il s'est rendu, le cardinal a pu relever, chez les chrétiens et chez les non-chrétiens, un profond sentiment qu'il m'a confié avec une vive émotion : tous ces gens ont un grand désir, une émouvante volonté de continuer à vivre ensemble, chacun dans le respect de sa propre foi religieuse. Il a recueilli les aspirations des nombreuses familles qui veulent retourner dans leurs villages d'origine, abandonnés à cause de la guerre et subissant la perte de leurs maisons, de leurs biens, de leurs terres que, depuis des générations, ils travaillaient en paix. D'immenses régions autour de Jezzine ont été entraînées dans la lutte, là où chrétiens et non-chrétiens vivaient harmonieusement ensemble. En mars et avril derniers, à l'est de Saïda et dans la région d'Iklim el Kharroub, plus de soixante villages chrétiens ont été dévastés, plus de deux mille maisons ont été rasées au sol ; il y a eu quatre-vingt-sept églises et sanctuaires profanés, incendiés ou détruits. Tous implorent la fin de cette situation ; tous demandent que les autres chrétiens et les autres musulmans, des différents pays de la Méditerranée et du monde, se sentent solidaires et responsables de l'existence et de l'avenir de toutes ces personnes. Le peuple libanais demande à être aidé, à être délivré de toute cette chaîne de violences, de vengeances, d'oppositions entre les bandes armées. Il invoque la solidarité des peuples pour permettre au Liban de survivre et de se consacrer à sa propre reconstruction. Je prends à ma charge ces invocations et ces espérances⁶⁰⁰!

Une sortie de crise est trouvée par la signature des accords de Taëf en 1989.

Celui-ci prévoit⁶⁰¹ :

- le Liban est une nation souveraine, libre et indépendante, considérée comme le foyer de l'ensemble de la population libanaise
- ses frontières établies par la Constitution libanaise et reconnues internationalement définissent le Liban.
- une partie des prérogatives du chef de l'État est confiée à une nouvelle entité, le Conseil des ministres.
- la fin de l'occupation israélienne, conformément à la résolution 425 de mars 1978 du Conseil de sécurité.

600 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 311.

601 Xavier Baron, *op. cit.*, p. 478.

- le démantèlement et le désarmement des milices.
- l'instauration de relations privilégiées entre le Liban et la Syrie, reposant sur des accords entre les deux pays.

La signature de cet accord, conjuguée à la mise à l'écart du général Michel Aoun, principal opposant aux accords de Taëf en 1990, permet de mettre un terme à la guerre civile. Cependant, la Syrie réussit à imposer sa tutelle sur le Liban⁶⁰². Dans le même temps, la reconstruction du Liban est rapide mais se fait avec des méthodes contestées par le président du Conseil Rafic Hariri (1944-2005), notamment par le fait qu'il accorde des marchés à des sociétés dans lesquelles il a des intérêts. Cependant, il apparaît aux yeux des Libanais comme le seul capable de redresser le pays, car il dispose de la volonté et de la détermination indispensables pour arriver à remplir cet objectif. Une loi d'amnistie est votée en 1991 pour tous les crimes commis entre 1975 et 1991, sauf ceux visant les crimes contre des personnalités politiques et religieuses. Un seul homme est condamné et emprisonné : l'ancien chef des Forces libanaises, Samir Geagea (né en 1952). En 1996, en réaction aux attaques du Hezbollah, Israël déclenche une action militaire dans le sud du Liban. Cette action se solde par un lourd tribut humain et matériel mais les Libanais ont fait preuve d'une unité et d'une solidarité entre communautés qui ne s'était plus vue depuis les années précédant la guerre. La présence israélienne prend fin en 2000, celle de la Syrie en 2005. L'année suivante, un nouveau conflit éclate entre Israël et le Hezbollah. L'armée libanaise est peu engagée dans ce conflit. Le 12 août 2006, un cessez-le-feu est demandé via la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU et intervient le 14 août. Trois jours plus tard, le cardinal Roger Etchegaray est de retour au Liban, pour ce qui constitue sa première mission au service du pape Benoît XVI⁶⁰³. Sur place il rencontre les évêques libanais, le grand mufti de la République libanaise et le *catholicos* des Arméniens.

602 Xavier Baron, *op. cit.*, p. 484.

603 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 315.

Il s'entretient également avec le président Émile Lahoud et le Président du Conseil Fouad Seniora. Le cardinal dresse le bilan suivant de la situation libanaise, après des années de conflits :

L'hémorragie est particulièrement sanglante parmi vous, peuple libanais, dont 30 % des victimes ont moins de 12 ans. Nous prions pour les mères de famille qui enveloppent de larmes leurs foyers déchiquetés. Nous accompagnons le million de déplacés précipitamment en un mois sur une terre naturellement hospitalière. Nous remercions la Caritas libanaise et les organisations humanitaires de tous pays affrontées à une solidarité surhumaine.

Ce n'est ni le lieu ni le moment de faire un bilan complet. Mais, devant Dieu nous pouvons déjà mesurer l'ampleur du mal et aussi le prix de la guérison espérée : aucun remède ne pourra nous guérir s'il ne va pas jusqu'à la racine du mal et si, humblement, chacun ne reconnaît pas que l'ennemi, ce n'est pas seulement l'autre, mais aussi soi-même. Chacun de nous, chaque jour, par notre manière de penser et de vivre avec les autres, nous prenons parti pour ou contre la paix⁶⁰⁴.

Après avoir vu l'épreuve du Liban, nous allons maintenant nous intéresser au siège de la Basilique de la Nativité, au printemps 2002, au cours duquel le cardinal Etchegaray a été missionné par le pape Jean-Paul II afin de faire avancer les négociations.

604 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 316.

2. « Un scandale pour la chrétienté, scandale pour l'humanité » : le siège de la basilique de la Nativité (printemps 2002)

2.1. L'État d'Israël et la Palestine depuis 1948

2.1.1. La Palestine de 1948 à 2000

Nous avons vu dans le chapitre précédent les différentes étapes du conflit israélo-arabe. Il est désormais temps de s'intéresser plus en détail à l'évolution de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Le développement du nationalisme arabe est concomitant à celui du sionisme, auquel il s'oppose⁶⁰⁵. La guerre de 1948-1949 marque la première opposition entre l'état nouvellement d'Israël et la coalition des pays arabes qui veulent défendre les intérêts palestiniens. Cependant, celle-ci se solde par une défaite cinglante pour les adversaires de l'État juif. Pendant de nombreuses années, Israël portait seul la responsabilité de la disparition de l'état palestinien⁶⁰⁶. Toutefois, de nouvelles études montrent que certains pays arabes, notamment la Jordanie ou l'Egypte, ont également joué un rôle dans cette disparition en s'entendant avec l'État juif dans le but de récupérer la bande de Gaza et la Cisjordanie.

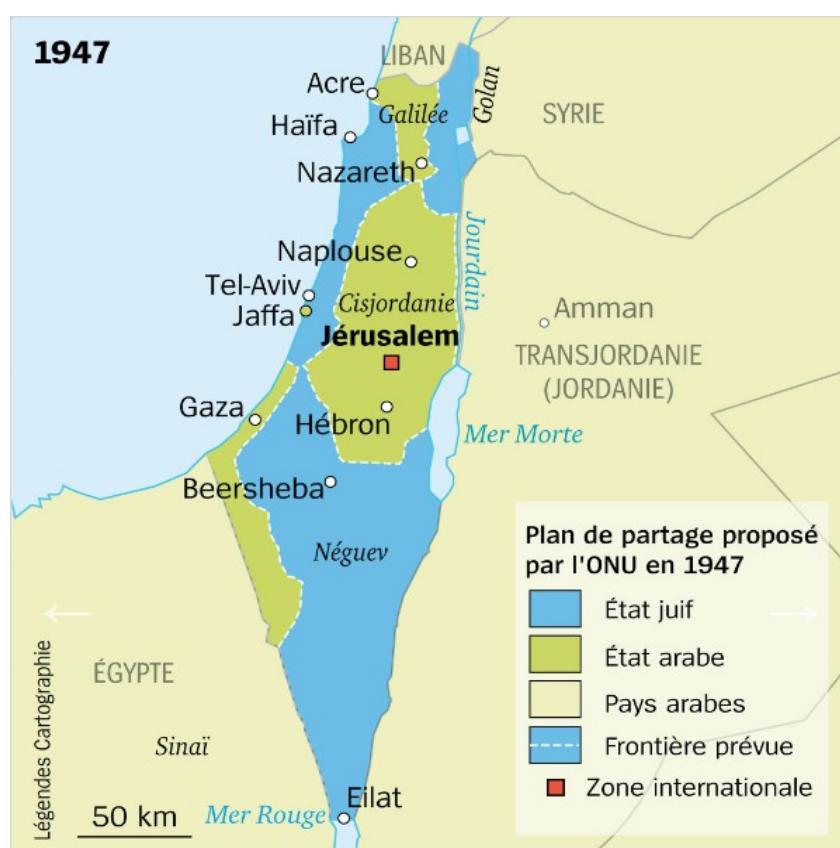


Illustration 25: Résolution 181 de l'Onu (l'Histoire)

605 Olivier Carré, Aude Signoles, « Autorité palestinienne », *Encyclopædia Universalis* [En ligne], consulté le 24 juin 2020. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/autorite-palestinienne/>.

606 *Ibid.*

Cette défaite provoque surtout la dispersion de la population palestinienne dans les pays voisins. La question palestinienne devient un enjeu du panarabisme que défend notamment le président égyptien Gamal Abdel Nasser (1918-1970). Sous son impulsion, l'Organisation de Libération de la Palestine, OLP, voit le jour⁶⁰⁷. Cependant, la nouvelle débâcle des états arabes lors de la guerre des Six Jours face à Israël conduit à une prise de conscience chez les palestiniens qui considèrent désormais que leur cause doit être distinguée du nationalisme arabe.

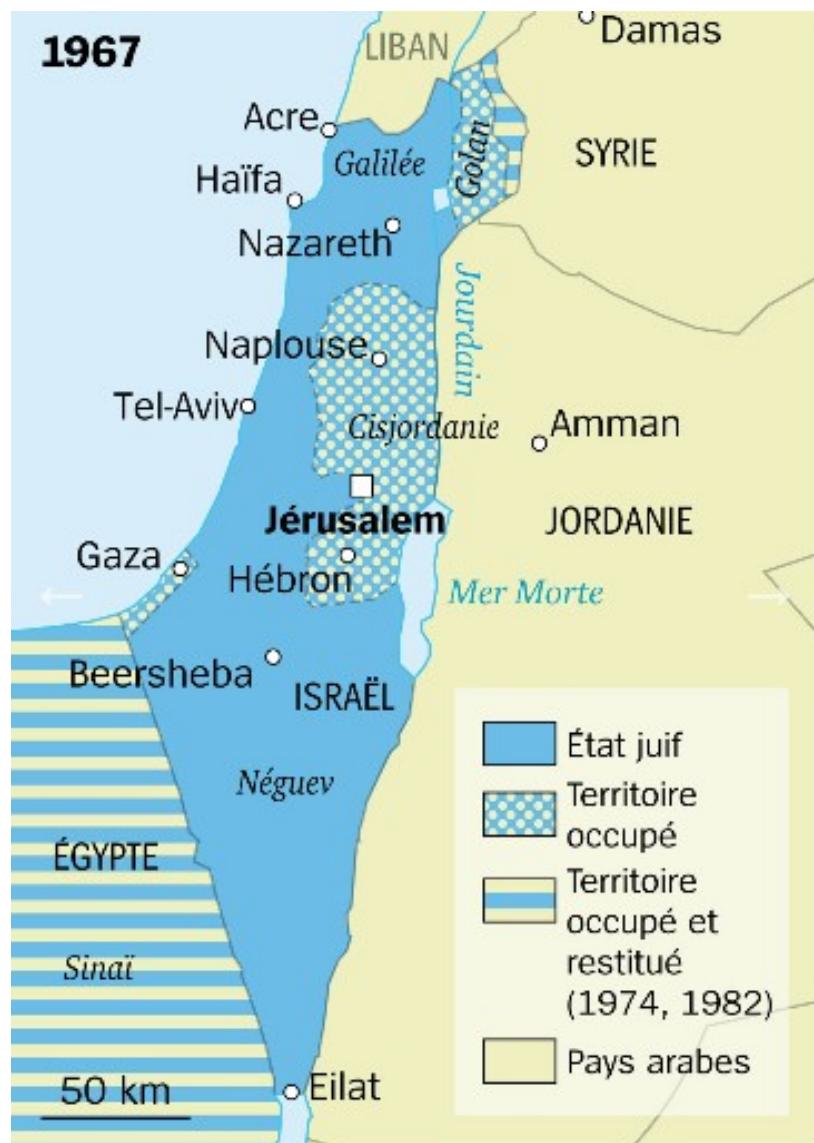


Illustration 26: L'Etat d'Israël après la guerre des Six Jours (l'Histoire)

607 « Autorité palestinienne », *op. cit.*

Cette période voit également l'émergence d'une génération, incarnée par Yasser Arafat (1929-2004), qui prend la tête de l'OLP en 1969. Sous son égide, la lutte des combattants est conduite depuis la Jordanie jusqu'à Septembre Noir (1970) puis au Liban, où les résistants palestiniens trouvent refuge après la répression exercée par la monarchie jordanienne à leur encontre. Leur présence au pays du Cèdre conduit au déclenchement de la guerre civile libanaise que nous avons évoquée dans un précédent chapitre. La charte de l'OLP, révisée en juillet 1968, prévoit que seuls les juifs présents en Palestine en 1917 sont considérés comme Palestiniens. L'OLP souhaite donc l'expulsion des juifs israéliens et nie l'existence d'une nation juive, puisque « le judaïsme, étant une religion, ne saurait constituer une nationalité indépendante. Par conséquent, les Juifs ne forment pas une nation unique dotée d'une identité propre mais sont citoyens des états auxquels ils appartiennent⁶⁰⁸. » Après une série de revers dans les années 1980, marquée notamment par les sièges de Beyrouth et de Tripoli, l'OLP évolue sur ses positions et Arafat se construit une stature internationale. Reconnu comme l'unique représentant du peuple palestinien au sommet de Rabat en octobre 1974, le mouvement d'Arafat est également reconnu par l'Onu le mois suivant et gagne le statut de membre observateur aux Nations Unies. À partir de la fin des années 1980, le mouvement se montre ouvert à une négociation pacifique plutôt qu'un règlement par les armes⁶⁰⁹. En 1987 éclate la première Intifada dans les territoires occupés de Gaza et de la Cisjordanie face à la politique de colonisation menée par le gouvernement Begin. Le soulèvement est récupéré par Arafat et l'OLP, et se démarque singulièrement par sa dimension populaire et son recours aux moyens rudimentaires comme les jets de pierres ou des moyens artisanaux⁶¹⁰. Le mouvement se signale également par sa volonté d'éviter toute effusion de sang, ce qui fonctionne relativement bien, jusqu'à la mort d'un soldat israélien en 1988. L'administration israélienne répond par la répression et la suppression des principaux responsables de l'OLP, notamment Abū Jihād. Un nouvel acteur intervient lors de la fondation du Mouvement de la résistance islamique, plus connu sous l'appellation Hamas⁶¹¹. En 1989-1990, les Etats-Unis acceptent de négocier avec l'OLP une fois que celle-ci aura abandonné le terrorisme comme moyen d'action et se sera engagé à reconnaître Israël. Arafat abandonne également la Charte de l'OLP de 1968. Dans les années 1990, l'OLP se présente comme un soutien de Saddam Hussein (1937-2006) dans la guerre du Golfe, ne votant pas les sanctions contre l'Irak voulues par la Ligue arabe. Ce choix ternit la bonne image dont bénéficie Yasser Arafat. Néanmoins, cette perte de poids politique conduit aux négociations entre Palestiniens

608 Article 20 de la Charte de l'OLP (Source : Organisation de Libération de la Palestine (OLP), *Les clés du Moyen-Orient*, [En ligne], consulté le 24 juin 2020. URL : <https://www.lesclesdumoyenoriente.com/Organisation-de-Liberation-de-la-Palestine-OLP>

609 « Autorité palestinienne », *op. cit.*

610 *Ibid.*

611 *Ibid.*

et Israéliens sous l'égide du président américain Bill Clinton. Shimon Peres (1923-2016) et Yitzhak Rabin (1922-1995) rencontrent les envoyés de Yasser Arafat à Oslo en 1993 et conviennent avec eux de mesures en vue d'obtenir une indépendance palestinienne dans les mois qui suivent. Ces mesures sont adoptées à Washington le 13 septembre 1993. Cela prépare d'une conclusion de la paix et d'une solution apportée au conflit israélo-palestinien. Cet espoir va cependant s'éteindre avec la conférence de Camp David⁶¹².

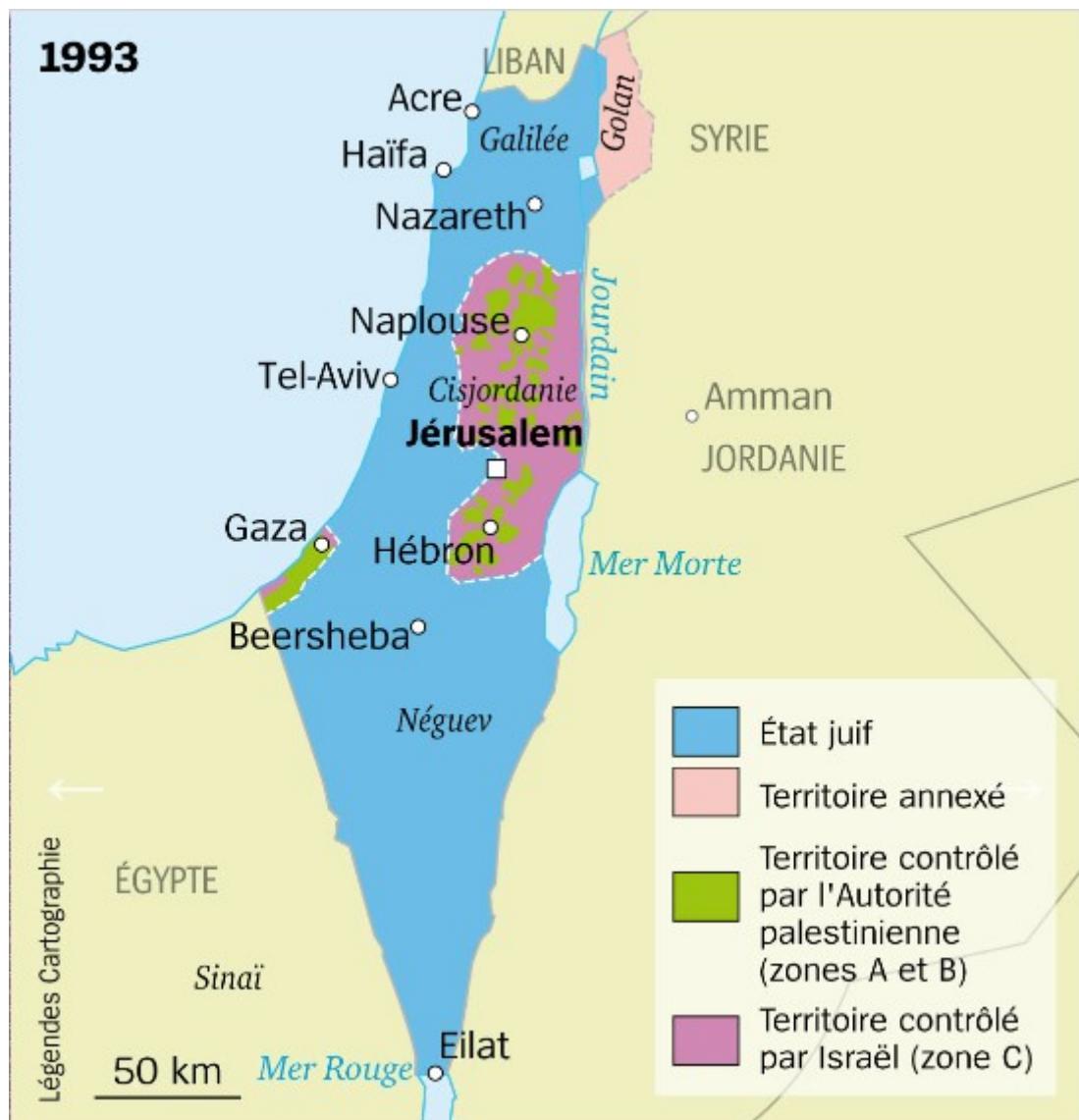


Illustration 27: L'Etat d'Israël à la veille de la conférence de Camp David, 1993 (l'Histoire)

612 Olivier Carré, Aude Signoles, « Autorité palestinienne », *op. cit.*

2.1.2. La paix impossible et la seconde Intifada (2000-2002)

En 1998, face à la multiplication des attentats terroristes sur le sol israélien, au regain des tensions avec les Palestiniens et au gel du processus de paix, le Premier ministre Benyamin Netanyahu (né en 1949) est contraint à des élections législatives anticipées⁶¹³. Le candidat du parti travailliste, Ehud Barak (né en 1948), profite de la perte de confiance du Premier ministre pour proposer une reprise du dialogue avec les palestiniens et les syriens et le retrait des forces israéliennes du Sud-Liban. En septembre 1999, les accords de Charm el-Cheikh envisagent l'application de tous les accords qui ont été signés depuis 1993, à savoir :

- un accord prévoyant le retrait israélien de la bande de Gaza et de la région de Jéricho, signé en mai 1994.
- le transfert des pouvoirs aux Palestiniens, prévu en avril 1994
- les négociations sur le statut de Gaza et de la Cisjordanie⁶¹⁴

Le Premier ministre israélien avance sur le dossier de la paix avec les palestiniens mais doit également s'entendre avec la Syrie sur un découpage territorial qui reprendrait celui de l'armistice de 1967. Si les négociations avancent bien, l'état de santé du président syrien Hafez el-Assad et de son ministre des Affaires étrangères, Farouk al-Chareh vient bloquer le processus malgré les pressions exercées par Ehud Barak sur le président Clinton⁶¹⁵. La droite israélienne et certains membres de l'équipe gouvernementale sont opposés à un accord avec la Syrie. Afin de regagner la confiance de ses électeurs, M. Barak s'engage au retrait des troupes du Sud-Liban, qui sera effectif au printemps 2000⁶¹⁶. La même année, Ehud Barak souhaite conclure rapidement un accord total avec les palestiniens, estimant que le contexte est favorable. En effet, le président Clinton achève son mandat en 2001 et souhaite faire de la résolution du conflit israélo-palestinien l'une de ses réussites. Le Premier ministre israélien souhaite tirer avantage de la réussite du retrait du Sud-Liban en ayant un accord global sur la question palestinienne pour pouvoir éviter une situation difficile⁶¹⁷. A l'instar de M. Arafat, Ehud Barak estime que l'arbitrage américain est nécessaire afin de parvenir à un règlement. Il incite le président des États-Unis à réunir les dirigeants de l'Autorité palestinienne et de l'État d'Israël à Camp David en juillet 2000. Toutefois, après cette annonce, la coalition gouvernementale israélienne se disloque, et le Premier ministre compte désormais sur le

613 Henry Laurens, *La question de Palestine. Tome cinquième : La paix impossible, 1982-2001*, Fayard, 2015, p. 674.

614 *Ibid.*, p. 683.

615 *Ibid.*, p. 694.

616 Boutros Boutros-Ghali, Shimon Peres, *op. cit.* p. 357.

617 *Ibid.*, p. 357.

succès du sommet de Camp David pour conserver sa majorité à la Knesset⁶¹⁸. Les négociations se soldent cependant par un échec à cause des vues divergentes sur le statut de Jérusalem-Est. Les mauvaises relations entre MM. Arafat et Barak sont également une raison de l'échec des négociations, notamment illustré par le fait que le chef du gouvernement hébreu préfère s'entretenir directement avec le président Bill Clinton plutôt qu'avec leader de l'Autorité palestinienne⁶¹⁹.

Il fait également des concessions sans avoir l'aval de la *Knesset*, ce qui provoque des manifestations de la part de la droite israélienne mais également dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, à l'initiative des opposants palestiniens à la paix⁶²⁰. Cependant, malgré tout, israéliens et palestiniens souhaitent reprendre le processus de réconciliation. C'est dans ce contexte qu'intervient la visite d'Ariel Sharon (1928-2014) sur l'esplanade des Mosquées à la fin du mois de septembre 2000. Le président du *Likoud*, principal parti d'opposition, argue que chaque juif peut venir prier librement sur le Mont du Temple et que les Palestiniens n'ont pas la souveraineté sur celui-ci⁶²¹. Cela provoque des manifestations de la part des Palestiniens, limitées dans un premier temps, puis croissant de manière exponentielle à partir du mois d'octobre. C'est le début de la Seconde Intifada, ou Intifada al-Aqsa. Contrairement à la première, l'Autorité palestinienne encadre le soulèvement et attise la colère des manifestants⁶²². Selon Boutros Boutros-Ghali (1922-2016), les émeutes inquiètent les israéliens qui craignent le développement de zones arabes autonomes sur le territoire même d'Israël, ce qui serait de bonne guerre, puisque l'État hébreu installe des colonies en territoire arabe. Shimon Peres considère au contraire qu'il s'agit d'une minorité arabe qui manifeste sa colère, la majorité soutenant Israël depuis sa création⁶²³. Le 20 du mois, l'Onu adopte une résolution qui condamne le recours excessif à la violence. Dans le même temps, Ehud Barak suspend les négociations de paix, afin de résoudre la crise. La fin de l'année 2000 est marquée par le gel des fonds et l'instauration d'un blocus autour des villes autonomes de l'autorité palestinienne ; les vagues d'attentats reprennent, tandis que le Premier ministre prononce la dissolution de la Knesset, conduisant à de nouvelles élections anticipées. L'Onu apporte son soutien aux palestiniens mais le projet d'envoi d'observateurs est rejeté par le Conseil de Sécurité. Les israéliens condamnent les demandes palestiniennes et mettent en place une campagne d'assassinats ciblés à l'encontre des dirigeants⁶²⁴. Dès le début 2001, Yasser Arafat propose de nouvelles négociations mais M. Barak les repousse, au motif qu'un accord ne peut intervenir avant l'élection d'un nouveau Premier ministre, prévue le 06 février. Ariel Sharon remporte les élections législatives

618 Henry Laurens, *op. cit.*, p. 739.

619 *Ibid.*, p. 360.

620 *Ibid.*

621 Boutros Boutros-Ghali, Shimon Peres, *op. cit.*, p. 361.

622 *L'Express* du 10 mars 2005 : « Chronologie de la Seconde Intifada (2000-2005) »

623 Boutros Boutros-Ghali, Shimon Peres, *op. cit.*, p. 362.

624 *L'Express* du 10 mars 2005, *op. cit.*

et devient Premier ministre au moment même où G.W. Bush, nouveau président des Etats-Unis, annonce que les propositions de paix faites par son prédécesseur Clinton ne le concernent pas. Le mois suivant, Bethléem se voit imposer un blocus par l'armée israélienne, tandis que l'Onu recommande l'envoi d'observateurs internationaux afin de protéger les palestiniens. Les Etats-Unis imposent leur veto sur l'envoi d'une force de protection de l'Onu lors d'une réunion du Conseil de Sécurité. Au printemps, Tsahal lance de nouvelles opérations contre les dirigeants palestiniens, ciblant en particulier les collaborateurs d'Arafat. Sur le plan international, le rapport d'enquête sur les origines de l'Intifada préconise le gel des colonisations et la fin des violences en vue de la paix, ce qu'approuvent les palestiniens et rejettent les Israéliens⁶²⁵. De nouveaux affrontements éclatent, notamment un raid israélien en représailles de la mort de deux colons et un attentat à Netanya causant la mort de 7 personnes. C'est le point de départ d'une vague d'attentats qui se poursuit jusqu'en juin, alors que M. Arafat impose un cessez-le-feu qui permet une relative accalmie. Cependant, dès la mi-juillet, des heurts entre Tsahal et des palestiniens éclatent à Hébron et Naplouse. Après plusieurs mois où les attentats succèdent aux représailles, une nouvelle escalade intervient. Deux résolutions sont votées par l'Onu les 13 et les 30 mars. Côté israélien, afin de remédier aux vagues terroristes, le gouvernement Sharon met sur pied l'opération « Rempart⁶²⁶ ». Les chars israéliens entrent dans les villes de Kakiliah, de Tulkarem, de Bethléem, de Jénine et de Naplouse. La Mouqata'a, QG de Yasser Arafat à Ramallah, est également assiégée, puisque le leader de l'Autorité palestinienne est considéré comme le principal soutien de l'Intifada⁶²⁷. Malgré l'isolement dont est victime le chef palestinien depuis l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, celui-ci a conscience que cautionner les mouvements d'émeutes reviendrait à lui retirer le soutien international qu'il a acquis depuis 1993. Face à l'incursion israélienne à Bethléem, environ 200 à 300 combattants du Fatah trouvent refuge dans la Basilique de la Nativité⁶²⁸. L'armée israélienne est obligée de mettre le siège devant l'édifice religieux, où se trouvent des moines et des religieuses responsables du lieu saint, afin de pouvoir neutraliser des éléments considérés comme dangereux⁶²⁹. Pour la première fois depuis la fin de l'empire ottoman, un bâtiment chrétien est assiégé et profané par des hommes en armes⁶³⁰. Après un mois de siège, et face au blocage des négociations, le pape décide d'envoyer l'ancien président de Justice et Paix, le cardinal Roger Etchegaray, afin de parlementer avec les différents acteurs et d'obtenir le retour au culte de la Basilique⁶³¹.

625 *L'Express* du 10 mars 2005, *op. cit.*

626 *Le Figaro* du 4 avril 2002 : « Bethléem : la basilique de la Nativité assiégée »

627 *L'Express* du 10 mars 2005, *op. cit.*

628 *Le Figaro* du 4 avril 2002, *op. cit.*

629 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.* p. 218.

630 *Le Figaro* du 4 avril 2002, *op. cit.*

631 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 318.

2.1.3. Relations entre le Vatican et l'État d'Israël

Depuis 1948, le Saint-Siège s'est abstenu de reconnaître l'État hébreu même si des contacts existent entre les deux états, notamment avec la venue d'Abba Eban (1915-2002), ministre israélien des Affaires étrangères au Vatican en 1969. Cependant, un rapprochement commence à se dessiner dans les années 1980, lorsque le pape Jean-Paul II reconnaît dans une lettre apostolique datée du 20 avril 1984 qu'Israël a « droit à la sécurité désirée et à la juste tranquillité, qui est la prérogative de toute nation et la condition de vie et de progrès pour toute société⁶³² ». En 1993-1994, la signature d'un accord entre l'État de la Cité du Vatican et l'État d'Israël, ainsi que l'établissement de relations diplomatiques, viennent mettre un point final à la position souvent hostile du Saint-Siège vis à vis de l'état juif au xx^e siècle⁶³³. En effet, avec le développement du sionisme, la revendication d'un état juif provoque l'inquiétude des chrétiens, en particulier à propos de Jérusalem et des Lieux Saints. Le père fondateur de cette idéologie, Theodore Herzl avait ainsi été débouté par le pape Pie X lors de sa visite en 1901 à Rome afin d'obtenir le soutien de la papauté. Le pape Sarto indiquant que « Nous ne pouvons pas favoriser ce mouvement ; nous ne pourrons empêcher les juifs de se rendre à Jérusalem, mais les favoriser jamais [...] Les juifs n'ont pas reconnu Notre-Seigneur, nous ne pouvons donc pas reconnaître le peuple juif⁶³⁴ ». En 1917, à la suite de la déclaration Balfour relative à l'établissement d'un foyer de peuplement juif, le Vatican s'oppose à toute évolution allant en ce sens. Ainsi en sera-t-il face à l'horreur de la Shoah, lorsque le pape Pie XII refusera d'évacuer les enfants juifs vers la Palestine. Lors du déclenchement de la première guerre israélo-arabe en 1948, le Vatican a observé une stricte neutralité malgré les sollicitations qu'il a reçue des deux belligérants, position qu'il conservera par la suite sur le dossier israélo-arabe. La guerre des Six Jours vient changer la vision du Saint-Siège qui se montre préoccupé de la multiplication des camps de réfugiés. Rome manifestera de plus en plus son soutien à la cause palestinienne, que ce soit par la voix du pape Paul VI en 1975 ou par celle de Jean-Paul II en 1984. Ce dernier eut quelques gestes à la portée hautement symbolique, comme l'audience accordée à un Yasser Arafat en exil ou la nomination de Mgr Michel Sabbah (né en 1933), un Arabe palestinien, à la tête du Patriarcat latin de Jérusalem. Au moment de l'accord en 1993, les réactions sont mitigées, en particulier au Moyen-Orient où les chrétiens sont perçus comme le relais de l'Occident. Le contexte est également particulier, puisque le processus de paix engagé entre Israël et l'Autorité palestinienne vient

632 Frédéric Yerly, « Le Saint-Siège, l'État d'Israël et la paix au Moyen-Orient », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°51, juillet-septembre 1996, pp. 3-14.

633 *Ibid.*, pp. 3-14.

634 *Ibid.*

de débuter. Cependant, c'est un coup diplomatique du Saint-Siège qui n'avait pas connu les mêmes réussites sur la scène orientale que dans son *Ostpolitik*. La meilleure illustration de ce fait est la guerre du Golfe de 1990-1991, que le pape polonais vit comme une défaite cuisante. Il faut également ajouter que le lancement d'un processus de paix encourage Rome à se rapprocher diplomatiquement de Tel-Aviv⁶³⁵.

Après avoir vu quelles étaient les relations entre Rome et Tel-Aviv, il est désormais temps de s'intéresser à la mission diplomatique menée par le cardinal Etchegaray au printemps 2002.

635 Frédéric Yerly, *op. cit.*

2.2. Mgr Etchegaray à Bethléem : obtenir la levée du siège de la Nativité

Nous avons dit précédemment que dans le cadre de l'opération « Rempart », lancée par le gouvernement d'Ariel Sharon, afin de protéger les intérêts israéliens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, Tsahal était entré dans Bethléem pour mettre la main sur des combattants du Fatah. Ceux-ci, estimés entre 200 et 300, trouvèrent refuge dans la basilique de la Nativité en prenant en otage les membres de la communauté franciscaine responsable du lieu. Afin de ne pas laisser s'enfuir ceux qu'elle considère comme des éléments dangereux, Tsahal fait le siège du bâtiment. La communauté internationale se réunit en urgence afin de remédier à la situation de crise, sans résultat. Les réactions du Saint-Siège ne se font pas attendre. Le pape Jean-Paul II, dont l'aversion pour la guerre est largement connue, est le premier à s'exprimer sur le sujet : « On a le sentiment que la guerre a été déclarée à la paix ! Mais la guerre ne résout rien ! ». Il encourage également les israéliens et palestiniens à renouer le dialogue, pensant qu'en travaillant ensemble, les deux ennemis pourraient faire triompher la paix⁶³⁶. Le cardinal Jean-Louis Tauran, secrétaire pour les relations avec les états depuis 1990, appelle également au respect de la basilique⁶³⁷. La France et la Grande-Bretagne recherchent également une solution : le président Jacques Chirac (1932-2019) demande que soient respectés à égalité les lieux de culte et insiste sur le retrait des troupes israéliennes. De son côté le sous-secrétaire au Foreign Office chargé du Proche-Orient, Ben Bradshaw (né en 1959), considère que la situation à Bethléem est inacceptable et que les israéliens jouent à un jeu dangereux. Sur le terrain, la situation est tendue : les échanges de tirs sont nombreux et le patriarche latin de Jérusalem, Mgr Sabbah (né en 1933), demande le retrait des troupes israéliennes et dresse un bilan peu encourageant de la situation :

Bethléem est en état de siège. 5000 soldats soutenus par 200 chars tiennent la population sous couvre-feu absolue. Les gens se terrent, les israéliens tirent à tout propos, il y a des morts dans les rues, des blessés et les ambulances sont empêchés de circuler. Dans cette situation, environ 150 personnes terrifiées, certaines blessées, dont des femmes et des enfants, ont trouvé refuge dans l'église. Parmi elles, il n'y a que quelques militants armés. Je mets au défi les Israéliens de démontrer que quiconque a tiré depuis l'église sur leurs forces⁶³⁸.

A la mi-avril, les négociations en vue de lever le siège sont gelées⁶³⁹. Pour remédier à la situation, le pape Jean-Paul II, très préoccupé par le sort de la basilique, décide d'envoyer le cardinal français Roger Etchegaray⁶⁴⁰. L'ancien président de Justice et Paix est souvent

636 *Le Monde* du 11 avril 2002 : « Mgr Tauran : “il faut une tierce personne sur le terrain” »

637 *Le Progrès* du 09 avril 2002 : Bethléem : appels au respect de la basilique »

638 *Le Monde* du 05 avril 2002 : le Patriarcat latin exige le retrait des troupes israéliennes de Bethléem »

639 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 318.

640 *L'Orient-Le Jour* du 30 avril 2002 : « Un mort à l'intérieur de la Basilique de la Nativité : le pape envoie le cardinal Etchegaray en Terre Sainte »

envoyé en tant que représentant du pape pour faire avancer les dossiers de l’Église et de la foi⁶⁴¹. Le 1^{er} mai 2002, le cardinal d’Espelette arrive à Bethléem où il est accueilli par le nonce apostolique, Mgr Pietro Sambi (1938-2011)⁶⁴². Dans sa première déclaration, l’ancien archevêque de Marseille considère le blocus de l’église de la Nativité comme une honte pour la chrétienté et l’humanité⁶⁴³. Sur place, il rencontre le président israélien Moshé Katsav (né en 1945) et le ministre de la Défense Shimon Peres (1923-2016), afin de pouvoir rejoindre la ville qui a vu naître le Christ. Les dirigeants israéliens informent Mgr Etchegaray que les mesures de sécurité ne lui permettent pas de s’y rendre, y compris pour pouvoir prier avec la communauté franciscaine qui gère le lieu saint⁶⁴⁴. Le lendemain, le cardinal d’Espelette se rend à Ramallah, au QG de Yasser Arafat, dont le siège vient d’être levé. Il s’entretient avec le leader palestinien, lequel est accompagné de son second Mahmoud Abbas (né en 1935)⁶⁴⁵. M. Arafat est consterné d’apprendre que le siège de la Basilique se poursuit, alors que, selon les informations que lui ont données les négociateurs américains, la levée des blocus de la Mouqata'a et de la basilique est effective⁶⁴⁶. Il précise :

Je suis désolé pour Bethléem, qui est un lieu sacrée aussi pour les musulmans. Je ne comprends pas pourquoi la situation n'est pas levée là-bas, alors que j'ai donné mon accord sur les noms de palestiniens à expulser ! Si vous le voulez, je suis prêt à me rendre à Bethléem, avec vous, le plus tôt possible afin que le monde entier sache que l'envoyé personnel du pape ne peut entrer dans la basilique⁶⁴⁷ !

Les négociations, qui se jouent désormais sous le patronage de l’Union européenne, à qui le Saint-Siège apporte son concours, doivent déboucher sur un accord concernant les combattants palestiniens qui doivent être expulsés ainsi que sur leur terre d’accueil, ce qui s’avère plus compliqué. Estimant que sa présence à Bethléem n'est plus indispensable au vue de l'avancée des tractations, le cardinal Etchegaray se retire. Le siège de la Basilique se termine le 10 mai au matin, alors que le cardinal Etchegaray est retourné à Rome. Il fera le chemin inverse pour concélébrer avec le patriarche Mgr Sabbah, le nonce apostolique Mgr Sambi et le frère Giovanni Battistelli, custode de Terre Sainte, une messe d’expiation. En effet, selon certains observateurs, pendant les trente-neuf jours qu'a duré le siège, la basilique a servi de mosquée pour les assiégés. Au cours de la célébration, la paix est reprise en arabe et

641 Bernard Lecomte, *Jean-Paul II*, *op. cit.*, p. 571.

642 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 318.

643 *Ibid.*

644 *Le Figaro* du 11 avril 2002, *op. cit.*

645 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 319. Mahmoud Abbas est présenté par Mgr Etchegaray sous son surnom d’Abu Mazem.

646 *L’Orient-Le Jour* du 30 avril 2002 : « Arafat “pourra aller là où il veut d’ici quelques jours” »

647 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 319.

en hébreu (« Shalom ! Salam ») tandis que le cardinal Etchegaray invite l'assemblée à se tourner vers l'avenir en faisant table rase des atteintes physiques au bâtiment religieux, aux atteintes morales et aux sentiments de haine et de colère que cette situation a pu faire naître :

Il nous faut voir maintenant au-delà de Bethléem, et embrasser d'un seul regard toute la Terre Sainte. [...] Tout pour la justice, tout dans le dialogue, rien par la violence ! La porte qui ouvre ce chemin est encore plus étroite que la porte basse de cette basilique de la Nativité : que de ruines à balayer, matérielles et surtout morales⁶⁴⁸ !

Cet appel s'avère prémonitoire puisque six mois plus tard les premiers nuages commencent à s'amonceler au-dessus de l'Irak, prélude de la tourmente qui emportera Saddam Hussein et que tentera de stopper le pape Jean-Paul II en envoyant une fois de plus son ami Roger Etchegaray pour sauver la paix. Le cardinal d'Espelette reviendra ensuite à Jérusalem afin de consacrer un évêque auxiliaire du patriarche Michel Sabbah. Celui-ci, arabe palestinien, aura désormais un auxiliaire juif converti en la personne de Jean-Baptiste Gourion, ce que Mgr Etchegaray qualifiera de « beau symbole ». Après une visite du mur construit par Israël afin de contenir les attentats, Mgr dénonce une « politique d'apartheid, qui excite plus qu'elle ne maîtrise la violence » et encourage les deux parties à se tendre la main pour obtenir la paix :

Israéliens et palestiniens, plus je vous rencontre sur votre propre sol ensanglanté, et plus je sens à quel point vous avez besoin de la paix, à quel point vous aspirez à la paix. Mais je ne sais comment le crier par-dessus vos toits à tous les peuples du monde entier qui n'ont pas encore pas assez payé le prix de leur solidarité fraternelle avec vos souffrances et vos espoirs. Bon courage à ceux qui avancent sur le long chemin de la paix à coup de petits gestes de raison et de pardon⁶⁴⁹ !

648 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 320.

649 *Ibid.*



Illustration 28: le cardinal Etchegaray rencontre Yasser Arafat à Ramallah, le 02 mai 2002 (La Vie du 12 septembre 2019)

3. Irak, février 2003 : la « mission au bout de l'espoir »

3.1. Contexte

L'Irak correspond à l'ancienne Mésopotamie, principal lieu de développement des civilisations orientales, comme les Assyriens ou les Sumériens. La région passe sous la domination des Perses d'Alexandre le Grand 300 ans avant notre ère puis tombe sous la coupe des Arabes au VII^e siècle : le califat abbasside (750-1258) fonda la ville de Bagdad qui devient la nouvelle capitale du monde arabo-musulman et fait prospérer la région. Au XIII^e siècle, le califat cède sous les coups de Gengis Khan puis, deux siècles plus tard, l'Irak est confronté aux exactions de Tamerlan, un fanatique musulman qui dévaste la région⁶⁵⁰. Entre 1534 et 1918, le pays passe sous domination des Ottomans. Pendant la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne soulève les tribus arabes de la région en promettant l'indépendance en échange de leur soutien contre la Sublime Porte d'Istanbul. C'est ainsi qu'après les règlements de la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne reçoit un mandat sur la Palestine, l'Irak et la Transjordanie. Une monarchie constitutionnelle se met en place sous l'autorité du roi Fayçal. La présence britannique est incarnée par un haut-commissaire qui contrôle la monarchie hachémite irakienne. Le pays est alors très pauvre, marqué par l'insécurité, peuplé de bédouins et, également, de kurdes qui aspirent à l'indépendance. Cette situation change avec la découverte de nappes de pétrole dans le nord du pays. Cette nouvelle donne apporte l'espoir aux Irakiens de pouvoir s'affranchir de la tutelle mandataire. En 1932, le pays devient officiellement indépendant tout en signant un traité d'alliance avec Londres qui restera valable pendant 26 ans, jusqu'à la révolution de 1958. Après la chute de la monarchie, l'Irak ne va cesser de vivre au rythme des coups d'État : la révolution de 1958 emporte la famille royale, tandis que le général Karim Kassem prend le pouvoir. Il est à son tour renversé par un coup d'État mené par le parti baas, au cours duquel il est tué⁶⁵¹. Enfin, le général Ahmad Hassan al-Bakr (1914-1982) s'empare du pouvoir en 1968. Il met en place un conseil de la Révolution, auquel participe Saddam Hussein (1937-2006). Sur le plan de la politique, il négocie avec les Kurdes, nationalise la compagnie pétrolière *Irak Petroleum Corporation* et se rapproche des Soviétiques. L'économie irakienne profite de l'augmentation du prix du baril de pétrole. Toutefois, les tensions avec la minorité kurde, soutenue par l'Iran, obligent l'Irak à signer un accord avec son voisin sur la redéfinition de leur frontière commune (6 mars 1975). Cet accord prive l'Irak de son accès à la mer⁶⁵².

650 Sophie Chautard, *Comprendre les conflits du Moyen-Orient*, « Perspectives », Studyrama, p. 73.

651 *Ibid.*

652 *Ibid.*



Illustration 29: Carte de l'Irak (Le Monde diplomatique)

En 1979, Saddam Hussein arrive à la tête de l'État irakien. La même année survient la révolution iranienne qui suscite à la fois inquiétude et espoirs à Bagdad. Inquiétude, car les autorités craignent une agitation de la population chiite qui profiterait à Téhéran ; espoirs car Bagdad y voit une occasion de récupérer son accès à la mer, perdu au profit de l'Iran quatre ans plus tôt⁶⁵³. De 1980 à 1988, une guerre oppose les deux voisins. L'Irak renforce sa position au Moyen-Orient en recevant le soutien de pays arabes jusqu'alors peu favorables. Cependant, le conflit, sans résultats tangibles, va peser très lourd sur les finances publiques, la dette irakienne atteignant près de 80 milliards de dollars. Malgré ou à cause de ses déboires financiers, l'Irak se brouille rapidement avec deux de ses voisins, l'Arabie saoudite et le Koweit. En effet, le *raïs* irakien, dont le pays représente 10 % des ressources pétrolières mondiales convoite les ressources du petit émirat voisin, 8 % des ressources mondiales⁶⁵⁴. Avec cette manne pétrolière, Bagdad obtiendrait une place importante au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole tout en assainissant ses finances. Le pays est également le premier importateur d'armes, signe de la volonté du dirigeant d'affirmer son leadership sur la région, en se donnant les moyens d'assurer sa défense. Cette situation amène l'Irak à envahir le Koweit (été 1990). A cette époque, les États-Unis considèrent l'Irak comme la dernière incarnation de l'hydre totalitaire après la faiblesse puis la disparition de l'URSS. Pour le président américain, Georges H. W. Bush, Saddam Hussein est une réincarnation des dictateurs de la Seconde Guerre mondiale voire du roi de Babylone, Nabuchodonosor, qui détruisit Jérusalem au VI^e siècle avant Jésus-Christ⁶⁵⁵. De plus, Washington évalue la puissance militaire de l'Irak comme la quatrième armée du monde. À ses yeux, Bagdad se dotera bientôt de l'arme nucléaire pour menacer Israël et a envahi le Koweit afin de priver les Occidentaux de pétrole. Les États-Unis lancent donc une campagne d'opinion et rassemblent une coalition de 43 pays contre l'Irak. Parmi eux, nous retrouvons la Grande-Bretagne et la France mais aussi des pays arabes comme l'Égypte, qui court-circuite la Ligue arabe afin d'éviter tout règlement pacifique, ou la Syrie. À l'inverse, la Jordanie, l'Algérie et le Yémen refusent de participer à cette coalition, s'attirant les foudres de la communauté internationale⁶⁵⁶. L'Organisation de Libération de la Palestine, quant à elle, apporte son soutien à Saddam Hussein. Pour gagner le soutien des pays arabes, les États-Unis refusent la participation d'Israël à la coalition. Ce fait est vécu comme une véritable humiliation par Tel-Aviv qui a pourtant changé de dimension aux yeux des États-Unis avec la disparition de l'URSS. En

653 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 75.

654 *Ibid.*, p. 79.

655 Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté, 1956-2012. Tome II*, « Folio histoire », Gallimard, 2012, p. 799.

656 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 80.

effet, Washington veut désormais défendre directement ses intérêts dans la région, là où Israël était jusqu'alors son intermédiaire et son bras armé. Les opérations « Bouclier du désert » et « Tempête du désert » en 1990-1991 sont autorisées par une résolution de l'Onu. Face à la puissance de la coalition, l'Irak s'effondre en quelques jours et le Koweit est libéré en mars 1991. A l'issue de la « première guerre du Golfe », l'Irak est contrainte à un processus de désarmement sous contrôle des Nations unies⁶⁵⁷. Les tensions continuent néanmoins avec la coalition du fait des rétorsions menées par l'Irak contre les kurdes durant l'année 1991. Ces tensions conduisent à l'établissement d'une zone interdite aux opérations aériennes irakiennes. En septembre, l'Irak accepte finalement que les experts mandatés par l'ONU inspectent les installations de l'Irak pour détruire les armements non conventionnels et l'artillerie lourde. Pourtant, si les États-Unis et le Royaume-Uni voient dans le maintien de Saddam Hussein une justification de leur présence militaire dans la région⁶⁵⁸, la France, la Russie et la Chine s'en tiennent à la stricte application des sanctions contre l'Irak, jugeant que le pays doit être encouragé s'il participe et montre des signes d'amélioration⁶⁵⁹. La communauté internationale se divise sur la question du désarmement irakien, entre partisans d'une guerre préventive (États-Unis et Royaume-Uni), d'un côté, et adversaires de ce principe qui préfèrent une rallonge des moyens alloués aux enquêteurs (France, Allemagne, Russie), d'un autre côté⁶⁶⁰. L'idée de remplacer Saddam Hussein commence également à naître dans l'esprit des dirigeants américains. L'arrivée au pouvoir de Georges W. Bush renforce les préventions des américains envers certains états arabes. Les uns, considérés comme soutenant le terrorisme islamiste, comme la Syrie ou de l'Iran, les autres, abritant sur leur territoire des organisations liées au terrorisme, comme l'Irak. L'Arabie saoudite, alliée historique des américains, est également soupçonnée de soutenir le terrorisme par le biais du wahhabisme. Ce courant de pensée produit un discours qui est ouvertement anti-occidental et qui remet en cause le rôle historique de Riyad comme facteur de stabilité et de modération dans le monde arabe. Les États-Unis protestent donc contre l'attitude de son allié saoudien, en particulier vis-à-vis des médias panarabes qui relayent le ressentiment contre l'Occident⁶⁶¹. Ces médias, comme *Al-Jazira*, sont financés par les monarchies du Golfe à qui les États-Unis demandent d'encourager la modération dans les prêches et dans l'éducation religieuse d'inspiration wahhabiste. C'est dans ce contexte qu'interviennent les attentats du 11 septembre 2001 contre le *World Trade Center*

657 Sophie Chautard, *op. cit.*, pp. 86-93.

658 *Ibid.*, p. 86.

659 Brigitte Dumortier, Pierre Rossi, Loulouwa Al-Rachid, Philippe Rondot, « Irak », *Encyclopaedia Universalis* [En ligne], consulté le 27 juin 2020. URL : <https://www-universalis-edu-com.nomade.univ-tlse2.fr/encyclopedie/irak/>.

660 *Ibid.*

661 Georges Corm, *op. cit.*, p. 983.

et le Pentagone aux Etats-Unis. L'invasion de l'Irak sera la conséquence funeste de ces événements dramatiques, puisque les États-Unis déclarent la guerre au terrorisme⁶⁶². Le premier acte de cette campagne a été dirigé en Afghanistan en octobre 2001. Le régime des Talibans est la cible d'opérations militaires pour avoir refusé de livrer Oussama Ben Laden (1957-2011) et pour soutenir les terroristes d'Al-Qaïda⁶⁶³. Après la chute des Talibans, l'armée américaine se déploie à travers l'Afghanistan et les républiques voisines, appuyée par des contingents britanniques et français⁶⁶⁴. L'attention du président Bush s'oriente alors vers Bagdad. Il souhaiteachever ce qui avait été initié par l'opération « Tempête du Désert » en 1991 : forcer Saddam Hussein à quitter le pouvoir et installer un gouvernement démocratique avant d'étendre ce système politique au reste du Moyen-Orient.

Le discours sur l'état de l'Union du président Bush en janvier 2002 désigne l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord comme faisant partie d'un « axe du mal » soutenant le terrorisme et menaçant la paix mondiale⁶⁶⁵. Les États-Unis commencent les préparatifs en vue d'une intervention en Irak dès le début des années 2000, notamment en dénonçant la présence d'armes de destructions massives sur le sol irakien. Cependant, les rapports des inspecteurs de l'Onu ne corroborent pas ces informations tout en n'excluant pas cette possibilité. Une résolution de l'Onu créée donc une nouvelle commission d'enquête en Irak, l'Unmovic, dirigée par Hans Blix, ancien directeur général de l'Agence de l'énergie atomique⁶⁶⁶. Cette commission se voit, pourtant, interdire l'accès à l'Irak qui souhaite la garantie que la non-découverte d'armes de destruction massive mènera à la levée de l'embargo. Cette position irakienne reçoit le soutien d'autres pays, car l'embargo a des conséquences dramatiques, notamment sociales, sur la population irakienne⁶⁶⁷. La position américaine va cependant se durcir à la suite des attentats du 11 Septembre. Une résolution de l'Onu, adoptée par le Conseil de Sécurité sous la pression de la Grande-Bretagne et la France et acceptée par Bagdad, accorde un nouveau délai de trente jours pour prouver que Bagdad n'a plus d'armes de destruction massive. Le rapport est composé de 12 000 pages de documents mais il est jugé non concluant par l'Administration américaine. De plus, Hans Blix a une attitude ambiguë, puisqu'il refuse de montrer clairement que les stocks d'armes de destruction ont été détruits après la guerre de 1991, que ce soit par les inspecteurs de l'Onu ou par les autorités

662 Georges Corm, *op. cit.*, p. 1001.

663 Annick Foucier, « George Walker Bush (né en 1946) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 26 juin 2020. URL : <https://www-universalis-edu-com.nomade.univ-tlse2.fr/encyclopedie/george-walker-bush/>.

664 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 100.

665 « George Walker Bush », *op. cit.*

666 Commission de contrôle de vérification et d'inspection des Nations-Unies.

667 Georges Corm, *op. cit.*, p. 1003.

irakiennes⁶⁶⁸. Par ailleurs, les États-Unis, rejoints par la Grande-Bretagne, soupçonnent le gouvernement irakien de récompenser les familles des commandos-suicides palestiniens, considérés comme des terroristes, à l'instar des membres d'Al-Qaïda. Malgré les efforts diplomatiques de l'Onu et l'ouverture de l'Irak, le Président Bush et le Premier ministre Tony Blair n'auront de cesse de persuader la communauté internationale de la nécessité de se débarrasser de manière définitive du *raïs* irakien⁶⁶⁹. Bientôt, les pays de la communauté internationale se divisent en deux camps. D'une part, ceux qui sont en faveur de l'intervention, avec les États-Unis et le Royaume-Uni, auxquels s'ajoutent l'Italie de Silvio Berlusconi et l'Espagne de José María Aznar ; d'autre part ceux qui refusent une intervention en Irak et le départ de Saddam Hussein, au premier rang desquels la France, qui défend sa position à la tribune de l'Onu par la voix du Premier ministre Dominique de Villepin⁶⁷⁰. Elle est rejoints par la Belgique et l'Allemagne qui veulent tempérer les velléités anglo-saxonnes. Londres et Washington considèrent que leur choix illustre l'incapacité de Paris, Berlin et Bruxelles à s'adapter au monde issu de la guerre froide, un monde qui se retrouve confronté au terrorisme et au fanatisme islamiste, tout aussi dangereux que pouvait l'être le communisme⁶⁷¹. Cependant, des doutes subsistent sur les preuves apportées par Londres et Washington. En effet, le rapport transmis par les services secrets britanniques se révèle plagié d'une thèse d'un étudiant irakien qui s'appuie sur les données antérieures à la guerre du Golfe. D'autre part, lors d'un exposé devant les Nations Unies en février 2002 Colin Powell, le ministre américain des Affaires étrangères, s'appuie sur des projections de documents censés montrer des laboratoires mobiles destinés à la fabrication d'armes chimiques. La plupart des spécialistes mettent en doute la présentation de M. Powell mais il reçoit le soutien de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Espagne et de la Pologne⁶⁷².

Un autre acteur va s'illustrer dans la préservation de l'Irak : le pape Jean-Paul II et le Saint-Siège. Le pape polonais, qui a été le témoin des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, rejette la guerre. Il a déjà essuyé un revers cinglant lors de la Première Guerre du Golfe, où ses efforts en vue d'un règlement diplomatique ont échoué. Aussi, dès qu'il constate la nouvelle marche à la guerre menée par les Etats-Unis, il lance une nouvelle croisade contre la guerre, malgré la maladie qui le handicape de plus en plus. À Noël 2002, il lance des appels afin d' « éteindre les sinistres aveuglements d'un conflit qui peut encore être évité⁶⁷³ » et

668 Georges Corm, *op. cit.*

669 *Ibid.*, p. 1004.

670 Le ministre français des Affaires Etrangères, Dominique de Villepin, prononce le 14 février 2003, un discours contre la guerre en Irak, discours qui connaît un grand retentissement.

671 Georges Corm, *op. cit.*, p. 1004.

672 *Ibid.*, p. 1005.

673 Bernard Lecomte, *Jean-Paul II, op. cit.*, p. 575.

considère que « la guerre n'est jamais une fatalité ! Elle est toujours une défaite de l'humanité⁶⁷⁴ ! ». Il reçoit les principaux protagonistes du drame qui est en train de se jouer : le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz (1936-2015), le président du gouvernement espagnol, José María Aznar, le ministre des Affaires étrangères allemand Joschka Fischer ou encore le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, et le premier ministre britannique, Tony Blair⁶⁷⁵. Des personnalités américaines sont également reçues au Vatican et tentent de justifier une guerre menée en Irak. Par ailleurs, le souverain pontife cherche à mobiliser les évêques américains contre une guerre d'agression qui n'est pas légitime, puisque les États-Unis souhaitent contourner l'Onu pour intervenir militairement en Irak⁶⁷⁶. Le pape envoie un message personnel à Saddam Hussein en l'encourageant à coopérer avec les instances internationales et en évitant de donner à ses adversaires des raisons de déclencher la guerre. Au même moment, en France, la Conférence des Évêques publie un communiqué qui condamne les ambitions américaines :

Le droit à la légitime défense présuppose une attaque réelle ou imminente, et non la simple possibilité d'une attaque. Admettre qu'il soit légitime de mener des « guerres préventives » contre tous les régimes qui nous déplaisent ou qui oppriment leur peuple, ce serait mettre le monde à feu et à sang⁶⁷⁷.

La Curie romaine est également mobilisée par l'effort de Jean-Paul II. Le cardinal Jean-Louis Tauran a conscience, dès l'automne 2002 qu'un conflit en Irak est désormais inévitable⁶⁷⁸. Néanmoins, l'Onu reste à ses yeux la seule organisation internationale qui peut indiquer quand la diplomatie est inutile. Le 23 décembre 2002, dans un entretien au journal italien *La Repubblica*, celui qui est Secrétaire d'État pour les Relations avec les Etats souligne qu'une nouvelle guerre du Golfe serait un désastre qui pourrait conduire à une nouvelle croisade anti-chrétienne. Il insiste sur le fait qu'une guerre préventive, puisque c'est cela que souhaitent les États-Unis, est contraire à la Charte des Nations-Unies⁶⁷⁹. Il met également en garde l'unilatéralisme qui cautionnerait la loi du plus fort. Seulement, quatre mois avant le début du conflit, Mgr Tauran vient de mettre en évidence la chaîne des événements⁶⁸⁰.

Dans les premiers mois de 2003, le Saint-Siège va faire preuve d'une mobilisation exceptionnelle pour arrêter le processus vers la guerre. Le pape envoie à Washington le cardinal Pio Laghi, ancien nonce apostolique aux Etats-Unis et ami personnel de la famille

674 Bernard Lecomte, *Jean-Paul II, op. cit.*, pp. 575-576.

675 *Ibid.*

676 *Ibid.*

677 *Le Monde*, 12 février 2003 : « le cardinal Etchegaray en mission à Bagdad »

678 Jean-Marc Aveline (dir.), *Jean-Louis Tauran, le courage et la liberté*, Publications Chemins de Dialogue, 2019, p. 63.

679 *Ibid.*, p. 64.

680 *Ibid.*

Bush. Il envoie également le cardinal Roger Etchegaray à Bagdad auprès de Saddam Hussein⁶⁸¹. Le *raïs* israélien se montre attentif mais peu réceptif face au cardinal d'Espelette, tandis que le Président des Etats-Unis ne mesure pas les conséquences d'un conflit en Irak au regard des projets qu'il nourrit pour l'Irak⁶⁸². Cet aveuglement est illustré par les entretiens que le cardinal Tauran a avec Colin Powell. Celui-ci défend l'idée que l'Irak doit être accompagné vers la démocratie, une idée que Mgr Tauran trouve consternante⁶⁸³. Le Secrétaire pour les Relations montre également que la thèse de la présence d'armes de destruction massive en Irak n'est pas étayée. A la veille du déclenchement de l'intervention américaine, le cardinal Tauran défend la dimension humanitaire du conflit, une dimension que va désormais s'attacher à défendre l'État du Vatican. En effet, en Irak, le nonce apostolique, Mgr Fernando Filoni, se penche sur le sort des victimes et cherche à assurer la sauvegarde de la communauté catholique irakienne. Il visite les hôpitaux du pays et informe le Saint-Siège de la situation locale, permettant à Rome de disposer d'informations sans équivalent.

Après avoir vu le contexte de la mission de Mgr Etchegaray, il est maintenant temps de s'intéresser en détail à celle-ci.

3.2. Éviter la guerre : Mgr Etchegaray face à Saddam Hussein



Illustration 30: Mgr Etchegaray face à Saddam Hussein, Bagdad, 15 février 2003 (Le Monde du 18 février 2003)

Mgr Etchegaray est envoyé auprès de Saddam Hussein, que le cardinal d'Espelette a déjà rencontré en 1985. Il souhaite inciter le pouvoir irakien à coopérer avec la communauté internationale. L'ancien archevêque de Marseille considère que la responsabilité du conflit à

681 Bernard Lecomte, *op. cit.*, p. 576.

682 Jean-Marc Aveline (dir.), *op. cit.* p. 64.

683 *Ibid.* p. 64.

venir ne peut être attribuée à une seule partie. Il doit également montrer l'intérêt du Saint-Père pour la paix et aider les autorités irakiennes à réfléchir sur leur collaboration avec la communauté internationale, afin de garantir la paix au peuple irakien⁶⁸⁴.

Le président émérite de Justice et Paix arrive à Bagdad le 11 février en compagnie de Mgr Franco Coppola, membre de la Secrétairerie d'État. Il retrouve le nonce apostolique, qui est le seul ambassadeur à demeurer sur place pendant toute la durée du conflit. Comme lors de ses autres missions, l'éminence basque rencontre les principaux dirigeants du régime, notamment le vice-président Taha Yassine Ramadan (1938-2007), le vice-Premier ministre Tarek Aziz (1936-2015) et le chef des services secrets irakiens, Abu Sinnan⁶⁸⁵. Il rencontre également le chargé d'affaires de la nonciature et représentant de l'Union européenne, Nikolaos Garilidis, qui lui demande d'inciter Saddam Hussein à quitter le pouvoir, ce à quoi Mgr Etchegaray répond que ce n'est pas de la compétence du St Siège.

Par la suite, l'envoyé du Saint-Père se rend dans la région de Mossoul et de Ninive. Il y rencontre des chrétiens de rite chaldéen, avec qui il prie en faveur de la paix, insistant sur le mot arabe *Salam*⁶⁸⁶. La visite de Mgr Etchegaray prend toute son importance avec l'entretien avec Saddam Hussein le 15 février 2003. La rencontre entre les deux hommes dure une heure et demie, un fait qui souligne l'urgence de la situation, puisque le président irakien est assez avare de ce type d'entretien. Au cours de l'entretien, l'ancien président de Justice et Paix remet un message de Jean-Paul II faisant part de la solidarité du pape polonais avec le peuple irakien, qui subit les difficultés liées à l'embargo imposé à l'Irak, et de sa volonté d'éviter la guerre⁶⁸⁷. Le *raïs* fait la réponse suivante à son interlocuteur :

Je connais et j'apprécie la position du pape et du Saint-Siège. L'Irak ne possède pas d'armes de destruction massive. Malgré tout, nous sommes prêts à collaborer avec les inspecteurs de l'ONU et même avec les agents de la CIA [...] Mais il n'appartient à personne de prôner un changement de régime à Bagdad ! Qu'exige-t-on de l'Irak ? L'Irak n'a aucune prétention hégémonique, contrairement aux USA ! [...] Quant aux principes, ceux qui ont toujours inspiré notre régime sont le respect des autres pays et de toutes les croyances religieuses. L'Irak est, de tous les pays arabes, celui qui respecte au mieux la liberté des chrétiens. [...] Et pourtant, voyez comment la communauté internationale traite différemment l'Irak et Israël⁶⁸⁸ !

Il ajoute également :

Les Irakiens et les Arabes ont le droit d'affirmer que l'Irak est agressé, parce que c'est un pays arabe et musulman. Pourquoi cette agression, alors que l'Irak ne possède pas d'armes de destruction massive mais qu'Israël a tous les genres d'armes de destruction massive, tue les Palestiniens et détruit leurs propriétés ? Cela n'est-il pas de la discrimination raciale et religieuse ? La responsabilité historique et

684 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.* p. 323.

685 *Ibid.*

686 « Paix » en arabe. (Source : Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 324).

687 *Ibid.*, p. 324.

688 *Ibid.*

devant Dieu du pape est de mettre le doigt sur cette question. La mission de l'Église et du pape de sensibiliser les responsables américains est devenue facile, puisque toutes les Églises américaines se sont prononcées contre la politique agressive des États-Unis⁶⁸⁹

A travers ces entretiens, le cardinal comprend que Saddam Hussein souhaite éviter la guerre. Le président émérite de Justice et Paix constate également que le message du pape a touché son destinataire et que sa mission pourrait éloigner la tempête qui menace l'Irak⁶⁹⁰. La rencontre entre Mgr Etchegaray et Saddam Hussein se conclue sur une note inattendue. En effet, le *raïs* complimente le cardinal basque sur sa santé et lui glisse ce commentaire : « Si vous n'étiez pas prêtre, je vous aurais suggéré de vous marier. Et je vous aurais trouvé une belle irakienne ! ». Ce commentaire arrache un sourire au représentant du pape Jean-Paul II, qui le considère néanmoins déplacé au regard du contexte⁶⁹¹. Cependant, certains parmi la population irakienne ne sont pas dupes des efforts déployés par la diplomatie vaticane et ne se font pas d'illusions sur les intentions américaines, à l'instar du père Albert qui témoigne dans *Le Monde* du 14 février 2003 :

La paix ne dépend ni du pape ni du cardinal, c'est évident. La paix, en fait, ne dépend que de l'Irak, de "notre bonhomme" [Saddam Hussein]. S'il se retirait, Bush n'aurait plus aucune raison de faire cette guerre. Il n'y a aucune solution à la crise, parce que le *raïs* ne désarmera pas et n'abandonnera jamais le pouvoir⁶⁹².

Dans l'avion qui le ramène en Italie, le cardinal prépare une note à l'intention du pape Jean-Paul II, d'abord pour rendre compte de sa mission et ensuite pour présenter une requête au souverain pontife, considérant que celle-ci n'est pas achevée :

Saint-Père,

Je ne devrais pas vous écrire aujourd'hui, en ce jour où par un sursaut de prière et de jeûne vous avez invité à croire que la paix est encore possible. Si je vous écris, c'est comme poussé par ma conscience de simple disciple du Christ, pour vous soumettre une demande qui n'est ni un coup de tête ni un coup de cœur, mais, me semble-t-il, dans la pure logique de l'Évangile.

J'ai eu la grâce d'être votre envoyé en Irak comme messager de paix. Votre préoccupation majeure était de témoigner de votre amour paternel pour une population qui a tant souffert, depuis si longtemps, et vit dans une anxiété indicible. Maintenant, pourquoi ne pas lui apporter, d'une manière encore plus forte, un autre signe de cette solidarité avec ceux dont Dieu est désormais la seule espérance ? À l'heure d'un exode sous la menace d'une guerre imminente, pourquoi – à contre-courant – ne pas retourner là-bas sans mission, simplement (et non comme « bouclier humain ») pour partager en silence – juste le temps exceptionnel de l'épreuve – les conditions de vie très dures qui s'annoncent ? Saint-Père, pourquoi ne pas me laisser partir...avec votre bénédiction, qui se diffusera tout autour ? Je sais qu'une telle question doit passer au crible de « la sagesse du monde » mais ne peut-elle pas davantage relever de la « folie de Dieu, plus sage que les hommes » ?

689 *Le Monde* du 18 février 2003 « Mgr Etchegaray estime que Saddam Hussein "veut absolument éviter une guerre" »
690 *Ibid.*

691 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 325.

692 *Le Monde* du 14 février 2003, *op. cit.*.

Voilà, Saint-Père, ce n'est ni un songe ni un plaidoyer que je vous présente. Encore moins une requête embarrassante. Je m'en remets totalement au Seigneur, qui, par vous, dira à son serviteur « va ! », et il va, « reste ! », et il reste⁶⁹³.

Malgré le fait que cette mission ait un goût d'inachevé et qu'elle ait suscité une profonde réflexion de la part de l'ancien archevêque de Marseille, celui-ci ne retournera pas en Irak⁶⁹⁴.

3.3. Une mission jamais achevée : les suites de la visite du cardinal Etchegaray

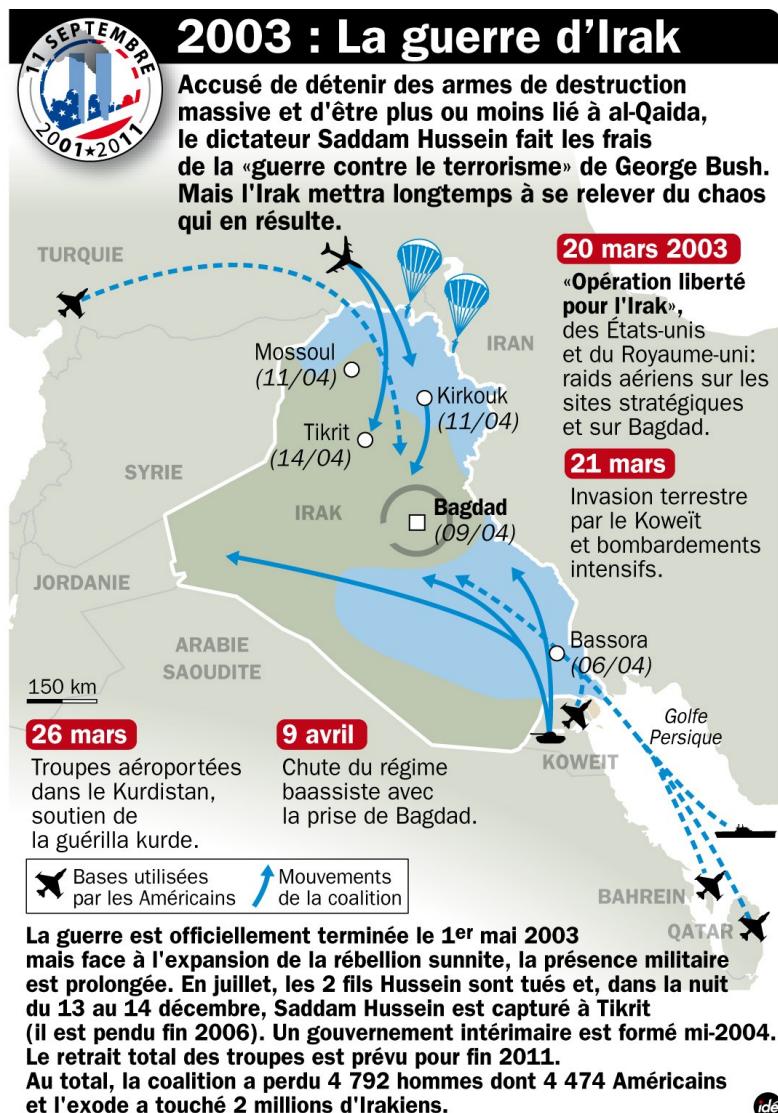


Illustration 31: Guerre d'Irak (2003-2011)

693 Roger Cardinal Etchegaray, *op. cit.*, p. 326.

694 *Ibid.*

Le 19 mars 2003, un mois après la visite du cardinal Etchegaray, l'opération *Iraqi Freedom* (Liberté pour l'Irak) est déclenchée par la coalition réunie autour des États-Unis, sans que l'Onu ne donne son accord⁶⁹⁵. Saddam Hussein a refusé de quitter le pouvoir et se berce d'illusion en pensant que la nouvelle coalition n'osera pas envahir l'Irak. Pour s'en convaincre, il fait démonstration du potentiel militaire irakien et est réélu en octobre 2002, à l'unanimité. Dans les premiers jours de l'invasion, l'armée irakienne fait preuve d'une résistance farouche, notamment pendant la défense de la ville de Bassorah⁶⁹⁶. Alors que les troupes de la coalition approchent de la capitale, se pose la question de la défense de la ville. En effet, deux hypothèses sont possibles : soit le siège de la ville est comparable à celui de Stalingrad, c'est à dire que les troupes irakiennes arrivent à inverser la situation face à la coalition, soit le ressentiment de la population irakienne contre Saddam Hussein facilite l'entrée des troupes américaines en libérateurs dans la capitale irakienne⁶⁹⁷. Finalement, la seconde hypothèse s'imposera, puisque l'armée irakienne ne combattra pas vraiment pour défendre la ville. Le haut-commandement irakien a-t-il négocié un accord secret avec les Américains ? La population lassée doutait-elle de la nécessité de protéger la capitale irakienne⁶⁹⁸ ? Toujours est-il que Bagdad est la proie d'un pillage intense et que de nombreuses infrastructures de l'État baasiste sont attaquées. Là-encore, l'incertitude domine concernant les causes de ce pillage, certains arguant que l'armée américaine a sciemment laissé les pillages se dérouler sans intervenir, d'autres pensant qu'elle s'est laissée déborder par les conséquences de la victoire finale. Les hauts personnages du régime irakien sont recherchés et emprisonnés, à commencer par Saddam Hussein. Si le *raïs* parvient à s'échapper au cours des derniers combats, il est retrouvé à la fin de l'année et jugé en 2004. Il sera condamné à mort par pendaison, la sentence exécutée le 30 décembre 2006⁶⁹⁹. Le 1^{er} mai 2003, la guerre d'Irak est officiellement terminée, mais le président américain indique que la guerre contre le terrorisme est toujours d'actualité⁷⁰⁰.

Au Pays des deux fleuves, une administration civile s'organise sous la direction de Paul Bremer. En juillet 2003, un conseil de gouvernement transitoire se met en place, avec 13 chiites, 5 Kurdes sunnites, 5 Arabes sunnites, 1 chrétien et 1 Turkmène. En juin 2004, la souveraineté est transférée de l'administration provisoire au gouvernement irakien de transition, en place depuis le début du mois, et dirigé par le premier ministre Iyad Allaoui et le président par intérim Ghazi al-Yaouar. En janvier 2005, des élections sont organisées et

695 Christophe Péry, « Guerre d'Irak - (2003-2011) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 27 juin 2020.
URL : <https://www-universalis—edu-com.nomade.univ-tlse2.fr/encyclopedie/guerre-d-irak/>.

696 Sophie Chautard, *Comprendre les conflits du Moyen-Orient*, *op. cit.*, p. 119.

697 *Ibid.*, p. 95.

698 *Ibid.*, p. 120.

699 Georges Corm, *op. cit.*, p. 1030.

700 Sophie Chautard, *op. cit.*, p. 120.

donnent la majorité à une liste chiite. Cette domination des chiites est confirmée par les élections législatives en décembre 2005, qui se déroulent suite à l'adoption d'une nouvelle Constitution. Celle-ci repose désormais sur le fédéralisme et le communautarisme⁷⁰¹. Ainsi les chiites, qui représentent 60 à 65 % de la population, entendent désormais jouer un rôle politique au sein des nouvelles institutions, après avoir été réprimés pendant deux décennies sous le régime baasiste. De leur côté, les sunnites (20 à 25 % de la population), qui ont dirigé l'Irak depuis les origines jusqu'à Saddam Hussein, entendent défendre leurs positions. Leur bastion est la ville de Falloujah, une ville qui rassemble la résistance sunnite ainsi que des organisations terroristes, ce qui pousse les troupes américaines et israéliennes à y mettre le siège⁷⁰². Le sommet de Charm el-Cheikh, de novembre 2004, réunit les ministres des Affaires étrangères des pays du Proche et du Moyen-Orient (Iran, Syrie, Jordanie, Turquie, Arabie saoudite et Koweit), des représentants de l'Onu, du G8, de la Chine et de l'UE. Ensemble, ils étudient les modalités d'un engagement des pays voisins à prendre des mesures contre l'infiltration des groupes terroristes et du transit d'armes et d'argent à destination de l'Irak, et d'un désengagement des forces de la coalition⁷⁰³. Cependant, la violence persiste et la conduite des pays voisins, comme la Syrie ou l'Iran, laissent en suspend l'apaisement de la région, en général, et de l'Irak en particulier. Ainsi, le progrès démocratique se paie de la dépendance du Pays des deux fleuves envers les puissances étrangères et de l'omniprésence de la violence⁷⁰⁴. En effet, une guerre civile éclate, alors que les différentes communautés se divisent entre une partie qui soutient la présence étrangère et les nouvelles institutions et l'autre qui la récuse. Sur le plan international, Washington subit également un revers, puisque, suite aux attentats de Madrid, dus à l'intervention espagnole en Irak, le gouvernement de José Luis Zapatero, fraîchement élu, annonce le retrait des troupes espagnoles d'Irak⁷⁰⁵. La péninsule ibérique sera suivie par le Honduras et les Philippines, tandis que la Pologne, l'Italie et la Bulgarie poursuivent leur engagement au sein de la coalition, en dépit des attentats qui visent leurs troupes⁷⁰⁶.

Les motivations des États-Unis et du Royaume-Uni pour envahir l'Irak suscitent toujours des doutes. Nous avons indiqué précédemment que les relations entre Riyad et Washington n'étaient pas des plus cordiales avant l'attaque de l'Irak. Or, les États-Unis souhaitent s'assurer de la maîtrise des ressources pétrolières dans la région⁷⁰⁷. Cela est

701 Georges Corm, *op. cit.*, p. 1027.

702 Sophie Chautard, *op. cit.*, pp. 128-130.

703 *Ibid.*, p. 138.

704 *Ibid.*, p. 122.

705 Georges Corm, *op. cit.*, p. 1023.

706 *Ibid.*, p. 1024.

707 L'Irak étant situé entre le Tigre et l'Euphrate.

d'autant plus vrai que les dirigeants ont des intérêts pétroliers, à l'instar de la famille Bush ou du vice-président Dick Cheney, ancien vice-président de la société de travaux pétroliers Haliburton⁷⁰⁸. Par ailleurs, Washington et Londres avancent un lien supposé entre l'Irak, pourtant un régime laïc, et al-Quaïda, une organisation fondamentaliste et, par nature, antibaasiste⁷⁰⁹. Ces deux faits laissent sceptiques les observateurs. De plus, la capacité de mobilisation d'armes de destruction massive, souvent réaffirmée par les Anglo-Saxons, semblait assez compromise à la suite des démantèlements des installations par les inspecteurs de l'Onu entre 1991 et 1996. Beaucoup, parmi la communauté internationale, considèrent que l'invasion de l'Irak a permis aux Etats-Unis d'affirmer leur hyperpuissance dans le monde⁷¹⁰. Nous avons vu auparavant que l'État d'Israël était le relais de Washington au Proche-Orient, et ce jusqu'à la Première guerre du Golfe. Or, avec la guerre d'Irak, une menace directe sur l'État hébreu est neutralisée, ce qui implique donc un changement de dimension des pays arabes et d'Israël dans le Moyen-Orient à l'heure américaine.

Il est aussi important de voir les réactions du Saint-Siège après le début de l'invasion de l'Irak. Dans sa bénédiction de Pâques, le 20 avril 2003, le pape Jean-Paul II demande le retour de la paix et que les Irakiens puissent entamer la reconstruction de leur pays avec le soutien de la communauté internationale⁷¹¹. Le pape polonais a fait tout ce qui était en son pouvoir au moment où il le fallait, afin d'enrayer la course à la guerre, sans succès⁷¹². Toutefois, il reste déterminé à vouloir toucher la conscience des hommes, une constante qu'il partage avec Mgr Etchegaray. Le pape ne dispose pour seules armes que des mots, même si ceux-ci peuvent être occultés par le bruit des armes, par les intérêts particuliers ou encore par les calculs et les passions⁷¹³.

Les missions menées par le cardinal français Roger Etchegaray lui ont permis de se confronter à différents contextes. Au Liban comme en Irak, c'est la guerre qui conduit le pape à envoyer son représentant afin d'apaiser les tensions et les rancœurs en posant des jalons pour l'établissement de la paix. Si cela fonctionne à long terme au Liban, la situation demeure à l'heure actuelle assez compliquée en Irak, qui n'a pas retrouvé la stabilité, dix-sept ans après l'invasion américaine. Le siège de la Basilique de la Nativité, quant à lui, fait appel aux talents de diplomate du cardinal d'Espelette afin de parvenir à un règlement qui permette la

708 Georges Corm, *op. cit.*, p. 1006.

709 *Ibid.*

710 *Ibid.*, p. 1007.

711 Bernard Lecomte, *Jean-Paul II, op. cit.*, p. 576.

712 Entretien avec Bernard Lecomte, *op. cit.*

713 *Le Monde* du 18 février 2003, *op. cit.*

levée du siège. La guerre d'Irak est le dernier combat international livré par le pape Jean-Paul II, déjà miné par la maladie. Il s'agit également de la dernière mission menée par le cardinal Etchegaray au service du pape polonais.

Épilogue

Le 02 avril 2005, aux alentours de 21h30, le pape Jean-Paul II meurt au Vatican, au terme d'un pontificat de 27 ans. Celui-ci se démarque de ses prédécesseurs en mettant l'accent sur la défense des droits de l'Homme, une notion bien connue du pape, puisque celui-ci vient d'un pays issu du bloc de l'Est, dont les autorités bafouent régulièrement les libertés fondamentales. Le pape polonais contribue également à révolutionner la nouvelle place de l'Église afin qu'elle réponde aux défis du III^e millénaire. Ceux s'avèrent nombreux, en particulier en ce qui concerne l'émergence d'un nouvel acteur : le terrorisme islamique.

L'action de Jean-Paul II contre le bloc communiste passe par plusieurs moyens. Tout d'abord, il s'est attaché à redéfinir la politique du Saint-Siège à l'égard des pays de l'Est. Au-delà de la remise en cause du danger du communisme athée, c'est son caractère totalitaire, autrement dit sa capacité à réprimer tout ce qui constitue une nation, qui inquiète le pape. Dès son accession au trône de Saint Pierre, l'ancien archevêque de Cracovie, va chercher à établir le dialogue avec les différents pays d'Europe de l'Est comme la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie. Le pape a une conception personnelle de la politique vaticane, en ayant recours aux mots tandis qu'il laisse la gestion des affaires aux spécialistes. C'est en Pologne, patrie d'origine du pape, qu'intervient la première fissure dans le bloc soviétique, en particulier avec l'émergence du syndicat Solidarnosc, que le pape décide de soutenir. Cet élan est renforcé par les réformes lancées par le nouveau dirigeant de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev. Alors que cela ne suscite aucune réaction particulière chez les pape, la mise en place de la *perestroïka* et la *glasnost* ont laissé penser que des changements majeurs étaient sur le point de se produire. C'est encore en Pologne que se met en place le premier gouvernement non-communiste en 1989 tandis que le mur de Berlin s'effondre à la fin de cette même année. Gorbatchev dira même, alors qu'il s'est entretenu avec le pape au Vatican :

Nous pouvons désormais affirmer aujourd'hui, que tout ce qu'il s'est passé en Europe de l'Est au cours de ces dernières années n'aurait pas été possible sans ce pape, sans le rôle éminent – y compris sur le plan politique – qu'il a joué sur la scène mondiale⁷¹⁴.

La fin de la Guerre froide a consacré la prédominance du capitalisme et ses dérives. Si la fin de la guerre froide consacre la domination des Etats-Unis et la suprématie du capitalisme. Cependant, le pape polonais a tout de suite saisi les limites de cette idéologie en identifiant les travers et les inconvénients du libéralisme. Pour le pape polonais, le matérialisme ne doit pas primer sur la dignité de l'Homme. Ce n'est pas le principe de l'économie de marché qui est rejeté par le pape mais bien les excès du capitalisme, en

⁷¹⁴ Bernard Lecomte, *Jean-Paul II, op. cit.*

particulier les inégalités entre le Nord, industrialisé, et le Sud, en voie de développement. Encore une fois, c'est l'homme qui doit bénéficier des apports du capitalisme.

Contrairement à ce qu'a laissé penser la fin de la guerre froide, les sociétés humaines ont continuées à s'entre-déchirer dans des conflits dont les conséquences sont dramatiques pour les populations civiles, que ce soit en Yougoslavie ou au Rwanda, pour ne citer qu'eux. Le pape a souhaité, à chaque instant, témoigner de son soutien auprès des victimes des conflits, témoignage de son expérience de la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi qu'il s'engage à tout faire pour empêcher la guerre du Golfe, dans les années 1990, ou l'intervention américaine en Irak en 2003. Ce faisant, il se démarque de la politique américaine en la condamnant pour pouvoir mieux se rapprocher des marges non évangélisés. Le 11 septembre et ses conséquences viendront remettre au centre de l'attention du Saint-Siège l'importance du dialogue interreligieux avec l'ensemble des acteurs des trois grands monothéismes.

« Le pape, combien de division ? », avait dit Staline. Jean-Paul II aura su, utiliser les moyens à sa disposition, à savoir non seulement les congrégations religieuses mais aussi par la Secrétairerie d'État et ses envoyés personnels, comme le fut pendant de nombreuses années le cardinal Etchegaray. Celui-ci a été notamment appelé à Rome par le pape pour être envoyé sur « les points chauds, qu'il s'agisse de conflits à régler ou de misère à soulager. Il s'agissait d'assurer les populations de la préoccupation que le pape avait d'elles et de rendre plus visible sa proximité avec ceux qui souffrent. Si j'ai rencontré beaucoup de souffrance, j'ai aussi vu beaucoup d'espoir, car la paix est, en fait, une aspiration plus forte que tout⁷¹⁵ ».

Après l'Irak, dernière mission accomplie par Mgr Etchegaray pendant le pontificat de Jean-Paul II, le pape Benoît XVI charge l'ancien président de Justice et Paix d'une dernière mission au Liban, en 2006. Celle-ci vient conclure un périple de près de vingt ans sur tous les fronts, de la Chine à l'Irak, en passant par le Vietnam ou le Rwanda, au cours duquel le cardinal Etchegaray aura développé son talent pour le dialogue et la conciliation. En effet, pour le cardinal, le dialogue est une donnée importante : elle passe par le respect de l'autre, témoigné par une écoute pleine et entière afin de comprendre le message que souhaite transmettre l'interlocuteur tout en faisant abstraction de sa différence. Ainsi la rencontre avec Fidel Castro illustre-t-elle cette démarche puisque, si l'envoyé du pape parvient à aborder la question de la situation de l'Église cubaine, il arrive également à nouer un rapport personnel avec son hôte. Ce fait souligne également le caractère incarné et personnel de ce que l'on peut appeler la démarche etchegarienne, une démarche qui est permise, nous avons eu l'occasion

715 *Le Figaro Magazine* du 12 janvier 2002 : « les diplomates de Dieu »

de le voir, par son statut d'émissaire du pape. Le cardinal Etchegaray partage également avec Jean-Paul II, la défense de l'Homme, comme il a pu le dire lui-même :

Je crois que l'homme est extra, parce que Dieu aime l'Homme, il l'a voulu. S'il reconnaît quelque reflet de quelqu'un qui le dépasse, tout est possible sur le chemin de la paix et de la liberté. Moi je me sens tout petit face à la montagne. Celle-ci a beau être haute, il y a toujours un côté de cette montagne qui est ensoleillée, c'est comme cela que je garde espoir en l'homme, quel qu'il soit. Ma vie est une vie pastorale, surtout du fait que les problèmes que j'avais à traiter étaient des problèmes dans ce que l'humain a de plus profond. Lorsqu'il [le pape Jean-Paul II] m'envoie à travers le monde pour accomplir ces missions, le premier bénéficiaire, c'est moi-même⁷¹⁶.

Le jugement que porte l'ancien archevêque de Marseille sur ses missions est également très important pour illustrer son engagement au service du pape : le président émérite de Justice et Paix insiste sur l'importance de l'autorité morale du pape pour faire avancer des problèmes complexes, comme ce fut notamment le cas pour le Liban, tout au long des visites faites par l'éminence basque au pays du Cèdre. D'autre part, il ne néglige nullement la portée de ses visites et missions en Chine, à Cuba, ou au Vietnam, missions qui s'inscrivent dans la vision universelle du pape polonais :

Des consignes, je n'en avais pas, j'étais libre (à propos de sa venue en Chine en 1980). C'est en conscience que j'ai pu rencontrer ceux qui avaient demandé à me voir. Je n'ai demandé à voir personne mais j'ai été heureusement surpris que les plus hautes autorités aient demandé à me voir. Je n'avais rien à proposer (à propos de son voyage au Vietnam en 1990), ni armes, ni projet politique, simplement un peu de la miséricorde de Dieu et un peu de l'intérêt que porte le pape aux plus malheureux. Le plus important dans ces pays, ce n'est pas qu'un membre de Rome puisse aller là-bas pendant quelques jours mais de soutenir l'Église locale qui, au jour le jour, vit l'espoir. Ce qui peut rapprocher les hommes, c'est lorsque l'on peut partager leur misère, leur souffrance. Partager, pas seulement en parole mais aller voir des personnes qui ont toujours quelque chose à dire de profond. Cette vie m'a rendue plus humaine moi-même⁷¹⁷.

A travers ses différentes missions, le cardinal a rencontré des dirigeants peu recommandables sur la scène internationale, à l'instar de Saddam Hussein ou de Fidel Castro. À partir de ces différents entretiens, l'éminence basque développe une conception selon laquelle chaque homme, même le pire des assassins possède une part d'humanité qui fait de lui quelqu'un de riche.

À la suite du décès de Mgr Etchegaray, les hommages se succèdent pour saluer la mémoire de celui qui a pu faire avancer les dossiers de l'Église et de la foi. Le pape François, dont le cardinal ezpeletar était proche, garde le souvenir d'un « homme à la foi profonde et au regard tourné vers les extrémités de la terre, toujours en éveil quand il s'agissait d'annoncer

716 « Roger Etchegaray. Foi de globe-trotter », Le Jour du Seigneur, 1998, [En ligne], consulté le 14 mai 2020. URL : <https://vodeus.tv/video/roger-etchegaray-foi-de-globe-trotter-2159>.

717 *Ibid.*

l’Evangile aux hommes d’aujourd’hui ». Le diocèse de Bayonne publie le communiqué suivant :

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès, ce mercredi 4 septembre 2019 à 17h30, à Cambo-les-Bains, du cardinal Roger Etchegaray, qui s'est endormi, muni des derniers sacrements, dans la paix et la sérénité. Nous mesurons toute l'émotion que la nouvelle de sa disparition ne va pas manquer de susciter dans notre diocèse, dans l'Eglise, en France et dans le monde entier. Nous invitons tous les fidèles à prier pour le repos de son âme⁷¹⁸.

La presse française, en particulier *La Croix*, *Le Figaro* et *Le Monde* ou *La Vie* qui proposent de revenir sur la vie et le parcours du cardinal d’Espelette. Le président de la République française, M. Emmanuel Macron publie également un communiqué qui salue la capacité de dialogue du cardinal :

Partout où le dialogue achoppait, au plus sanglant du génocide des Tutsi au Rwanda, en Iran, en Chine communiste, à Sarajevo, auprès de Saddam Hussein ou de Fidel Castro, le prélat portait des paroles d’apaisement et de reconstruction. En des temps marqués par le durcissement des positions diplomatiques, la peur et le rejet de l’autre, il arpantait le monde entier, jusque dans ses marges, pour favoriser la reprise des échanges. Son amour profond de la France s’accompagnait d’une curiosité inlassable pour les cultures étrangères, en particulier pour la Chine et la Russie. Chez lui, la compréhension et la compassion étaient les deux moteurs d’un même élan vers l’autre⁷¹⁹.

De son côté, le premier ministre de l’époque, M. Edouard Philippe, publie le communiqué suivant :

Le cardinal Roger Etchegaray s'est éteint hier soir à l'âge de 96 ans, dans le pays basque qui l'avait vu naître. Le Premier ministre tient à saluer la mémoire et le rôle d'une très grande figure de l'Eglise de France. Archevêque de Marseille au verbe ouvert et chaleureux, président de la conférence des évêques de France qui accueillit le pape Jean-Paul II lors de son premier voyage pontifical dans notre pays, le cardinal Etchegaray fut un infatigable pèlerin de paix, envoyé dans le monde entier par Jean-Paul II pour porter un message d’espoir aux populations en difficulté. Le cardinal Etchegaray œuvra toute sa vie pour le dialogue entre les peuples et entre les religions. Retiré en France, il gardait un œil sur le monde malgré son grand âge. La République française avait reconnu l’importance de son œuvre et de ses mérites en l’élèvant à la dignité de grand-croix de la Légion d’honneur. Le Premier ministre exprime à ses proches et à l’ensemble des catholiques de France, ses sincères condoléances⁷²⁰.

A la suite du décès du cardinal ezpeletar, nous avons souhaité recueillir le témoignage de personnes qui l’ont côtoyé ou qui ont pu l’approcher. Mgr Georges Pontier, archevêque de Marseille de 2006 à 2019, souligne l’humanité, la simplicité et l’humilité de Mgr Etchegaray. Il signale également que malgré la richesse de son parcours, le cardinal d’Espelette n’a jamais recherché les honneurs, préférant se placer en tant que serviteur, toujours dans le don de soi, à l’image de la mission en Irak. Mgr Pontier fait également part de l’ouverture de l’Eglise au

718 Communiqué de Mgr Aillet, archevêque de Bayonne, Lescar et Oloron, 06 septembre 2019 [en ligne]. Consulté le 28 juin 2020. URL : <http://diocese64.org/actualites/item/1760-deces-du-cardinal-roger-etchegaray>.

719 Communiqué de l’Elysée, 05 septembre 2019 [en ligne], consulté le 28 juin 2020. URL : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/09/05/deces-du-cardinal-roger-etchegaray>.

720 Communiqué de presse de l’Hôtel de Matignon, 05 septembre 2019.

monde, comme en témoigne son intérêt pour la Chine, où le cardinal Etchegaray s'est rendu à de nombreuses reprises. Dans un second temps, le journaliste Bernard Lecomte, spécialiste de l'Europe de l'Est et du Vatican, a aidé Mgr Etchegaray à rédiger ses mémoires. Au cours de ce travail, M. Lecomte met en évidence le fait que l'ancien président de Justice et Paix incarne une partie secrète et humaine de la diplomatie du Saint-Siège. Il souligne que le souvenir du cardinal d'Espelette demeure très fort à Marseille, comme il a pu s'en rendre compte en rencontrant les sœurs de San Giuseppe dell'Apparizione. Enfin, le père Joseph Dao, vicaire de l'ensemble paroissial de Tournefeuille d'origine vietnamienne, nous a montré comment les visites du cardinal dans son pays ont permis son ouverture ainsi que l'amélioration des relations entre l'Église et l'État vietnamiens.

Pour conclure, cette étude nous a permis de mettre en évidence une diplomatie particulière, celle du Saint-Siège, une diplomatie qui dispose de ses propres règles et d'une portée universelle. Au cœur de celle-ci, l'action du cardinal Etchegaray illustre la volonté du pape Jean-Paul II de témoigner de son soutien à chaque région en difficulté, face aux conflits ou à la misère. Nos travaux ont également permis de soulever le caractère singulier du cardinal basque, prêt à aller jusqu'au don de soi, ainsi que le montre son message personnel adressé à Jean-Paul II pendant le Carême 2003, à son retour de mission en Irak. Enfin, les différentes missions que nous avons pris le temps de décrire se démarquent par les jalons posés par Mgr Etchegaray, jalons qui trouvent un écho actuel, en particulier en Chine.

Sources et Bibliographie

Sources

ETCHEGARAY Roger Cardinal, LECOMTE BERNARD, *J'ai senti battre le cœur du monde*, « Texto », Tallandier, 2019.

BOUTROS-GHALI Boutros, PERES Shimon, , *60 ans de conflit israélo-palestinien : témoignages pour l'Histoire. Entretiens croisés avec André Versaille*, Editions Complexe, Bruxelles, 2006.

Presse écrite

Cardinal Roger Etchegaray, globe-trotter de la foi

Le Monde du 19 mai 2000 : « Les hommes du Vatican ».

News Press du 26 mars 2004 : « UNESCO. Le prix Félix-Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix 2003 est attribué à Mgr Etchegaray et à Mustafa Ceric, Grand Mufti de Bosnie-Herzégovine ».

Le Figaro Magazine du 12 janvier 2002 : « Les diplomates de Dieu »

La Croix du 03 novembre 2007 : « Cardinal Roger Etchegaray, une vie aux avant-postes de l'Église »

Le Figaro du 13 novembre 2007 : « Roger Etchegaray, cardinal globe-trotter »

AFP du 25 décembre 2009 : « Le cardinal Roger Etchegaray, cardinal atypique et diplomate personnel des papes ».

Sud-Ouest du 05 septembre 2019 : « Roger Etchegaray, le cardinal d'Espelette »

La Croix du 06 septembre 2019 : « Cardinal Roger Etchegaray, le Basque universel »

La Vie du 12 septembre 2019 : « « Roger Etchegaray, cardinal baroudeur »

« À la grâce de Dieu » : le cardinal Etchegaray en Chine (1980 ; 1993 ; 2000 ; 2003)

Le Monde du 28 février 1980 : « Mgr Etchegaray est en visite en Chine »

Le Monde du 29 février 1980 : « La visite en Chine du cardinal Etchegaray précède celle du cardinal Koenig »

Le Monde du 05 mars 1980 : « Les entretiens de Mgr Etchegaray à Pékin font apparaître une volonté de normaliser les relations entre le Vatican et la Chine »

Le Monde du 20 mars 1980 : « Aux yeux des Chinois, la diffusion mondiale du christianisme n'enlève rien à son caractère occidental »

Le Monde du 09 septembre 1993 : « A la fin de sa visite en Chine, le cardinal Etchegaray se réjouit de la “volonté de dialogue” de Pékin ».

La Croix du 13 septembre 2000 : « Le cardinal Etchegaray à Pékin »

La Croix du 20 septembre 2000 : « Le cardinal Etchegaray a dit la messe dans une église chinoise “officielle” »

La Croix du 22 septembre 2000 : « Les Chinois sont satisfaits de la visite du cardinal Etchegaray »

La Croix du 26 septembre 2000 : « De retour de Chine, le cardinal Etchegaray affirme que “l’on ne peut séparer le bon grain de l’ivraie” entre catholiques “clandestins” et “officiels” »

Le Figaro du 28 septembre 2000 : « Pékin somme le Vatican de se repentir »

La Croix du 29 septembre 2000 : « L’Église honore ses martyrs de Chine »

La Croix du 12 octobre 2001 : « La longue marche de l’Église de Chine. La Chine et l’Église ».

Le Figaro du 27 septembre 2003 : « Le cardinal Roger Etchegaray est en visite en Chine dans la province du Sichuan »

Le Figaro du 30 novembre 2004 : « L’unité est la priorité de l’église catholique chinoise »

Extrait du documentaire « Chrétiens d’Asie : église en Chine, de Philippe Fuselier, France 2, 2003 [En ligne], consulté le 14 mai 2020, URL : <https://vodeus.tv/video/roger-etchegaray-si-loin-de-la-chine-1066> (2'33).

« Liban, tu ne mourras pas ! » (juillet 1985)

Le Monde du 06 juillet 1985 : « Les Syriens auraient retiré du Liban près du quart de leurs effectifs »

Le Monde du 13 juillet 1985 : « Vous retrouverez vos églises et vos cimetières »

Le Monde du 08 juillet 1985 : « Le Liban pourrait porter plainte devant le Conseil de sécurité »

« Un cardenal basco francès » face au *Líder maximo* (décembre 1988-janvier 1989)

Libération du 22 janvier 1998 : « Un long réchauffement. Du rendez-vous manqué de 1979 au coup de foudre de 1996, deux décennies de péripéties diplomatico-religieuses ».

Sud-Ouest du 03 janvier 1989 : « La Havane : Etchegaray fait applaudir le pape »

« Un grand bienfaiteur dans l’histoire du Vietnam » (1989 ; 1990)

Le Monde du 06 juillet 1989 : « Vietnam : visite du cardinal Etchegaray »

Le Monde du 15 novembre 1990 : « Vietnam : fin de la visite du cardinal Etchegaray »

La Croix du 26 juin 1998 : « La Curie s’ouvre à l’Asie. Mgr Nguyen Van Thuan succède au cardinal Roger Etchegaray à la présidence du Conseil pontifical Justice et Paix »

Missions Etrangères de Paris : « Le cardinal Roger Etchegaray rencontre le Premier ministre, M. Đô Mu’ò’i », 1990.

Missions Etrangères de Paris : « Mgr François-Xavier Nguyễn Van Thuân, ancien archevêque coadjuteur de Hô Chi Minh-Ville est nommé président du Conseil pontifical « Justice et Paix ».

Missions Etrangères de Paris : « Relations Vietnam-Vatican : échanges de bons procédés »,

Les guerres de Yougoslavie (1992-1995)

Le Monde du 26 novembre 1991 : « Le cardinal Etchegaray en Croatie ».

Sud-Ouest du 16 août 1992 : « Le cardinal Etchegaray à Sarajevo ».

Le Monde du 18 août 1992 : « La guerre civile en Bosnie-Herzégovine et ses répercussions internationales »

Le Figaro du 12 janvier 1993 : « Alors que les musulmans ont répondu à l’invitation du pape, les orthodoxes ont boudé le sommet interreligieux d’Assise ».

Le Monde du 27 juin 1997 : « Le cardinal Roger Etchegaray, président du Conseil pontifical « Justice et Paix ». Le voyage de Jean-Paul II à Sarajevo »

« Le plus grand chemin de croix de ma vie »

Le Monde du 27 juin 1994 : « Le cardinal Etchegaray en mission au Rwanda »

Le Monde du 08 juillet 1994 : « La visite au Rwanda du cardinal Etchegaray : “des églises devenues des abattoirs d’innocents” ».

La Croix du 09 février 2001 : « Le cardinal Roger Etchegaray au centenaire de l’Église rwandaise ».

Le Monde du 10 février 2001 : « Mission de réconciliation au Rwanda du cardinal Etchegaray ».

Ca m’intéresse Histoire, novembre-décembre 2019 : « j’ai survécu au génocide du Rwanda », pp. 82-83.

Le siège de la basilique de la Nativité

La Croix du 04 avril 2002 : « La basilique de la Nativité assiégée ».

L’Orient-Le Jour du 04 avril 2002 : « le Vatican propose un plan pour parvenir à un cessez-le-feu.

La situation en Terre Sainte provoque la colère du pape »

Le Monde du 05 avril 2002 : « Le patriarcat latin exige le retrait des troupes israéliennes de Bethléem ».

Sud-Ouest du 06 avril 2002 : « L’incroyable siège ».

Le Progrès du 09 avril 2002 : « L’appel au respect de la basilique de la Nativité ».

La Croix du 24 avril 2002 : « Les négociations étaient optimistes hier-après midi quant à la levée du siège de la basilique de la Nativité à Bethléem ».

L'Orient-Le Jour du 30 avril 2002 : « Arafat pourra aller là où il veut d'ici quelque jours ».

L'Orient-Le Jour du 30 avril 2002 : « Un mort à l'intérieur de la basilique de la Nativité : le pape envoie le cardinal Roger Etchegaray en Terre Sainte ».

Le Monde du 03 mai 2002 : « Ariel Sharon rend une liberté sous contrôle à Yasser Arafat ».

Le Monde du 03 mai 2002 : « Arafat sort vainqueur du siège de Ramallah ».

La Croix du 06 mai 2002 : « Le siège de la basilique de la Nativité à Bethléem ».

Le Figaro du 07 mai 2002 : « Les négociations sur la levée du siège de la Nativité piétinent ».

Sud-Ouest du 13 mai 2002 : « la basilique “reconsacrée” après le siège ».

L'Orient-Le Jour du 13 mai 2002 : « Les Grecs orthodoxes “reconsacrent” la Nativité, Mgr Etchegaray appelle à la paix »

Irak, la « mission au bout de l'espoir »

La Croix du 10 février 2003 : « Le Pape envoie le cardinal Roger Etchegaray à Bagdad pour encourager les autorités irakiennes à coopérer avec les Nations Unies »

Le Figaro du 12 février 2003 : « Le cardinal Etchegaray à Bagdad »

Le Télégramme du 13 février 2003 : « Le cardinal Etchegaray en mission de paix à Bagdad »

Le Monde du 14 février 2003 : « La mission “aux limites de l'espoir” du cardinal Etchegaray en Irak »

Le Monde du 18 février 2003 : « Mgr Etchegaray estime que Saddam Hussein “veut absolument éviter une guerre” »

L'Orient-Le Jour du 13 février 2003 : « Ultime tentative du Vatican pour empêcher la guerre »

« Declaration by Cardinal Roger Etchegaray following his meeting with Iraqi president Saddam Hussein, Baghdad, February 15th 2003 », *Holy See Press Office* [En ligne], consulté le 14 mai 2020,

URL : <www.vatican.va/holy_father/special_features/peace/documents/peace_20030215_decl-card-etchegaray-iraq_en.html>

« Iraqi president meet papal envoy Etchegaray », *Irish Times* [En ligne], consulté le 14 mai 2020,

URL : <<https://www.irishtimes.com/news/iraqi-president-meets-papal-envoy-etchegaray-1.461842>>

Sources orales

Entretiens

Bernard Lecomte, ancien journaliste spécialiste du Vatican. Entretien concernant la figure et l'action du cardinal Etchegaray, réalisé à Charny-Orée-de-Puysaye (89), le 06 mars 2019.

Père Joseph Dao, vicaire de l'ensemble paroissial de Tournefeuille (31). témoignage de son expérience de prêtre au Vietnam, recueilli à Plaisance du Touch le 14 février 2020.

Père Georges Pontier, archevêque émérite de Marseille et chapelain du Sanctuaire Saint-Jérôme de Toulouse. Témoignage sur la figure et l'action du cardinal Etchegaray, recueilli le 03 mars 2020 à Toulouse.

Reportages et documentaires

« Le cardinal basque Roger Etchegaray, proche de Jean-Paul II, est mort », *France 3 Nouvelle Aquitaine*, 06 septembre 2019, [En ligne], consulté le 14 mai 2020, URL : <<https://www.youtube.com/watch?v=SgUcsZ8JkCY>>

« Roger Etchegaray. Foi de globe-trotter » *Le Jour du Seigneur*, 1998, [En ligne], consulté le 14 mai 2020. URL : <<https://vodeus.tv/video/roger-etchegaray-foi-de-globe-trotter-2159>>

« Roger Etchegaray, Cardinal Citoyen du monde », *CFRT*, 2008 [En ligne], consulté le 14 mai 2020, URL : <<https://vodeus.tv/video/roger-etchegaray-cardinal-citoyen-du-monde-146>>

« Mgr Etchegaray est fait cardinal », *France 3-Le journal de Provence Méditerranée*, 1979, [En ligne], consulté le 14 mai 2020, URL : <<https://fresques.ina.fr/reperes-mediterraneens/fiche-media/Repmed00429/mgr-etchegaray-est-fait-cardinal.html>>

Bibliographie

Usuels

DAUZET Dominique-Marie, LE MOIGNE Frédéric, *Dictionnaire des évêques de France au XX^e siècle*, Cerf, Paris, 2010.

DICKES Christophe, *Dictionnaire du Vatican et du Saint-Siège*, Robert Laffont, Paris, 2013.

LEVILLAIN Philippe, *Dictionnaire historique de la papauté*, Fayard, 2006.

Histoire du Saint-Siège

BRULEY Yves, *Histoire de la papauté : Rome et le monde depuis deux mille ans*, « Tempus », Perrin, Paris, 2011.

HILAIRE Yves-Marie, POUPARD Paul cardinal, *Histoire de la papauté : 2000 ans de missions et de tribulations*, « Point Histoire », Seuil, Paris, 2003.

LECOMTE Bernard, *Histoire des papes de 1789 à nos jours*, « Tempus », Perrin, Paris, 2013.

POUPARD Paul cardinal, *Le Concile Vatican II*, « Que sais-je », Presses universitaires de France, Paris, 1983.

THOMAS Joseph, *Le Concile Vatican II*, « Bref », Cerf, Paris, 1989.

TINCQ Henri, *Ces papes qui ont fait l'Histoire : de la Révolution à Benoît XVI*, « Tempus », Perrin, Paris, 2007.

Jean-Paul II (Karol Wojtyla)

CALVEZ Jean-Yves, « Jean-Paul II », *Etudes*, n°5, 2005, pp. 583-591.

FROSSARD André, *N'ayez pas peur ! Dialogue avec Jean-Paul II*, Robert Laffont, Paris, 1982.

FROSSARD André, *Portrait de Jean-Paul II*, Robert Laffont, Paris, 1988.

FROSSARD André, *Le Monde de Jean-Paul II*, Fayard, Paris, 1991.

LECOMTE Bernard, *Jean-Paul II*, « Folio », Gallimard, 2003.

LECOMTE Bernard, *Le Monde selon Jean-Paul II : combats, certitudes, appels, prophéties*, Tallandier, Paris, 2018

OFFREDO Jean, *Jean-Paul II : l'aventurier de Dieu*, Carrère, Paris, 1986.

RAIMOND Jean-Bernard, *Jean-Paul II. Un pape au cœur de l'histoire*, « Documents », Cherche-Midi, Paris, 1999.

WEIGEL Georges, *Jean-Paul II, témoin de l'espérance*, « Essais et Documents », JC Lattès, 2005.

Du Cardinal Etchegaray

ETCHEGARAY Roger Cardinal, *Avec Dieu chemin faisant*, Éditions de la Martinière, Paris, 2015.

ETCHEGARAY Roger Cardinal, *L'homme à quel prix ?*, Editions de la Martinière, Paris, 2012.

ETCHEGARAY Roger Cardinal, *J'avance comme un âne : petits clins d'oeil au Ciel et à la Terre*, Fayard, 2006.

ETCHEGARAY Roger Cardinal, *Vers les chrétiens en Chine : vus par une grenouille du fond d'un puits*, Cerf, Paris, 2004.

ETCHEGARAY Roger Cardinal, *Qu'ai-je fait du Christ ?*, Paroles et silence, Paris, 2001.

ETCHEGARAY Roger Cardinal, *L'Evangile aux couleurs de la vie*, Centurion, Paris, 1987.

La diplomatie du Saint-Siège

AVELINE Jean-Marc (dir.), *Jean-Louis Tauran. Le courage et la liberté*, Publication Chemins de Dialogue, Marseille, 2019.

COLONNA-CESARI Constance, *Le Pape, combien de divisions*, Editions Dagorno, 1999.

DUPUY André, « Paul VI et la diplomatie pontificale », *Paul VI et la modernité dans l’Église*, Rome, 1984, pp. 455-478.

GOICHOT Emile, D’ONORIO Joël-Benoît (dir.), « la diplomatie de Jean-Paul II », *Revue d’histoire et de philosophie religieuses*, n°4, octobre-décembre 2002, pp. 493-494.

JOUBERT Bruno, « La diplomatie du Saint-Siège », *Pouvoirs*, n°162, 2017, pp. 44-61.

Le Figaro Magazine du 12 janvier 2002 : « Les diplomates de Dieu »

MERLE Marcel, DE MONTCLOS Christine, « L’Église catholique et les relations internationales depuis la Seconde Guerre mondiale », *Revue française de sciences politiques*, n°6, 1988, pp. 980-981.

NOE Jean-Baptiste, *Géopolitique du Vatican*, « Hors collection », Presses universitaires de France, Paris, 2015.

ROUXEL Jean-Yves, *Le Saint-Siège sur la scène internationale*, « Logiques juridiques », l’Harmattan, Paris, 1998.

TAURAN Jean-Louis Cardinal, « Pourquoi une diplomatie pontificale ? », *Revue d’éthique et de théologie morale*, n°239, 2006, pp. 9 à 18.

La Chine

AVELINE Jean-Marc (dir.), *Jean-Louis Tauran. Le courage et la liberté*, Publications Chemins de Dialogue, Marseille, 2019.

BERNARD-GROUTEAU Anne, *La Chine. Histoire d’une civilisation millénaire*, Editions Ellipses, 2011.

FAIRBANK, John F., GOLDMAN Merle, *Histoire de la Chine des origines à nos jours*, « Texto », Tallandier, 2019.

GERNET Jacques, *Le monde chinois. Tome 3 : l’époque contemporaine. XX^e siècle*, « Agora », Paris, Pocket, 2006.

PALMER David A., GOOSSAERT Vincent, *La question religieuse en Chine*, CNRS Editions, 2012.

Le Liban

AMMOUN Denise, *Histoire du Liban contemporain. Tome II : 1943-1990*, « Histoire des pays », Fayard, Paris, 2004.

BARON Xavier, *Histoire du Liban : des origines à nos jours*, Tallandier, Paris, 2017.

BARON Xavier, *Les conflits du Proche-Orient*, « Tempus », Perrin, Paris, 2011.

CHAUTARD Sophie, *Comprendre les conflits du Moyen-Orient*, « Perspectives », Studyrama, 2006.

CHAUTARD Sophie, *L'indispensable des conflits du XX^e siècle*, « Principes », Studyrama, 2006.

CORM Georges, *Le Proche-Orient éclaté. 1956-2012*, Tome I et II, « Folio Histoire », Gallimard, 2012.

CORM Georges, *Le Liban contemporain*, « Essais », La Découverte, Paris, 2012.

HIRST David, *Une histoire du Liban, 1860-2009*, « Tempus », Perrin, Paris, 2016.

SFEIR Antoine, *Atlas des religions*, Perrin, Paris, 1999.

SFEIR Antoine, « Liban », *Etudes*, 2005, pp. 153-160.

Cuba

GAUCHOTTE-MAYAUD Valentine, « La patrie ou la mort. Amen. Le régime castriste et l'Église catholique à Cuba (1990-2005) », *Le Mouvement Social*, n°226, février 2009, pp. 15-29.

LAMORE Jean, *La société révolutionnaire jusqu'à la « période spéciale » (1959-1989)*, « Que sais-je ? », Presses universitaires de France, Paris, 2007.

NAUMANN Michel, *Fidel Castro*, « Biographies et mythes historiques », « Biographies et mythes historiques », Ellipses, Paris, 2019.

VAYSSIÈRE Pierre, *Fidel Castro : l'éternel révolté*, « Biographies Payot », Payot et Rivages, Paris, 2011.

VAYSSIÈRE Pierre, *Les révolutions d'Amérique latine*, « Points Histoire », Seuil, Paris, 2002.

Le Vietnam

BROCHEUX Pierre, *Histoire du Vietnam contemporain. La nation résiliente*, « Biographies Historiques », Fayard, Paris, 2011.

DOVERT Stéphane, DE TREGLODE, *Vietnam contemporain*, « Monographies nationales », Les Indes savantes, Paris, 2009.

TRÂN THI LIEN Claire, « Les relations entre l'Église catholique et l'État au Vietnam depuis le Đô Mo'i », *Social Compass*, n°57, mars 2010, pp. 345-356.

La Yougoslavie

BIANCHINI Stefano, *La question yougoslave*, « XX^e siècle », Casterman, 1996.

CHAUTARD Sophie, *L'indispensable des conflits du XX^e siècle*, « Principes », Studyrama, 2006.

CLEMENT Guillaume, *Les débuts de la guerre de Yougoslavie à travers 3 quotidiens français, 26 juin-31 décembre 1991*, mémoire de maîtrise Histoire, Université de Toulouse 2, 1997.

DE MONTCLOS Christine, *Le Vatican et l'éclatement de la Yougoslavie*, Presses universitaires de France, Paris, 1999.

DERENS Jean-Arnault, SAMARY Catherine, *Les conflits yougoslaves de A à Z*, « Point d'appui », L'Atelier, Paris, 2002.

DJORDJEVIC LEONARD Xenja, « Les mots de la guerre : mémoire du conflit yougoslave et résilience », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 263, 2016, pp. 91-104.

FERON, Bernard, *Yougoslavie. Origines d'un conflit*, « Le Monde poche », Editions Le Monde, 1993.

KRULIC Joseph, *Histoire de la Yougoslavie*, « Question au XX^e siècle », Éditions Complexe, Bruxelles, 1993.

JAUNAIT Alexandre, « Discours de guerre contre dialogues de paix. Les cas de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda », *Cultures et Conflits*, n°40, 2000.

JOSEPH Isaac, LEVY-VROELANT Claire, *La guerre aux civils : Bosnie-Herzégovine, 1992-1995*, L'Harmattan, Paris-Montréal, 1997.

NAHOUN-GRAPPE Véronique (dir.), *Vukovar, Sarajevo : la guerre de Yougoslavie*, Esprit, Paris, 1993.

Le Rwanda

CHAUTARD Sophie, *L'indispensable des conflits du XX^e siècle*, « Principes », Studyrama, 2006.

DUMAS Hélène, *Le génocide au village. Le massacre des Tutsi au Rwanda*, « L'Univers historique », Seuil, Paris, 2014.

JAUNAIT Alexandre, « Discours de guerre contre dialogues de paix. Les cas de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda », *Cultures et Conflits*, n°40, 2000.

PITON Florent, *Le génocide des Tutsi du Rwanda*, « Grands repères », La Découverte, Paris, 2018.

Le conflit israélo-palestinien et le Proche-Orient

CORM Georges, *Le Proche-Orient éclaté. 1956-2012*, Tome II, « Folio Histoire », Gallimard, 2012.

DIECKHOFF Alain, *Le conflit israélo-arabe*, « 25 questions décisives », Armand Colin, 2011.

LAURENS Henry, *La question de Palestine. Tome cinquième : 1982-2001, la paix impossible*, Fayard, 2015.

LAURENS Henry, *La question de Palestine. Tome quatrième : 1967-1982, le rameau d'olivier et le fusil du combattant*, Fayard, 2011.

LAURENS Henry, *La question de Palestine. Tome troisième : 1947-1967, l'accomplissement des prophéties*, Fayard, 2005.

LAURENS Henry, *Paix et guerre au Moyen-Orient : l'Orient arabe et le monde arabe de 1945 à nos jours*, « Références », Armand Colin, 2005.

LAURENS Henry, *L'Orient arabe à l'heure américaine : de la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, Armand Colin, 2005.

Sur l'Irak

CHAUTARD Sophie, *Comprendre les conflits du Moyen-Orient*, « Perspectives », Studyrama, 2006.

CORM Georges,, *Le Proche-Orient éclaté, 1956-2012. Tome II*, « Folio Histoire », Gallimard, 2012.

LAURENS Henry , *L'Orient arabe à l'heure américaine : de la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, Armand Colin, 2005.

Annexes

Annexe 1 : Homélie du cardinal Etchegaray le 11 février 1984 à Notre-Dame-du-Liban de Marseille (Source : *L'Evangile aux couleurs de la vie*, pp. 105-108)

S'il est vrai qu'aimer quelqu'un c'est lui dire « tu ne mourras pas » je pense crier ce soir avec plus de force que jamais : Liban, tu ne mourras pas !

Dans la nuit la plus longue, la plus obscure de ton histoire, peuple libanais, ne perds pas la foi en ton propre destin. A l'heure où les derniers pans de l'histoire semblent s'écrouler, à l'heure où tout se conjure pour éteindre la dernière étincelle de ton vouloir-vivre, plus encore de prendre les mains qui s'ouvrent vers toi, tu as besoin de sentir battre ton propre coeur, tu as besoin d'entendre la parole du Christ relayée par la nôtre : « ne craignez pas ceux qui tuent le corps, mais ne peuvent tuer l'âme » (Mt 10, 28).

Non, peuple libanais, tu ne mourras pas. Aujourd'hui, ce que tu attends de moi, de la France, du monde entier, ce ne sont pas des paroles de réconfort, ce ne sont même pas des gestes de secours, c'est l'élan sans recul, le don sans calcul d'une solidarité qui va jusqu'au plus profond de ton coeur, c'est l'alliance intime et fervente de notre foi avec la tienne, de notre foi avec la tienne.

Peuple libanais, nous n'avons pas honte de toi. Sous les décombres fumants de violence, voire de haine, nous découvrons encore intacte ton âme, nous ne désespérons pas de toi. Explique nous pourquoi cette fidélité farouche à cette terre ingrate qu'au cours des siècles tu t'es ingénieré, acharné à transformer en terre d'asile et de connivence pour les civilisations et les religions de l'Orient à l'Occident.

Nul ne peut le comprendre s'il ne pénètre pas dans les vallées et jusque dans les grottes du Mont-Liban où, depuis saint Maroun jusqu'à saint Charbel, des chrétiens sont devenus moines pour donner à la fois évangélique toute son ouverture à Dieu et aux hommes.

Cette terre, peuple libanais, tu la défends pour toi-même mais aussi pour nous. Car la vocation du Liban est d'offrir au monde déchiqueté comme une maquette fragile, un modèle réduit, une ébauche de la grande communauté humaine et spirituelle à laquelle aspirent confusément tous les hommes. Si, dans la nuit des temps, l'alphabet a été extrait de ce sol comme le signe de communication des idées, ne serait-ce pas pour qu'aujourd'hui le monde apprenne encore de l'expérience libanaise le langage de l'amour et de la concorde. Le combat pour l'homme passe par la passion et la résurrection du Liban. La liberté du peuple libanais est exemplaire de la liberté de tous les autres peuples.

Liban, ne perds pas ton âme ! Frêle Liban, le colossal défi que tu as relevé audacieusement et que tu n'as cessé de vivre douloureusement est à la mesure des ambitions et des contradictions de l'humanité toute entière. Noble Liban, ton drame est d'être à la fois conscient de cette mission universelle et humilié d'en donner une image aussi brisée.

Liban ne perds pas ton âme ! Malgré toutes les menaces du dehors et du dedans, tu dois demeurer ce que tu es au fond de toi-même : une terre de communion et de partage. Jamais la montagne et la mer ne pourront te manquer : la montagne pour t'identifier, la mer pour dialoguer. Sois assuré que ce n'est pas en pur perte que tant de sang aura été versé ; un sang qui ne crie pas vengeance mais qui invite à un sursaut de justice et de fraternité.

Liban ne perds pas ton âme ! Chacune de tes Eglises doit passer par le feu purificateur de la pauvreté. Regarde avec tendresse du côté des jeunes : rongés par l'horreur et le désespoir, en proie à toutes les séductions, ils attendent que les aînés leur apprennent à vire et à goûter de la vraie vie, de celle qui puise sa sève dans les Béatitudes. Jeunes Libanais, gardez confiance en votre pays, en vos Eglises ; de vos mains fraternelles reconstruisez un Liban flambant neuf de paix et de joie, de service et de partage.

D'une rive de la Méditerranée à l'autre, de la rade de Marseille à la baie de Jounié, de Notre-Dame de la Garde à Notre-Dame de Harissa (c'est le même vocable), je me sens si proche du Peuple libanais que je me hasarde enfin à faire une prière à Notre-Dame du Liban :

Notre-Dame du Liban, voici ton peuple
Comme un veilleur de phare entre mer et montagnes,
tu n'oublie personne dans ton infatigable ronde.
Tu n'est capable que de partager l'amour,
chacun en a sa part et tous l'ont tout entier

Notre-Dame du Liban, voici ton peuple.
Avec des routes parallèles où les hommes s'ignorent
et des routes barrées où les hommes s'opposent
Bonne Mère, conduis-les tous vers ton Fils
qui est le Chemin, la Vérité, la Vie

Notre-Dame du Liban, voici ton peuple.
Ils sont tes enfants, ceux qui sont brisés par la haine
et ceux qui apprennent à pardonner
Ils sont tes enfants, ceux qui sont emmurés dans la peur
et ceux qui commencent à espérer.

Notre-Dame, voici ton peuple.
Si Dieu est le Père des commencements
tu est la Mère des recommencements.
Donne à ceux qui ont perdu le goût de vivre
la force de vivre encore plus pour les autres

Notre-Dame du Liban, voici ton peuple.
Tu aides l'homme vieilli par le péché
à retrouver un coin intact de son enfance
Tu aides l'homme révolté dans la violence
à rendre à Dieu les armes de son destin

Notre-Dame de Harissa, garde ton peuple.
Garde-le libre, libre, libre
dans l'intégrité de son corps et l'unité de son âme
Pour la gloire du Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob
Pour le service des peuples de l'Orient et de l'Occident
Amen !

Annexe 2 : Cérémonie de remise du prix Hophouët-Boigny pour la recherche de la paix, Unesco, 21 septembre 2004. Discours du Cardinal Roger Etchegaray, président émérite du Conseil pontifical « Justice et Paix », Lauréat du prix 2003

Recevoir un Prix fait plaisir à tout homme et à tout âge ; mais c'est bien un sentiment d'honneur et donc de responsabilité qui prédomine en moi, à l'heure où ce Prix prestigieux de l'UNESCO pour la recherche de la Paix m'est remis par son Directeur général, M. Koïchiro Matsuura, et par M. Jean Foyer, Vice-Président du Jury, un prix amoureusement cultivé par ce merveilleux jardinier qu'est son Secrétaire exécutif, M. Alioune Traoré. Je l'avoue, je suis heureux et fier de me trouver au sein d'une grande assemblée que je salue et remercie, comme tout bon curé, en vous disant simplement : Chers frères et soeurs ! À vrai dire, si je me sens exposé à vos regards fraternels, c'est parce que je représente celui sans lequel je n'aurais pu rien faire pour la paix, le Pape Jean-Paul II, et Celui pour lequel j'ai tout fait, Dieu, dont « la paix surpassé toute intelligence » comme dit saint Paul.

Ce Prix de l'UNESCO, je l'accueille avec d'autant plus de reconnaissance que je le partage avec le Dr Mustafa Cerić, Grand Mufti de Bosnie. Nous nous sommes déjà rencontrés, d'abord sur sa propre terre au creux de la guerre civile des Balkans, et aussi à Londres, à Davos et ailleurs. Ce Prix de l'UNESCO, je l'accueille aussi avec d'autant plus d'empressement que le nom d'Houphouët-Boigny me pousse vers cette Afrique, berceau de l'humanité, cette Afrique en douloureux et trop long enfantement pour tenir dans l'histoire mondiale d'aujourd'hui un rôle à la mesure de son génie propre. C'est auprès du Sage de Yamoussoukro, à l'occasion d'une mission au Libéria, que j'ai appris à ne jamais désespérer des peuples africains, lors même qu'ils descendent aux enfers comme au Rwanda.

Mon message sur la Paix doit être bref. Aussi, excusez l'image guerrière, je vous livre ce message sous forme d'une rafale de convictions forgées au creux de mes vingt ans de globe-trotter à travers ce que l'on appelle pudiquement les « points chauds ».

Aujourd'hui, je discerne mieux le lien qui unit justice et paix dont le baiser réciproque, chanté sur la harpe davidique, n'est que le signe furtif d'une intimité sans relâche et sans fissure. Tout se tient : le moindre accroc à la tunique de l'humanité vient défaire la paix.

Aujourd'hui, je sais mieux à quel point les droits de l'homme sont indivisibles, exigeant une farouche et égale détermination à ne pas les réduire en monnaie d'échange entre États qui se font des concessions pour sauver leurs propres intérêts. Je me sens solidaire des militants des

droits de l'homme, souvent incompris, car la vérité de l'homme qu'ils défendent vient de plus loin que de l'homme lui-même.

Aujourd'hui, je déchiffre mieux le plus vieux nom de la paix, celui de désarmement, trop peu pris en compte comme s'il s'agissait d'une cause usée et désespérée, camouflée dans des pays pauvres où les armes surabondent.

Aujourd'hui, je découvre mieux la force d'une opinion publique, non anesthésiée, non manipulée, capable d'alerter, de secouer les pouvoirs installés, et je rends hommage aux journalistes et aux reporters qui assument ce rude service, souvent au risque de leur vie.

Aujourd'hui, je touche mieux la fragilité d'une paix des hommes qui ne s'appuie pas sur la paix de Dieu, de Dieu prenant tous les hommes et tout l'homme, corps et âme, dans son intégrité et son harmonie avec le Créateur et la création entière.

Aujourd'hui, je situe mieux la réconciliation sur le chemin de la paix : elle l'accompagne à tous les pas. Ce concept de réconciliation, d'essence religieuse, est devenu politique, mais doit garder sa sève primitive sans laquelle la justice blessée ne supportera pas le baume de la miséricorde dont Dieu a le secret.

La paix est possible, même aujourd'hui où la logique de la guerre vient ronger la logique de la paix, où la violence polymorphe, aveugle, se faufile partout au point de rendre la paix elle-même belliqueuse. Oui, la paix est possible, mais elle ne peut se contenter de discours incantatoires, généraux et généreux. À côté de techniques de plus en plus sophistiquées pour la guerre, la promotion de la paix paraît dérisoire, artisanale, réduite à un bricolage de bons sentiments ; pour dire adieu à la guerre, il ne suffit pas de dire bonjour à la paix.

Partageant ce Prix avec un autre homme religieux, je voudrais témoigner, cher Docteur Mustafa, de ce que j'ai vécu à Sarajevo en octobre 1993 au cours d'une sorte de « triduum » : le vendredi à la Mosquée Bégova, le samedi à la Synagogue sépharade, le dimanche aux deux cathédrales orthodoxe et catholique, pour implorer ensemble (juifs, chrétiens, musulmans) la paix, don de Dieu. J'ai senti passer alors, comme au matin du monde, la brise divine qui a caressé les croyants, les a réveillés, les a aidés à se donner fraternellement la main. Mais bien fragile demeure la paix en Bosnie : la reconstruction, grâce à l'UNESCO, du vieux Pont de Mostar (Stari Most), réouvert il y a deux mois, ne suffit pas malgré sa force symbolique à rapprocher deux peuples dont les rives de l'esprit demeurent encore éloignées l'une de l'autre. Au mont Sinaï d'où je reviens, j'ai pu voir un minaret dressé à l'intérieur même du monastère

Sainte-Catherine où des moines perpétuent l'alliance de Dieu avec les hommes, dont Moïse fut le messager. Je pense souvent à Jérusalem, ce lieu unique et universel à la fois, où « tout homme est né », comme le chante un psaume. La descendance d'Abraham est de nature éthique plus encore que biologique. La paix en Terre Sainte est le test d'une paix vraie et durable, non seulement au Proche-Orient, mais sur toutes les terres du monde. La communauté internationale est-elle assez sur le qui-vive, pour aider coûte que coûte deux peuples, israélien et palestinien, à vivre ensemble dans une justice et une sécurité qui, si elles ne sont pas égales pour tous, ne sont ni justice, ni sécurité pour personne ?

Certes, la paix ne jaillit pas automatiquement au bout d'une hymne de Véadas hindous, d'un sermon de Bouddha, d'une sentence de Lao-Tseu, d'une sourate du Coran, d'un verset de la Torah ou de l'Évangile, mais toute religion puise dans ses écrits fondateurs les motivations et les énergies les plus pures en faveur de la paix. Aucune religion ne peut sans blasphémer Dieu le capturer, voire le capturer pour le mettre dans son camp contre un autre, encore moins aujourd'hui où s'élèvent d'intolérables et dangereux extrémismes qui livrent l'homme à la peur la plus terrible, celle qui l'animalise.

Je mesure l'ampleur et la complexité de la tâche des hommes et des femmes responsables politiques, très nombreux ce soir parmi nous, des communautés nationales et internationales : ils avancent à califourchon sur une ligne de crête vers la paix qui implique de ses protagonistes un engagement d'autant plus obstiné et courageux que, ne l'oublions pas, la première page de la Bible, avec le récit de Caïn et d'Abel révèle notre pedigree : nous sommes tous les descendants d'un criminel fratricide. Nous nous sentons tout petits devant le mystère de l'homme. Car, après avoir fait ce que nous pensons devoir faire pour la paix, nous nous heurtons à l'impondérable le plus secret, celui de la conscience : on l'a rappelé, même Dieu ne peut rien contre la conscience d'un homme qu'il a créé libre. En définitive, c'est la conscience qui a le dernier mot, elle est plus forte que toutes les idéologies, toutes les stratégies, et même toutes les religions.

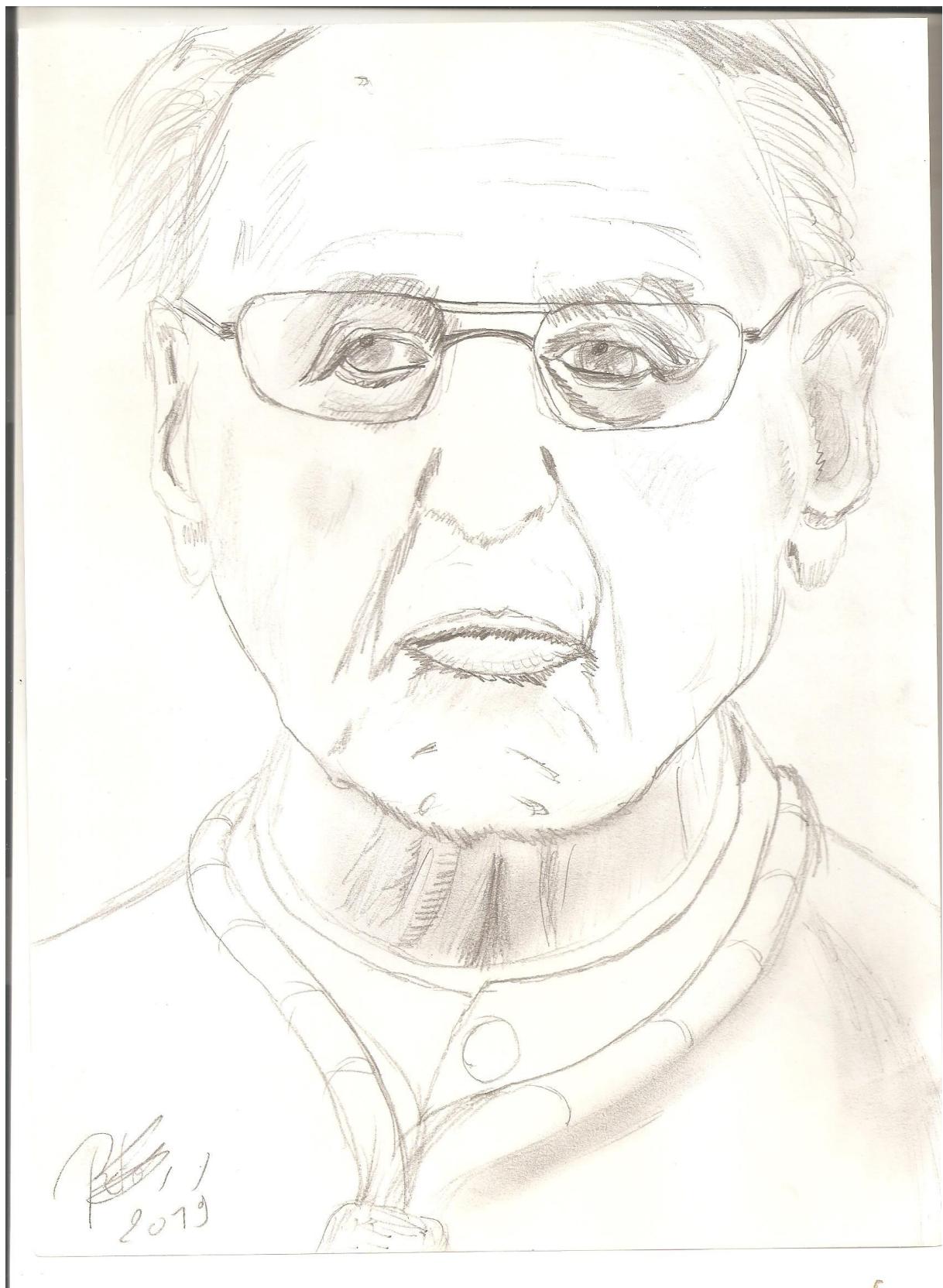
Le préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO proclame : « Les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. » La barre est placée très haut, mais celui qui nous demande de la sauter n'est pas un dieu de l'Olympe mais le Dieu qui a fait l'homme à sa ressemblance. Les conflits actuels sont plus identitaires que frontaliers. Et cet homme titubant, qui doute de lui-même, n'est-il pas aussi chacun de nous ? Comment, dès lors, pouvons-nous être artisans de paix, si nous avons peur d'habiter le futur, notre demeure ancestrale ? J'étais à Hiroshima le 6 août 1970. Ce jour-là, exactement 25 ans après, au « Peace Memorial Park », j'ai vu jusqu'où peut aller la destruction de l'homme, j'ai surtout compris d'où vient la foi indestructible en l'homme.

Je m'arrête pour de bon. Vous connaissez *Le droit d'être un homme*, cette admirable anthologie de mille et une citations qui parlent de l'homme de tous les temps, de toutes les cultures et de toutes les religions, en quête de liberté et de paix. Dans ce livre, édité par l'UNESCO il y a exactement 20 ans, René Maheu, son Directeur d'alors, ponctuait sa préface par ces paroles : « Si grands qu'aient été les efforts déployés, les progrès accomplis, si héroïques les sacrifices innombrables, le prix de l'homme libre n'a pas encore été payé par l'homme, ni même défini à sa juste valeur. La tâche immémoriale de l'homme demeure. En ce moment même, des millions d'être humains, nos semblables, accablés ou révoltés, nous attendent, toi et moi ».

Vous et moi⁷²¹ !

721 Source : bibliothèque numérique de l'Unesco, URL : <https://unesdoc.unesco.org/>, consulté le 20 juin 2020).

Annexe 3 : Le cardinal Etchegaray par François Ribere



Index des noms

Introduction

- Daniel, Yvan (1909-1986) : aumônier de la Jeunesse ouvrière chrétienne, il participe à la rédaction du mémoire *France, pays de mission ?* et participe à l'expérience des prêtres-ouvriers..
- Godin Henri (1905-1944) : aumônier de la Jeunesse ouvrière chrétienne, il considère que le monde ouvrier est une nouvelle terre d'évangélisation. A cette fin, il fait paraître, avec l'abbé Yvan Daniel, le mémoire *France, pays de mission ?*, qui marquera des jeunes prêtres, comme Karol Wojtyla ou Roger Etchegaray, et lancera l'expérience des prêtres-ouvriers. Il meurt accidentellement en 1944.
- Jean-Paul II (1920-2005) : né Karol Wojtyla, il est confronté aux horreurs de la Seconde guerre mondiale et aux deux grands totalitarismes du XX^e siècle que sont le nazisme et le communisme. Il est ordonné prêtre en 1946. Il devient évêque auxiliaire de Cracovie en 1958 avant d'en devenir le titulaire en 1964. Il participe au Concile Vatican II de 1962 à 1965, où il commence à se faire remarquer. Crée cardinal par le pape Paul VI en 1967, il succède à Jean-Paul I^{er} après le conclave d'octobre 1978. Son pontificat est l'un des plus longs de l'histoire de l'Église, après celui de Pie IX (1846-1878). Il a participé à la modernisation de la religion catholique, considérant sa mission comme étant universelle. Sa pratique des voyages permet de rendre visible l'Église à la fois aux croyants et aux non-croyants, visitant 104 pays en 27 ans de pontificat. Parmi eux, la Pologne et la France sont les pays qu'il a le plus visité. Sa dernière visite en France en 2004 est forte en symbole puisque, malade, il a souhaité partager sa souffrance avec les pèlerins malades de Lourdes. Il fut un acteur majeur dans la chute du communisme et un fervent défenseur des droits de l'homme et de la paix.
- Mgr Casaroli, Angelo (1914-1990) : prêtre, évêque puis cardinal italien, il devient Secrétaire d'État du pape Jean-Paul II, poste qu'il occupe de 1979 à 1990, date à laquelle il démissionne pour raison d'âge. Il est ensuite vice-doyen du Collège des Cardinaux de 1993 à sa mort.
- Mgr Gouyon, Paul-Joseph-Marie (1910-2000) : évêque du diocèse de Bayonne, Lescar et Oloron de 1957 à 1963, où il succède à Mgr Léon-Albert Terrier, il est ensuite nommé archevêque de Rennes, charge qu'il assume de 1964 à 1985.
- Mgr Sodano, Angelo (né en 1927) : cardinal italien, il d'abord nonce apostolique au Chili de 1977 à 1988 puis il est ensuite appelé à la Secrétairerie d'État, où il prend en charge le Secrétariat pour les relations avec les Etats de 1988 à 1990 avant de devenir Secrétaire d'État à la suite de la démission du cardinal Casaroli. Il occupe cette fonction jusqu'en 2006. Il est également doyen du Collège des Cardinaux. Il démissionne de cette fonction le 21 décembre 2019.
- Mgr Terrier, Léon-Albert (1893-1957) : Évêque de Tarentaise de 1938 à 1944, il est ensuite nommé Evêque de Bayonne, Lescar et Oloron, charge qu'il assume jusqu'à son décès en 1957. Il prend comme secrétaire particulier le jeune abbé Roger Etchegaray.

À la grâce de Dieu : Mgr Etchegaray en Chine (1980)

- Amat, Ismail (1935-2018) : vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois.
- Beauchamp, Paul (1925-2001) : jésuite, théologien et exégète français. Il accompagne Mgr Etchegaray en Chine en février-mars 1980.
- Bingnan, Wang (1908-1988) : président de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger. Il a également été ambassadeur de Chine à Varsovie.
- Bu He (1927-2017) : vice-président de l'Assemblée populaire nationale chinoise de 1993 à 2003.
- David, Armand (1826-1900) : prêtre lazariste expert en sciences naturelles, sinologue de réputation mondiale, découvreur du grand panda.
- Mgr Costantini, Celso (1876-1958) : premier légat pontifical en Chine, il est le consécrateur du premier archevêque chinois en 1946.
- Mgr Jin Luxian, Aloysius (1916-2013) : évêque « officiel » de Shangaï de 1985 à 2013. Il concèlebre avec Mgr Etchegaray la première messe publique d'un cardinal en Chine communiste.
- Mgr Kung Pin-meï, Ignatius (1901-2000) : archevêque de Shangaï de 1950 à 2000. créé cardinal *in pectore* (dans le secret du cœur) lors du consistoire du 30 juin 1979, sa création est révélée le 28 juin 1991 par le pape Jean-Paul II.
- Mgr Tang Yimming (1908-1995) : évêque « souterrain » de Canton.
- Mgr Tauran, Jean-Louis : voir section Cuba
- Mgr Tieshan, Fu (1931-2007) : évêque « patriotique » de Pékin, chef de l'Association catholique patriotique chinoise.
- Mgr Ye Yinyun, Joseph (1903-1990) : évêque « patriotique » de Canton.
- Mgr Zhang Jiashu, Aloysius : archevêque de Shangaï de 1960 à 1988, non reconnu par Rome. Il rencontre Mgr Etchegaray lors de sa visite en février-mars 1980.
- Puchu, Zhao (1907-2000) : président de l'association bouddhiste de Chine.
- Ricci, Matteo (1552-1610) : premier missionnaire européen accepté à la cour de l'empereur de Chine.
- Rémond, René (1918-2007) : historien français, président du Centre des intellectuels catholiques français. Il accompagne Mgr Etchegaray en Chine en février-mars 1980.
- St François-Xavier (1506-1552) : apôtre de l'Orient, compagnon de St Ignace de Loyola.
- Ulanfu (1907-1988) : vice-président de l'Assemblée populaire nationale chinoise.

- Xiaoping, Deng (1904-1997) : secrétaire général du Parti communiste chinois de 1956 à 1967, il devient le n°1 de la République populaire de Chine de 1978 à 1992.

- Xiaowen, Yé (né en 1950) : directeur du Bureau des affaires religieuses du Conseil d'État de 1995 à 1998. Après la visite de Mgr Etchegaray en septembre 2000, il conserve des relations cordiales avec le prélat basque.

Liban, tu ne mourras pas ! (1985)

- Chamoun, Camille (1900-1987) : président de la République du Liban de 1952 à 1958. Pendant sa présidence, il s'aligne sur les Etats-Unis, étant opposé au communisme et au panarabisme. Il fait face à la création de la République arabe unie entre l'Egypte et la Syrie, accueilli favorablement par la population musulmane du Liban. Il doit aussi faire face à la guerre civile de 1958, au cours de laquelle il appelle les Etats-Unis à l'aide pour rétablir la situation. Se voyant reprocher le fait de ne pas prendre en compte les intérêts musulmans, il est remplacé par le général Fouad Chéhab, qui bénéficie d'une grande popularité auprès des musulmans libanais. Il rencontre Mgr Etchegaray au cours de sa visite en juillet 1987.

- Chamseddine, Mehdi (1936-2001) : leader de la communauté chiite libanaise. Il rencontre Mgr Etchegaray lors de sa visite en juillet 1985.

- Chéab, Fouad (1902-1973) : président de la République du Liban de 1958 à 1964, ancien commandant de l'armée libanaise. Il est remarqué pour ses réformes pendant son mandat.

- El Husseini, Hussein (né en 1937) : Président du Parlement libanais de 1984 à 1992. Il rencontre Mgr Etchegaray en juillet 1985.

- Frangié, Soleiman (1910-1992) : président de la République libanaise de 1970 à 1976. Sous sa présidence, éclate la guerre civile et le début de l'occupation militaire syrienne. Il rencontre Mgr Etchegaray lorsque celui-ci se rend au Liban en juillet 1985.

- Gemayel, Amine (né en 1942) : fils de Pierre Gemayel, fondateur du parti des Kataëb, et frère du président assassiné Béchir (ou Bachir) Gemayel. Il est président de la République libanaise de 1982 à 1988, dans un contexte d'occupation étrangère du territoire national (Syrie et Israël). Il reçoit Mgr Etchegaray lors de la visite de celui-ci au Liban en 1985.

- Gemayel, Bechir (1947-1982) : fondateur de la milice des Forces libanaises. Prend la direction du camp chrétien en éliminant ses rivaux politiques. Interlocuteur des Etats-Unis, il ouvre le dialogue avec les pays arabes tout en passant une alliance politique et militaire avec Israël pour chasser les Palestiniens du Liban. Souhaitant se débarrasser du problème palestinien tout en faisant la paix avec Israël, il finit par déranger les intérêts des puissances régionales. Président élu, il est tué dans un attentat à la dynamite avant son entrée en fonction. Son frère Amine lui succède.

- Gemayel, Pierre (1905-1984) : fondateur du parti Kataeb. Opposant au mandat français sur Liban, il devient ensuite le chef de fil des mouvements de droite, majoritairement chrétien après la guerre civile de 1958. Il est député de Beyrouth jusqu'à sa mort et occupe plusieurs postes ministériels. Il est opposé à la présence palestinienne au Liban puis à celle des Syriens après l'avoir accueilli favorablement.

- Charles Helou (1913-2001) : président de la République libanaise de 1964 à 2001. Il rencontre Mgr Etchegaray au cours de la visite de celui-ci en juillet 1985.
- Joumblatt, Kamal (1917-1977) : homme politique libanais, fondateur du Parti socialiste progressiste et dirigeant druze. Il meurt assassiné en 1977.
- Karamé, Rachid (1921-1987) : Président du Conseil des ministre libanais à huit reprises (1955-1956 ; 1958-1960 ; 1961-1964 ; 1965-1966 ; 1966-1968 ; 1969-1970 ; 1975-1976 ; 1984-1987), il a également occupé plusieurs postes ministériels. C'est un acteur politique important lors de la guerre civile au Liban entre 1975 et 1990. Il meurt dans un attentat en 1987.
- Khaled, Hassan (1921-1989) : grand mufti et leader de la communauté sunnite libanaise.
- Mgr Angeloni, Luciano (1917-1996) : nonce apostolique au Liban de 1982 à 1989 après avoir été prononcé pour le Malawi et la Zambie. Il est par la suite nommé nonce apostolique au Portugal de 1989 à 1993. Il accompagne Mgr Etchegaray au long de sa visite en juillet 1985.
- Mgr Gatti, Luigi (né en 1946) : jeune prêtre, il est assigné à la Secrétairerie d'État. C'est à ce titre qu'il accompagne Mgr Etchegaray au Liban en 1985, ayant une très bonne connaissance du Proche-Orient.
- Mgr Koraïche, Antoine-Pierre (1907-1994) : Patriarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient de 1975 à 1986. Il est créé cardinal de l'église catholique par le pape Jean-Paul II en 1983.

Mgr Etchegaray face à Fidel Castro (nuit du 30 au 31 décembre 1988)

- Castro, Fidel (1926-2016) : surnommé le *Líder maximo*, il est président du Conseil des ministre de 1959 à 2008, fonction qu'il cumule avec celle de Président du Conseil d'État de la République de Cuba de 1976 à 2008. Il est également le Premier secrétaire du Parti communiste cubain de 1965 à 2011.
- Carneado, José Felipe (1915-1993) : chargé des affaires religieuses au sein du Parti communiste. Il est l'un des témoins de la rencontre entre Fidel Castro et Mgr Etchegaray dans la nuit du 30 au 31 décembre 1988.
- Diego Bello Caridad : ancienne secrétaire des Jeunes communistes, elle prend la succession de José Felipe Carneado en tant que chargé des affaires religieuses du Parti communiste.
- Dr Davila Lage, Carlos (né en 1951) : membre du Politburo du Parti communiste cubain et secrétaire exécutif du Conseil d'État.
- Dr Alarcón de Quesada, Ricardo (né en 1937) : ministre des Affaires étrangères cubain entre 1992 et 1993.
- Mgr Ortega, Jaime (1936-2019) : archevêque de La Havane de 1981 à 2016, il est créé cardinal en 1994 par le pape Jean-Paul II.

- Mgr Pierre, Christophe (né en 1946) : chargé d'affaires de la nonciature à La Havane, il devient ensuite nonce apostolique en Haïti (1995-1999), en Ouganda (1999-2007), au Mexique (2007-2016). Depuis 2016, il est nonce apostolique aux États-Unis. Il est l'un des témoins de la rencontre entre Fidel Castro et Mgr Etchegaray dans la nuit du 30 au 31 décembre 1988.
- Mgr Pironio, Eduardo Francisco (1920-1998) : Evêque de La Plata et président du Conseil pontifical pour les laïcs de 1984 à 1996. Il est créé cardinal par le Pape Paul VI le 24 mai 1976.
- Mgr Tauran, Jean-Louis (1943-2018) : archevêque de Bordeaux, secrétaire pour les Relations avec les Etats de la Secrétairerie d'État de 1990 à 2003, avant de devenir Archiviste des archives secrètes du Vatican et Bibliothécaire de l'Église catholique romaine (2003-2007). Il est ensuite président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux (2007-2018). C'est lui qui annonce l'élection du cardinal Bergolio qui prend le nom de François en 2013.
- Rodríguez, Carlos Rafael (1913-1997) : vice-président du conseil d'État cubain de 1976 à 1993.

Yougoslavie (1990-1995)

- Granić, Mate (né en 1947) : diplomate et ministre des Affaires étrangères de 1993 à 2000, vice-président du gouvernement.
- Halilovic, Ibrahim (1946-1998) : mufti de Banja Luka
- Itzebegović, Alija (1925-2003) : président de la Bosnie-Herzégovine de 1990 à 1996.
- Karadžić, Radovan (né en 1945) : premier président de la République serbe de Bosnie, il est accusé de purification ethnique, portant notamment la responsabilité du massacre de Srebrenica. Il est condamné à l'emprisonnement à vie pour crimes contre l'humanité en mars 2019.
- Mgr Irénée de Serbie (né en 1930) : métropolite de Novi-Sad, Patriarche de Serbie depuis janvier 2010.
- Mgr Jovan : métropolite de Voïvodine
- Mgr Komarica, Franjo (né en 1946) : évêque de Banja-Luka depuis 1989. Président de la Conférence des évêques de Bosnie-Herzégovine, il vient en aide aux gens pendant la guerre de Yougoslavie et est récompensé par l'Union européenne.
- Mgr Kuharić, Franjo (1919-2002) : archevêque de Zagreb de 1970 à 1997.
- Mgr Montalvo, Gabriel (1930-2006) : membre du service diplomatique du Saint-Siège, il a été successivement été nonce apostolique pour le Honduras et le Nicaragua, prononce et délégué apostolique en Algérie, Tunisie et Lybie avant de devenir nonce apostolique en Yougoslavie, où il est le témoin des guerres d'indépendance.
- Mgr Martin, Dermuid (né en 1945) : Archevêque de Dublin depuis 2004, il a auparavant été observateur permanent du Saint-Siège aux Nations Unies et à l'OMC de 2001 à 2003, membre du Conseil pontifical Justice et Paix (sous-secrétaire en 1986, secrétaire en 1994). C'est à ce titre qu'il accompagne Mgr Etchegaray en Bosnie en 1992.

- Mgr Périsset, Jean-Claude (né en 1939) : diplomate du Saint-Siège, il accompagne Mgr Etchegaray en Bosnie en mai 1993.
- Mgr Puljić, Vinko (né en 1945) : Cardinal-archevêque de Sarajevo depuis 1990. Il rencontre Mgr Etchegaray lors de la venue de celui-ci à Sarajevo dans le contexte de la guerre de Bosnie.
- Milošević, Slobodan (1941-2006) : président de la République de Serbie de 1989 à 1997 puis président de la République fédérale de Yougoslavie de 1997 à 2000. Il est accusé de crimes contre l'humanité, génocide et crimes de guerre. Sa mort en 2006 entraîne l'arrêt de son procès. Il est avec Franjo Tuđman, un des artisans du renouveau nationaliste.
- Ogata, Sadako (1927-2019) : Présidente de l'Unicef de 1978 à 1979, elle est ensuite présidente du Haut commissariat aux Réfugiés de 1990 à 2000. C'est elle qui donne l'autorisation à Etchegaray de se rendre à Sarajevo en 1992.
- Paul (ou Pavle) II (1914-2009) : Patriarche de Serbie de 1990 à 2009. Pendant son règne, il est confronté à l'implosion de la Yougoslavie et ses conséquences.
- Tuđman, Franjo (1922-1999) : premier président de la Croatie indépendante de 1990 à 1999. Il contribue, avec le Serbe Slobodan Milošević, à la chute de la Yougoslavie et à la renaissance du nationalisme.
- Selimoski, Jakub (1946-2013) : Grand Mufti de Yougoslavie de 1990 à 1993.

Rwanda (1994)

- Kagamé, Paul (né en 1957) : colonel du Front patriotique rwandais, il devient le nouvel homme fort du Rwanda suite à la victoire obtenue en juillet 1994 sur les Forces armées rwandaises. Il est vice-Président de la République rwandaise et ministre de la Défense entre 1994 et 2000. Depuis 2000, il est président de la République rwandaise. Il occupe également entre 2018 et 2019, la présidence de l'Union africaine.
- Kambanda, Jean (né en 1955) : Premier ministre du gouvernement intérimaire qui se met en place à la suite de l'assassinat de Juvénal Habyarimana. Son gouvernement orchestre le génocide des Tutsis. Accusé de génocide, il plaide coupable devant le TPIR.
- Mgr Nguyen Van Tôt, Pierre (né en 1949) : chargé d'affaires de la nonciature du Rwanda en 1994, il devint par la suite nonce apostolique au Bénin (2002-2005), au Tchad et en République Centrafricaine (2005-2008), au Costa Rica (2008-2014) et enfin au Sri Lanka (2014-2020).
- Mgr Nsengiyumva, Thadée (1949-1994) : évêque de Kabgayi de 1989 à 1994. Président de la Conférence des évêques du Rwanda, il est assassiné en même temps que l'archevêque de Kigali et l'évêque de Byumba en juin 1994.
- Mgr Nsengiyumva, Vincent (1936-1994) : Archevêque de Kigali de 1976 à 1994. Il est assassiné en même temps que l'évêque de Byumba et l'évêque de Kabgayi en juin 1994.

- Mgr Rubweyanga, Frédéric (né en 1931) : évêque de Kibungo de 1992 à 2007. Il accompagne Mgr Etchegaray dans la seconde partie de sa mission au Rwanda.
- Mgr Ruzindana, Joseph (1943-1994) : évêque de Byumba, il est assassiné en même temps que l'archevêque de Kigali et l'évêque de Kabgayi en juin 1994.
- Père Sibomana, André (1954-1998) : prêtre et journaliste rwandais, il devient une cible privilégiée lors du génocide, ce qui l'oblige à fuir la capitale rwandaise. Usant de sa position pour sauver la vie de beaucoup, il devient une figure exemplaire au Rwanda. Malade, il refusa de se faire soigner en Europe afin de rester auprès de son peuple et au milieu des souffrances de son pays.
- Père Ćurić, Vjekoslav (1957-1998) : franciscain croate, il est curé du diocèse de Kabgayi. Il vient en aide aux réfugiés déplacés, notamment en leur apportant une aide médicale. Il condamne la violence et appelle à la paix. S'opposant souvent aux milices des *Interahamwe*, il est assassiné en 1998.
- Sindikubwabo, Théodore (1928-1998) : président par intérim de la République rwandaise entre le 09 avril et le 19 juillet 1994, il meurt en mars 1998 sans avoir été inculpé par le TPIR.
- Uwilingiyimana, Agathe (1953-1994) : Hutue modéré opposé au *Hutu Power*, elle est Première ministre du Rwanda de juillet 1993 à avril 1994. Après la mort du président Habyarimana, elle est l'un des successeurs légaux pour assurer le maintien du calme. Cependant, les états-majors des FAR et de la gendarmerie refusèrent de lui accorder ce pouvoir. Elle fut assassinée dans les premières heures du génocide rwandais.

Bethléem (mai 2002) :

- Arafat, Yasser (1929-2004) : président de l'Autorité palestinienne. Son quartier général de la Moukataa est également assiégé par les forces israéliennes lors du déclenchement de l'opération « Rempart » en 2002.
- Abbas, Mahmoud (né en 1935) : surnommé Abou Mazem, il est l'un des lieutenants de Yasser Arafat et son premier ministre en 2003. Il lui succède en 2005 et devient également le secrétaire général de l'OLP de 2005 à 2015.
- Fr. Battistelli, Giovanni, ofm (1933-2011) : custode de Terre Sainte (équivalent d'une province franciscaine), il avait comme responsabilité la garde des Lieux Saints catholiques à Jérusalem et dans le reste de la Terre sainte. En tant que tel, il a été le témoin et l'un des acteurs du siège de la Basilique de la Nativité (2002).
- Barak, Ehud (né en 1942) : plusieurs fois ministre, il devient leader du parti travailliste et exerce la fonction de Premier ministre de 1999 à 2001.
- Mgr Gourion, Jean-Baptiste (1934-2005) : juif converti, il entre à l'abbaye du village à forte majorité musulmane d'Abu Gosh, près de Jérusalem. Il en est le prieur lorsqu'il est nommé évêque auxiliaire de Mgr Sabbah, le patriarche latin de Jérusalem. Il reçoit la consécration épiscopale des mains de Mgr Sabbah et de Mgr Etchegaray le 09 novembre 2003. Ce dernier dira : « un juif converti devenant l'auxiliaire d'un Palestinien lequel présidait la liturgie en hébreu, quel beau symbole »

-Katsav Moshe (né en 1945) : président de l'État d'Israël de 2000 à 2007.

- Peres Shimon (1923-2016) : ministre des Affaires étrangères de 2001 à 2002, il a occupé plusieurs postes ministériels entre 1970 et 2002. Premier ministre d'Israël entre 1995 et 1996, il succède ensuite à Moshe Katsav en tant que président de l'État d'Israël de 2007 à 2014. Suite au décès d'Ariel Sharon en 2014, il est le dernier de la génération des pères fondateurs de l'État d'Israël.

- Mgr Sabbah, Michel (né en 1933) : en 1987, alors que la tradition veut que ce soit un Italien qui soit nommé à la tête du patriarchat latin de Jérusalem, le pape Jean-Paul II choisit de nommer cet ecclésiastique palestinien. Il occupe cette fonction jusqu'en 2008 date à laquelle il démissionne pour raison d'âge. Lors du siège de la basilique de la Nativité, il est en première ligne pour obtenir la levée du siège et préside une messe de « reconsécration » avec le cardinal Etchegaray, le nonce et le custode de Terre Sainte, Fr. Giovanni Battistelli.

- Mgr Pietro Sambi (1938-2011) : prononce au Burundi (1985-1991) puis en Indonésie (1991-1998), il est nommé délégué puis nonce apostolique pour Jérusalem et la Palestine, fonction qu'il occupe de 1998 à 2005. C'est en cette qualité qu'il est confronté au siège de la Basilique de la Nativité en 2002, pendant lequel il accompagne le cardinal Roger Etchegaray, venu participer aux négociations pour la levée du siège.

- Sharon, Ariel (1928-2014) : après avoir mené une carrière militaire pendant laquelle il participe aux guerres israélo-arabes de 1948, de Suez, des Six-Jours et du Kippour, il occupe plusieurs postes ministérielles avant de devenir Premier ministre d'Israël de 2001 à 2006.

Irak, la « mission au bout de l'espoir (février 2003)

- Annan, Kofi (1938-2018) : Secrétaire général des Nations Unies de 1997 à 2006.

- Aziz Tarek (1936-2015) : vice-Premier ministre d'Irak en 2003, il a occupé le poste de ministre des Affaires étrangères irakiens entre 1983 et 1991.

- Mgr Coppola Franco (né en 1957) : actuel nonce au Mexique (depuis 2016), après avoir été nonce apostolique en Afrique (Burundi, République centrafricaine, Tchad), il est, au début de sa carrière, conseiller de nonciature pour les relations avec les États de la Secrétairerie d'État et accompagne Mgr Etchegaray en Irak lors de sa mission pour tenter de sauver la paix.

- Mgr Delly, Emmanuel III Karim (1927-2014) : Patriarche chaldéen de Babylone et Archevêque de Bagdad (2003-2012), il est au moment de l'intervention américaine en Irak, archevêque titulaire de Kaskar dei Caldie.

- Mgr Filoni, Fernando (né en 1946) : nonce en Irak et en Jordanie de 2001 à 2006. C'est le seul ambassadeur à demeurer sur place au plus fort du conflit alors que les autres ambassadeurs ont quitté la région.

- Hussein, Saddam (1937-2006) : président de la République d'Irak de 1979 à 2003, il occupe également le poste de Premier ministre de 1979 à 1991 puis de 1994 à 2003. Sa décision d'envahir le Koweït en 1990 provoque la première Guerre du Golfe. La défaite de l'Irak n'entraîne pas la chute de Saddam Hussein mais son arsenal militaire est démantelé. Lors de l'invasion de l'Irak en

2003, son régime s'effondre en quatre semaines. Il échappe à la capture dans un premier temps, mais, rattrapé et capturé, il est jugé et pendu en 2006.

- Mgr Laghi, Pio (1922-2009) : ancien délégué apostolique à Jérusalem et en Palestine de 1969 à 1974, prononce à Chypre de 1973 à 1974, il devient ensuite nonce apostolique en Argentine de 1974 à 1980, où il participe notamment à la résolution de la crise du canal de Beagle entre le Chili et l'Argentine. Il est ensuite délégué apostolique aux États-Unis de 1980 à 1990, se liant d'amitié avec George H. Bush. Il est ensuite préfet de la Congrégation pour l'éducation catholique de 1990 à 1999. Avant le déclenchement de l'invasion de l'Irak en 2003, il est envoyé à Washington pour faire part de la position défavorable de l'Église, s'inscrivant dans le processus de recherche de la paix voulu par Jean-Paul II.

- Ramadan, Taha Yassine (1938-2007) : Vice-président de l'Irak de 1991 à 2003, il est jugé puis exécuté en 2007.

Table des illustrations

Illustration 1: Missions du cardinal Etchegaray (en rouge) et visites pastorales du pape Jean-Paul II (en jaune).....	2
Illustration 2: Le cardinal Etchegaray lors de la célébration des 25 ans de pontificat de Jean-Paul II en 2003 (La Vie du 12 septembre 2019).....	25
Illustration 3: La Chine du Guomindang dans les années 1930 (l'Histoire).....	26
Illustration 4: La Chine et ses marges (l'Histoire).....	27
Illustration 5: Les révolutionnaires prennent le pouvoir à la Havane, 1953-1959 (L'Histoire).....	49
Illustration 6: rencontre entre Mgr Etchegaray et Fidel Castro au Palais de la Révolution de La Havane, le 30 décembre 1988 (J'ai senti battre le cœur du monde).....	56
Illustration 7: Guerre d'Indochine (1946-1954).....	65
Illustration 8: Partition de Genève, 1954 (L'Histoire).....	67
Illustration 9: Le Vietnam de 1954 à 1964 (l'Histoire).....	68
Illustration 10: La guerre du Vietnam, 1964-1975 (l'Histoire).....	71
Illustration 11: Démembrement et occupation de la Yougoslavie (1941-1945).....	85
Illustration 12: La Yougoslavie en 1989 (Le Monde Diplomatique).....	90
Illustration 13: La Yougoslavie en 1992-1993.....	92
Illustration 14: La Yougoslavie en 1995.....	98
Illustration 15: La Yougoslavie en 1998.....	99
Illustration 16: La Yougoslavie en 1999 (Le Monde diplomatique).....	101
Illustration 17: Carte du Rwanda (Le Monde diplomatique).....	102
Illustration 18: Génocide du Rwanda (7 avril-17 juillet 1994) (L'Histoire).....	108
Illustration 19: Le Liban (Le Monde diplomatique).....	116
Illustration 20: Accords Sykes-Picot, 1916 (l'Histoire).....	119
Illustration 21: Traité de San Remo, avril 1920 (L'Histoire).....	120
Illustration 22: Répartition religieuse au Liban.....	122
Illustration 23: Division de Beyrouth entre 1975 et 1990 (Henry Laurens, la question de Palestine, tome 5).....	134
Illustration 24: Le Liban Sud au moment du retrait israélien (Henry Laurens, la question de Palestine, tome 5).....	135
Illustration 25: Résolution 181 de l'Onu (l'Histoire).....	140
Illustration 26: L'Etat d'Israël après la guerre des Six Jours (l'Histoire).....	141
Illustration 27: L'Etat d'Israël à la veille de la conférence de Camp David, 1993 (l'Histoire).....	143
Illustration 28: le cardinal Etchegaray rencontre Yasser Arafat à Rammalah, le 02 mai 2002 (La Vie du 12 septembre 2019).....	152
Illustration 29: Carte de l'Irak (Le Monde diplomatique).....	154
Illustration 30: Mgr Etchegaray face à Saddam Hussein, Bagdad, 15 février 2003 (Le Monde du 18 février 2003).....	160
Illustration 31: Guerre d'Irak (2003-2011).....	163

Table des matières

Remerciements.....	1
Historiographie : les évolutions de l'Église de France.....	2
1. Évolutions des pratiques religieuses.....	3
2. L'Église face à la guerre.....	5
3. Les initiatives pastorales : l'exemple des prêtres-ouvriers.....	7
4. Les héritages du christianisme.....	9
Introduction.....	13
I. La pourpre cardinalice en pays rouge.....	26
1. « À la grâce de Dieu » : le cardinal Etchegaray en Chine.....	26
1.1. Contexte.....	26
1.1.1. La Chine nationaliste (1912-1949).....	26
1.1.2. La Chine de Mao (1949-1976).....	27
1.1.3. La Chine après Mao (1976-2000).....	29
1.1.4. La Chine populaire face aux religions.....	31
1.2. Un « homme-vêtu-de-rouge » en terre communiste.....	37
1.2.1. Première visite du cardinal Roger Etchegaray en 1980.....	37
1.2.2. Seconde mission en Chine du 03 au 08 septembre 1993.....	43
1.2.3. Troisième et quatrième visites en Chine du 13 au 21 septembre 2000 et du 22 septembre au 07 octobre 2003.....	45
2. <i>Un cardenal basco francès face au líder máximo</i>	48
2.1. Cuba et l'Église cubaine depuis 1959.....	48
2.2. Les relations entre le régime castriste et l'Église catholique à Cuba.....	54
2.3. Le cardinal Roger Etchegaray à la Havane (décembre 1988-janvier 1989).....	56
2.4. Nouvelles rencontres avec Fidel Castro en décembre 1992 et novembre 1994.....	58
3. Un « grand bienfaiteur dans l'histoire du Vietnam ».....	61
3.1. Contexte : le Vietnam de 1975 à 1990.....	61
3.2. Mgr Etchegaray au Vietnam.....	78
3.2.1. Prise de contact triomphale (1-14 juillet 1989).....	78
3.2.2. Retour au Vietnam.....	80
3.3. Le Vietnam et les catholiques des années 1990 aux années 2000.....	81
II. Discours de guerre contre dialogue de paix.....	85
1. Les guerres de Yougoslavie (1992-1995).....	85
1.1. Contexte.....	85
1.1.1. La Yougoslavie de 1918 à 1945.....	85
1.1.2. Les religions en Yougoslavie.....	89
1.1.3. La Yougoslavie titiste (1945-1980).....	90
1.1.4. Dislocation de la Yougoslavie (1990-2001).....	91
1.2. Le cardinal Etchegaray en Croatie et en Bosnie (1991-1995).....	95
1.2.1. Mission en Croatie en 1991.....	95
1.2.2. Autres missions pour les Balkans (1992-2001).....	98
1.3. Après les visites de Mgr Etchegaray.....	100
2. Le génocide du Rwanda.....	104
2.1. Contexte.....	104
2.2. « Le plus grand chemin de croix de ma vie : La mission de paix du cardinal Etchegaray au « pays des Mille-Collines » du 22 au 29 juin 1994.....	112
2.3. Après le génocide : un long chemin vers le pardon et la réconciliation.....	115
III. La Terre Sainte ensanglantée.....	118
1. « Liban, tu ne mourras pas ! ».....	118

1.1. Contexte.....	118
1.1.1. Le Liban, des origines à l'indépendance.....	118
1.1.2. Le Liban, de l'indépendance à la guerre civile (1943-1975).....	125
1.1.3. Le Liban, entre guerre civile et influences étrangères (1975-1985).....	130
1.2. La visite du cardinal Roger Etchegaray en juillet 1985.....	137
2. « Un scandale pour la chrétienté, scandale pour l'humanité » : le siège de la basilique de la Nativité (printemps 2002).....	141
2.1. L'État d'Israël et la Palestine depuis 1948.....	141
2.1.1. La Palestine de 1948 à 2000.....	141
2.1.2. La paix impossible et la seconde Intifada (2000-2002).....	143
2.1.3. Relations entre le Vatican et l'État d'Israël.....	146
2.2. Mgr Etchegaray à Bethléem : obtenir la levée du siège de la Nativité.....	149
3. Irak, février 2003 : la « mission au bout de l'espoir ».....	153
3.1. Contexte.....	153
3.2. Éviter la guerre : Mgr Etchegaray face à Saddam Hussein.....	160
3.3. Une mission jamais achevée : les suites de la visite du cardinal Etchegaray.....	163
Épilogue.....	168
Sources et Bibliographie.....	172
Sources.....	172
Bibliographie.....	176
Annexes.....	182
Annexe 1 : Homélie du cardinal Etchegaray le 11 février 1984 à Notre-Dame-du-Liban de Marseille (Source : <i>L'Evangile aux couleurs de la vie</i> , pp. 105-108).....	182
Annexe 2 : Cérémonie de remise du prix Hophouët-Boigny pour la recherche de la paix, Unesco, 21 septembre 2004. Discours du Cardinal Roger Etchegaray, président émérite du Conseil pontifical « Justice et Paix », Lauréat du prix 2003.....	185
Annexe 3 : Le cardinal Etchegaray par François Ribere.....	189
Index des noms.....	190